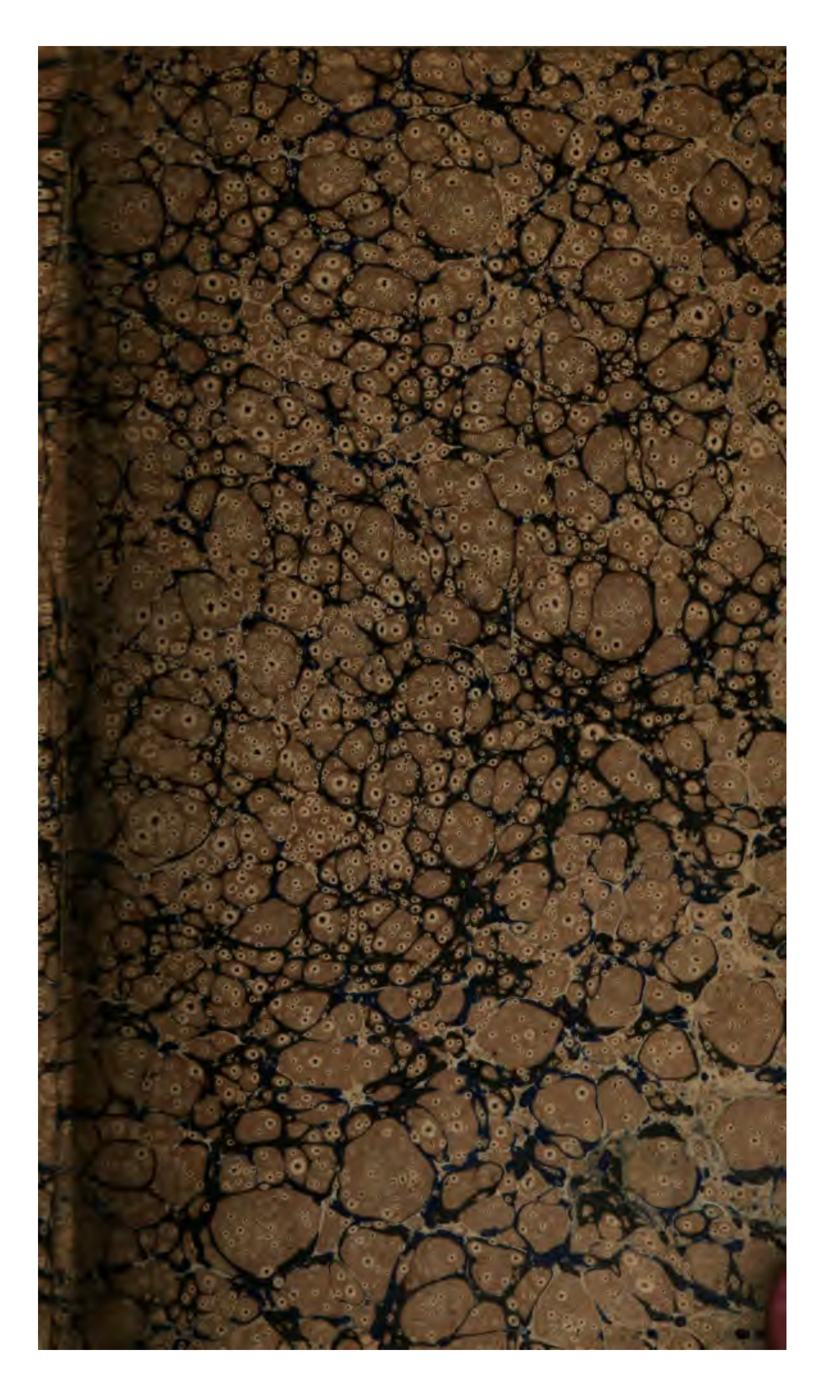
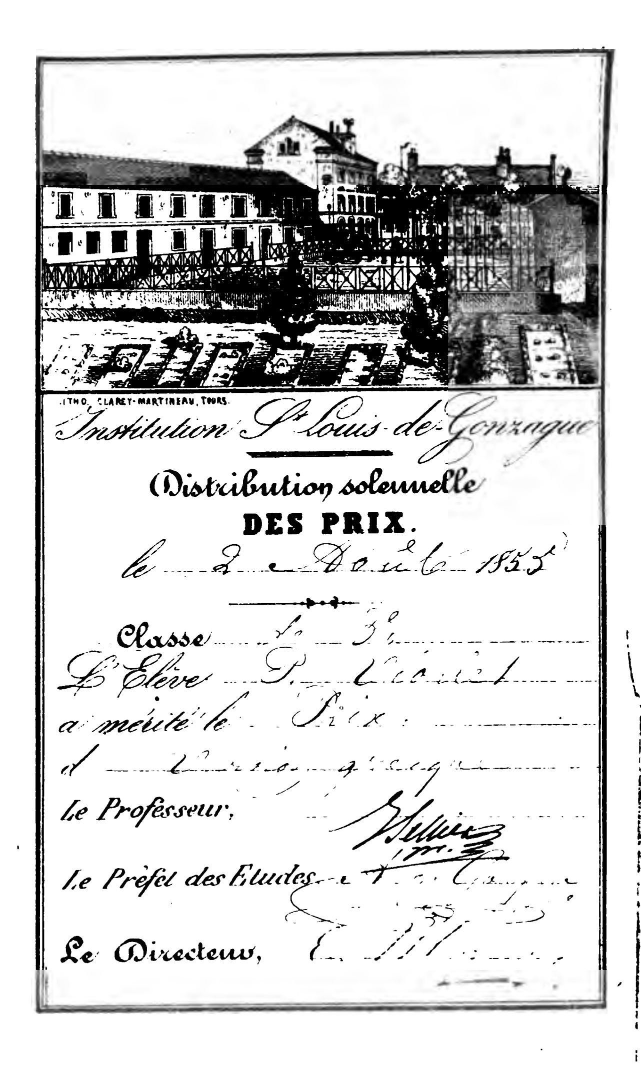

1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
RECEIVED IN EXCHANGE
FROM
Michigan Law Library




LITHO. CLAREY-MARTINEAU, TOURS.

Institution St Louis-de-Gonzague

Distribution solennelle

DES PRIX.

le 2 Août 1855

Classe de 3e

L'Elève

a mérité le Prix

d

Le Professeur,

Le Préfet des Etudes,

Le Directeur,



HISTOIRE

RELIGIEUSE, MONARCHIQUE, MILITAIRE ET LITTÉRAIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE,

ET DE L'EMPIRE,

DEPUIS LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES NOTABLES EN 1787,

JUSQU'AU 20 AVRIL 1814.

III.

PARIS. — IMPRIMERIE DE COSSON,
Rue Saint-Germain des-Prés, n. 9

HISTOIRE

RELIGIEUSE, MONARCHIQUE, MILITAIRE ET LITTÉRAIRE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE;

ET DE L'EMPIRE,

DEPUIS LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES NOTABLES EN 1787, JUSQU'AU 20 AVRIL 1814;

Rédigée sur des documens originaux et inédits,

PAR LE BARON DE

LAMOTHE-LANGON,

ANCIEN MAGISTRAT, AUDITEUR DE 1re CLASSE AU CONSEIL D'ÉTAT SOUS L'EMPIRE, MEMBRE DE PLUSIEURS ACADÉMIES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

Quidquid excessit modum,
Pendet instabili loco.

Tout ce qui passe les bornes ne saurait être de longue durée.

(SÉNÈQUE, *OEdipe*, acte IVe.)

TOME TROISIÈME.

11 NOVEMBRE 1799 — 20 AVRIL 1814.

PARIS,

ALBANEL ET MARTIN, LIBRAIRES,

Rue Pavée-Saint-André-des-Arts, 14.

1840.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

CHAPITRE PREMIER.

1799.

DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE AU MOMENT DE LA CRÉATION DU CONSULAT.

Retour rapide sur les événements qui eurent lieu antérieurement au 18 brumaire. — A cette époque, Bonaparte était pour la France l'homme de la nécessité. — Situation politique de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle.

Un an encore, et un autre siècle allait commencer. Le dix-huitième, qui avait débuté par l'accroissement prodigieux de grandeur et de pouvoir de la maison royale de France (le don à Philippe V de la belle et immense succession des rois d'Espagne), finissait par le dernier coup mortel qui pût être porté à cette famille, l'établissement en France d'une monarchie encore engagée dans des langes républicains, et l'avénement d'une quatrième dynastie, s'annonçant avec tous les symptômes de l'énergie de la science et de la capacité.

Louis-le-Grand, à l'ouverture de ce siècle, régnait dans tout son éclat; les couronnes arrivaient à sa race par droit d'héritage, et cent ans après, ses descendants, égorgés ou trahis, persécutés, exilés, ne savaient en Europe où reposer leur tête; les ossements royaux même n'avaient pas obtenu la paix des tombeaux. Arrachés par une profanation inouïe à la plus sacrée des demeures, ils attendaient de la pitié orgueilleuse d'un étranger une seconde sépulture, sur laquelle celui-là fonderait son trône.

Les folies de la régence, l'agiotage mis en honneur, la philosophie protégée, les jésuites renvoyés, les parlements poursuivis avec un acharnement maladroit, le vice en honneur à la cour, un roi livré à une débauche éclatante, bien qu'il tentât de la cacher; les hommes de lettres voulant, ainsi que les banquiers, s'immiscer dans la politique; la désunion dans les ménages des grands, l'importance accordée aux théâtres, et de viles créatures ruinant les familles patriciennes; puis la fureur du jeu poussée à l'excès, la protection malhabile accordée aux insurgens de l'Amérique, la destruction de l'étiquette, la renonciation aux vêtements d'apparat, une supériorité politique accordée à la science, qui n'aurait pas dû sortir de son cabinet; la désunion dans la famille royale, l'ambition de deux princes du sang, la révolte trop prouvée d'un au moins, la mobilité des ministères, l'incapacité des ministres dirigeants, le besoin de se créer des sensations nouvelles, qui est une nécessité pour la France; la richesse du clergé, le séjour à Paris et à Versailles de certains évêques, que, malgré leur minorité, on disait être la majorité; en outre, l'autorité mesquine des gentilshommes de province, le désir de

les remplacer qui survenait à la riche bourgeoisie, les avocats impatients de faire assaut de faconde, l'imprévoyante résistance des cours souveraines, dégénérant en rébellion; la Bretagne, le Dauphiné, émus et fermentant : tels furent les leviers dont Dieu se servit pour châtier le roi, la famille royale, le clergé, les grands et toute la nation.

Une monarchie qui pendant quatorze cents ans avait résisté à toutes les secousses possibles, aux guerres du dehors et aux guerres intestines; qui, depuis cent quarante ans environ, jouissait d'une paix profonde, fut renversée en moins de deux mois; car l'ouverture des États-généraux eut lieu le 5 mai 1789, et Louis XVI abdiqua de fait en faveur de Mirabeau et des députés factieux, le jour fatal du 23 juin suivant, à la suite de la séance royale.

Dès lors, et sans retour, le pouvoir, sorti des mains du possesseur légitime, tomba dans celles d'une oligarchie démocrate, si on peut s'exprimer ainsi. La chute fut rapide; car vingt-trois jours après, la ville de Paris se gouvernait, indépendante et souveraine. Louis XVI était venu lui rendre hommage, et se faire son homme-lige en prenant ses couleurs (la cocarde tricolore), tandis que cinq princes du sang, que trois princesses et la fleur de la cour, fuyant hors des frontières, allaient porter à l'étranger la nouvelle étourdissante que le royaume de France était en deux mois et demi devenu un gouvernement républicain déjà hargneux, injuste, avide, en attendant qu'il fût assassin et régicide.

On mit à peu près trois ans et deux mois à *parfiler le diadème sur la tête* du descendant de tant de poten-

travail n'avait eu pour résultat que de mettre l'opinion publique à la place qu'elle se flattait d'occuper : or, l'opinion publique, dégoûtée du républicanisme par tant d'excès, d'horreurs, de calamités, de ruines, de malheurs, voulait la monarchie ; et pour retour transitoire, la constitution de l'an III fut *octroyée.*

Cet essai d'une monarchie démocrate prouva mieux encore que le règne de la terreur que la royauté ne peut appartenir au peuple, qu'elle vient de plus haut, et que, pour rendre un roi respectable, il ne suffit pas de faire un roi, mais qu'il faut à celui-ci un prestige de vénération qui prenne sa source dans l'antiquité de l'origine, la grandeur de la maison et des alliances, le mérite personnel, l'éclat des victoires, la science de l'administration ; qu'il faut surtout que la couronne d'or soit entée sur celle des lauriers de la gloire, car le sceptre n'a de puissance que lorsqu'il est uni au glaive triomphateur.

La République, grâce à d'habiles capitaines et à un de ces hommes que la nature avare n'accorde qu'après une longue suite de siècles, avait établi sa prépondérance et fécondé les pays voisins. La Belgique était réunie à la France, ainsi que toutes les contrées situées sur la rive gauche du Rhin, et le Piémont. En outre, elle avait fondé des républiques sur son propre modèle en Hollande, à Gênes, à Milan, à Bologne, etc.; elle avait traité avec les rois d'Espagne, de Danemark, de Prusse, avec le grand-duc de Toscane et autres souverains ; mais elle soutenait une guerre désastreuse, quoique honorable en définitive, contre l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, Naples, etc. Le pape, renversé de son trône, venait de mourir prisonnier en France ; le midi se révoltait ;

l'emprunt forcé, la loi des otages, les souvenirs de la réaction jacobine, du 18 fructidor, les revers de Jourdan et de Joubert, rendaient la tranquillité intérieure problématique : le sol y tremblait sous les pas, une catastrophe semblait inévitable. Le Directoire désuni, sentant son impuissance et sa chute prochaine, négociait, soit avec Louis XVIII, soit avec des princes étrangers, avec le duc d'Orléans, avec des généraux ambitieux et plus ou moins capables, tant les directeurs comprenaient que le jeu de la machine était usé, et qu'à la première secousse elle se briserait.

La nation le voyait aussi; elle avait le sentiment de l'impuissance de ses gouvernants, stupides et méchants, capables de mal faire, hors d'état de faire bien. Alors apparut celui que chacun voulait, alors le même nom sortit de toutes les bouches, Bonaparte !!! En 1799, il était tellement l'homme de tous, qu'une seule chose m'étonne : c'est qu'en débarquant à Fréjus il n'ait pas, de prime abord, saisi de sa main ferme les rênes du pouvoir; il eût pu le faire sans obstacle, et avec le même concours que lors du voyage de Cannes à Paris en 1815.

Bonaparte, je le répète, était tellement le besoin de la France en 1799, que les royalistes eux-mêmes, tous les royalistes, l'accueillirent avec espérance, le saluèrent avec transport; que ceux d'entre eux qui virent ce retour d'Égypte avouent aujourd'hui leurs sentiments de cette époque. La nécessité absolue d'un gouvernement fort, solide, réparateur, qui s'établît sans trouble, sans contestation, qui ne réveillât ni les haines de parti, ni les querelles de mots, s'empara si bien de tous les cœurs, que dans ceux des plus fidèles sommeilla ce jour-là tout l'amour, toute l'af-

fection que l'on portait à la légitimité. Oui, j'adjure les royalistes de dire s'ils ne s'écrièrent pas ensemble : *Allons, prenons celui-là d'abord; il le faut pour rallier chacun dans le même faisceau; plus tard nous lui demanderons et il nous rendra notre famille chérie.*

Voilà le langage que nous tînmes tous, trompés que nous fûmes par les exigences impérieuses du moment; nous aurions dû nous défier de ce brillant sauveur, qui plus tard, nous divisant, se conserva plusieurs d'entre nous qui lui sont restés fidèles par honneur jusqu'à sa mort, et qui, libres alors, sont franchement revenus à la famille chère et sacrée de nos princes légitimes.

C'était donc non un parti, non une conspiration qui nous imposait Bonaparte; ce fut la nation qui se le donna, comme le seul remède propre à la guérir de sa débilité présente, et du chancre invétéré (le jacobinisme) qui la rongeait depuis dix années. Aussi, trente jours s'écoulèrent seuls entre son débarquement à Fréjus et son avénement à la puissance souveraine; aussi, nul n'y mit obstacle sérieusement, nul ne tenta de l'écarter pour se mettre à sa place; les deux seuls personnages aptes peut-être à la lui disputer, Bernadotte et Moreau, s'ils ne l'aidèrent pas à s'en investir, du moins ne mirent pas d'empêchement à cette prise de possession; l'un même consentit à être un des instruments de cette journée mémorable, et l'autre attendit les événements.

Soit au 18 brumaire, soit après, ni les communes, ni l'armée, ni les grands corps de l'état, ni le clergé, ni les savants, ni le commerce, ni même l'Europe, à part les nobles Bourbons, ne s'opposèrent à la prise

de possession de Bonaparte, ne protestèrent contre. Le pape, aussitôt qu'il fut élu, se mit en communication avec lui, sanctionna son élévation du sceau si important de son concours, et même, faisant plus, consentit, pour achever de consacrer l'homme et d'en faire un roi, de venir à Paris de sa personne l'oindre du saint chrême, et par là le faire participer à ce sacerdoce mystérieux, à cet *évêché du dehors*, qui consomme l'alliance intime du trône et de l'autel.

Les Conseils gouvernants disparurent, le Directoire s'anéantit, la constitution fut renversée, et cela sans émotions, sans cris séditieux, sans tentative de révoltes. Des courriers extraordinaires, agitant des branches d'olivier et de laurier, s'en allèrent à chaque mairie annoncer l'avénement de Bonaparte, et tout fut dit. Il n'y eut pas dans les quarante-quatre mille municipalités de la république une seule qui protestât contre cette révolution; il n'y en eut pas une seule qui, par des fêtes ou des adresses couvertes de signatures, n'exprimât son acquiescement. On ne dit qu'une chose : « *Pourquoi n'est-il pas venu plus tôt?* » et de Caron *pas un mot* (1), c'est-à-dire qu'on ne regretta rien de ce qui tombait, et qu'on ne s'inquiéta pas de ce que devenaient *ces cinquièmes de rois* et leurs partisans. Qui même fit attention aux deux autres consuls? Qui songea à rechercher l'appui de Sieyès et de Ducos? Et quand ceux-ci, quelques semaines après, firent place à Cambacérès et à Lebrun, leur chute n'étonna pas plus que ne l'avait fait leur élévation.

---

(1) Expression consacrée par Lucien pour dire que l'on s'occupait de tout, hors du sujet important.

Telle était donc la disposition de la France à la fin du dix-huitième siècle ; lasse de la république, elle aspirait au retour de la monarchie, et le vif désir qu'elle en éprouvait l'empêcha de voir qu'en la lui rendant on n'en confiait pas l'exercice à la seule famille qui avait le droit légitime de la régir.

Maintenant que j'ai montré l'état de l'intérieur à une époque qui changeait la politique du monde, il convient d'abord que j'esquisse rapidement la situation de l'Europe, et que j'indique pourquoi elle ne parut pas trop inquiète du revirement de parti qui avait lieu parmi nous.

Depuis dix ans, les princes étrangers jetaient du haut de leurs trônes un regard d'épouvante sur cette France, foyer d'anarchie et de dissolution sociale. Redoutant la démagogie, la propagation des idées philosophiques et anti-royales, tous regrettaient amèrement la mauvaise foi avec laquelle ils avaient secouru ou plutôt abandonné Louis XVI. Tant de couronnes brisées, tant d'états envahis, de républiques effervescentes semées çà et là comme des avant-coureurs sinistres, les plongeaient dans une morne stupeur. Le nom de Bonaparte les rassura ; il avait des idées monarchiques, on le savait. D'ailleurs il serait Monk ; nul ne pensa qu'il préfèrerait être Bonaparte. Aussi, loin de le combattre, loin de retirer les ambassadeurs, on en envoya d'extraordinaires pour le complimenter, et la Russie, protectrice naturelle des rois malheureux, changeant tout à coup de maxime, chassa les Bourbons et fraternisa avec le premier consul.

Telle fut la conduite de tous les rois de l'Europe. Voyons maintenant ce qu'en particulier ils pouvaient tenter. L'Angleterre, soutenant contre nous une lutte

acharnée dans les quatre parties du monde, avait fort à faire pour nous combattre aux deux Grandes-Indes et sur le continent; pour maintenir l'Irlande sujette et non fille, et pour comprimer les radicaux qui commençaient à remuer, soutenus par Fox, Holland, Hutchinson, sir Burdett, et autres hommes d'état à beaux talents et à courtes vues. Déjà la dette nationale, grossie par l'immensité des armements, par les subsides payés aux puissances continentales, par les sommes énormes que le cabinet de Londres dépensait à entretenir la rébellion, tantôt sur un point, tantôt sur un autre du territoire français, à pensionner tant de princes dépossédés, tant d'émigrés, tant d'agents, tant de malheureux, montait à plusieurs milliards. Le commerce, l'industrie, souffraient dans l'empire Britannique, et là, comme ailleurs, on sentait le besoin de la paix : on voulait la faire avec le nouveau gouvernement français, parce qu'on n'en comprenait encore ni la portée ni le génie. En outre, là étaient un roi privé de sa raison, une reine ambitieuse, un fils qui ne l'était pas moins, une oligarchie puissante par sa richesse et par son influence sur les classes supérieures. Enfin, l'intérêt de la régence à exercer, attachant tous les regards sur la situation intérieure, détournait quelque peu l'attention de ce qui se passait en France.

Dans le Nord, le Danemark, royaume où le pouvoir absolu entend si bien les intérêts de la nation; le Danemark, dis-je, était gouverné par un roi dont une maladie funeste avait troublé l'intelligence. Christiern VII, si malheureux dans sa famille, laissait l'autorité à des mains habiles. Le régent, indifférent à ce qui se passait en France, et peut-être

en secret plus partisan qu'ennemi de la révolution qui nous dévorait que du pays même, avait retiré ses troupes dans l'intérieur, et se maintenait franchement en paix avec nous.

La Prusse ne voulait point la guerre, par cela seul que l'Autriche la désirait. La Prusse, naguère régie par un roi célèbre, Frédéric II, avait, depuis 1786 jusqu'en 1797, subi la domination pesante de Frédéric-Guillaume II; ce prince impie et mystique, sans croyance religieuse, et cependant fourvoyé dans les rêveries de l'illuminisme, avait apporté sur le trône des vices honteux, et renouvelé à Postdam les orgies des empereurs romains. Un instant, en 1792, il avait joué, au dire de ses flatteurs, le rôle d'un autre Agamemnon, car on l'avait vu à la tête de la coalition des souverains contre la république française; mais achetée par l'or des sans-culottes, son indigne retraite déshonora les lauriers des héros ses oncles, et depuis lors, jusqu'à sa mort, amenée par une maladie affreuse, il s'était tenu honteusement à l'écart. Son fils, prince sage et prudent, qui ne devait faire des fautes qu'à la fin de sa carrière, quand la manie du prosélytisme luthérien s'emparerait de lui, son fils, Frédéric-Guillaume III, aujourd'hui régnant, était en 1799 depuis trop peu de temps sur le trône pour se soucier de guerroyer contre nous. Occupé à réparer le désordre mis dans ses finances par les prodigalités de son père envers ses favoris et ses maîtresses; heureux par l'amour que lui inspirait sa belle et gracieuse compagne, si calomniée depuis et si malheureuse, non-seulement il n'arma point à la nouvelle du coup d'état qui chez nous semblait clore la révolution, mais, au contraire, il renouvela à diverses reprises au premier consul les as-

surances de son amitié constante et d'une neutralité dont les instances de l'Angleterre et ses offres de subsides ne le feraient pas se départir, disait-il.

Catherine ne régnait plus en Russie depuis 1796; frappée, comme on sait, d'apoplexie foudroyante, elle avait laissé le sceptre à Paul Ier, son fils. Ce prince, semblable en partie à son malheureux père, était aussi atteint de cette hallucination mentale qui s'étendait contagieusement sur les trônes de l'Europe à cette époque. Il désespérait ses sujets, accoutumés à la douceur du règne glorieux de sa mère; lui qui seul en avait souffert, lui qu'un sentiment filial exaltait, voyait avec horreur des courtisans qui avaient été ou assassins de son père, ou trop chéris de l'impératrice défunte : toujours sur le point de les punir en masse, les menaçant sans cesse, il les détermina à le prévenir, appuyés qu'ils étaient par la nation entière, fatiguée d'un despotisme taquin, perpétuel, et qui avait les apparences de la monomanie. Il en résultait qu'on ne rendait pas justice aux qualités réelles de l'empereur, qu'on ne voulait voir que ses défauts; il venait, à cette epoque-là, de rompre avec l'Angleterre, l'Autriche et Naples; ses armées, commandées par Souvarow, cessaient de menacer la France; elles rentraient en Russie à marches forcées. Bientôt une mesure adroite du premier consul lui concilierait toute l'amitié du czar, qui, pour lui en donner une preuve, chasserait brutalement de Mittau la famille royale de France, à qui lui-même avait accordé si généreusement asile : ce n'était donc pas de ce côté que viendrait de sitôt la guerre contre Bonaparte.

La Suède non plus ne devait pas encore armer contre lui; la Suède, à qui un régicide avait ravi

en 1793 le roi Gustave III. Le successeur de ce monarque, son fils, l'infortuné Gustave IV, n'avait pas alors fourni des preuves de l'aberration de son esprit; il régnait sous la tutelle ou direction officieuse de son oncle, le duc de Sudermanie, qui peut-être commençait à croire à la possibilité de monter à son tour sur le trône occupé par son neveu. Ce prince, ami de la France, continua avec les consuls les relations bienveillantes que déjà il avait maintenues avec la Convention et le Directoire.

La Pologne, depuis le dernier partage que la Prusse, la Russie et l'Autriche avaient fait de son territoire en 1793, n'existait plus comme nation; on ne devait pas s'occuper d'elle. Les électeurs de Saxe, de Hesse, de Bavière, de Wurtemberg, préféraient le repos, et ne suivraient qu'à la dernière extrémité l'empereur d'Allemagne, s'il persistait dans ses hostilités. Là, peut-être, aimait-on en secret la révolution, parce que son contre-coup frappait de mort la noblesse immédiate; on voyait, grâce à elle, le moyen de soumettre au joug cette multitude de seigneurs imitant les princes, voulant être indépendants, et n'ayant aucun moyen de soutenir par eux-mêmes leurs droits absolus. Les possessions de l'Église passaient au domaine des souverains séculiers. Cette spoliation injuste et sacrilége flattant l'avidité des uns, la prodigalité des autres, portait le plus grand nombre de ces petits potentats à s'accommoder de tout gouvernement français qui les maintiendrait dans les usurpations qu'ils avaient consommées, et dans celles qu'ils se préparaient à accomplir à la première occasion favorable; ils se flattaient que Bonaparte la ferait naître, pour peu qu'il y trouvât son profit.

D'ailleurs, si la Hesse, le Hanovre, l'Oldenbourg et les principautés de Brunswick, de Mecklenbourg, d'Anhalt, etc., tendaient vers une alliance intime avec l'Angleterre, la Prusse, la Russie et l'Autriche; les cours de Dresde (Saxe), de Munich (Bavière), de Stuttgard (Wurtemberg), de Manheim (Bade), avaient depuis longtemps une propension décidée pour la France, qui leur semblait une alliée naturelle contre les cabinets de Berlin et de Vienne. Aussi n'avaient-elles guerroyé que faiblement contre nous; et aussitôt que l'influence de Bonaparte se fut fait sentir, tous les souverains de ces états se lièrent étroitement avec lui : trois d'entre eux lui durent plus tard une couronne fermée (celle de roi), la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg; et le quatrième, Bade, le titre de grand-duc.

Au midi de l'Europe, on trouvait le Portugal, devenu colonie anglaise, le Portugal, presque en guerre avec la France, mais qui, peu après, changerait momentanément d'opinion; l'Espagne, soumise en apparence au roi Charles IV, et où régnait en réalité don Manuel Godoï, prince de la Paix, un de ces favoris ineptes dont la Providence permet l'élévation lorsqu'elle veut la ruine d'un empire. L'insensé Godoï, sans aucun talent, sans aucune vertu, favori d'une reine coupable et trompant un excellent prince rempli d'honneur, de délicatesse, de piété; Godoï, qui plus tard vendrait l'Espagne, sa patrie, et ses augustes bienfaiteurs, au prix d'une souveraineté imaginaire dans les Algarves, n'avait pas osé, en 1793, continuer une guerre, désastreuse uniquement par son incapacité, honte éternelle de son front. Il avait déterminé le roi d'Espagne, le plus proche parent de

Louis XVI, l'héritier direct de la maison de Bourbon si les trois frères, le roi de France, le comte de Provence et le comte d'Artois, mouraient sans héritiers, à signer un traité de paix avec les assassins du chef de sa famille, dans la même année où le sang de celui-ci avait été répandu.

Certes, lorsque l'on avait fait la paix, à une époque où la religion, l'honneur, les affections privées, le besoin d'une vengeance légitime, commandaient une guerre à mort, on ne penserait certainement pas à courir aux armes lorsqu'un pouvoir réparateur s'élevait en remplacement de celui qui n'avait pas craint de répandre un sang si précieux.

La maison de Savoie, nouvellement dépossédée de ses états sur le continent, ne régnait plus que dans l'île de Sardaigne; la lutte inégale qu'elle soutenait encore, avec le concours des Anglais, consistait en une piraterie mesquine, sans portée, sans puissance et sans intérêt.

Le roi de Naples, à l'extrémité de l'Italie, abandonné tout à coup de la Russie, épouvanté du nom et du souvenir de Bonaparte, s'empressa d'envoyer à Paris des ambassadeurs, aussitôt que l'Autriche ne le domina plus, et qu'il en eut obtenu le consentement de l'Angleterre.

La République romaine, morte en naissant, attendait avec impatience que le pape nommé, rentrant dans la ville éternelle, lui rendît sa prospérité, qu'elle avait perdue à la chute de ce gouvernement paternel. Pie VII n'était pas élu; il ne le fut que le 14 mars 1800.

Le grand-duc de Toscane, les princes de Modène, de Parme (Venise n'existant plus, ainsi que la République Cisalpine, abolie depuis le passage victorieux

de Souvarow) attendaient ce que la Providence déciderait de leur sort.

Comprenant que c'était un ennemi direct et personnel que la France venait d'élever sur le pavois, l'Autriche seule, l'Autriche aigrie contre Bonaparte, qui l'avait fait trembler en révélant le secret de sa faiblesse, qui le savait avide d'une grande domination en Italie, devina par instinct ce que seule elle perdait à ce changement, indifférent en apparence pour les autres couronnes, mais hostile à ses intérêts. Elle poursuivit et accrut ses préparatifs militaires, augmenta ses armées, chercha des alliés, s'unit plus intimement avec l'Angleterre.

Je n'ai placé dans le tableau politique de la situation de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle ni les villes hanséatiques, à cause de leur nullité militaire, ni le Grand-Turc, alors en guerre ouverte contre la France, et ne voyant dans le retour de Bonaparte à Paris qu'une chance de plus pour replacer l'Égypte sous l'ancien pouvoir de la Sublime Porte : il m'a paru convenable de ne parler ici que des souverains et des états, qui pouvaient voir avec plaisir ou peine cette régénération de notre patrie. Je n'ai donc également rien dit ni de la république Ligurienne, réduite alors à la seule ville de Gênes, sa capitale; ni de la Suisse, pillée par les agents du Directoire, ravagée par les armées de la République et de la coalition; ni de la Hollande, soumise à notre influence, entraînée dans nos extravagantes formes de gouvernement; ni enfin de la Belgique, devenue partie de la République et divisée en départements, parce que dans ces contrées il n'y avait aucune indépendance, et que la fortune de notre empire devait nécessairement les entraîner dans ses oscillations.

Ainsi, la France et l'Europe étaient préparées au moment où la face de cet ancien continent allait changer. Instruments de la volonté d'en-haut, elles deviendraient dans la main de Dieu des verges dont il se servirait pour les châtier réciproquement. Le sang d'un roi avait coulé sur l'échafaud, et les autres rois avaient regardé, impassibles. L'heure était sonnée où chaque roi, tremblant sur son trône ébranlé, ou couché sous son trône renversé, passerait dans les angoisses et les tribulations une grande partie de sa vie. Le Directoire avait osé joindre la violence au sacrilége; il avait tressailli de joie à la chute du souverain pontificat; le saint-père lui-même, arraché à la chaire du prince des apôtres, avait été traîné à travers les Alpes jusques à Valence, en Dauphiné, où il venait d'expirer. Les impies, joyeux, disaient dans leur féroce allégresse : « Elle est convaincue de fausseté, la parole de Dieu; il n'y a plus de pape, le sacré collége est dispersé, l'État Romain a proclamé son indépendance. »

Insensés! la réponse de Dieu tarda peu : elle fut foudroyante. Pie VI était décédé le 29 août 1799, et, le 9 novembre suivant, le Directoire avait disparu. Dès le 14 mars 1800, un nouveau pape nommé était déjà attendu dans ses états, tous redevenus catholiques, et impatients de le posséder; et la religion, anéantie en France, allait s'y relever plus florissante que jamais.

CHAPITRE II.

Propos d'Augereau au général Bonaparte. — Celui-ci enlève avec adresse à Sieyès la présidence consulaire. — Divers décrets. — Justice rendue à Jourdan. — Formule du serment exigé par le nouveau gouvernement. — Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures. — Constitution de l'an VIII. — Première composition du sénat. — Refus de Delille et de Ducis. — Le premier consul écrit au roi d'Angleterre, et lui propose la paix. — Situation des armées françaises au 18 brumaire. — Proclamation de Bonaparte à l'armée d'Italie. — Distribution d'armes d'honneur. — Réponse dilatoire du cabinet de Londres. — Décrets réparateurs du premier consul. — Nouvelle forme d'administration.

La révolution du 18 brumaire consommée, les hommes incertains se rapprochèrent du vainqueur. Le général Augereau, qui au moment de l'événement plaisantait sur l'embarras dans lequel il croyait que se trouvait Bonaparte, se hâta de venir au consul, et de lui dire : *Eh quoi! général, vous sauvez la République, et vous n'avez pas appelé votre petit Augereau!* Cette platitude fut le prélude de toutes les honteuses flatteries dont les militaires, avant les fonctionnaires civils, enivrèrent le nouveau souverain.

Celui-ci, dès le premier jour, enleva la présidence à Sieyès, qui se l'adjugeait. Les trois consuls, dès leur nomination accomplie, se rendirent au palais du Luxembourg, maintenu siége du gouvernement. Là, dans la salle où la veille peut-être encore la majorité du Directoire avait délibéré la mise hors la loi du vainqueur, celui-ci se confirma dans la plénitude de la toute-puissance.

L'acte d'institution des trois consuls les classait dans l'ordre suivant : d'abord Sieyès, puis Roger Ducos, et

Bonaparte le dernier. En vertu de ce décret, Sieyès, devançant ses deux collègues, prit le siége placé au milieu de la table et posa deux fauteuils à sa droite et à sa gauche. Il était à peine assis que Ducos et le général entrèrent; le coup d'œil rapide de ce dernier devina que la place acceptée déciderait la question du rôle principal ou du rôle secondaire. Or donc, sans s'embarrasser du texte de la loi d'institution, il prit le fauteuil de la droite de Sieyès, l'établit à la gauche de celui qu'il prenait lui-même, en disant à Ducos : *Asseyez-vous là;* et dès lors il se trouva au milieu de ses collègues.

Sieyès, stupéfait, balbutia : *Mais ce n'est pas cela.* — *Que dites-vous, tout est bien, c'est ainsi que tout doit être*, repartit Bonaparte sèchement; et puis, regardant la chose comme consommée : *Or çà, parlons d'affaires, et sans perte de temps.* Sieyès, ne se sentant pas de force à lutter, endura cette humiliation; il eut, peu après, une douleur plus vive; car, ayant voulu mettre en avant son plan de constitution, Bonaparte le combattit si bien avec les armes de la raison et du ridicule, qu'il n'y eut pas moyen de le faire adopter.

Dès le 11 novembre, l'action de la force, dans le jeune gouvernement, se fit sentir; un décret des consuls, daté de ce jour, condamna trente-six jacobins à la déportation : il y avait dans ce nombre, outre plusieurs hommes qui s'étaient baignés dans le sang aux 2 et 3 septembre 1792 et pendant la terreur, Audouin, Xavier, Scipion, Duroure, Fournier, dit *l'Américain*, le prince Charles de Hesse, Jourdeuil, Félix Le Pelletier, Bruttet, Maignet, Soulavie (l'abbé), etc. Il y avait de plus vingt-six députés du conseil des Cinq-

Cents, parmi lesquels la vindicte publique vit avec joie le marquis d'Antonnelle, Jullien de Toulouse, Santonax.

Jourdan avait été mis sur cette liste; une clameur si générale d'indignation s'éleva, qu'il fallut, pour la satisfaire, rayer sur-le-champ cet illustre capitaine. Ce ne fut pas avec le même sentiment que le lendemain, 12 novembre, on accueillit le retrait de l'infâme loi des otages et la nouvelle de l'arrestation de Santerre. La nation vit dans ces deux actes de la justice et de la sécurité. Le 16, on publia la formule du nouveau serment civique à prêter; elle portait : *Je jure d'être fidèle à la République une et indivisible, fondée sur la liberté, l'égalité et le système représentatif.*

Le 18, on révoqua l'emprunt forcé, que l'on remplaça par une mesure moins désastreuse, une subvention de guerre de vingt-cinq pour cent sur le principal des contributions directes. Le 8 novembre, le tiers consolidé ne valait que *onze pour cent, trente centimes.* Le 21, il était à *vingt-deux pour cent*, et il monta successivement, le 10 mars 1810, à *quatre-vingt huit francs quatre-vingt-dix centimes.* Le 29 mars 1814, il tomba à *quarante-cinq pour cent;* mais la Restauration, en moins d'une année, l'avait rehaussé, le 5 mars 1815, à *quatre-vingt-huit francs.*

Le ministère des relations extérieures fut occupé, le 22 novembre, par le citoyen Talleyrand-Périgord, ex-évêque d'Autun, et membre de l'Assemblée constituante. Après avoir émigré, il fut rappelé par la Convention nationale. Lié à Bonaparte dès 1796, il avait aidé de toute son influence à la révolution qui venait de se consommer.

La nouvelle constitution, rédigée, d'après les notes de Bonaparte, par quelques hommes d'état, par Cam-

bacérès entre autres, est, vers le 15 décembre, envoyée à l'acceptation du peuple français, qui, dans quinze jours, devra répondre. Deux registres sont ouverts dans toutes les mairies, les justices de paix, les tribunaux, les administrations; l'un est pour le vote acceptant, l'autre pour le refus.

Une nouvelle organisation est donnée à l'École polytechnique le 16 décembre; le 24, une loi abolissant les fêtes odieuses du 21 janvier, du 10 août et du 18 fructidor, etc., n'en conserve que deux devenues obligatoires jusqu'à nouvel ordre, celles du 14 juillet 1789 et du 1er vendémiaire, jour de la fondation de la République, le 21 septembre 1792.

Dans la même journée du 24, on proclame solennellement la constitution de l'an VIII. Je renvoie à une note ses dispositions, afin de ne pas interrompre la rapidité du récit (1).

Tout dans cet acte porte le cachet du pouvoir absolu. Les fonctionnaires ne pourront plus être poursuivis par la forme légale; ce droit des tribunaux est transféré au Conseil d'état, tout entier sous la main du chef; la parole est enlevée au Corps législatif dans les séances publiques, son vote sera silencieux; les deux autres conseils n'ont que voix consultative, et ne conservent aucune autorité de droit : ce sont des mannequins. Le gouvernement se réserve l'initiative de la présentation des lois; la publicité des séances interdite au sénat, au Conseil d'état, n'est accordée qu'au

---

(1) Le lecteur trouvera à la fin du volume cette constitution, qu'il est important de connaître. On verra comment Napoléon la mutila et la viola quatorze ans sans danger. L. L. L.

Corps législatif et au Tribunat, et restreinte à la présence de deux cents auditeurs, qui, seuls, seront admis à la fois dans les salles.

Les consuls, nommés pour dix ans, sont rééligibles indéfiniment. On remarquera que le premier consul réunit en sa personne tous les anciens attributs de la royauté, même celui de faire grâce. Les tribunaux, sans inamovibilité, sont sans indépendance; *tout retour dans la patrie est fermé irrévocablement aux émigrés*, disposition terrible abrogée par le fait presque aussitôt que rendue.

Enfin, Napoléon Bonaparte est nommé premier consul, Cambacérès second, et Lebrun troisième: Cambacérès, ancien conseiller à la cour des Aides de Montpellier, probe, savant, sage, timide; Lebrun, autrefois secrétaire du chancelier Maupeou, homme de lettres, bon helléniste, auteur de traductions estimées et en prose poétique de *l'Iliade* d'Homère et de *la Jérusalem* du Tasse, homme prudent, calme, craignant le bruit, et se dérobant de son mieux à la grandeur apparente de sa charge; l'un et l'autre incapables de causer le moindre ombrage à leur collègue, et fort en état de le servir utilement.

Sieyès de jour en jour s'était vu éloigner de cette suprématie à laquelle il avait si longtemps aspiré; il s'en consola en s'adjugeant sur la caisse privée du Directoire huit cent mille francs de plus. Bonaparte lui fit faire le don national de la superbe terre de Crosne, qui valait cinquante mille francs de rente. De plus, il eut, comme sénateur, trente-six mille francs annuels, et enfin une sénatorerie d'un revenu au moins égal. Telle fut la part que ce prêtre républicain recueillit de sa participation aux affaires publiques: ce

n'était pas ainsi qu'Aristide, Phocion, Épaminondas, les Fabius, les Cincinnatus, sortaient de charge, et certes parmi nous les Lhospital, les d'Aguesseau, les Malesherbes, les Machault, les Turgot, etc., ne furent pas ainsi récompensés des grands services rendus pendant leur carrière honorable. Une avide hypocrisie a souvent signalé le passage des libéraux au pouvoir. Je suis convaincu que Washington obtint moins de la reconnaissance américaine, autrement motivée.

Le 23 décembre, une loi réparatrice rappela de la déportation quarante-trois citoyens; dans le nombre de ceux-ci, dont Pichegru est excepté, on signale deux ex-directeurs : Barthélemy et Carnot; Boissy-d'Anglas, Madier-Montjau père, Mathieu Dumas, Aymé, dit Job; Barbé-Marbois, Portalis, Villaret-Joyeuse, destinés à mourir d'une manière si cruelle. Pourquoi faut-il que cette justice s'étende à deux hommes qui ont fait tant de mal : à Barrère de Vieusac, *l'Anacréon du supplice*, et à Vadier?

Le 25, les autorités constituées entrent en fonctions : le sénat occupe le Luxembourg; le Corps législatif, le Palais-Bourbon; le Tribunat, le Palais-Royal; le premier consul logera aux Tuileries, où il ne s'installera qu'en février prochain; le second consul habitera l'hôtel d'Elbeuf, place du Carrousel; et le troisième consul, l'hôtel de Noailles, rue Saint-Honoré (1).

---

(1) Aujourd'hui démoli. On a construit sur son emplacement la rue d'Alger et sa voisine. L'hôtel d'Elbeuf fut abandonné par Cambacérès en 1809; il alla loger à l'hôtel de Monaco, rue Saint-Dominique, occupé depuis par S. A. S. madame la duchesse douairière d'Orléans, et aujourd'hui par le Conseil d'état. L. L. L.

Cependant on procède à la nomination du sénat : Sieyès, Roger-Ducos, consuls sortants, se réunissent à Cambacérès et à Lebrun, et tous ensemble nomment vingt-neuf citoyens qui, avec eux, forment le premier noyau de ce premier corps de l'état. Cependant en deux jours soixante-deux sont appelés. Voici leurs noms.

Première nomination du 24 décembre (3 nivôse an VIII) :

Napoléon Bonaparte, Cambacérès, Lebrun, Sieyès, Roger-Ducos, Pléville-Le-Pelley, *ministre de la marine;* Kellermann, *depuis maréchal d'empire et duc de Valmy;* Lespinasse, Rousseau, Hatry, *général;* Vimar, Le Couteulx-Canteleux, Monge, Berthollet, Garat, Garran-Coulon, Laplace, *astronome;* Cornet, Porcher, Resnier, *depuis grand-juge*, etc.; Dubois-Dubay, Lambrecht, Destutt de Tracy, Lenoir La Roche, Lacépède, *naturaliste;* Lemercier, Fargues, Cabanis, *médecin;* Volney, *littérateur;* Crassous, Levavasseur, Beaupuy, Cousin, Creusé-Latouche.

Seconde nomination du 25 décembre (4 nivôse an VIII) :

Vien, *peintre*; Bougainville, *marin*; Vernier, Lagrange, *mathématicien*; Casa-Bianca, Lejean, Dizez, Morard-de-Galles, Serrurier, *maréchal d'empire*, etc.; Perregaux, *banquier*; Journu-Aubert, Chasset, Depère, Laville-Leroux, Peré, Sers, Chollet, Davous, Clément de Ris, François de Neufchâteau, *littérateur;* Villetard, Herwyn, Jacqueminot, Choiseul-Praslin, Cornudet, Bailly, Lagrange. Plus tard, et dans l'an 1800, par nominations successives, entrèrent au sénat : Barthélemy, *l'ancien directeur;* Lanjuinais, l'un des sages de la révolution; Lefèvre, *maréchal d'em-*

pire et duc; Vaubois, *général;* de Delay-d'Agier, Rampon, *généraux;* La Martillière, *général;* Coland, Tronchet, *défenseur de Louis XVI;* Harville, *général;* Pérignon, *maréchal;* Grégoire, *évêque constitutionnel et schismatique;* Desmeunier, *homme de lettres;* Joseph Bonaparte, Lucien Bonaparte, Abrial, de Belloy, *archevêque de Paris et cardinal;* Aboville, *général d'artillerie;* Fouché, *ministre de la police*, duc d'Otrante, etc.; Rœderer. M. Cauchy fut créé garde des archives et du sceau, rédacteur des procès-verbaux des séances. Alphonse Gary fut adjoint aux mêmes fonctions.

Delille et Ducis refusèrent leur nomination au sénat, l'un par royalisme, l'autre par principe républicain. Ce corps renfermait les sommités dans les sciences, les arts, et ce qu'alors on appelait la nation. La sévérité du choix ne fut pas égale dans le Corps législatif ni dans le Tribunat; ici on n'a retenu que les noms de Chauvelin, de Benjamin-Constant, de Camille Jourdan, de Berrenger, de Gallois, de Ganilh, de Savoie-Rollin, de Carnot, de Fabre de l'Aude, de Carion-Nisas. Dans la législature, les choix sont encore moins saillants : on n'y distinguait que le naturaliste Ramond, Clary, Fontanes, Gaudin, Vaublanc, et un petit nombre d'autres.

A peine nommé, Bonaparte, voulant faire acte de possession, écrivit en qualité de premier consul à Georges III, roi d'Angleterre, une lettre en date du 28 décembre, et ainsi conçue :

« Sire,

« Appelé par la nation française à occuper la pre-
« mière magistrature de la République, je crois con-
« venable, en entrant en charge, d'en faire part direc-

« tement à votre majesté. La guerre qui depuis huit « ans ravage les quatre parties du monde doit-elle « être éternelle ? N'est-il donc aucun moyen de s'en- « tendre ? Comment les deux nations les plus éclairées « de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent « leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacri- « fier à de vaines idées de suprématie le bien du com- « merce, la prospérité intérieure, le bonheur des « familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix « est le premier des besoins comme la première des « gloires ? Ces sentiments ne peuvent être étrangers « au cœur de votre majesté, qui gouverne une na- « tion libre, et dont le seul but est de la rendre heu- « reuse. Votre majesté ne verra dans cette ouverture « que mon désir sincère de contribuer une seconde « fois à la pacification générale par une démarche « prompte, toute de confiance, et dégagée de ces « formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la « dépendance des états faibles, ne décèlent dans les « états forts que le désir constant de tromper. La « France et l'Angleterre, par l'abus de leur force, « peuvent longtemps encore, pour le malheur de leurs « peuples, en retarder l'accomplissement ; mais, j'ose « le dire, le sort de toutes les nations civilisées est at- « taché à la fin de cette guerre, etc.

« *Signé :* BONAPARTE. »

La diplomatie n'était pas accoutumée à ces formes franches, à ce style énergique. M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, la transmit à lord Grenville, avec prière de la faire parvenir à S. M. Georges III. Mais avant de faire connaître la manière dont on y répondit, il est quelques faits qui se rat-

tachent à cette fin d'année que je veux faire passer sous les yeux du lecteur.

La situation des armées était critique. Masséna, heureux d'avoir repoussé avec l'aide de tant de braves généraux les Austro-Russes, s'était arrêté; il devait désormais, s'il avançait, porter la guerre dans un pays ruiné, désert, et son armée manquait de vivres, de munitions, d'habits et d'argent. Cloué par la nécessité sur le champ de bataille, il laissait donc le Directoire se plaindre de son inaction, et il se contentait de conserver, ne pouvant encore conquérir.

Après la funeste bataille de Novi et la mort de Joubert, le commandement avait été dévolu d'abord pour quelques jours à Moreau, puis à Championnet. On manquait de troupes; par bonheur que les Autrichiens, délaissés des Russes, avaient une forte partie des leurs au siége d'Ancône, où le général français Monnier se défendait avec une bravoure incroyable.

L'empereur d'Autriche envoya tout ce qu'il avait de disponible au général Mélas, qui devait achever la conquête de la Haute-Italie; le général Klenau, sous ses ordres, serrait Gênes de près, et cette armée, dans son ensemble, comptait soixante mille hommes. Mélas marcha sur Coni pour nous interdire la descente dans le Piémont. Championnet, n'ayant que quarante-cinq mille hommes, en détacha dix-sept mille, qui, confiés au général Gouvion Saint-Cyr, défendirent Gênes et les Apennins. Ce général, par des manœuvres savantes et en opposition avec les ordres du Directoire, battit les Autrichiens et les mit en déroute.

Championnet, fort de ce succès, crut pouvoir vaincre Mélas; il se présenta devant Coni avec vingt-huit mille hommes contre un ennemi fort de plus de quarante

mille. La bataille, livrée le 4 novembre, fut gagnée par les ennemis. Saint-Cyr répara cet échec, fit dix-huit cents prisonniers, et rejeta les Autrichiens sur Alexandrie.

Saint-Cyr rentré dans Gênes, Coni, assiégé, fut pris le 14 décembre; la tranchée était ouverte depuis le 27 novembre par les Autrichiens, qui occupèrent le Piémont, et même le duché de Bade.

Ce fut dans cette situation des affaires que le premier consul adressa à l'armée d'Italie sa première allocution :

« SOLDATS !

« Les circonstances qui me retiennent à la tête du « gouvernement m'empêchent de me trouver au mi- « lieu de vous; vos besoins sont grands, toutes les « mesures sont prises pour y pourvoir.

« Les premières qualités des soldats sont la constance « et la discipline; la valeur n'est que la troisième. Plu- « sieurs corps ont quitté leurs positions, ils ont été « sourds à la voix de leurs officiers; la dix-septième « légère est de ce nombre. Sont-ils donc tous morts « les braves de Castiglione, de Rivoli, de Newmarck? « Ils eussent plutôt péri que quitté leurs drapeaux, « ils eussent ramené leurs jeunes camarades à l'hon- « neur et au devoir.

« Soldats! vos distributions ne sont pas régulière- « ment faites. Qu'eussiez-vous fait si, comme la qua- « trième et la vingt-quatrième de ligne, vous vous « fussiez trouvés au milieu du désert, sans pain ni « eau, mangeant du cheval et du mulet? La victoire « nous donnera du pain, disaient-elles, et vous, vous « quittez vos drapeaux!

« Soldats d'Italie ! un nouveau général vous com-
« mande. Il fut toujours à l'avant-garde dans les plus
« beaux jours de votre gloire ; entourez-le de votre
« confiance, il ramènera la victoire dans vos rangs.... »

Cette proclamation ne manqua pas de faire son effet. Mise à l'ordre du jour, elle enthousiasma les corps des diverses armées. Bientôt, pour achever d'enflammer les soldats, une loi détermina les récompenses militaires : aux grenadiers et soldats, des fusils d'honneur garnis en argent ; aux tambours, des baguettes d'honneur garnies de même ; aux cavaliers, des mousquetons ou carabines ; aux trompettes, des trompettes d'argent ; aux canonniers pointeurs les plus adroits, des grenades d'or et une haute paie de cinq centimes par jour ; un sabre, une haute paie, devaient récompenser les actions d'éclat, et ces sabres ne dépasseraient pas deux cents. (*Mémoires de Salgues*, tome 3, page 214.)

Ainsi, le premier consul tentait de retremper le moral du soldat, et en même temps il tâchait, par des démarches conciliatrices et éclatantes, de faire preuve de son amour pour la paix. Les Anglais avaient vu avec surprise, et peut-être avec inquiétude, la journée du 18 brumaire. L'avénement des consuls leur inspira des craintes ; ils virent pour eux du péril dans cette forme nouvelle imposée au gouvernement. Georges III, ou plutôt son conseil, repoussa les avances du premier consul ; on ne répondit à sa lettre qu'indirectement. La note diplomatique du cabinet de Saint-James demandait le retour des Bourbons, la rentrée des Français dans leurs anciennes limites, prétentions que le vainqueur impose, et qu'on ne propose pas au triomphateur.

L'Autriche, par la bouche du prince Charles, l'un des héros de ce temps-là, essaya aussi d'éloigner l'Allemagne de tout pacte avec la France. Le chef de celle-ci, par de grands actes réparateurs, contre-balançait ces imputations, injustes en partie.

Des émigrés français, jetés par la tempête sur le littoral, à Calais, s'étaient vus poursuivre par le Directoire avec un acharnement honteux. Sauvés par la magistrature, le Directoire les tenait aux fers, et s'obstinait à les faire mourir. Bonaparte brisa leurs fers, et finit par laisser à ceux qui le voulurent la facilité de rentrer en France.

Madame Lebrun, peintre célèbre, femme aimable, chère à tant de têtes couronnées, en voyage depuis 1788, restait sur la liste des émigrés; elle en fut rayée de suite après le 18 brumaire. Le vénérable abbé Sicard fut replacé à la tête de la maison des sourds-muets; des consolations furent portées aux Lyonnais, des commandes de riches étoffes furent faites, le luxe reparut, et les manufactures avec lui; on plaça à l'hospice de la Maternité la statue de saint Vincent de Paule... La décence et le respect furent restitués aux pompes funèbres, les prêtres prisonniers quittèrent leurs cachots, les curés furent rendus aux campagnes, on éleva un monument expiatoire au défunt pape Pie VI; des secours de toute espèce vinrent aux colons; les pensions de retraite, rétablies, remplacèrent pour les militaires le traitement de réforme auquel le Directoire les avait soumis; la tyrannie avide des geôliers ne désola plus les maisons d'arrêt; on établit la Banque de France; le crédit, perdu, se releva; trois mille ouvriers travaillèrent aux ponts du Jardin-des-Plantes, aujourd'hui d'Austerlitz, et

de la Cité à l'île Saint-Louis; le jacobinisme, encore puissant dans les provinces, tomba instantanément; des préfets éclairés, instruits, remplacèrent les administrations vexatrices; les mœurs purifiées, la société recomposée, les théâtres soumis à des règles sages, un élan général imprimé à la nation, une régénération complète, signalèrent l'avénement de Napoléon Bonaparte au pouvoir.

CHAPITRE III.

Préparatifs de guerre. — Proclamation relative à la chouannerie. — Mesures qui anéantissent la Vendée. — Élection d'un pape. — Le premier consul quitte Paris. — Succès sur le Rhin. — Passage du mont Saint-Bernard. — Premiers succès des Français. — Masséna évacue Gênes. — Napoléon s'empare de Milan. — Mélas tourné par l'armée française. — Bataille de Marengo. — Mort de Desaix. — Mélas cède l'Italie. — Retour à Paris du premier consul. — Décrets réparateurs. — Prise de Malte. — Conspiration. — La machine infernale, etc.

Mais au milieu de la satisfaction publique, Bonaparte ne se reposait point; persuadé que la paix devait être la conséquence d'une grande victoire, il activa des préparatifs considérables; il fit marcher des troupes vers les Alpes; il y fit également conduire une grande quantité de munitions. Pendant qu'il prenait ces soins, on le prévint que la Vendée tendait à se soulever de nouveau; lui, prompt comme la foudre, forma une armée, en donna le commandement à Brune, avec des instructions sévères, et le fit précéder d'une proclamation où il disait :

« Français! une guerre impie menace une seconde « fois les départements de l'Ouest; le devoir des pre« miers magistrats de la République est d'en arrêter « les progrès, et de l'éteindre dans son propre foyer; « mais ils ne veulent déployer la force qu'après avoir « épuisé les voies de la justice et de la persuasion....

« Des lois injustes ont été promulguées et exécutées, « des actes arbitraires ont alarmé la sécurité des ci« toyens et la liberté des consciences; partout des « inscriptions hasardées sur des listes d'émigrés ont « frappé des hommes qui n'avaient jamais abandonné « leur patrie ni même leurs foyers; enfin, de grands

« principes d'ordre social ont été violés. C'est pour « réparer ces injustices et ces erreurs qu'un gouver« nement, fondé sur les bases sacrées de la liberté, « de l'égalité, du système représentatif, a été pro« clamé et reconnu par la nation. La volonté constante, « comme la gloire et l'intérêt des premiers magistrats « qu'elle s'est donnés, seront de fermer toutes les plaies « de la France. Déjà la loi désastreuse de l'emprunt « forcé, la loi plus désastreuse des otages, ont été « révoquées; des citoyens, déportés sans jugement « préalable, sont rendus à leur patrie et à leur famille; « chaque jour est et sera marqué par des actes de « justice; les consuls déclarent que la liberté des « cultes est garantie par la constitution, qu'aucun « magistrat n'y peut porter atteinte, qu'aucun homme « ne peut dire à un autre homme : *Tu exerceras un « tel culte, tu ne l'exerceras qu'un tel jour.* La loi « qui laisse aux citoyens l'usage des édifices destinés « aux cultes religieux, sera exécutée; le gouverne« ment pardonnera, il fera grâce au repentir, l'indul« gence sera entière et absolue; mais il frappera qui« conque, après cette déclaration, oserait résister à « la volonté nationale..... Les ministres d'un Dieu de « paix seront les premiers moteurs de la réconciliation « et de la concorde; qu'ils parlent aux cœurs le lan« gage qu'ils apprirent à l'école de leur divin maître; « qu'ils aillent, dans ces temples qui se rouvrent pour « eux, offrir avec leurs concitoyens le sacrifice qui « expiera les crimes de la guerre, et le sang qu'elle « a fait verser. »

Cette proclamation, que l'on regrette de voir souillée par un passage qui la dépare, et que la justice m'a fait supprimer, ne produisit pas son effet. Les chefs

de la Vendée répondirent par une proclamation noble, pieuse, chevaleresque, empreinte d'amour pour l'auguste maison de nos rois. Cette démarche, que le premier consul qualifia d'audacieuse, lui dicta cette proclamation de colère :

« Nous avons entendu les plaintes des habitants de « l'Ouest, nous les avons trouvées justes, et nous « nous sommes empressés d'y faire droit. Il ne reste « plus à soumettre que des brigands, des émigrés, « des stipendiaires de l'Angleterre.

« Soldats ! il vous en coûtera peu pour les vaincre ; « quittez vos cantonnements, vos villes, vos garni- « sons ; marchez, et que j'apprenne bientôt que les « chefs des rebelles ont vécu. Faites une campagne « courte et bonne, et soyez inexorables pour les bri- « gands !.... »

Après avoir lancé cette pièce virulente, il fit mettre hors de la constitution, par le sénat, les départements des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, de la Loire-Inférieure ; il créa un tribunal criminel qui jugerait, sans appel, sans révision, sans cassation ; ni les généraux ni les administrateurs ne purent frayer avec les chefs royalistes ; les villes au-dessus de cinq mille âmes de population fournirent des colonnes mobiles ; l'ordre vint de fusiller tout vaincu pris les armes à la main ; partout on mit en avant la garde nationale.

Le jeune de Toustain, arrêté à Paris, fut fusillé ; il avait dix-huit ans, il possédait la beauté et la vertu des anges. M. de Thelot, officier vendéen, éprouva le même sort à Versailles. D'autres actes rigoureux épouvantèrent une partie des insurgés ; l'autre, trompée par l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, d'Angers, que Bonaparte avait gagné, se soumit aussi ; et la Ven-

dée cessa de combattre; elle ne se remontra plus qu'en 1815.

Les chefs royalistes, à cette époque, étaient MM. d'Autichamps, de Bourmont, de Châtillon, Georges Cadoudal et de Frotté. Ce dernier périt d'un cruel supplice, mais non à la même époque que Georges scella de son sang la fin des guerres de la Vendée; il mourut le 28 octobre 1800; et la pacification de l'Ouest, dite de Montfaucon, du lieu où elle fut signée, eut lieu le 18 janvier. Le 13 février, les royalistes du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère, firent leur soumission.

Le 17 février fut décrétée la création des préfets, des sous-préfets, pour régir les départements et les arrondissements; celle des maires de communes et de leurs adjoints, en remplacement des administrations municipales; des conseils d'arrondissement, pour tenir place de l'administration des districts, et de ceux de département, pour remplacer l'administration départementale.

Pendant que le premier consul, débarrassé de tout souci intérieur, se dispose à franchir les Alpes; pendant qu'il rassemble à Dijon une armée de réserve de soixante mille hommes, et que, par l'habileté du choix de ce point de départ, il force l'Autriche à diviser ses forces, puisqu'elle ne peut savoir de quel côté il l'attaquera, le cardinal Grégoire Barnabé Chiaramonte, évêque d'Imola, est élu pape à Venise, le 14 mars, par trente-deux voix sur trente-cinq, qui composent le conclave.

Le conclave n'avait pu être convoqué à Rome, vu la situation des affaires. L'empereur offrit au sacré collége une neutralité pleine à Venise : on accepta; et là fut

élu librement et canoniquement l'un des plus grands papes qui aient occupé la chaire pontificale. Dès que le premier consul eut été informé de cette élection, sans attendre qu'elle lui fût communiquée officiellement, il se hâta de faire complimenter, en son nom, Pie VII, et aussitôt on commença à jeter les bases du concordat, à la grande joie de l'Église catholique, en général, et de l'Église gallicane en particulier.

Les 25 et 30 avril, l'armée du Rhin commença son mouvement de diversion. Moreau la commandait en chef; Gouvion-Saint-Cyr, général divisionnaire, passa le Rhin à Neu-Brisach, s'empara de Fribourg, pendant que Bruneteau-Sainte-Suzanne, chargé des manœuvres de la gauche, pénétra jusqu'à Offenbourg; Moreau, dirigeant la réserve, déboucha par Bâle avec Dessolles; et Lecourbe, avec l'aile gauche, se jeta par delà le Rhin, entre Stein et Schaffouse. Les Autrichiens n'étaient plus commandés par l'archiduc Charles, qu'une intrigue de cour avait fait rappeler.

Le premier consul, instruit de cette prise d'armes, quitte Paris le 6 mars pour se rendre à Genève. Là, il fait ses dernières dispositions, il donne le signal, et franchit, comme Annibal et Charlemagne, le Grand Saint-Bernard; d'autres corps escaladent les sommités du Petit Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gothard, du mont Cenis, du mont Genèvre.

Il était temps. Masséna, chargé de la défense de Gênes, venait, après une résistance héroïque, de rendre la place aux Autrichiens, et par suite tout le revers des Alpes leur appartenait.

Les généraux Loison, Chamberlhac, Rondet, Vatrin, Marmont, Marescot, Marioni, Berthier, Lannes, Moncey, Bethancourt, Thureau, Chabran, Keller-

mann le fils, Desaix et autres, tous dignes de concourir aux grands projets de Bonaparte, l'accompagnent dans cette expédition; elle se présente sous un aspect formidable. La vallée de la Drance conduit au pied du Grand Saint-Bernard, la plus haute des montagnes de cette chaîne alpine, qui sépare la Suisse de l'Italie. Là, des neiges éternelles, des glaciers formidables, des roches escarpées, des précipices béants, des abîmes sans fond, un silence morne et terrible, interrompu seulement par le cri de l'aigle, le bramer du chamois ou le fracas sinistre de l'avalanche, annoncent la mort et la destruction qui la suivent de près.

Comment atteindre à ce pic géant? Comment y porter l'artillerie? Les soldats se multiplient; des sapins, creusés en auges, reçoivent les canons, et une multitude de braves s'attellent pour opérer cet étrange charriage; les trains, démontés, sont transportés à force de bras; on porte sur des brancards la poudre, les boulets, les munitions.

Que de peines! quels travaux immenses! quel héroïsme! quel dévouement!

Enfin, après une marche de sept heures passées au milieu d'un froid aigu, avec une fatigue excessive, en présence d'un trépas multiplié sous mille formes horribles, on atteint la petite plaine où l'on a bâti l'hospice du Grand Saint-Bernard. Là, on est reçu par de saints religieux qui vivent en paix avec tous les hommes; l'armée trouve dans cette triste solitude des vivres, des rafraîchissements et du feu.

L'intrépide Lannes conduisait l'avant-garde; il chassa rapidement les Autrichiens de la petite ville de Tor, qu'ils occupaient, enleva Châtillon aux Croates, qui perdirent là trois cents hommes, et parvint sous le

canon de la forteresse de Bard. Cette citadelle s'élève à pic sur un rocher inaccessible ; à sa droite coule une rivière profonde, périlleuse, inabordable ; à sa gauche est une montagne où l'on ne peut monter ; les Français l'escaladèrent, et, continuant leurs prodiges, ils y portèrent du canon. Maîtres du sommet du mont Albarade, ils foudroyèrent le fort, mais il ne se rendit pas. Un débris de bombe frappa le général Loison ; la nuit venue, on tenta de passer l'artillerie en la garnissant de paille ; on y parvint, et la vigilance de l'ennemi fut déjouée.

L'armée, de là, descendit sur Ivrée, place qui ouvrirait l'Italie ; quatre mille hommes la défendaient ; Lannes en fit le siége, et le troisième jour nos troupes y entrèrent triomphantes ; leur général, une hache à la main, en avait brisé les portes. Lannes fut le Roland de cette belle époque de combats glorieux.

Sans s'arrêter devant Ivrée, le gros de l'armée courut sur Turin, où on ne l'attendait pas. On se figurait le passage des Alpes impossible ; on ne songeait pas que le premier consul ferait ce que jadis Annibal avait pu faire. Une petite armée de dix mille hommes, dont quatre mille cavaliers, fut réunie à la hâte, et se concentra au pont de Chiusella ; la joindre, l'attaquer et la battre en la rejetant vers le Chiavasso, fut un jeu pour les nôtres. Parmi eux un jeune officier, nommé Macon, s'apercevant qu'une batterie de quatre pièces, placée sur le pont, servait trop bien les ennemis, se jeta dans la rivière pour tourner la position ; sa compagnie le suivit, et, malgré la mitraille, le succès couronna ce coup hardi. De même, à Ivrée, le jeune capitaine Cochet, à la tête de ses grenadiers, escalada le fort, malgré le feu nourri qui partait des remparts.

Pendant que ceci se passait, le général en chef de l'armée d'Autriche, Mélas, persuadé que les Français arrivant du Saint-Bernard ne formaient qu'une colonne égarée à force de témérité, prétendait entrer en France par Nice, et il attaquait Suchet, retranché de ce côté; des combats infructueux lui firent perdre du temps, et lorsqu'il sortit de son erreur, il avait perdu l'occasion de vaincre peut-être Bonaparte, au moment où celui-ci n'était pas encore solidement établi sur le revers oriental des Alpes.

A cette époque, Gênes tenait toujours; mais elle allait échapper à l'intrépide Masséna. La nécessité impérieuse, sous les traits de la famine, triomphait des Français. Il est des temps où le courage fléchit devant la fortune, et où le grand homme ne peut se parer que de sa constance à soutenir le malheur. Avec Masséna, d'autres capitaines intrépides luttaient par leur énergie contre le nombre des hommes et l'abondance des munitions. Parmi eux étaient Soult, qui plus tard resterait seul débris de cette ère de géants, comme on trouve encore debout la colonne de Pompée sur les ruines de la cité d'Alexandre; Miollis, Thiébault, Spital, Gazan, Gauthier, Reilhe, Poinsot, Franchesсhi, Arnaud, etc. On aime à rappeler les noms de ces braves, qui portèrent si haut la gloire de la patrie.

La faim, l'affaiblissement d'une garnison réduite à quelques hommes valides, l'impossibilité de continuer la résistance, déterminèrent Masséna, non à capituler, mais à consentir à l'évacuation de Gênes. Il en sortit avec huit mille hommes, qui aidèrent sur-le-champ aux opérations ultérieures du premier consul.

Mais tandis que la coalition s'applaudissait de cette belle conquête, les yeux de Mélas se dessillaient. Il

ne pouvait plus douter que le prodige était accompli, que les Alpes étaient franchies, et que le jeune vainqueur de l'Italie reparaissait sur cette terre accoutumée à trembler sous ses pas. Le vieil Autrichien, surpris, cherche à réparer son imprévoyance. Turin était menacé; il rassemble ses forces aux alentours de Verceil : mais déjà le quartier-général de l'armée française était à Novare.

Murat et l'avant-garde brûlaient d'entrer à Milan, que défendait l'Autrichien Laudon; des attaques partielles eurent lieu, toutes à notre avantage. Laudon quitta la ville, ne gardant que la citadelle, et nous rentrâmes triomphants dans la capitale de la république Cisalpine.

La campagne venait à peine de s'ouvrir, et déjà, par une manœuvre habile, Bonaparte, marchant droit devant lui, avait laissé Mélas et les siens acculés entre la Méditerranée et les Français, qui, par cette manœuvre, se trouvaient plus rapprochés qu'eux des provinces autrichiennes. Mélas était tourné; une portion de l'armée ennemie s'était retirée du côté de Lodi; nos généraux Rondet et Loison les y suivirent, et, après une résistance opiniâtre, pénétrèrent dans la ville pêle-mêle avec eux.

Mélas, consterné, reconnaissait le péril de sa situation; il chargea le général Orello de se porter sur Plaisance, et le général Ost sur le Tésin. Cette manœuvre lui fut profitable; les siens pénétrèrent à Verceil, et menacèrent de faire lever le blocus du fort de Bard, qui durait toujours. Plusieurs combats furent livrés; Suchet et Lannes s'y couvrirent de gloire. Pavie fut prise, et nous conquîmes là deux cents bouches à feu et des approvisionnements de tous genres. Le

temps revenait où nos troupes seraient armées, vêtues et nourries aux dépens des ennemis.

Mélas, impatient de reprendre l'avantage, concentra ses forces sur le plateau de Marengo, où l'avaient attiré les manœuvres savantes du premier consul. Là, il arriva avec près de cinquante mille fantassins et de douze mille cavaliers; nous ne pouvions lui opposer que trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux.

Le 13 juin, le premier consul fit emporter le village de Marengo par le général Gardanne, qui chassa les Autrichiens, mais sans pouvoir les entamer; ils se replièrent en bon ordre sur la Bormida. La division Chamberlhac soutint celle qui venait de donner avec tant de bravoure; Lannes se porta à six cents toises de Marengo, formant la seconde ligne, appuyée par une réserve aux ordres du général Cara Saint-Cyr; le général de division Victor commandait en chef les corps Chamberlhac et Gardanne, ayant à sa droite la brigade de cavalerie du général Champeau, et à sa gauche la brigade de cavalerie du général Kellermann fils, dont le coup terrible qu'il allait porter aux Autrichiens déterminerait le gain de la bataille prochaine. Le général Rivaux et sa cavalerie, placés en observation, formaient l'arrière-garde de l'aile droite.

Jamais position plus savante n'avait été mieux dessinée; mais tous ces corps, par la nature du lieu, restaient à découvert, et contre eux marchait une armée forte du double de soldats. Le 14 juin, elle quitta le bivouac en avant d'Alexandrie, passa la Bormida, et, se divisant en triple corps d'attaque, assaillit les Français. Mélas avait donné au général Kaim le commandement de la droite; au général Haddich, celui de la gauche; le

général Ost conduisait la réserve, et le général Elnitz, réunissant à ses nombreux cavaliers les chasseurs tyroliens, tenta de filer sur le bourg de Castel-Ceriolo.

Mélas croyait que la victoire se déciderait dans Marengo. Ce fut d'abord contre Gardanne qu'il marcha; la mêlée devint terrible; les nôtres plièrent; le général Rivaux, blessé par un biscaïen, les arrêta, et ne voulut pas se rendre à l'ambulance; mais des troupes fraîches arrivaient aux ennemis. Victor, malgré des actes de bravoure incroyables, dut céder au nombre; il recula, et fut à propos soutenu par l'Achille français, le général Lannes; la division Vatrin le seconda, et, grâce aux efforts gigantesques des nôtres, l'action, sur ce point, se rétablissait en notre faveur, lorsqu'un nouveau choc rompit la ligne de bataille du général Victor; ses soldats, éperdus, reculèrent, et ne purent se rallier que dans le village de Saint-Juliano. Ce malheur, découvrant la gauche de la division Lannes, lui arracha la palme qu'elle venait de cueillir, et la contraignit elle-même à la retraite.

Les Autrichiens, comprenant leur avantage, voulurent en profiter. Leur cavalerie tenta d'envelopper nos brigades rompues et incertaines; un tiers de notre armée était battue, la confusion atteignait les corps qui n'avaient pas encore donné, et, malgré les dispositions habiles du premier consul pour parer à un grand désastre, peut-être qu'un affront cruel eût frappé sa gloire et compromis sa puissance.

Il était cinq heures du soir, et la bataille semblait perdue. Cependant, l'espoir d'une meilleure journée reposait encore sur la garde consulaire, sur la division du général Rivaux, qui n'était point entamée, et sur l'arrivée de celle du général Desaix, qui, éloi-

gnée du champ de bataille, accourait avec la rapidité de la foudre. En attendant sa venue, les mille hommes qui formaient le noyau de la garde consulaire s'avancent, se déploient, forment le terrible carré, si redouté des Mamelucks, et qui produit le même effet sur les Autrichiens; en vain leur cavalerie s'élance sur cette forteresse vivante; deux fois elle cherche à la rompre, deux fois un feu terrible déconcerte et repousse l'ennemi.

La division du général Mounier, envoyée sur la droite des Autrichiens pour les inquiéter, comme celle de Desaix l'avait été vers Gênes dans le même but, arrive; elle court appuyer Lannes, que le général Kaim veut déborder; tantôt avançant, tantôt reculant, ces braves étonnent leurs adversaires; ils présentent un bataillon carré formidable, renversant tout par son feu meurtrier : ces manœuvres puissantes rétablissent en quelque sorte l'équilibre du combat. Mélas aurait dû continuer son mouvement, qui tendait à envelopper l'armée française; il n'en fit rien. Il aurait dû parer à la venue probable de Desaix; mais, ne songeant qu'à nous priver de la retraite sur Tortone, il négligea de fortifier sa gauche, et cet oubli lui coûta cher.

Le regard de Bonaparte était celui du génie; il voyait les fautes de Mélas comme s'il eût été initié dans sa pensée. Desaix venait de le joindre, devançant ses troupes : *Ami*, lui dit le premier consul, *ces gens ont perdu la tête, profitons-en; voyez ce que vous avez à faire.*

Desaix part, et va rejoindre les siens, qui toujours précipitaient leur marche. Marmont vient le premier, conduisant une batterie de quinze pièces d'artillerie. Il forme de sa brigade une colonne serrée, qui protége le feu épouvantable de ses canons. Les Autrichiens,

loin de céder, s'encouragent; ils croient saisir la victoire; doivent-ils la laisser échapper? Leur cavalerie tente d'enlever cette batterie formidable; mais les braves qui la défendent sont invincibles.

Les soldats épars de la division Victor accourent là où la mêlée recommence; un obus met le feu à des caissons autrichiens, ce qui cause un effroi décisif dans les rangs ennemis. Murat, qui voit leur incertitude, s'élance avec une portion de notre cavalerie.... Tout à coup, un bruit s'élève; plus prompts que l'éclair arrivent les cavaliers que conduit le jeune Kellermann; huit cents héros suivent ce brave parmi tant de braves qui, par une de ces manœuvres que le génie rencontre, mais que le calcul ne trouve pas, feint de prendre en front la colonne du général Kaim, tourne à propos, se jette sur son flanc, et y fait une trouée épouvantable. Ce chef et cinq mille hommes mettent bas les armes.

Desaix, cependant, poursuit le cours rapide de sa manœuvre; tout ploie, tout est rompu devant lui.... C'est alors qu'une balle fatale atteint ce guerrier sans tache, le *sultan juste*, comme le nommaient les Arabes du désert et les Fellahs du Caire. Il est frappé au cœur; il tombe, balbutie quelques paroles dont la postérité s'empare, et meurt dans les bras du colonel Lebrun.

Ce trépas, au lieu de jeter la terreur dans l'armée, devient le véhicule qui détermine le triomphe. Un cri de rage et d'extermination est poussé dans tous les rangs; les forces de chaque Français sont triplées; les Autrichiens, surpris, épouvantés, hésitent, s'arrêtent; nos généraux font un dernier effort, et Mélas, qui déjà rêvait une couronne, se voit arracher subitement les palmes dont il croyait la composer.

Une valeur honorable sauve les Autrichiens d'une déroute honteuse; ils se retirent vaincus pourtant, et surtout consternés; car ils retrouvent devant eux l'ancien général Bonaparte, ses lieutenants intrépides et ses soldats si souvent victorieux.

Tels furent les événements divers qui composèrent l'ensemble de la bataille de Marengo, si célèbre et si décisive. Elle maintint plus que jamais la vérité de cette maxime militaire : « Que souvent la victoire est réservée au dernier moment, et que souvent aussi elle se plaît à surgir d'une défaite apparente. » Les Autrichiens perdirent trois mille hommes restés morts sur le champ de bataille. On leur fit huit mille prisonniers; on leur enleva huit drapeaux, vingt canons, et une masse énorme de munitions et de vivres. Cette glorieuse journée, outre la perte irréparable de Desaix et la mort du général Vatrin, nous coûta au moins deux mille huit cents soldats tués (1).

La perte de la bataille de Marengo eut des résultats immenses. Le pouvoir du premier consul en fut affermi, et sa gloire, déjà si grande, brilla d'un nouvel éclat; ses adversaires se turent, la France tressaillit d'orgueil et de joie, elle se vit replacée au premier rang parmi les nations. L'Italie entière trembla; Naples, épouvantée, songea à demander la paix, et dans le Nord on ne douta plus du rétablissement de la république Milanaise.

---

(1) En apprenant la mort de Desaix, Bonaparte s'écria : Que ne puis-je pleurer! Un tombeau en marbre fut érigé à ce général dans l'hospice du Saint-Bernard. Une fontaine triomphale lui fut dédiée à Paris sur la place Dauphine, et sa statue, en bronze, s'éleva momentanément sur la place des Victoires; mais l'œuvre de l'artiste était si médiocre qu'on a fait détruire ce monument.

Acculé et renfermé dans Alexandrie, cerné et ne pouvant sortir de ce mauvais pas qu'en se portant vers la France, ce qui était impossible à des vaincus démoralisés, Mélas, dès le 15 juin, envoya au quartier-général français un parlementaire. Berthier, au nom du premier consul, se rendit à Alexandrie, et, après quelque hésitation, la capitulation suivante fut conclue :

Abandon aux Français des villes et citadelles de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, de Plaisance, de Coni, de Ceva, de Savone, d'Urbin, de Gênes; Gênes même, à peine conquise, rentrerait au pouvoir des Français. Jamais pareil retour de fortune ne fut plus prompt et plus complet. Ces places demeureraient garnies de leur artillerie, et on partagerait également les munitions de guerre.

Un peu avant cette journée si brillante, le 14 mars, le sacré collége des cardinaux, réunis en conclave à Venise, élut Barnabé Chiaramonte, évêque d'Imola, qui, à son avénement au pontificat souverain, prit le nom de Pie VII. Bonaparte s'était empressé de le complimenter sur son exaltation; il fit plus, car, après la bataille de Marengo, il donna à Murat, depuis son beau-frère (1), le commandement d'une armée d'observation qui se dirigea vers Ancône pour contenir les Napolitains, et en même temps le premier

(1) Joachim Murat, né à Cahors le 25 mars 1771, entra au service en 1788. Lieutenant-colonel en 1794, il fit en 1796 et 1797 les campagnes d'Italie comme aide de camp de Napoléon, le suivit en Égypte, revint avec lui en France, fut en 1804 gouverneur de Paris, ayant déjà épousé Caroline Bonaparte, sœur du premier consul; il fut nommé grand-duc de Berg en 1806, et roi de Naples

consul lui enjoignit de faire évacuer Rome, alors au pouvoir du roi de Naples, afin que le saint-père pût librement aller prendre possession du domaine de saint Pierre.

Masséna eut le commandement de l'armée d'Italie; Suchet alla prendre possession de Gênes, que les Anglais tentèrent vainement de conserver. Bonaparte, après avoir assisté à un *Te Deum* chanté à Milan, et pris ses mesures pour que la guerre pût être continuée avec avantage, rentra dans Paris, où il fut reçu en triomphateur.

Pendant que ces brillants faits d'armes illustraient le nom français sur les rives du Pô, un autre général remportait de son côté, sur les bords du Danube, une victoire moins décisive sans doute, mais aussi glorieuse. Moreau, le 19 juin, battit à Hochsted le général autrichien Kray. L'occupation d'Ulm et de Donavert fut le résultat de ce beau fait d'armes, auquel s'associèrent pour leur part de bravoure les généraux Lecourbe, Dessolles, Grenier, Decaen, Puthod et d'Hautpoul. Le résultat de cette journée fut l'abandon par l'ennemi de la Bavière, de la Souabe et de toute la Franconie.

A Vienne, au lieu de se laisser abattre par les revers, on signait le 20 juin avec l'Angleterre un traité par lequel, en retour de quarante-huit millions que

---

en 1808; il se tourna en 1813 et 1814 contre la France et contre son beau-frère et son bienfaiteur; en 1815, il tenta la conquête de l'Italie, fut alors chassé de ses états, et, la même année, ayant voulu les reconquérir, il périt fusillé le 13 octobre. La reine, sa veuve, habite aujourd'hui Paris sous le nom de comtesse de Lipano. Il a laissé deux fils.

le cabinet de Londres paierait à l'Autriche, celle-ci s'engageait à pousser la guerre avec vigueur contre la France, et surtout à ne pas faire de paix séparée : article que rompit bientôt la force des événements, cette destinée plus puissante que la volonté humaine, qui la combat pourtant en insensée.

En effet, le 28 juin, huit jours après cette rénovation d'alliance, l'Autriche épouvantée signait à Paris les préliminaires de la paix. En attendant la conclusion de celle-ci, il fut convenu que les puissances en guerre se maintiendraient dans la position qu'elles occupaient au moment de la signature. Cependant cet accord était un leurre : le cabinet de Vienne voulait un répit; bientôt il désavoua son ministre, et ne céda qu'à de plus sinistres revers. Le 15 juillet, après des succès remportés par les généraux Lecourbe et Molitor, une trève fut conclue en Allemagne à l'exemple de celle convenue pour l'Italie.

En rentrant en France, le vainqueur de Mélas se montra réparateur. A son passage à Lyon, il ordonna la reconstruction des façades de la place Bellecour, démolies par Couthon; il raviva le commerce, pensionna de dignes Français, et amnistia tous les Lyonnais encore sous le glaive de la loi; il donna au poëte Saint-Lambert, octogénaire, une pension de deux mille francs; il admit au Conseil d'état plusieurs émigrés hommes de mérite; il ordonna l'érection d'un grand nombre de fontaines dans tous les quartiers de Paris; il fit entreprendre un voyage scientifique et maritime au capitaine Baudin; il protégea l'établissement de la vaccine, et l'Académie française sortit bientôt de ses ruines; il créa l'école du Prytanée français, etc. Lorsqu'il revint dans Paris, les chefs

d'administrations, les conseillers d'état, les ministres, se hâtèrent de venir lui rendre leurs hommages : *Avez-vous fait beaucoup d'ouvrage, depuis que je vous ai quittés?* leur demanda-t-il. — *Pas autant que vous, général,* fut la réponse unanime.

La fête du 14 juillet devint celle de la Concorde, et, ce jour, les Invalides furent constitués les gardiens des drapeaux dernièrement enlevés à l'Autriche. Le pape, consulté sur le serment que le premier consul demandait au clergé catholique avant la promulgation du concordat, le déclara bon et convenable. « Ainsi, dit un historien (Salgues), tout continuait à se recomposer. La paix régnait dans les temples, l'ordre dans l'administration, la justice dans les tribunaux, la gloire dans les armées; et tout ce que la France possédait de citoyens paisibles s'applaudissait de vivre sous un gouvernement ferme, mais juste, et tressant également sa couronne du laurier de la victoire et de l'olivier de la paix. »

Il est certain que jamais le royaume ne fut plus calme et plus heureux. L'intérieur, appuyé sur les victoires du dehors, n'était troublé ni par la guerre civile de la Vendée, ni par les infamies des terroristes. Un bras de fer les comprimait également. Lucien Bonaparte, ministre de l'intérieur, protégeait en homme de cœur et de goût les sciences, les lettres et les arts; La Harpe, quoique chef des royalistes, était soutenu, pensionné, et il imprimait librement son *Cours de littérature*; Fontanes relevait *le Mercure* par ses articles pleins de goût et d'éloquence; Ségur, Boufflers, Legouvé, Andrieux, Chénier, Lormian, etc., se disputaient les suffrages; Delille, bientôt, viendrait occuper la première place, et en jouirait sans contestation;

Picard, Duval et Colin d'Harleville, illustraient la scène comique ; la tragédie, moins heureuse, ne possédait à cette époque comme chefs-d'œuvre que l'*Agamemnon* de Lemercier et quelques pièces de Chénier.

Partout la France se relevait de ses ruines ; le commerce et l'industrie reprenaient une nouvelle vie ; les partis marchaient vers une pleine fusion. La capitulation de Malte, que dut consentir le brave général Vaubois, et qui eut lieu le 5 septembre, attrista tous les Français. Les Anglais, maîtres de cette île, ne l'ont plus rendue à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui en était le propriétaire légitime. Les étrangers n'ont respecté la légitimité que là où ils n'ont pu la violer ; partout ailleurs ils s'en sont joués.

Le 30 septembre, le premier consul signa un traité d'alliance et de commerce avec les États-Unis ; et lorsque la mort eut frappé le grand Washington, Napoléon fit publiquement son éloge et ordonna que l'armée porterait le deuil de ce vertueux citoyen. Le 3 octobre, le roi d'Angleterre, déterminé à conclure la paix avec la République, renonça, par un acte solennel, à son titre ridicule de roi de France ; le premier consul ayant déclaré que si ce souverain ne prenait pas lui-même l'initiative sur ce point, il ne souffrirait pas que ce titre parût dans l'acte à souscrire. Ainsi nous dûmes à Bonaparte ce que les rois, ses prédécesseurs, n'avaient pu obtenir.

Le 19 octobre eut lieu le départ du capitaine Baudin, avec les corvettes *le Géographe* et *le Naturaliste*, et la goëlette *la Casuarina*. Le même jour, partit aussi le capitaine Louis Freycinet, chargé d'explorer particulièrement les terres australes. Le 20, la France fut rouverte à la masse presque entière des émigrés ;

mille durent être exclus de ce bénéfice, et par le fait, à part de très-rares exceptions, tous ceux qui voulurent revoir la patrie furent admis à y rentrer.

Lors de la violation sacrilége des tombes royales de Saint-Denis, les brigands spoliateurs de cette époque sanglante n'osèrent pas envelopper la dépouille mortelle de Turenne dans la proscription qui pesait sur d'augustes ossements; mais la noble pensée de lui donner une sépulture honorable était trop au-dessus de leur idée. Ils envoyèrent le corps de Turenne au cabinet d'histoire naturelle. Là, abandonnée dans la salle des dissections aux regards des curieux, cette relique vénérable était souvent profanée par des attouchements remplis d'indécence. Alors elle fut mise dans une armoire en glace; la femme d'un médecin détacha une parcelle des restes de Turenne, et la fit enchâsser dans un anneau.

Le premier consul, instruit de cette profanation, y mit un terme. Un décret ordonna la translation des restes de Turenne dans l'église des Invalides. Son tombeau, retiré du dépôt des Petits-Augustins, où l'estimable Alexandre Le Noir l'avait conservé en dépit du jacobinisme, reçut ces restes illustres. Le nom seul de TURENNE pare la pierre sépulcrale : quelle épitaphe en dirait davantage? En face on éleva un mausolée à Vauban, autre grand homme également pieux et modeste.

La nouvelle de la prise de Malte, dont j'ai parlé plus haut, mêla quelque amertume à l'allégresse causée par le gain de la bataille de Marengo.

Le 3 nivôse an IX (24 décembre), Bonaparte allait à l'Opéra dans sa voiture; une machine infernale éclata sur son passage, dans la rue Saint-Nicaise: comme le

cocher du premier consul était ivre, et tournait avec rapidité dans la rue Richelieu, les guides, en obligeant la charrette qui portait cette nouvelle foudre à reculer, allongèrent le cordon qu'il fallait dévider pour faire partir le ressort; cela, joint à la course véloce des chevaux, sauva le premier consul.

Plusieurs maisons s'écroulèrent; plus de vingt personnes des deux sexes perdirent la vie; le nombre des blessés fut beaucoup plus nombreux. On crut d'abord que les républicains avaient comploté ce crime. L'instruction en accusa des Français égarés; le marquis de Limoélan, connu sous le nom de Saint-Régent, Carbon, Joyaut dit d'Assas, Lahaie, Saint-Hilaire, etc., furent les auteurs d'un attentat aussi infâme qu'inutile. Les uns périrent par l'éclat de la machine; d'autres montèrent sur l'échafaud; un ou deux se sauvèrent. Le premier consul voulait une proscription en masse, et sans jugement, de cent trente individus. Le Tribunat les lui disputa et ne céda qu'après neuf jours de lutte ouverte; Daunou, Chénier, Benjamin Constant se couvrirent de gloire en défendant, non les assassins, mais les principes.

Jusqu'à ce jour on avait laissé dans les prisons et en paix les condamnés de la conspiration de Cerrachi, d'Aréna, de Topino, de Le Brun, de Demerville, etc. Cette catastrophe fatale leur devint funeste; on les tira de l'oubli bienveillant où les laissait la clémence du premier consul, et la nécessité de frapper les esprits par la sévérité d'un exemple fit qu'on envoya sur-le-champ à l'échafaud tous ceux qui précédemment avaient été condamnés à mort.

CHAPITRE IV.

Création de tribunaux criminels spéciaux. — Condamnation du jeune Toustain. — Congrès de Lunéville. — Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire. — Suite des conférences de Lunéville. — Mariage de Moreau. — Son retour à l'armée. — Bonaparte change les dispositions de Paul Ier. — Situation de la France. — État de nos armées. — Forces de l'Autriche. — Victoire de Hohenlinden. — Propos de Moreau. — Héroïsme de Richepanse. — Autres généraux célèbres. — Passage héroïque des Alpes par l'armée de Macdonald. — Dernières victoires. — Le capitaine Mathieu. — Paix de Lunéville.

Les attentats qui se succédaient avec une fureur croissante contre le premier consul amenèrent la création de tribunaux criminels spéciaux dans chaque département où on jugerait leur établissement utile. Ils furent composés d'un président et de deux juges du tribunal criminel, de trois militaires de tous grades, et de deux citoyens ayant les qualités voulues par la loi pour être juges. La nomination des cinq derniers était réservée au premier consul. Cette loi fut rendue le 7 février. Ces tribunaux devaient connaître des crimes et délits emportant peine afflictive ou infamante commis par des vagabonds, gens sans aveu, etc.; ils connaissaient aussi de l'évasion des condamnés, des vols de grandes routes, violences, voies de fait, assassinats prémédités, incendies, fausse monnaie, embauchage, machinations, etc. L'appel était interdit après le jugement rendu, et la sentence exécutée dans les vingt-quatre heures.

Ce fut lors de la discussion de ce projet de loi au Tribunat, que l'opposition républicaine se manifesta;

Daunou, Benjamin Constant et Ginguené se signalèrent parmi les personnages hostiles au pouvoir; elle ne fut adoptée qu'à une majorité de huit voix.

Le Corps législatif, au contraire, qui commençait son long cours de flatterie, l'accepta avec cent quatre voix de majorité. Ce tribunal terrible condamna à mort le jeune Toustain de Richebourg, issu d'une des meilleures familles de Normandie. On l'accusa sans preuve d'avoir pris part à la machine infernale. Les instantes prières de Joséphine ne purent l'arracher au supplice. Fouché détourna le premier consul de son désir de clémence; on croit que les dénonciations d'une famille accoutumée à l'espionnage, et dont un des membres était prisonnier comme lui, détermina son exécution.

Cependant les revers que venait d'essuyer l'Autriche semblaient la déterminer à conclure la paix. Elle envoya au congrès de Lunéville le comte de Cobentzell, qui eut charge de défendre les intérêts de l'empereur : c'était un homme d'esprit et de sens, copiste assez ridicule du prince de Kaunits, et jouant les rôles de vieille femme sur des théâtres de société; mais ces manies n'ôtaient rien à sa finesse et à son habileté diplomatique.

Le premier consul, cherchant déjà à illustrer ses frères, choisit pour ministre plénipotentiaire de la France son aîné, Joseph Bonaparte, qui préluda ainsi au rôle de roi. Joseph, simple dans ses goûts, bon, clément, aima toujours les arts et protégea la littérature; peut-être, dans sa jeunesse, le plaisir l'entraîna trop loin; mais on a fort exagéré ses torts et ses faiblesses; ses mains, du moins, sont pures de sang.

second par le brave Junot, devait passer en Italie pour prendre avec le premier consul le chemin de Vienne, qu'il connaissait déjà.

L'Autriche, de son côté, pouvait mettre en ligne deux cent cinquante mille hommes, soit en Allemagne, soit en Italie. Tandis que l'on négociait à Lunéville, on dénonça le 9 novembre la rupture de l'armistice. Augereau débuta par des succès, prit Aschaffenbourg, vainquit à Bourg-Eberach et à Bamberg. Le début de Moreau fut moins heureux; l'archidue Jean maltraita, le 30 novembre, l'aile gauche de l'armée française; Ney et Hardy endurèrent cet échec partiel, mais Moreau leur dut le gain de la célèbre victoire de Hohenlinden. Là se signalèrent avec lui, dans cette journée mémorable du 3 décembre, les généraux Grandjean, Richepanse, Decaen, Lecourbe, Grouchy, Ney, Drouet, Legrand, Bastoulh, d'Hautpoul, Bonnet, etc. Les Polonais (Français) firent merveille; l'héroïsme de Richepanse dépassa toute idée de courage humain. L'attaque générale commença à huit heures du matin; à quatre du soir cent soixante-dix-neuf officiers, deux généraux, onze mille soldats ou sous-officiers, cent pièces de canon, vingt drapeaux, attestaient un si beau triomphe, car ils restaient en notre pouvoir, et six mille Autrichiens morts prouvaient l'attaque vigoureuse des uns et la résistance des autres; nous eûmes deux mille cinq cents hommes tués ou blessés.

Moreau, dont le génie militaire comprenait dans toute son étendue le résultat d'un tel fait d'armes, s'écria, après avoir rendu justice aux généraux dont j'ai cité les noms : *Mes amis, vous avez conquis la paix, c'est la paix que nous venons de faire.*

Loin de s'arrêter, Moreau poussa plus avant. L'archiduc commandait encore à plus de cent mille hommes : il fallait achever de mettre son armée en déroute. Le passage de l'Inn eut lieu, protégé par vingt-huit canons ; et les Autrichiens en retraite laissèrent les Français libres de pénétrer au centre des états héréditaires de la maison de Lorraine ; Lecourbe et Decaen entrèrent le 15 décembre à Saltzbourg, et se trouvèrent à cinquante lieues de Vienne.

Le général Richepanse, qu'on pourrait surnommer le Diomède français, atteignit l'ennemi sur la route de Lintz. La mêlée fut terrible ; mais où se trouvait l'intrépide général français, la victoire ne faisait jamais défaut. Dans deux rencontres successives, il mit en déroute l'arrière-garde autrichienne. Les généraux Merceri, le prince de Lichtenstein, douze cents prisonniers, deux mille morts, des chevaux, de l'artillerie, des bagages, des munitions, des drapeaux, tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Le cabinet de Vienne, épouvanté des malheurs de l'archiduc Jean, donna à l'archiduc Charles le commandement en chef. Cela n'empêcha pas le Tyrol de se soumettre à Moreau, qui se trouva par conséquent en état de lier ses opérations à celles de notre armée d'Italie.

Celle-ci avait débuté sous les ordres de Macdonald par des fatigues sans pareilles. Il fallut dans l'hiver, le 24 novembre, franchir les Alpes, et cela par le chemin que les habitants ont nommé la *via mala* (le chemin maudit ou malheureux). On passa le Splugen et le Cardinel, dit un témoin oculaire, montagnes si misérables, qu'au sein même de l'été elles offrent toutes les horreurs de l'hiver ; des rochers menaçants

et inaccessibles; une mer de neige, où des torrents et des avalanches se précipitent avec un fracas épouvantable. Dès la première marche, deux cents hommes furent ensevelis avec leurs chevaux; trente d'entre eux périrent dans les précipices, aux deux tiers d'une route faite au hasard, puisque nul chemin ne serpentait sur ces croupes abruptes. Les colonnes épuisées de fatigue, n'apercevant devant elles que des montagnes de neige ou des rochers de glace, se voyaient forcées de rétrograder. Le général Macdonald arrive, presse, menace, conjure, saisit la bêche, travaille lui-même, enfoncé dans la neige jusqu'aux aisselles; il jure que plutôt que de reculer il s'ensevelira dans les abîmes. Son courage ranime celui de sa troupe; pendant trois jours et trois nuits le ciel se fond en grêle, grésil, brume, neige; des tourbillons d'un vent affreux, des torrents d'eau glacée, des précipices de cinq à six cents pieds présentent partout la mort sous des formes terribles; mais que ne peut le Français bien conduit! Le général Sorbier commandait l'artillerie. Enfin, l'audace triompha de la fortune, et de nouveaux vainqueurs coururent menacer l'Autrichien.

Vers la haute Italie, les hostilités ne commencèrent que le 17 décembre. Bellegarde et les ennemis étaient retranchés sur le Mincio; Brune guidait nos braves. Le fleuve fut franchi; les généraux Dupont, Loison, Suchet, Davoust, Gazan, se signalèrent par des faits sublimes. Un capitaine nommé Mathieu se barricada dans une maison à Pozzolo avec trente hommes, et se défendit pendant tout un jour contre dix mille Autrichiens; enfin, on le délivra, car il ne s'était pas rendu. La bataille de Pozzolo coûta à l'ennemi douze mille soldats tués, blessés ou prisonniers, et cent vingt offi-

ciers, sans compter une grande quantité de canons, de drapeaux, de munitions et d'approvisionnements. Bellegarde ne se croyait en sûreté ni à Vérone, ni sur le cours de l'Adige.

De toutes parts on pressait les Autrichiens; ceux-ci, consternés, découragés, cédèrent à leur mauvaise fortune; et le 31 décembre, à Lunéville, le comte de Cobentzell déclara pour la première fois qu'il consentait, au nom de son souverain, à traiter sans le concours de l'Angleterre. Dès lors on entama sérieusement les négociations.

Le premier consul obtint la cession de tous les états situés à la gauche du Rhin, la Belgique, et une partie des électorats de Trèves, de Mayence et de Cologne, etc. Il rendait ses conquêtes sur la rive droite; l'Adige, dans son cours, bornerait en Italie la limite des possessions autrichiennes; la Toscane perdait son souverain, et Napoléon en disposerait à son gré. L'empereur reconnaissait l'existence et l'autorité des républiques Cisalpine, Ligurienne, Batave et Helvétique dans leurs changements de forme gouvernementale; de plus, il traitait de la paix au nom de tout l'empire, sans avoir égard aux plaintes des princes d'Allemagne; il y aurait des indemnités accordées à ceux qui se trouvaient dépossédés par les cessions faites à la France.

Ces conditions étaient dures; l'empereur François les accepta, la nécessité parlant plus haut que son désir de combattre; et la paix, signée à Lunéville, le 9 février, par Joseph Bonaparte et le comte de Cobentzell, rendit le calme à l'Europe continentale. Ce fut un pas de géant, un résultat immense, qui porta aussi haut que possible la fortune du premier consul.

Dès lors elle ne fit que s'accroître, et son ascendant s'étendit presque partout. Les génies supérieurs dominent moins par la force des choses que par la vigueur de leur caractère, ou plutôt parce que le génie sait mettre tout à profit.

CHAPITRE V.

Soins donnés par le premier consul à l'administration de la France.— Cession de Parme. — Érection de la Toscane en royaume d'Étrurie. — Mort de Paul Ier. — Traité avec Naples. — Bataille navale gagnée par Linois. — Concordat. — Consalvi. — Noms des premiers evêques. — Le roi d'Étrurie à Paris. — Préparatifs à Boulogne pour une descente en Angleterre. — Traité avec le Portugal. — Avec l'Espagne. — Paix d'Amiens. — Situation florissante de la France et de l'Angleterre. — Traités avec la Russie et avec la Porte. — Départ de la première expédition contre Saint-Domingue. — Les codes. — Citation. — Bonaparte au Conseil d'état. — Il protége les savants, les artistes, les gens de lettres. — Situation brillante du Musée. — Suite des améliorations de l'intérieur.

Vainqueur de ses ennemis du dehors, aussi bien que de ceux qui au dedans n'avaient pas craint de se montrer contre lui, sachant que l'Angleterre elle-même n'était pas éloignée de faire la paix, le premier consul eut plus de liberté pour s'occuper de l'administration de l'*Empire*, car ce fut le nom sous lequel on désigna dès lors la république Française.

Le 21 mars, le roi d'Espagne céda en toute propriété à la France les états de Parme et de Plaisance; dédommagement superbe, s'il eût été durable, le grand-duché de Toscane fut donné à l'infant don Louis, duc de Parme, pour être possédé à titre de royaume sous le nom de royaume d'Étrurie.

Dans la nuit du 23 au 24 mars, l'empereur de Russie, Paul Ier, fut assassiné dans son lit, à l'instigation des Anglais. Une proclamation de son fils, qui lui succéda sous le nom d'Alexandre Ier, annonça que sa mort avait été causée par une attaque d'apoplexie. Pareille cause avait déjà ôté la vie à Pierre III, père infor-

tuné de Paul Ier, et de la même manière expirerait aussi à Tangarok, dans la Crimée, Alexandre lui-même.

Le roi de Naples, ne pouvant se flatter de lutter contre la puissance française, traita le 28 mars avec le premier consul, auquel il remit la partie de l'île d'Elbe qui lui appartenait, la principauté de Piombino et les *états des présides,* comprenant Mont-Argentaro, Porto-Ercole, Telamone, Netuno, etc. Retiré alors à Palerme, il rentra bientôt à Naples pour y subir le joug de la reine, sa femme, et de son ministre Acton (1).

Le 5 juillet, le contre-amiral Linois gagna une bataille navale contre les Anglais, auxquels il prit *l'Annibal,* navire percé de soixante-quatorze canons.

Mais des soins plus grands occupaient Bonaparte; il voulait se rapprocher du pape Pie VII, nouvellement installé sur son siége, et traiter avec lui, non-seulement comme prince séculier, mais encore comme avec le père des fidèles. Le souverain pontife, instruit de ces dispositions qui le charmaient, désigna le cardinal Consalvi, son ami, pour traiter avec le magistrat suprême de la France.

Consalvi comptait parmi les hommes supérieurs de son temps. Brillant et profond, connaissant à merveille les usages du monde et rempli d'une piété sincère, il

(1) Acton, Anglais d'origine, Français de naissance, fils d'un médecin, était passé en Toscane, où il avait fait un chemin rapide. Son étoile l'appela à Naples; il plut à la reine, qui l'imposa au roi et à la nation. Ennemi des Français, sa haine perdit deux fois ses maîtres. Enfin, en 1814, tombé en disgrâce, il mourut détesté de tous.

cachait sous des manières polies, gracieuses, dégagées de morgue et de forfanterie, un esprit fin et délié; il était fécond en ressources; énergique, ferme, aimable dans un cercle politique, habile dans son cabinet, pieux à l'église; il avait étudié avec succès la théologie, les belles-lettres et les sciences : la musique lui était familière, il jouait de divers instruments et composait en artiste; homme de cour, de tribune, de cercle, d'académie et de cloître, il n'eût été déplacé nulle part; il haïssait la république Française et les jacobins; il n'estimait que les grands génies. Tout cela lui servit de recommandation auprès du premier consul.

Avant les décrets sacriléges et désorganisateurs de l'Assemblée constituante contre l'existence du clergé de France, ce corps auguste jouissait de grandes richesses, fruit de donations faites par des séculiers ou produit des travaux agricoles de ses membres, et d'une suprématie accordée autant à ses lumières, à ses mœurs, qu'à la sainteté de son caractère. Le philosophisme ayant égaré plusieurs ecclésiastiques de tous rangs, la vie licencieuse d'un très-petit nombre d'entre eux obscurcit la conduite sage, pieuse, régulière de l'immense majorité; de là provinrent les premières attaques révolutionnaires.

Les novateurs, au lieu de réformer les masses, de punir les coupables, tranchèrent dans le vif. Le clergé perdit son influence, ses droits, sa position, ses revenus, ses terres, la dîme; on le réduisit à la portion congrue, on le spolia de ses domaines, et, sans le concours du pape, on abolit le concordat de Léon X et de François Ier, qui depuis près de trois cents ans gouvernait l'Église gallicane.

On alla plus loin : un serment impie fut imposé à tout prêtre ou évêque ; le refus de le prêter emporta la perte du siége ou de l'emploi. Des intrus prirent leur place, le schisme fut établi, la République tua le monarque et la monarchie, elle persécuta les prêtres, même les intrus ; on déclara menteuse notre sainte religion ; Dieu fut banni des temples, où l'on adora la Raison, la Liberté, etc., divinités sanglantes, affamées de meurtres et d'or ; on égorgea les prêtres, les évêques par masses ; puis on les supplicia. Ceux qui ne montèrent pas à l'échafaud furent proscrits, persécutés, emprisonnés, ou fugitifs, et plus malheureux peut-être.

L'athéisme régna ; vint ensuite l'Être suprême de Robespierre, puis la Théophilanthropie de Laréveillère-Lépaux, puis enfin rien. Le clergé français, à l'avénement du premier consul, encombrait les cachots, ou se tenait caché dans les forêts, les grottes, les retraites obscures, errait en exil ou gémissait déporté ; quelques confesseurs intrépides, qui chaque jour devenaient des martyrs, entretenaient le feu sacré dans le cœur d'un petit nombre de fidèles ; les saints mystères étaient célébrés dans des caves, dans des greniers, au fond d'un bois ou d'un abîme, dans une grotte montagneuse ; mais les morts s'en allaient à leur dernière demeure sans que la religion les accompagnât ; les condamnés expiraient sans secours spirituels.

Dès le Directoire, les prêtres schismatiques avaient obtenu une sorte de protection ; mais repoussés par l'opinion publique, ils ne ralliaient à eux qu'une certaine portion d'une population égarée : sans appui réel de la part du gouvernement, foudroyés tous les ans par

le saint-siége, la plupart rongés de remords, tous sentaient que leur position était intolérable; tous voulaient en changer.

La masse de la nation demandait le retour de l'ordre, le rappel des bannis, la liberté des cultes. Alors on proposa à Bonaparte de se faire chef d'une secte française, d'imiter les czars et les rois d'Angleterre; mais lui, vrai croyant, eut peur de cette impiété; et, dès qu'il le put, il déclara vouloir traiter avec le pape, qui ne demandait pas mieux. Joseph Bonaparte, M. Cacault, monseigneur Spina, évêque de Gênes, le cardinal Consalvi, s'abouchèrent, s'entendirent, et on convint des points suivants:

I. Tous les siéges épiscopaux français seraient regardés comme vacants, la démission ayant été demandée simultanément par le premier consul aux évêques schismatiques, et par le saint-siége au corps de l'ancien épiscopat français; faute par les uns et les autres de répondre ou de se soumettre dans dix jours, le pape, en vertu de sa pleine et entière puissance, enverrait leur démission aux évêques qui refuseraient, et donnerait leur siége à d'autres prêtres.

II. Les diocèses remaniés formeraient dix archevêchés et cinquante évêchés.

III. Les archevêques auraient vingt-cinq mille francs de revenu; les évêques, quinze mille; mais les conseils des départements pourraient suppléer à l'insuffisance de ce traitement, accru d'ailleurs du casuel, qui le doublerait au moins partout.

IV. Les cures seraient au nombre de huit mille (on les augmenta depuis). Les titulaires seraient inamovibles; on établirait des succursales dans toutes les communes, selon les besoins du peuple.

V. Les évêques, présentés par le premier consul, recevraient du pape l'institution canonique.

VI. Des chapitres de huit chanoines dans les évêchés, de douze dans les archevêchés; des grands-vicaires, des séminaires, seraient aussi rétablis.

VII. Les évêques nommeraient les curés, etc.

VIII. Le clergé pourrait posséder, acquérir, recevoir des propriétés territoriales, etc.

IX. Les anciens biens du clergé non vendus seraient affectés à leur traitement; le trésor suppléerait au reste.

X. Le pape ratifiait la vente des biens du clergé.

XI. Divers articles réglaient le matériel du culte des fabriques.

XII. Les processions, les cérémonies extérieures auraient lieu là où il n'y aurait pas de consistoire ou un certain nombre de protestants.

XIII. Plusieurs maisons religieuses pour les femmes furent approuvées; on remettait à s'occuper plus tard de celles des hommes.

Le 15 juillet, les préliminaires du concordat furent signés par le cardinal Consalvi, qui, en dix jours, alla de Paris à Rome, ne s'étant reposé en route que pendant neuf heures, tant il avait hâte de porter à Pie VII la grande et heureuse nouvelle dont la chrétienté s'applaudit.

Cette haute mesure consterna le parti philosophe et les jacobins; les sénateurs Volney, Monge, osèrent parler contre au premier consul; les murmures des généraux ne furent pas plus heureux; il ordonna le silence à tous. Fouché, qui était parmi les récalcitrants, vit avec désespoir un démembrement de ses attributions de ministre de la police; car le premier consul lui retira la partie religieuse pour composer

un ministère des cultes, où l'on réunit les affaires religieuses des luthériens, des calvinistes et des juifs; M. de Portalis fut nommé ministre de ce département nouveau.

Le second concordat fut signé et promulgué le 15 août, jour de l'Assomption, l'une des quatre grandes fêtes conservées en dehors des dimanches; par ce pacte religieux, les trois fêtes réservées avec celle ci-dessus étaient Pâques, la Toussaint, la Noël; toutes les autres, notamment celle des Rois, de la Purification, de la Fête-Dieu et de la Conception, furent renvoyées au dimanche suivant.

Un *Te Deum* où assistèrent les consuls fut chanté pompeusement à Notre-Dame. On remarqua la contenance respectueuse de Bonaparte pendant la cérémonie. Les premiers prélats élevés sur les siéges épiscopaux furent :

PARIS, de Belloy, ancien évêque de Marseille, né en 1709, sacré en 1752, ayant par conséquent quatre-vingt-douze ans; c'était un saint et digne prêtre, qui fut bientôt appelé au cardinalat. *Troyes*, Latour-du-Pin-Montauban, ancien évêque de Nancy, et archevêque d'Auch; *Amiens*, Villaret, ex-évêque constitutionnel; *Soissons*, Leblanc-Beaulieu, sacré lors du concordat; *Arras*, Latour-d'Auvergne-Laraguais, sacré lors du concordat : l'histoire et la chronologie ne justifient pas les prétentions de sa famille au nom d'Auvergne; elle en a sans doute des preuves, encore ignorées du public; *Cambray*, Belmas, évêque constitutionnel; *Versailles*, Charrier-Larroche, évêque constitutionnel; *Meaux*, de Barral, ancien évêque de Troyes : il fut ensuite cardinal; *Orléans*, Bernier, ancien curé de Saint-Laud d'Angers, célèbre dans la Vendée, dont il fut le principal pacificateur.

MALINES, Roquelaure, ancien évêque de Senlis, né en 1721, ancien premier aumônier de Louis XVI. *Namur*, Bexon, prêtre, évêque lors du concordat; *Tournay*, Hyrn, *idem*; *Aix-la-Chapelle*, Berdollet, évêque constitutionnel; *Trèves*, Manay, prêtre, évêque lors du concordat; *Gand*, Fallot de Beaumont, ancien évêque coadjuteur de Vaisons, et sacré évêque de Sébastopolis *in partibus infidelium*; *Liége*, Zoepffel, prêtre sacré lors du concordat; *Mayence*, Colmar, *idem*.

BESANÇON, Lecoz, évêque constitutionnel. *Autun*, Fontange, ancien évêque de Lavaur, de Nancy, archevêque de Toulouse et de Bourges; *Metz*, Bienaimé, prêtre, évêque lors du concordat, oncle du duc d'Abrantès, digne et saint prélat; *Strasbourg*, Saurines, évêque constitutionnel; *Nancy*, d'Osmont, ancien évêque de Comminges, depuis archevêque d'Aix, et, enfin, de Florence; *Dijon*, Reymond, évêque constitutionnel.

LYON, Fesch, oncle maternel de Napoléon, cardinal; il vit encore et ne s'est point démis de son siége. *Mende*, de Chabot, ancien évêque de Saint-Claude; *Grenoble*, Simon, prêtre, évêque lors du concordat; *Valence*, Beckerel, évêque constitutionnel; *Chambéry*, Desmotiers de Merinville, ancien évêque de Dijon.

AIX, Champion de Cicé, ancien évêque de Rhodez, archevêque de Bordeaux, garde des sceaux sous Louis XVI. *Nice*, Colona, prêtre, évêque lors du concordat; *Avignon*, Perrier, évêque constitutionnel; *Ajaccio*, Sébastien Porta, prêtre, évêque lors du concordat; *Digne*, Dessoles, *idem*.

TOULOUSE, Primat, évêque constitutionnel et métropolitain de Lyon, honnête homme et saint prélat; *Cahors*, Cousin de Grainville, prêtre, évêque lors du concordat; *Montpellier*, Rollet; *Carcassonne*, de La-

porte, prêtre, évêque lors du concordat : il fut l'un des hommes les plus aimables de son temps ; *Agen*, Jacoupy, prêtre lors du concordat ; *Bayonne*, Loison, *id.*

BORDEAUX, Duviau Dubois de Santal, ancien archevêque de Bordeaux en 1790 ; *Poitiers*, Bailly, prêtre, évêque lors du concordat ; *La Rochelle*, De Mandolx, *idem ; Angoulême*, Lacombe, évêque constitutionnel.

BOURGES, Boisgelin, ancien évêque de Lavaur, archevêque d'Aix, depuis cardinal ; *Le Mans*, Pidoll ; *Angers*, Montault, évêque constitutionnel ; *Nantes*, Duvoisin, prêtre constitutionnel ; *Rennes*, de Maillé, ancien évêque ; *Vannes*, Pansemont, prêtre, évêque lors du concordat ; *Saint-Brieux*, Caffarelli, *idem*, frère du héros de ce nom mort en Égypte ; trois autres de ses frères furent : l'un, ministre de la guerre en Italie, grand-croix de la Légion-d'Honneur, aide de camp de Napoléon ; l'autre, conseiller d'état et préfet maritime ; le dernier, préfet de l'Aube et du Calvados ; *Quimper*, André, prêtre constitutionnel lors du concordat. . . . .

ROUEN, Cambacérès, frère du second consul, cardinal, grand-croix de la Légion-d'Honneur, *idem ; Coutances*, Rousseau, *idem ; Bayeux*, Brault, *idem ; Séez*, de Chévigné-Boischollet, *idem ; Évreux*, Bourlier, *idem.*

La France se montra heureuse et reconnaissante. Dès le 18 brumaire, les cultes jouirent déjà librement de leur indépendance ; des églises avaient été rendues aux catholiques, et la foule, qui se pressait autour des véritables prêtres du Seigneur, rendait plus éclatante la solitude environnant les ministres d'une secte schismatique. . . . .

On vit arriver cette année à Paris l'ancien duc de

Parme, devenu roi d'Étrurie. Son père n'avait pas voulu cet échange de titres; lui se montra moins opiniâtre. Malheureux prince! frappé d'une maladie mortelle et dégradante, les républicains, à son passage, exploitèrent habilement son état de marasme pour déshonorer la royauté; on en fit un imbécile, c'était une calomnie; mais accablé de souffrances cruelles, et toujours préoccupé de la crainte d'en montrer le triste spectacle, il était morose, distrait, taciturne, épouvanté d'ailleurs de se trouver au milieu des assassins du chef de sa race auguste, qui ne lui épargnaient pas l'horreur de leur familiarité. Il s'indignait de traverser comme étranger un royaume sur lequel son droit de naissance pourrait un jour l'appeler à régner; contraint de faire par politique la cour à celui qu'il regardait comme l'usurpateur du trône de sa famille (il ne pouvait penser autrement de Bonaparte), faut-il s'étonner s'il renfermait dans son cœur les sensations qu'il éprouvait? Ah! s'il eût été le maître, il aurait arrosé de larmes la place où le roi-martyr avait péri; il aurait manifesté son dédain pour cette noblesse inconstante qui déjà se rapprochait du nouveau gouvernement; il aurait parlé aux Français le langage de sa famille; ne le pouvant pas, il se maintint dans une impassibilité dont la malice et l'adresse eurent grand soin de tirer parti.

MM. de Talleyrand, Chaptal et Carnot, ministres des relations extérieures, de l'intérieur et de la guerre, madame de Montesson (1), lui dédièrent de brillantes

(1) Le duc d'Orléans, mort en 1785, épousa en secondes noces la marquise de Montesson, à laquelle Louis XV et Louis XVI ne voulurent pas accorder le titre et les honneurs de duchesse d'Or-

fêtes; d'autres encore lui furent adressées; la reine, sa femme, fille du roi d'Espagne, conquit tous les cœurs honnêtes par sa simplicité, sa franchise, et la manière tendre, empressée et décente, dont elle remplissait ses devoirs de mère et d'épouse.

L'Angleterre reculant l'heure de la paix, le premier consul arrêta un projet de descente sur le sol britannique. Boulogne fut choisi pour point de départ; des chaloupes de débarquement et de transport furent créées dans tous les ports et sur toutes les rades, depuis Brest jusqu'à Anvers; on en fit des flottilles qui venaient se rallier au noyau principal, fixé à Boulogne. Nelson jura qu'il détruirait cette flotte nouvelle; il l'attaqua, la bombarda, l'investit de brûlots, et se retira avec la honte de n'avoir pu réussir; le feu des batteries, des chaloupes canonnières et de la côte, ne lui permirent pas d'accomplir son projet.

Cet échec, ayant eu lieu à plusieurs reprises, fut peut-être moins sensible aux Anglais que la connaissance qui leur vint du traité de paix signé à Madrid le 29 décembre entre la France et le Portugal. Cet état, fermant son commerce et ses ports à l'Angleterre, les ouvrait aux Français, et nous laissait étendre le territoire de la Guyane française jusqu'à la rivière des Amazones. Le 1er octobre, l'Espagne, par un traité secret, céda la Louisiane à Bonaparte, que celui-ci vendit aux Américains.

---

léans. Son mari décéda, ai-je dit, en 1785, et elle mourut en 1806, le 26 février. Elle était l'intime amie de Joséphine. Napoléon l'estimait beaucoup, flatté d'avoir lu, dans une de ses lettres à sa femme, la phrase suivante : *Vous êtes la femme d'un grand homme.*

Cette cession, qu'on lui a tant reprochée, fut habilement accordée; il toucha une somme énorme, il agrandit le territoire d'un peuple ennemi naturel des Anglais; il rapprocha les possessions américaines de ces derniers, qu'il empêcha de s'emparer de la Louisiane, que certainement ils n'auraient pas rendue en 1814, et que par suite ils auraient possédée toujours.

Cependant Pitt venait de se retirer des affaires; l'Angleterre sentait le besoin de la paix. M. Otto, notre ministre plénipotentiaire, restait à Londres, quoique tout parût rompu. Sage, conciliant, habile, bon citoyen, point exagéré, bien instruit des lois et des intérêts réciproques des deux nations rivales, gracieux dans ses relations journalières, il était aimé, estimé de la haute classe anglaise; les ministres l'accueillaient avec plaisir.

L'égalité de puissance rendait chaque gouvernement fier. Les mers appartenaient à la vieille Albion; le continent de l'Europe était ou sous la puissance, ou sous l'influence positive des Français; leur empire, étendu des Alpes au Rhin, se montrait grossi de la Belgique et du Piémont; la Hollande, la péninsule Ibérique, la république Cisalpine, le pape, le roi de Naples, plusieurs princes allemands, contractaient chaque jour de nouveaux engagements avec nous; une descente, bien que difficile, n'était pas impossible: l'Autriche ne voulait plus se battre, la Prusse prétendait conserver sa neutralité, et le Danemarck l'imitait; la Russie ne semblait pas vouloir prendre les armes; le seul roi de Suède traitait ouvertement avec le cabinet de Londres, où l'on savait le sultan prêt à se réconcilier avec Bonaparte. Tels étaient les avantages matériels de notre

position, à laquelle il fallait joindre celui d'avoir d'excellents généraux, de très-bons officiers et une armée réputée invincible. Un peuple renaissant, heureux et plein de reconnaissance; l'agriculture et l'industrie en progrès; le trésor national dégagé d'embarras et déjà rempli, complétaient nos chances favorables.

L'Angleterre avait pour elle ses conquêtes dans les deux Indes, la destruction de l'empire de Tippoo-Saïb, celle de nos comptoirs envahis, les possessions hollandaises conquises en Afrique et en Asie; de plus, elle avait enlevé en Amérique la Trinité, Surinam, Curaçao, Sainte-Lucie, la Martinique, Miquelon, Saint-Marcou; dans la Méditerranée, elle possédait nouvellement Malte, les îles Baléares; l'Égypte était sous son influence (1), et en secret elle pouvait compter sur les affections du Portugal, de Naples et de l'Autriche.

Avec ces éléments de lutte, on aurait pu guerroyer longtemps. Enfin, le 1er octobre, les préliminaires furent signés à Londres, et on convint d'établir la paix définitive sur les bases suivantes :

I. Restitution par le roi Georges III de toutes ses conquêtes en Amérique, en Afrique et en Asie, faites au détriment de la France et de la Hollande, à part les îles de la Trinité et Ceylan, qu'il se réservait.

II. Le cap de Bonne-Espérance serait ouvert aux deux nations, anglaise et française.

III. L'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem rentrerait en possession de l'île de Malte, qu'on mettrait sous

---

(1) Elle n'était pas encore abandonnée; la nouvelle de son évacuation ne vint à Londres que le lendemain de la signature des préliminaires.

le patronage d'une puissance tierce à désigner ultérieurement.

IV. La France rendrait l'Égypte au sultan.

V. Les états de Naples et du saint-siége ne seraient plus occupés par des troupes françaises.

VI. Les Anglais évacueraient Porto-Ferrajo, dont ils s'étaient rendus maîtres, et les autres ports qu'ils occupaient dans la Méditerranée et dans l'Adriatique.

VII. Reconnaissance réciproque de la république des Sept-Iles (1).

VIII. Tous les prisonniers devaient être rendus sans rançon.

IX. L'Angleterre reconnaissait les changements survenus en Hollande, en Suisse, en Belgique, en Allemagne et en Italie.

X. Les pêcheries de Saint-Laurent et de Terre-Neuve seraient remises sur le pied où elles se trouvaient avant la guerre.

XI. Des plénipotentiaires se réuniraient de suite à Amiens pour y conclure la paix définitive.

La joie de l'Angleterre, à la nouvelle de cet accord, surpassa celle de la France, bien que celle-ci fût extrême. Le conseil-général de la Seine, dans son délire, offrit d'ériger sur la place du Châtelet un arc triomphal. Bonaparte le refusa par ces belles paroles :

« L'idée de dédier des monuments aux hommes qui « se rendent utiles aux peuples est honorable pour

---

(1) Composée de Céphalonie, Corfou, Zante, Ithaque ou Taxis, Sainte-Maure, Cérigo et Baxo, autrefois propriétés de Venise, puis des Russes, des Autrichiens, des Français, et aujourd'hui des Anglais; elles sont sur la côte de la Dalmatie et de la Grèce, dans la mer Adriatique.

« les nations; j'accepte l'offre que vous me faites.
« Que la place du monument reste désignée; mais
« laissons aux siècles à venir le soin de le construire,
« s'ils ratifient la bonne opinion que vous avez de
« moi. »

Propos admirable, digne des plus célèbres de l'antiquité! Tel était Bonaparte avant que les flatteurs l'eussent enivré.

Les fonds publics, cotés à quarante-huit francs la veille de la signature, montèrent le lendemain à cinquante-trois francs. Plusieurs traités suivirent celui-là: un avec la Russie, où, par un article secret, Napoléon s'engageait à indemniser le roi de Sardaigne, si cruellement abandonné par le roi Georges, fut conclu le 8 octobre; celui avec la Porte-Ottomane fut signé le lendemain. Le traité général devait porter la date du 25 juin 1802.

La Hollande, le 17 octobre, changea son gouvernement et calqua le nouveau sur celui de la France; c'est là sa troisième imitation, ce ne sera pas la dernière, mais celle-ci restera la plus durable.

Le 14 décembre, des escadres armées à Brest et à Lorient, composées ensemble de trente-quatre vaisseaux de ligne, de vingt frégates, et d'un nombre proportionné d'embarcations guerrières, emmenèrent une expédition de vingt-deux mille hommes, destinés à la conquête de Saint-Domingue. D'autres flottes armées dans le même but sortirent des ports de Flessingue, du Havre, de Toulon et de Cadix. Bonaparte, qui jugeait des autres d'après lui (et c'était son erreur fatale), s'imagina qu'un tel armement devait suffire à dompter des nègres qui n'avaient pas de places fortes et qui ne seraient pas secourus; il oubliait le climat et

les maladies : la même faute a été faite en Russie, et toujours aussi funeste.

Ainsi se termina cette année. Le premier consul la rendit célèbre par le Concordat et la paix générale; lui seul aurait voulu davantage; il révoqua les lois odieuses de la Convention, forma des commissions, qu'il composa des jurisconsultes les plus célèbres, pour qu'ils eussent à rédiger sous son influence des lois civiles, commerciales et criminelles. Tronchet, le noble défenseur de Louis XVI, fut avec Cambacérès chargé de la direction de ce travail; Treilhard, Portalis, Lanjuinais, Merlin de Douai, Bérenger, Boissy-d'Anglas, etc., hautes capacités s'il en fut jamais, apportèrent aussi le fruit de leurs études, de leur savoir et de leur expérience.

Les bases de la morale, de la justice et de l'autorité du père et du mari, renversées par le philosophisme extravagant, obscène et impie de la Constituante, de la Convention et du Directoire, furent raffermies solidement. Un auteur, que certes on ne suspectera pas de favoriser Bonaparte, a dit dans son histoire de cette époque :

« Les commissaires procédèrent avec activité à l'é-
« lévation de ce nouveau monument, et, conciliant
« avec habileté l'ancienne jurisprudence avec la nou-
« velle, ils ne tardèrent pas à présenter au premier
« consul un rapport digne de leur réputation, et tel
« que le permettaient les circonstances difficiles où ils
« étaient placés; ils exposaient courageusement les
« plaies que l'esprit révolutionnaire avait faites à la
« société, en sacrifiant tout aux calculs de l'intérêt et
« de la violence des passions, en renversant l'autorité
« paternelle pour s'emparer du cœur des enfants; le

« pouvoir des époux, pour obtenir la faveur des « femmes; les lois des successions, pour se faire des « créatures et préparer un nouvel ordre de propriétaires.

« Ils veillaient en même temps au maintien des libertés publiques, en déclarant solennellement que « les lois n'étaient pas de purs actes de la puissance, « mais des actes de sagesse et de justice, dont la source « était dans les principes immuables de la raison; ils « attaquaient avec autant de force que de justesse les « désordres introduits dans le mariage par la facilité « du divorce; ils en proposaient, sinon l'abrogation, « du moins la répression, afin de ne plus ajouter la « corruption des lois à celle des mœurs; ils s'exprimaient avec la même liberté, la même sagesse, sur « les autres parties de la législation. Ce langage, inconnu depuis tant d'années, pénétrait les cœurs « honnêtes, et semblait annoncer une ère nouvelle, « où l'on pourrait cultiver la raison sans crainte et « la vertu sans crime. » (*Salgues, Mémoires pour servir à l'histoire de France*, etc., pages 196 et 197, tome 4.)

Bonaparte assistait aux séances du Conseil d'état, où les rédacteurs des codes apportèrent leur beau travail. Il le discuta avec une sagacité de vue, une supériorité de génie, une connaissance profonde de l'histoire du cœur humain qui étonne encore ceux qui l'entendirent. Thibeaudeau, dans son *Histoire du Consulat*, a élevé à Bonaparte un noble arc de triomphe, dédié à son esprit supérieur : il a montré que sa capacité judiciaire ne le cédait pas à celle du héros. Quel homme prodigieux!!! Ah! qu'il eût été grand s'il avait voulu être juste!

Le code pénal fut l'ouvrage entier de Cambacérès, aidé du comte Fabre de l'Aude; mais Bonaparte y fit au pouvoir une part trop riche; il y abusa de la peine de mort.

Les savants, les littérateurs, les artistes, dédaignés pendant le règne de la Constituante, malgré des phrases sonores; persécutés, proscrits, immolés, au temps de la Convention; ridiculisés sous le Directoire, reçurent du chef du gouvernement consulaire un accueil flatteur, des encouragements et des récompenses; il ne donna pas au génie *du pain et un grenier*, mais il le rendit riche, il l'environna de considérations, lui prodigua les honneurs, l'appela au sénat, et ne lui laissa plus envier la position du financier. Napoléon est le seul souverain qui ait su traiter convenablement les hommes qui font la gloire et la prospérité des princes et des états.

On le voyait chercher à se rallier les savants, les artistes, les littérateurs. S'il conquit Chénier, Fontanes, Garat, Andrieux : Laharpe, Louis Mercier, Ducis, Lemercier, Châteaubriand, lui échappèrent. Quant à Bernardin de Saint-Pierre, il était à ceux qui le payaient; Delille refusa ses faveurs; et lui ne persécuta point ces esprits fiers, qui aimaient l'indépendance, ou qui respectaient la religion si sainte de la légitimité.

Il augmenta cette année le Musée de tant de chefs-d'œuvre, qu'on y compta quatorze cents tableaux des écoles étrangères, deux cent soixante-dix de l'ancienne école française, plus de mille de la moderne, vingt mille dessins, quarante mille planches gravées et trente mille estampes; il y avait cent cinquante statues antiques; mille tableaux garnissaient le musée de Ver-

sailles, outre que les magasins du Louvre étaient encombrés.

Il offrit deux prix de quarante mille et de vingt mille francs aux inventeurs de certaines machines pour le filage des laines; enfin, toutes les parties de l'administration et de la France étaient améliorées et surveillées par sa vigilance infatigable.

CHAPITRE VI.

Fondations d'établissements utiles. — Les particuliers imitent le gouvernement. — Création de la Légion-d'Honneur. — Le comte Fabre de l'Aude consulté. — Statuts et décorations de l'ordre. — Noms des premiers grands-croix. — Colère des jacobins. — Bonaparte, président de la République italienne. — Réponse du premier consul au sénat, qui proposait pour lui une prorogation de dix ans d'exercice de la magistrature souveraine. — Manœuvres pour amener le consulat à vie. — Entreprise anticonstitutionnelle des deux seconds consuls. — Décret du sénat. — Discours de Napoléon, devenu consul à vie. — Effet que produit cet acte à l'intérieur et au dehors. — Changement introduit dans la constitution de l'an VIII. — L'île d'Elbe réunie à la France. — Le colonel de génie Ribes. — Le général de génie Sabattier. — Le Piémont et Parme, réunis à la France. — Mot de Napoléon. — Les jacobins et Barras. — Pichegru et les royalistes. — Moreau. — Ses regrets, ses épigrammes, ses cabales. — Détails à ce sujet. — Mesures de résistance. — Livrée du premier consul. — Haine des jacobins.

Si la victoire de Marengo avait fondé la puissance du premier consul Bonaparte, la paix de Lunéville et celle d'Amiens qui suivit achevèrent, avec la haute mesure politique du concordat, de la consolider sur une base large et forte. Débarrassé des soins de la guerre, Napoléon s'occupa de l'intérieur, et se mit en mesure de multiplier les institutions importantes. L'Assemblée nationale, la Convention, n'avaient fait que détruire ; le Directoire recommençait à peine les réédifications indispensables et les plus urgentes, lorsque le vainqueur de l'Éridan (le Pô) et du Nil, prenant en main l'autorité, s'imposa la tâche de relever la France de ses ruines.

De là découlèrent une foule de mesures, qui ajoutèrent à l'illustration de celui qui les commanda. Cette année, sur la proposition du ministre de l'intérieur, le Corps législatif ordonna la reprise des travaux du

canal de l'Ourcq, qui languissait abandonné. Bonaparte créa l'hospice de la Maternité, pour l'instruction des sages-femmes, établissement d'une haute portée, et qui a bien fructifié; il fit déloger tous les savants, littérateurs, artistes et autres, auxquels on avait accordé des logements dans le Louvre : on leur assigna d'autres demeures; on leur accorda des indemnités, dressées sur une échelle large, et on disposa ce vaste et magnifique palais pour recevoir les monuments des arts.

Bonaparte établit l'école spéciale et militaire de Fontainebleau, pour tenir lieu de l'ancienne école militaire. Plus tard elle fut transportée à La Flèche et à Saint-Cyr, lorsque Napoléon voulut habiter le château royal de Fontainebleau, où il a laissé des souvenirs impérissables. Il enrichit le Musée de tous les monuments précieux recueillis en Égypte pendant la durée de l'occupation. Par ses soins, les ingénieurs rendirent navigable, depuis Pontivy jusqu'à Hennebon, la rivière de Bretagne nommée le Blavet.

Le 3 mars, un ordre des consuls imposa à l'Institut national le soin de former, tous les cinq ans, un tableau général de l'état présent et du progrès des sciences, des lettres et des arts, que des commissions présenteraient au gouvernement; ce qui, en éclairant celui-ci, le mettrait à même de pouvoir récompenser avec connaissance de cause. Chaque jour, le Musée s'enrichissait de nouvelles statues, de tableaux des grands maîtres, d'objets de haute curiosité et de prix.

Le 30 avril, eut lieu solennellement la réorganisation de l'instruction publique en France. On ouvrit des écoles primaires, secondaires et des lycées; des écoles spéciales, militaires et de droit; de médecine, d'his-

toire naturelle, de physique, de chimie, de mécanique, de mathématiques transcendantes, d'histoire, de géographie, d'économie publique, de langues savantes, de dessin, de musique et de composition. Aucune portion des études utiles n'échappait à ce profond génie, qui portait sur tout le coup d'œil de l'aigle.

Le 1[er] mai furent complétement rétablies les écoles centrales, abandonnées par l'incurie du Directoire, et auxquelles Bonaparte rendit l'existence.

Le 19 mai fut un jour fertile en créations importantes, en actes grandioses et utiles. Le gouvernement acheta des terres pour agrandir le jardin du Luxembourg ; il fit ouvrir un canal de dérivation de la rivière d'Ourcq, pour amener ses eaux à Paris dans un bassin près de la Villette, et un autre canal de navigation qui, partant de la Seine au-dessus de l'Arsenal, devait se rendre à Saint-Denis, Montmorency, Pontoise, en passant par la Villette. Cette seconde entreprise, achevée et aujourd'hui en plein rapport, avait été projetée dès 1676 par l'ingénieur Maule et le célèbre Riquet. Enfin, ce jour vit créer la Légion-d'Honneur, dont je me réserve de parler plus loin.

Une commission fut nommée le 22 pour rédiger un ouvrage scientifique, littéraire, artistique, etc., sur les découvertes faites en Égypte par les Français depuis 1798. Un musée s'ouvrit dans le Luxembourg; on y joignit des statues, un médailler, une bibliothèque. Plus tard des galeries publiques, garnies uniquement de tableaux modernes, ne durent plus renfermer que les chefs-d'œuvre des artistes vivants. A cette époque, on reçut de nouveaux monuments de Naples et du reste de l'Italie, et on répara la machine de Marly, dont on ne conserva que six roues.

Le 3 octobre, on établit à Metz une école de génie et d'artillerie; le 4, arrivèrent à Marseille la statue dite de la Vénus de Médicis et des manuscrits importants trouvés à Herculanum; le 18, fut décrétée l'admission des étrangers aux droits de citoyens français, après un an de domicile sur le territoire de la République, en récompense de grands talents, de découvertes utiles, de vastes établissements, et de services importants profitables au pays.

Cette année, où la paix rassérénait la France, les savants, les hommes de lettres et les artistes ne restèrent pas en arrière du gouvernement; ils publièrent des ouvrages sur les résultats de leurs travaux, dont ils enrichirent la patrie. Elle dut au chimiste sénateur Berthollet des recherches sur les lois de l'affinité des substances des corps, et un commentaire plein de lucidité sur les découvertes de Bergmann, chimiste suédois.

Borda, de Dax, indique l'usage du cercle de réflexion. On publie l'*Histoire naturelle des insectes*, d'après Réaumur, Geoffroy Saint-Hilaire, etc. Thilorier invente le *ploscope*, application des principes chimiques sur l'air et le feu aux besoins de la vie : il a le mérite de chauffer et d'éclairer. Le 12 janvier, on met au jour des procédés relatifs à la fabrication de tableaux en fragments et en terre vernissée, propres aux inscriptions des rues et au numérotage des maisons. Le 2 février, Coulomb détermine les lois d'affaiblissement des forces électriques et magnétiques, sous le rapport de la distance. En avril, Herhan invente un nouveau mode de stéréotypie par caractères mobiles. Berthé aîné, de Toulouse, combine un balancier propre à frapper de la monnaie, au moyen d'un mouvement uniforme de rotation.

Le 2 mai, le célèbre Lalande fonde un prix annuel d'astronomie. Le 16 juin, J. Desblancs, horloger à Trévoux, imagine la manière de remonter les bateaux avec l'aide d'une pompe à feu. Le 15 juillet, T. Schmitt procède à la création du *piano harmonica*. Le 28 août, l'astronome Méchain découvre une comète dans la constellation du Serpentaire. Le 22 octobre, Olivier de Paris invente des procédés propres à fondre, imprimer, graver la musique et le plain chant en caractères mobiles. Le 20 novembre, Garnerin, l'aéronaute, montre au public, pour la première fois, l'emploi du parachute pour descendre d'un ballon.

Le 1er décembre, Bertrand de Molleville, ex-ministre de Louis XVI, met au jour son *Histoire d'Angleterre;* il a des imitateurs. Vivant-Denon publie son *Voyage dans la haute et basse Égypte*, et Lechevalier son curieux *Voyage dans la Troade*, etc. Enfin, et sur la fin de l'année, grâce aux encouragements et à la protection spéciale de l'autorité, des troupeaux de races étrangères amenés à grands frais améliorent nos bestiaux; des primes sont accordées pour l'éducation des chevaux; les fabriques se multiplient, rivalisent d'abord, et ensuite l'emportent sur celles de l'étranger.

Pendant que le premier consul s'occupait du soin de faire refleurir en France tout ce qu'avait desséché le souffle des novateurs, il ne perdait pas de vue son idée secrète, celle de reconstituer la monarchie. Il voulait l'établir sur des bases neuves, et surtout l'environner d'un éclat qui dût en accroître la force; alors il crut indispensable de fonder un ordre de chevalerie populaire, mais édifié d'après des règles qui, en apparence, n'eussent rien de féodal; en conséquence, il créa la Légion-d'Honneur.

Le tribun Fabre de l'Aude, alors président de ce corps, fut consulté en secret. Bonaparte lui dit : « La « Convention nous a isolés de l'Europe; rien chez nous « ne se fait comme ailleurs; nous ne pouvons offrir « aux étrangers aucune marque honorable d'estime ou « de reconnaissance. Nos noms, dans leur simplicité, « sont toujours inférieurs à ceux des classes élevées « des autres peuples, à cause de l'éclat de leurs titres; « des armes d'honneur ne sont pas une récompense « convenable pour nos braves; ils ne les portent « pas toujours, cela même serait ridicule; il faut un « autre mode plus rationnel, plus universel surtout. »

Alors il traça le plan qu'il méditait. Le comte Fabre fut frappé de sa grandeur. Cette égalité de récompense, qui liait du même nœud le guerrier, le savant, le prêtre, l'artiste, avait quelque chose d'imposant, propre à satisfaire l'esprit et la raison. Le 18 mai 1802, Napoléon institua donc cet ordre, composé de simples légionnaires (plus tard nommés chevaliers), d'officiers, de commandants (commandeurs), de grands-officiers et de grands-aigles. Ceux-ci devaient être au nombre de soixante, les étrangers décorés ne comptant pas dans ce nombre. Les autres grades seraient illimités; mais celui des soixante grands-aigles fut souvent dépassé.

La Légion-d'Honneur était formée d'un grand conseil d'administration, et de seize cohortes. Les titulaires des grandes dignités de l'empire composèrent le conseil. Dès 1805, l'ordre, dont le premier consul était grand-maître, fut régi par un grand-chancelier.

La décoration consista, depuis sa création jusqu'en 1814, en une étoile à cinq rayons doubles, émaillés

de blanc; au centre, la tête de Napoléon dans une couronne de chêne et de lauriers émaillée de vert, avec cette légende de l'empire : *Napoléon empereur*, et auparavant *premier consul;* au revers, l'aigle tenant la foudre, entouré de ces mots : *Honneur et patrie*, la glorieuse devise de l'Ordre.

Cette décoration, qui est d'argent pour les simples légionnaires ou chevaliers, est d'or dans les grades supérieurs. Un ruban rouge la retient ou la suspend de gauche à droite quand ce sont des grands-croix; les officiers la portent avec une rosette. Les commandeurs la suspendent au cou avec un ruban moins large que les grands-officiers et les grands-aigles; ceux-ci ont en plus un collier formé d'aigles, d'enseignes, et de N couronnées, le tout d'or émaillé; enfin, les grands-aigles ont sur le côté gauche de leur poitrine et du même côté de leur manteau une plaque d'argent à dix rayons, chargée en abîme de l'aigle qui tient la foudre, toujours avec les mots *honneur et patrie.*

Les légionnaires, dans leurs divers grades, eurent des priviléges; ils furent classés dans les colléges électoraux; leurs fils, leurs filles, durent être élevés aux frais du gouvernement; ils obtinrent des places distinguées dans les cérémonies publiques, et la nation dut voir dans cette institution tous les éléments d'une noblesse nouvelle.

Les premiers Français qui furent décorés du grand-cordon étaient, à part les frères et beaux-frères de Bonaparte :

Cambacérès, *second consul;* Lebrun, *troisième consul;* Augereau, Barbé-Marbois, *ministre du trésor public;* Baraguay-d'Hilliers, *colonel-général des dragons;* Bernadotte, Berthier, *ministre de la guerre;* Bruix,

amiral; Brune, Cambacérès, *cardinal-archevêque de Rouen;* Caulincourt, Champagny, *ministre des relations extérieures;* Davoust, de Belloy, *cardinal-archevêque de Paris;* Decrès, *ministre de la marine et des colonies;* Duroc, Fouché, sénateur, *ministre de la police générale;* Gantheaume, *vice-amiral;* Gaudin, *ministre des finances;* Gouvion-Saint-Cyr, Jourdan, Junot, Kellermann, Lacépède, sénateur, *grand-chancelier de la Légion-d'Honneur;* Lannes, Lefèvre, Marescot, Maret, *ministre secrétaire d'état;* Marmont, Masséna, Moncey, Mortier, Ney, Pérignon, Portalis, *ministre des cultes;* Reignier, *grand-juge;* Ségur, *grand-maître des cérémonies;* Serrurier, Songis, Soult, Talleyrand, *ministre des relations extérieures;* Villaret-Joyeuse, *vice-amiral.*

Les sénateurs, conseillers d'état, archevêques, les colonels de l'armée furent tous, les premiers commandeurs, les autres officiers, avec les premiers présidents et les procureurs-généraux des cours d'appel et de justice criminelle : les évêques, les préfets, reçurent en masse la croix d'argent.

Cette institution indigna les jacobins, dont le nombre diminuait chaque jour, et les royalistes exaltés; mais la majorité de la nation applaudit à cette noble idée, qui faisait marcher de pair le gouvernement avec ceux de l'étranger; bientôt commença un échange de bons procédés entre la cour des Tuileries et les autres cours de l'Europe. Les souverains envoyèrent leurs croix à Bonaparte; ils en accordèrent à plusieurs de nos héros, de nos hommes d'état, et en retour reçurent pour eux et leurs sujets l'étoile d'abord peu estimée chez eux, mais qui bientôt acquit plus de prix qu'en France même. Ainsi Bonaparte serrait de toutes façons le nœud avec lequel il voulait nous retenir.

Le 26 janvier, il avait convoqué à Lyon la junte gouvernementale de la République d'Italie; les membres qui la composaient crurent ne pouvoir mieux faire que de placer à leur tête le génie puissant qui avait, par ses victoires, créé cet état. En conséquence, ils abolirent le gouvernement établi, et nommèrent pour président à vie Napoléon Bonaparte.

Cet acte important fit dans l'Europe une sensation prodigieuse. Les souverains qui restaient tranquilles en eurent de la joie; mais l'Autriche en fut inquiète, et l'Angleterre, la Russie et la Prusse virent de mauvais œil la France renforcée par une telle agrégation; ils reconnurent dans Bonaparte, non un général fidèle qui imiterait Monk (1), mais un politique habile qui rappellerait Cromwell dans ses grandes actions.

Ceux qui en France voulaient les Bourbons et la liberté ne furent pas très-mécontents; ils s'imaginèrent que le premier consul, déterminé à nous restituer nos maîtres, travaillait à se faire un état où il se retirerait après le rétablissement des Bourbons. Il fallut son avénement à l'empire pour leur enlever cette illusion dernière! L'armée seule en eut une allégresse franche; il semblait naturel aux soldats que celui qui avait conquis avec eux ces belles et riches contrées les possédât en toute souveraineté.

Cet acte, qui tendait à consolider la puissance dans les mains de Bonaparte, tarda peu à être étayé d'un second, bien autrement significatif; car il était inté-

---

(1) Monk, général de l'armée anglaise, après la mort de Cromwell et la démission de Richard, fils de celui-ci, manœuvra si adroitement, qu'il ramena le roi Charles II sur le trône d'Angleterre.

rieur. Le sénat, usant du droit que lui donnait la constitution de promulguer des sénatus-consultes organiques, en rendit un le 8 mai, portant nomination anticipée, et pour dix ans révolus, de Napoléon Bonaparte (car son prénom commençait à paraître) à la première charge de la République, c'est-à-dire qu'on prolongea son consulat de dix années. C'était un second pas fait vers la souveraineté.

Le considérant de ce grand acte portait : « Que le « magistrat qui a conduit tant de fois les légions républicaines à la victoire, délivré l'Italie, triomphé en « Europe, en Afrique et en Asie, et rempli le monde « de sa renommée, qui a préservé la France de l'a- « narchie qui la menaçait, brisé la foudre révolutionnaire, dissipé les factions, éteint la guerre civile « et les troubles religieux, ajouté aux bienfaits de la « liberté ceux de l'ordre et de la sécurité, hâté les « progrès des lumières, consolé l'humanité et pacifié « le continent et les mers, a les plus grands droits à « la reconnaissance des Français. »

Bonaparte, sans doute, connaissait de tout point une mesure que nul n'aurait osé prendre s'il ne l'eût conseillée d'abord. Néanmoins, il montra aux sénateurs chargés de lui communiquer cette résolution, de la sensibilité, de la modestie.

« Sénateurs, la preuve honorable d'estime consi- « gnée dans votre délibération du 8 mai sera tou- « jours gravée dans mon cœur. Le suffrage du peuple « m'a investi de la suprême magistrature; je ne me « croirais pas assuré de sa confiance, si l'acte qui « m'y retiendrait n'était pas encore confirmé par son « suffrage. Dans les trois années qui viennent de s'é- « couler, la fortune a servi la République; mais la

« fortune est inconstante; *et combien d'hommes qu'elle* « *avait comblés de ses faveurs ont vécu trop de quelques* « *années!* L'intérêt de ma gloire et celui de mon bon- « heur sembleraient avoir marqué le terme de ma « vie publique au moment où la paix du monde est « proclamée; mais la paix et le bonheur du citoyen « doivent se taire quand l'intérêt de l'état et la bien- « veillance publique l'appellent; vous jugez que je « dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai si le « vœu du peuple me commande ce que votre suffrage « autorise. »

Ces paroles graves et solennelles produisirent un puissant effet. Le retentissement en fut tel dans les provinces, qu'au lieu de vouloir voter sur les dix ans de consulat, des adresses sans nombre surgirent, toutes demandant mieux, et une plus forte garantie de la paix publique, qui ne pouvait être plus solidement fondée que sur la perpétuité de Bonaparte aux affaires.

Le Corps législatif, le Tribunat, firent entendre des paroles si claires, que les second et troisième consuls, d'intelligence avec le sénat, enchérirent sur leur première décision, et lancèrent d'eux-mêmes (il faut le dire, sans droit aucun, sans les formalités voulues par la constitution en pareille circonstance) un arrêté par lequel le peuple français, au lieu d'être consulté sur les dix ans de consulat, le serait sur la proposition d'investir Napoléon Bonaparte du consulat à vie.

Partout on se soumet à cette usurpation de pouvoir. Des registres sont ouverts dans toutes les communes, dans chaque administration, aux évêchés, etc.; et un résultat de trois millions cinq cent soixante-huit mille cent quatre-vingt-cinq votes a répondu affir-

mativement, tandis que deux mille cinq cent cinquante seulement se sont prononcés pour la négative. Ce nombre de votes approbatifs est pris pour la majorité de la nation, où l'on comptait néanmoins trente millions d'âmes, dont quinze millions d'hommes. C'était donc tout au plus le cinquième qui décidait la question.

En conséquence de ce fait, le sénat promulgua un sénatus-consulte portant : « Art. 1. Le peuple fran-« çais nomme et le sénat proclame Napoléon Bona-« parte premier consul à vie. — Art. 2. Une statue « de la paix, tenant d'une main le laurier de la vic-« toire, et de l'autre le décret du sénat, attestera à « la postérité la reconnaissance de la nation. »

Le premier consul répondit au discours de Barthélemy, l'ex-directeur, et alors président du sénat, en ces termes :

« La vie d'un citoyen est à sa patrie. Le peuple « français veut que la mienne lui soit consacrée ; j'o-« béis à sa volonté.

« En me donnant un nouveau gage, un gage perma-« nent de sa confiance, *il m'impose le devoir d'étayer le « système de ses lois sur des institutions prévoyantes.*

« Par mes efforts, par votre secours, citoyens « sénateurs, par le concours de toutes les autorités, « par la confiance et la volonté de cet immense peuple, « la liberté, l'égalité, la prospérité de la France se-« ront à l'abri des caprices du sort et des incertitudes « de l'avenir.... Le meilleur des peuples sera le plus « heureux, comme il est le plus digne de l'être, et sa « félicité contribuera à celle de l'Europe entière.

« Content alors d'*avoir été appelé, par l'ordre de celui « de qui tout émane*, à ramener sur la terre la jus-« tice, l'ordre, la liberté et l'égalité, j'entendrai son-

le premier consul jouissait de la prérogative de faire grâce, comme le roi anciennement; il n'attendra pas pour en faire usage sept ans de règne (4 août).

Le 26, l'île d'Elbe fut réunie à la France, et le colonel de Ribes y fut nommé directeur des fortifications; c'était un excellent officier de génie, qui obtint plus tard le titre de commandant de la Légion-d'Honneur; il fut l'oncle du lieutenant-général de génie baron Sabatier, en retraite aujourd'hui avec une aussi belle réputation.

Le 11 septembre, le Piémont, organisé depuis la prise de possession par le Directoire comme pays conquis, fut annexé et incorporé à la France. La République italienne s'était flattée d'obtenir cet accroissement de territoire, de population, de richesses et de force. Peut-être le lui devait-on dans l'intérêt politique; mais Napoléon, à qui on le proposa, dit: Non, je ne ferai pas ce tort à ma patrie. Il en fut de même du duché de Parme, qui devint partie intégrante de la France, au détriment de l'homogénéité italienne: Napoléon était citoyen avant d'être ambitieux.

Pendant cette année, plusieurs expéditions partirent pour Saint-Domingue. Le beau-frère de Bonaparte, le général Leclerc, devait commander en chef l'armée de débarquement. Je rendrai compte, dans la série des événements de l'an prochain, des fautes et des revers de cette malheureuse entreprise.

En Europe, tout réussissait au premier consul. Néanmoins, des obstacles cachés, suscités avec opiniâtreté, ne le laissaient pas libre de suivre ses grands projets; une poignée de républicains, trop inutiles pour être nécessaires, trop faibles pour être craints, pas assez riches pour être recherchés, complotaient

dans des caves, tenaient un club dans des greniers. Il aurait fallu s'en moquer; mais à leurs noms ignorés, la basse police, qui commençait ses méprises, depuis si funestes, accola sans motifs le nom de l'ex-directeur Barras. Bonaparte, s'il se fût agi de tout autre, n'y eût pas fait attention, mais une cause secrète le portait à détester cet homme; il n'avait pas osé le poursuivre au 18 brumaire 1799. En 1803, il eut moins de honte, et il signa l'ordre d'un exil qui l'envoyait à Bruxelles; puis on le fit aller dans la Provence, à Rome, et enfin à Naples.

Le général Pichegru, depuis qu'il s'était échappé du lieu où il avait été déporté, avait hautement arboré la cocarde blanche; il inquiétait Bonaparte à raison de ses courses multipliées en Allemagne. Il avait été joindre à Bareuth le comte de Précy et Imbert-Colomès, Lyonnais mêlé à toutes les intrigues de cette époque. Le premier consul, instruit de ce rassemblement, demanda au roi de Prusse l'extradition des émigrés qu'on trouverait à Bareuth, Anspach et Erlangen. La réponse du cabinet de Berlin fut digne de la déconsidération générale qu'il avait méritée; il acquiesça lâchement à toutes les exigences de Bonaparte; mais Pichegru et les autres réfugiés, instruits à temps par une princesse de la maison royale de Hohenzollern, se sauvèrent; son aide de camp seul, appelé La Chapelle, s'étant obstiné à rester, fut pris avec tous ses papiers, ce qui jeta l'alarme parmi les émigrés et leurs partisans, qui pouvaient être compromis par cette étourderie.

Tandis que Pichegru, en Prusse, inquiétait le premier consul, Moreau, en France, ne l'embarrassait pas moins. Ce général, si grand à l'armée, si mesquin

partout ailleurs, n'avait pas osé se déclarer son rival pendant qu'il était absent, et maintenant qu'il était devenu en quelque sorte son sujet, au lieu d'être resté son égal, il avait honte de sa pusillanimité; encouragé par sa femme, entraîné par sa belle-mère, poussé par ceux qui se flattaient de l'influencer, il se posait en mécontent et presque en conspirateur déterminé.

Retiré chez lui, il ne paraissait jamais aux Tuileries; il blâmait l'institution de la Légion-d'Honneur et les opérations administratives; il affectait de rappeler son serment, qui lui faisait un devoir d'être le défenseur de la République; il déclamait contre les dix ans de consulat, contre le consulat à vie, qu'il regardait comme un acheminement au gouvernement d'un seul. Un jour, il osa dire, en parlant de Bonaparte : « Veut-il que nous renouvelions la guerre de César et de Pompée? » Une autre fois, comme ses convives louaient son cuisinier : « Pensez-vous, dit-il, mes amis, qu'il soit à propos de lui donner une casserole d'honneur? »

Dans une autre circonstance, le premier consul, qui peut-être cherchait trop à réunir sur lui seul tout ce qui s'était fait d'important dans les dernières années, fit insérer dans le *Moniteur* un rapport relatif aux dépenses des armées; il y laissait voir que celle d'Allemagne avait coûté à la République des sommes énormes, tandis que les autres, et celle d'Italie notamment, avaient toujours vécu aux dépens de l'ennemi.

Moreau se hâta de répondre; il rétorqua l'assertion, et prouva que, non-seulement il n'avait rien demandé au Directoire, mais encore qu'il lui avait expédié plusieurs millions. Ce qu'il y a de certain, c'est que le général Bonaparte, dans ses premières campagnes sur les deux rives du Pô, avait fait cadeau d'un mil-

lion à l'armée d'Allemagne, et ce présent, dont il tirait vanité, était insupportable à Moreau et aux braves qui avaient servi sous lui.

Le premier régiment d'artillerie, encore influencé par le souvenir de l'insubordination précédente, se mutina; comprimé avec la rapidité de l'éclair, il fut puni sévèrement : ses drapeaux lui furent retirés, et on les déposa, couverts d'un crêpe noir, dans le *temple de Mars* (le *dôme des Invalides*).

Ainsi se termina l'année 1802, qui avait jeté un si grand éclat par les améliorations apportées dans toutes les parties de l'administration et sur tous les points de la République. D'ailleurs la paix touchait à sa fin, et bientôt allait commencer une guerre de douze années.

CHAPITRE VII.

Situation respective de la France et de l'Angleterre en 1803. — Belle réponse du premier consul. — L'île Saint-Domingue. — Sa position. — Précis rapide de son histoire jusqu'en 1789. — Causes de ses malheurs. — Suite de son histoire jusqu'en 1801. — Hédouville. — Toussaint-Louverture. — Proclamation du premier consul. — Expédition du général Leclerc. — Sa flotte. — Ses troupes de débarquement. — Portrait de Leclerc. — De Bénézech. — Débuts maladroits. — Fausses mesures. — Pétion. — Dessalines. — Maurepas. — La guerre recommence. — Les enfants de Toussaint. — Mort de Toussaint. — Mort de Leclerc. — Rochambeau. — Perte de la colonie.

Déjà, vers la fin de l'année précédente, nos hommes politiques s'avouaient l'impossibilité de maintenir la paix avec l'Angleterre; cette puissance, contrainte de reconnaître le génie de la France, voyait avec dépit et terreur le début d'une ère de grandeur et d'éclat pour son ancienne rivale. Avec Bonaparte, la France obtenait sur l'Europe cette suprématie contestée sous Louis XIV, et reconnue maintenant : des colonies avaient sans doute été enlevées à la France, mais sur le continent elle s'était agrandie de tout le Brabant, du pays de Liége, des électorats ecclésiastiques avec tout ce qui en dépendait sur la rive gauche du Rhin; et ce fleuve, désormais, servait de barrière à la République. Le Piémont semblait réuni pour toujours à la France, et la domination de celle-ci paraissait toute-puissante sur les républiques Ligurienne, Cisalpine, Suisse, Genevoise, Hollandaise : les électorats de Bavière, de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, les villes hanséatiques, et même plusieurs autres états de l'Allemagne soumis à la même influence, balançaient

certes la perte de quelques possessions d'outre-mer.

Le premier consul, non content de ces avantages, venait de se faire conférer la présidence de la république Cisalpine; il augmentait au delà de l'état de paix son état militaire, et il redonnait un nouvel élan à la marine, languissante depuis la révolution. L'Angleterre, de son côté, retenait Malte, et ne voulait pas rendre cette île à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem; elle ressentait un vif dépit de la vente que le premier consul faisait en ce moment de la Louisiane aux États-Unis. L'Angleterre, dis-je, songea qu'il était temps de recommencer la guerre : elle avait inondé la France de ses marchandises, et elle savait que notre commerce, se reposant sur l'alliance jurée, avait couvert les mers de ses bâtiments.

C'était pour les Anglais une occasion favorable et lucrative que d'attaquer sans péril ces navires, la plupart richement chargés, soit qu'ils allassent aux Indes ou qu'ils en revinssent. Lord Witworth, ambassadeur de Georges III auprès du premier consul, fit savoir à celui-ci que son gouvernement le reconnaîtrait roi de France et lui donnerait trente millions de la main à la main s'il consentait à ne plus réclamer l'évacuation de Malte. Napoléon répliqua qu'il attendait sa grandeur du peuple français, et qu'il ne l'accepterait pas venant de l'Angleterre.

Outre Malte, le cabinet de Londres exigeait l'île de Lampaduza, qu'il convoitait pour les relâches de ses flottes; il exigeait aussi que la France retirât ses troupes de la Hollande, et que celle-ci rentrât dans sa pleine liberté.

Un refus positif du premier consul détermina la guerre, qui ne tarda pas à s'allumer.

Avant de poursuivre et de raconter les événements qui suivirent la rupture de la paix entre la France et l'Angleterre, je crois devoir placer ici un aperçu rapide des faits importants et terribles qui amenèrent en Amérique la perte totale de la colonie française de Saint-Domingue : ce désastre fut l'ouvrage de nos républicains.

Les Espagnols, par suite d'une politique atroce, dépeuplèrent l'île Saint-Domingue, autrefois Haïti, et depuis *Hispaniola;* un million d'indigènes périrent massacrés. Les Espagnols ne pouvant repeupler cette immense solitude, des flibustiers, la plupart Français d'origine, s'établirent sur ce sol baigné de sang, et qui en semble toujours avide. En 1664, le chef des pirates, du nom de Duparquet, fut le premier qui mit la portion de l'île conquise par les flibustiers sous la protection de la France, leur mère-patrie. Par degrés, les colons se civilisèrent, et un gouvernement régulier fut établi : ce bienfait fut dû au génie et aux vertus de Bertrand d'Ogeron de La Boire, gentilhomme angevin, successeur de Duparquet, en 1668. Depuis lors l'établissement prospéra, et 1789 trouva cette colonie dans un état surprenant de grandeur et d'opulence.

L'île de Saint-Domingue était divisée en deux portions bien inégales : la partie espagnole se composait des deux tiers du sol; elle était la plus fertile, et néanmoins la plus mal cultivée. La rivière du *Massacre*, ainsi nommée à raison de la quantité énorme d'indigènes égorgés sur ses bords par les farouches compagnons des Pizarre et des Almagro, cette rivière, dis-je, servait de limite à la portion française : ici tout annonçait l'industrie de nos compatriotes; elle offrait quinze cents lieues de défrichement, vingt villes bâties en

moins d'un siècle, trois provinces, ayant chacune une belle capitale. La cité appelée Port-au-Prince était devenue le siége du gouvernement; on comptait dans cette colonie neuf cent treize sucreries, sept cent quatre-vingts cotonneries, trois mille cent cinquante-une indigoteries, cinquante-quatre établissements pour les préparations du cacao, cent quatre-vingt-deux *guildivries* (fabriques de tafia), trois cent soixante-dix fours à chaux, vingt-neuf ateliers de poterie, cent trente-six briqueteries, six tanneries, seize mille chevaux ou mulets, et douze mille bêtes à cornes. On estimait cette masse d'industries trois cent vingt-un millions de francs, et, dit un auteur, si on y joint un milliard cent trente-sept millions pour la valeur des esclaves, celle totale des propriétés mobilières et foncières se trouvera arriver à un milliard quatre cent cinquante-huit millions. Tel était, à l'époque de la révolution, l'état d'une colonie fondée cent vingt ans auparavant par quatre cents aventuriers, presque tous Français.

Là on faisait annuellement un commerce de cinq cents millions, dont les deux tiers provenaient de l'exportation des denrées coloniales; quinze cents bâtiments allaient alternativement d'Europe en Amérique, et d'Amérique en Europe; six millions d'hommes vivaient ou s'enrichissaient de ce mouvement unique encore dans les annales du monde commerçant; la France, bon an, mal an, y gagnait une plus-value de soixante millions de tribut indirect. Cinq cent quatre-vingt-dix mille individus composaient la population de cette colonie, savoir : vingt mille blancs, cinquante mille gens de couleur, et cinq cent vingt mille noirs.

Là, c'était la couleur de la peau qui formait la diver-

sité des castes. La noire était la moins considérée; celle des métis guère plus: tous les blancs étaient égaux, et au-dessus des autres. Un gouverneur militaire, un intendant civil se partageaient le pouvoir; ils relevaient du ministre de la marine, qui rendait compte au roi. Le contrôleur de la marine était la troisième autorité de l'île; il réglait les finances des subdélégués, et relevait de l'intendant: des chambres d'agriculture surveillaient les intérêts des cultivateurs. Deux cours supérieures, véritables parlements, l'une au Cap, l'autre à Port-au-Prince, rendaient la justice; enfin, les deux chefs suprêmes convoquaient dans les cas difficiles une représentation coloniale : des tribunaux inférieurs jugeaient en premier ressort.

Le pays était tranquille; les colons, malgré d'infâmes calomnies, rendaient leurs nègres plus heureux qu'ils ne l'étaient en Afrique. Quelques-uns de ceux-ci, retirés dans les mornes (montagnes), préparaient l'heure de l'indépendance. On les appelait *nègres marrons*.

La nouvelle des attaques des États-Généraux contre la royauté n'attrista pas l'aveugle colonie. Au Cap, on devint républicain; on égorgea un individu qui n'avait pas arboré la cocarde tricolore. Là on renouvela les bruits de brigandages dont on avait épouvanté la France au commencement de la révolution. Sur l'annonce d'une attaque des noirs, on s'arma; c'était apprendre à ceux-là qu'ils pouvaient être à craindre. Ils le comprirent, et tout fut perdu.

Bientôt les blancs se séparent des mulâtres; ils immolent plusieurs de ceux-ci, et même des blancs qui n'approuvaient pas ces assassinats; ils augmentent ainsi le nombre et la haine de leurs ennemis. L'As-

semblée nationale achève de tout embraser; elle autorise les colonies à former des assemblées générales pour exprimer leurs vœux sur la constitution particulière à leur donner. L'assemblée de la Martinique est créée, et dès le début elle s'arroge tous les droits de la France, sa mère imprudente.

Mais un autre décret de l'Assemblée nationale accorde aux mulâtres l'égalité des droits. L'orgueil des blancs refuse de pactiser avec ceux que l'opinion repousse. L'assemblée coloniale se met en insurrection; on débauche les troupes; on vise à l'indépendance, fille légitime de la liberté. Le sang coule de nouveau; l'Assemblée nationale, rebelle à son roi, punit celle de Saint-Domingue, qui limite un décret du 12 octobre 1790; elle la casse, et rétablit l'ancienne administration. Les troubles continuent; les blancs se rendent de plus en plus coupables : *tous les malheurs viennent d'eux.*

Les nègres unis aux mulâtres réclament aussi la liberté; une vaste conspiration s'organise, et ce sera l'Assemblée nationale qui l'aidera à tout perdre. Elle marche à ce résultat par son décret du 13 mai 1791, appelant les hommes libres, n'importe leur couleur, à jouir de leurs droits de citoyens. Les blancs repoussent avec horreur ce décret fatal; ils convoquent une nouvelle assemblée coloniale, dont ils attendent un meilleur avenir.

Mais les nègres sont aussi impatients de vengeance, de crime et d'indépendance! ils se soulèvent sur tous les points, incendient les propriétés, les récoltes, et massacrent les blancs. Bouckman, Jeanot sont les premiers dont le nom est accompagné d'une célébrité horrible.

Ma plume se refuse à retracer les attentats, les atrocités commises par ces Africains altérés de sang, affamés de pillage. Partout on s'attaque, on combat; partout la flamme et la mort étendent leurs ravages. Le nègre Jean-François est à la tête de ceux de sa couleur et entretient leur rage. Toussaint-Louverture commence à se montrer.

La rapidité que mon plan m'impose ne me permet pas de raconter les faits, les fautes, les actes iniques ou maladroits, les intrigues, les combats, etc., qui signalèrent les derniers instants de la colonie; le massacre des blancs dans toutes les villes par des esclaves rebelles, conduits par Hyacinthe, Beauvais, Pétion, Pierrot, Moïse, Maurepas, Relais, Paul Louverture, frère de Toussaint, Biassou, Coco-Laroche, Toussaint-Louverture, Dessalines, Christophe, etc. Je dirai seulement que la guerre civile s'étant rallumée dans la ville du Cap-Français, les nègres y pénétrèrent le fer et la torche à la main, immolèrent tous les blancs qui ne se sauvèrent pas sur la flotte française, mirent le feu aux édifices et ruinèrent une des plus belles villes de l'Amérique.

Ces désastres ne changèrent pas l'esprit des colons, et de l'inepte, du cruel Santhonax, envoyé par les jacobins français pour achever la ruine de la colonie. Ce misérable se conduisit avec tant de rage, avec une telle ignorance des hommes et des choses, que les colons, renfermés au môle Saint-Nicolas, la plus forte place de Saint-Domingue, en ouvrirent les portes aux Anglais, qui, malgré les instances de Santhonax, s'emparèrent aussi de Port-au-Prince. Cette perte coûta à la France une flotte de la valeur de dix millions.

Les Espagnols avaient, eux aussi, cherché à profiter

des malheurs de la colonie; pour gagner le nègre Jean-François, ils lui prodiguèrent l'or et le créèrent *grand de première classe*. Toussaint-Louverture avait également traité avec eux; mais le général français Laveaux lui ayant accordé le grade de général de brigade, il abandonna les drapeaux de Charles IV, et passa sous ceux de la république. Son concours remit sous l'autorité de celle-ci toute la province du nord.

Laveaux, nommé gouverneur, et délivré par Toussaint de l'obsession du mulâtre Vilatte, partagea trop le pouvoir avec son libérateur; il en résulta que l'autorité passa aux nègres. Toussaint néanmoins se disposait à la soumission; était-il sincère? Il envoya deux de ses enfants en France, pour y être élevés, et fit valoir auprès du Directoire cette marque de confiance.

Le Directoire envoya le général Hédouville pour gouverner Saint-Domingue; c'était un homme d'honneur et de bien, courageux et sage, aimable et instruit; mais il manquait de caractère, de vues profondes et de prévoyance. Toussaint-Louverture le joua, puis le congédia lorsqu'il n'en eut plus besoin.

Ce nègre, brave et cruel, adroit et fourbe, doté de cette supériorité de talents que la nature accorde à ses favoris, aspirait à la souveraine puissance. Pour y parvenir, il fallait chasser les Anglais; il accomplit cette tâche à l'aide du nouveau gouverneur. Des négociations adroites déterminèrent le départ des troupes britanniques; celles-ci, avant de s'embarquer, rendirent à Toussaint-Louverture des honneurs inusités.

Toussaint, poursuivant le développement de son système, provoqua bientôt la rébellion des blancs contre Hédouville; il sut inspirer à ce général une ter-

reur si grande, qu'il le détermina à revenir en France. Son départ fit éclater la guerre civile entre les nègres, qui ne craignaient plus un tiers parti. Rigaud le mulâtre combattit Toussaint sans succès.

Le Directoire tomba au 18 brumaire. Le premier consul envoya trois commissaires : MM. de Vincent, général de brigade, officier distingué, sage et ferme en même temps ; Raymond, mulâtre, et le général Michel. Toussaint-Louverture était nommé général en chef de l'armée de Saint-Domingue ; Roume, délégué du Directoire, restait commissaire du gouvernement ; Raymond devait veiller au rétablissement de la culture. Une proclamation de Bonaparte disait :

« Une constitution qui n'a pu se soutenir contre des « violations multipliées, est remplacée par un nou- « veau pacte destiné à affermir la liberté. Un de ses « principaux articles porte que les colonies françaises « seront régies par des lois spéciales. Cette disposi- « tion dérive de la nature des choses. Les habitants « des colonies françaises situées en Amérique, en « Asie et en Afrique, ne peuvent être gouvernés par « la même loi. Un des premiers actes de la nouvelle « législation sera la rédaction des lois destinées à « vous régir. Les principes sacrés de la liberté, de « l'égalité des noirs n'éprouveront jamais parmi nous « d'atteintes ni de modifications.

« *Braves noirs, souvenez-vous que le peuple français* « *seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits.* »

Toussaint, mécontent, employa ces nouveaux commissaires à le débarrasser de Rigaud, qui s'en retourna avec eux en France, tandis que Dessalines, autre monstre à face noire, égorgeait par l'ordre de Toussaint le reste des opposants, leurs femmes, leurs en-

fants ; il en immola dix mille, morts dans les tourments ou noyés.

L'hypocrite Toussaint, délivré de ses adversaires, devint un second Auguste. La loi régna ; il accueillit les anciens colons, leur rendit leurs propriétés, chercha des administrateurs, releva la religion, l'éducation chrétienne, et rappela les bannis. La France, à l'entendre, était sa mère, dont il demeurait le fils respectueux. Il s'empara de la partie espagnole de l'île qui avait été cédée à la France ; il força le gouverneur don Garcias, qui n'avait pas voulu la rendre à Roume, fantôme d'agent du gouvernement français, à la lui remettre. Dans l'enivrement de son orgueil, il donna une constitution à Saint-Domingue ; cette constitution le faisait gouverneur général à vie, avec le droit de désigner son successeur, et lui accordait un traitement de trois cent mille livres. Qu'était-ce pour un homme dont les amis portent la fortune à *quarante*, et les ennemis à *deux cent millions?*

Napoléon, loin d'accepter la constitution de Toussaint-Louverture, décida que Saint-Domingue rentrerait sous le pouvoir français. Les soins les plus minutieux furent apportés au choix des hommes, des armes et des munitions à employer à cette expédition. Les flottes de la France, celles d'Espagne et de Hollande, qui étaient ses alliées, transporteraient les troupes de débarquement, dont le général Leclerc, beau-frère du premier consul (il avait épousé Pauline Bonaparte), prit le commandement. Les généraux Rochambeau et Défournaux commandaient en second ; tous deux connaissaient Saint-Domingue, où ils avaient déjà combattu.

Au bout de quelques semaines, se trouvèrent réu-

nis dans le port de Brest dix vaisseaux de ligne français, l'un de cent vingt canons, les autres de soixante-quatorze. L'amiral espagnol Gravina y conduisit quatorze vaisseaux de ligne de toutes grandeurs et plusieurs bâtiments de transport; tous ces navires porteraient sept mille soldats, sans compter que douze cents autres seraient embarqués à Lorient. L'escadre de Rochefort transporterait trois mille hommes. Ces escadres, commandées par le vice-amiral Villaret-Joyeuse et le contre-amiral Latouche-Tréville, étaient l'avant-garde de l'armée. L'amiral Ganthaume partirait de Toulon avec Linois, et tous deux amèneraient trois mille huit cents hommes. Un second départ de Brest et du Havre devait se composer de trois mille soldats, et deux mille deux cent cinquante étaient conduits par la division hollandaise. C'était donc vingt-un mille soldats et non quarante mille, ainsi qu'on l'a dit sans raison, qui allaient à la conquête de Saint-Domingue.

Outre les généraux désignés ci-dessus, il y avait Boudet, Quentin, *généraux de brigade;* Kerverseau, Lamarque, Salm, Serisiat, Brunet, Humbert, *adjudants-généraux;* Achille de Dampierre, Boyer, Pamphile-Lacroix, Claparède, Hullin, Rapatel, etc. Bénézech de Montpellier, ex-ministre de l'intérieur, était nommé *préfet colonial:* c'était un homme sincère, désintéressé, poli, bon et habile; mal connu, mal jugé, il ne fut guère mieux récompensé. Fréron, le bourreau du Midi, emportait le titre de préfet particulier de la province du sud; les deux fils de Toussaint lui étaient renvoyés pour prix de sa soumission. Pauline Bonaparte, embarquée avec son mari, donnait à cet armement une teinte de galanterie chevaleresque.

La flotte partit; on se croyait assuré de la victoire,

on trouva dans l'île les revers et la mort. Leclerc était sans capacité, vain et opiniâtre; il cachait son insuffisance sous un orgueil que nul antécédent ne justifiait; il outrepassa ses instructions, se querella mal à propos avec Villaret-Joyeuse, échoua en partie dans ses premières opérations, et mutila, au désavantage de la France, le plan que le génie avait tracé pour arriver au succès.

Toussaint-Louverture, surpris, courut aux armes; Christophe, plutôt que de rendre la ville du Cap aux Français, la livra aux flammes et fit sauter les forts. Leclerc entra au milieu de ces ruines brûlantes et remplies de cadavres; avec moins de vanité, avec plus de modération, il aurait obtenu qu'elle lui fût rendue par un traité. Ainsi se réalisait la dernière phrase de la proclamation du premier consul :

« *Qui osera se séparer du capitaine-général* (Leclerc) « *sera traître à la patrie, et la colère de la République* « *le dévorera comme le feu dévore vos cannes dessé*« *chées.* »

La guerre commença. Les dispositions militaires de Toussaint-Louverture manquèrent de base, d'ensemble, et d'ailleurs, mal comprises, elles furent aussi mal exécutées. Plusieurs chefs nègres ou mulâtres mirent bas les armes; le propre frère de Toussaint, Paul Louverture, fut du nombre; Clairveaux l'imita; Célestin, La Plume, Ogé, Séraphin, firent de même. Le général français Boudet s'empara du Port-au-Prince : la ville brûlait, et les cadavres des blancs jonchaient les rues.

Toussaint, malgré ces défections, ne se rendait pas. Ses trois meilleurs généraux lui restaient fidèles; Dessalines, Christophe et Maurepas. Ce dernier battit les

généraux Humbert et Debelle à Port-au-Prince. Cependant, il mit bas les armes à son tour, et passa du côté des Français. Le général Delacroix, ayant fait prisonniers mille nègres, les envoya à bord de l'escadre de Latouche-Tréville. Là, ces malheureux furent noyés, en représailles des crimes du même genre qu'on reprochait à Dessalines. Dieu ne pouvait soutenir une cause servie par de tels moyens.

Sur ces entrefaites, les enfants de Toussaint-Louverture, vêtus en aides de camp, lui furent rendus; ils portaient une lettre enfermée dans une boîte d'or, que le premier consul envoyait à leur père. Toussaint, heureux de revoir Isaac, son fils, et l'enfant de sa femme, devenu son fils d'adoption, lut la lettre du premier consul; il dit en soupirant : « Pourquoi ceci ne m'est-il pas arrivé plus tôt? alors, peut-être.... Mais que puis-je faire maintenant? tous les noirs sont animés de la rage des combats, les généraux ont reçu mes ordres; pourrai-je, sans danger et sans honte, les révoquer? Cependant, si le général Leclerc veut suspendre les opérations, je les arrêterai aussi de mon côté. »

Toussaint écrivit dans ce sens à Leclerc, demandant quelques jours de répit, et livrant ses fils pour otages. L'imbécile et arrogant Leclerc accorda quatre jours, déclarant qu'à l'expiration de ce délai, il agirait; et il dédaigna de retenir les deux jeunes nègres. On courut de nouveau aux armes; les noirs trahissaient leur cause; Christophe, Dessalines, capitulèrent successivement. Toussaint, abandonné, et reconnaissant l'impossibilité de continuer la guerre, traita avec Leclerc, renonça au commandement, et s'en alla vivre paisiblement sur ses terres.

La France l'emportait ; mais quelle victoire ! Le Cap, Saint-Marc, les Cayes, Léoganes, le port de la Paix, Port-au-Prince, les Gonaïves, dévorées par les flammes, ne présentaient plus que des débris ; les campagnes étaient désertes, toutes les branches de l'industrie avaient disparu, les établissements étaient incendiés, les machines brisées, le commerce n'existait plus.

Toussaint, Christophe, Dessalines, Maurepas, etc., aidèrent à rétablir l'ordre, à ramener l'abondance et la concorde ; les villes furent rebâties, il y vint des citoyens, on réédifia les habitations ; la colonie allait renaître ; mais la mauvaise foi, l'orgueil et une cruauté inutile, amenèrent bientôt des désastres tels, qu'il a fallu renoncer sans retour à cette belle colonie.

Leclerc était incapable ; Rochambeau ne valait guère mieux, à cause de la préférence qu'il accordait aux noirs : ni l'un ni l'autre n'avaient la réputation acquise et méritée des généraux Boudet et Richepanse ; on aimait du premier sa capacité militaire, sa sagesse, sa prudence ; les colons allaient à lui avec plaisir. Le second emportait les suffrages, tant par sa bravoure que par la noble élévation de son caractère désintéressé, loyal, rempli d'honneur ; guerrier brave et habile au combat, éclairé et plein de vues heureuses et profondes, il a laissé partout une mémoire vénérée, et que les siens soutiennent sans en être accablés ; bien différents de tant d'autres, de qui on peut dire : *Enfants dégénérés d'un si glorieux père.* Il y avait là encore le général Pamphile-Lacroix, autre chef sage et vaillant, dont on aurait dû suivre les avis, et dont on ne se servait que pour exécuter de folles résolutions.

Leclerc ne cherchait qu'à grossir son trésor particu-

lier ; ses mesures étaient toutes marquées au sceau de l'irréflexion et de l'imprudence ; il mécontentait les blancs, irritait les mulâtres et faisait craindre aux noirs le retour de l'esclavage en les désarmant. Rochambeau, ayant déporté le général Rigaud (métis), indisposa plus que jamais les hommes de couleur ; partout germaient déjà des symptômes de résistance et de sédition.

Pour achever de ruiner l'expédition, la fièvre jaune apparut ; fléau terrible, rapide, dévorant, qui tuait presque tous ceux qu'il attaquait : les hôpitaux ne suffisaient pas aux malades, et un comité général, nombreux, formé pour le combattre, en fut emporté presque tout à la fois. Bénézech et sa femme en périrent ; Fréron en fut frappé : mort trop douce pour une telle vie. Les médecins n'échappaient pas à cette peste, qui n'était fatale qu'aux blancs, et qui épargnait les noirs et les mulâtres.

De tels désastres annonçaient un avenir funeste ; le coup mortel fut porté par l'accomplissement d'une mesure que depuis lors Bonaparte renouvela sans plus de succès contre la maison royale d'Espagne. Ce fut l'arrestation fallacieuse de Toussaint-Louverture, son transport en France et sa captivité au fort de Joux, où il mourut de misère, de douleur et de froid (un auteur a dit de faim), le 27 avril 1803. Un cancer mit fin aux jours de sa femme. Son fils Isaac habitait Bordeaux en 1820 ; on faisait son éloge.

La perfidie employée envers Toussaint-Louverture exaspéra les noirs ; ils coururent aux armes : Charles Belair, neveu de cette grande victime, leva l'étendard de la révolte. Les deux partis rivalisèrent de rage et de forfaits ; nègres et blancs massacrèrent ré-

ciproquement les enfants, les femmes, les vieillards, les hommes faits, et les livrèrent à des supplices dont le récit révolte l'imagination. Belair et sa femme, le général La Martinière, nègre aussi, furent fusillés; Leclerc fit noyer douze cents soldats de la légion coloniale dont on suspectait la fidélité; Maurepas, sa femme, ses enfants, furent également noyés avec quatre cents soldats; un seul s'échappa, et courut porter à Christophe, beau-frère de Maurepas, cette affreuse nouvelle. Christophe, animé du désir de la vengeance, égorgea dans une seule nuit trois cents blancs.

Les mulâtres se joignent aux nègres : Pétion et Clairvaux se réunissent à Dessalines; leurs attaques contraignent les Français à concentrer leurs forces. Tant de malheurs que Leclerc s'est attirés par sa nullité, sa mauvaise foi, sa barbarie, et surtout son avarice insatiable, le désolent; il voit la colonie perdue par sa faute, le choléra dévorant l'armée, Saint-Domingue prêt à passer au pouvoir des Africains. Ceux-ci s'emparent des forts de la ville du Cap; il ne peut soutenir ces désastres : accablé par la fièvre, rongé de remords, il meurt dans la nuit du 1er au 2 novembre 1802. Sa dépouille mortelle est ramenée par sa femme, qui aurait voulu se montrer à la France en seconde Agrippine; mais son mari n'était pas Germanicus.

Rochambeau lui succéda; soldat brave, mais cruel, enivré d'une présomption folle, et n'ayant en réalité qu'une capacité médiocre, il toléra des excès abominables; tous les crimes commis par les Espagnols lors de la conquête du Nouveau-Monde se renouvelèrent et furent mis à exécution dans la malheureuse Haïti, tant par les Français que par les nègres.

La guerre ne finissait pas ; aux vingt-trois mille soldats de la première expédition le premier consul en joignit vingt autres mille, envoyés successivement ; deux mille hommes, amenés par le contre-amiral Bedout, ne firent que paraître et moururent : une légion polonaise, commandée par Cercley, fut presque entièrement moissonnée en peu de jours. Les insurgés, enfin, ne nous laissèrent que le Cap et la partie de l'île autrefois espagnole. Dessalines assiégeait le Cap par terre, les Anglais le bloquaient par mer : Rochambeau, vaincu par ses fautes et par la nécessité, eut la douleur d'être obligé de se rendre à discrétion avec les débris de l'armée à l'amiral anglais, le 28 novembre 1803 (1).

Ainsi fut perdue sans retour la plus belle colonie que possédait la France. Des forfaits sans nombre, la mort de plus de quatre-vingt mille individus de tout sexe, de toute couleur, la ruine d'un million de familles, devinrent les conséquences de l'inhabileté, de l'avarice d'un chef, de l'incapacité et de la cruauté de l'autre. Dès lors l'histoire d'Haïti ne se rattache plus à la nôtre ; nous verrons plus tard les essais infructueux de Louis XVIII et de Charles X pour recouvrer ce riche fleuron de leur couronne, perdu par les fausses mesures des jacobins et des gouvernements précédents.

---

(1) Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, vicomte de Rochambeau, né en 1750, mort à la bataille de Leipzig, le 18 octobre 1813. L. L. L.

CHAPITRE VIII.

Organisation de l'Institut. — Division de ses classes. — Noms de tous les membres et de ses correspondants. — Moreau donne un bal politique. — Mort de La Harpe, auteur et critique. — Médiation armée en Suisse. — Allocution de Bonaparte à l'ambassadeur anglais. — Nos vaisseaux arrêtés en pleine paix. — Déclaration de guerre. — Arrestation des Anglais, retenus prisonniers. — Projet d'une descente. — Préparatifs à Boulogne. — Voyages du premier consul dans le Nord. — Conquête du Hanovre. — Paix offerte et repoussée à Londres. — Armements, événements divers. — Rapport chronologique des découvertes et des travaux faits en France pendant 1803. — Fondation de la banque de France. — Établissements utiles.

L'année 1803 s'annonçait sous de sinistres auspices; déjà on prévoyait la guerre, à en juger par les apprêts formidables ordonnés à l'intérieur. Cependant le premier consul ne négligeait aucune partie de l'administration : le 23 janvier, l'Institut national fut organisé d'une manière plus conforme à l'ensemble du système suivi; on changea d'abord sa division en trois classes, et on y ajouta des dispositions particulières. L'une permettait aux classes d'avoir des correspondants. Les membres résidents furent :

Ire CLASSE. — SCIENCES PHYSIQUES ET MATHÉMATIQUES : Lagrange, Laplace, Bossut, Legendre, *géométrie;* Monge, Prony, Perrier, Berthoud, NAPOLÉON BONAPARTE, Carnot, *arts mécaniques;* Lalande, Messier, Méchain, Jeaurat, Cassini, Lalande neveu, *astronomie;* Charles, Brisson, Coulomb, Rochon, Lefèvre-Gineau, Lévêque, *physique expérimentale;* Berthollet, Guiton de Morveaux, Vauquelin, Fourcroy, Deyeux, Chaptal, *chimie;* Haüy, Desmarets, Lelièvre, Lesage,

Ramond, *histoire naturelle et minéralogie;* Lamarck, Defontaine, Adanson, Jussieu, Ventenat, Labillardière, *botanique et physique végétale;* Lacépède, Tenon, Cuvier, Broussonnet, Richard, Olivier, *anatomie et zoologie;* Des Essarts, Sabatier, Portal, Hallé, Pelletan, Lassus, *médecine et chirurgie;* Thouin, Tessier, Cels, Parmentier, Huzard, Percy, *écon. rur., art vétérinaire.*

II[e] CLASSE. — SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (1) : Volney, Garat, Ginguené, Lebreton, Cabanis, Toulongeon, *analyse des sensations et des idées;* Bernardin de Saint-Pierre, Louis Mercier, Grégoire, La Réveillère-Lépaux, Lakanal, Naigeon, *morale;* Daunou, Cambacérès, Merlin de Douay, Garan-Coulon, Champagne, Bigot de Préameneu, *science sociale et législation;* Sieyès, Dupont de Nemours, Lacuée, Rœderer, Talleyrand-Périgord, Lebrun, *économie politique;* Levesque, Delille de Salles, Anquetil, Dacier, Rouchaud, Poirier, *histoire;* Bauche, Mentelle, Reinhart, Fleurieu, Gosselin, Bougainville, *géographie.*

III[e] CLASSE. — LITTÉRATURE ET BEAUX-ARTS : Andrieux, Villars, Domergue, François de Neufchâteau, Cailhava, Sicard, *grammaire;* Bitaubé, Laporte-Dutheil, Langlès, Larcher, Pougens, d'Anse de Villoison, *langues anciennes;* Chénier (M.-J.), Lebrun, Ducis, Collin d'Harleville, Legouvé, Arnault, *poésie;* Mongès, Dupuis, Leblond, Leroy, Ameilhon, Camus, *antiquités et monuments;* David, Van Spandonck, Vien,

(1) Cette classe subit de grands changements lors de la réorganisation qui eut lieu en 1803; une portion des membres fut réunie à l'Académie française, devenue deuxième classe, et l'autre portion forma la troisième classe d'histoire et de littérature ancienne.

Vincent, Renaud, Taunay, *peinture;* Pajoux, Rolland, Julien, Moitte, Houdon, Dejoulx, *sculpture;* Gondouin, Peyre, Raymond, Dufourny, Chalgrin, Heurtier, *architecture*; Grétry, Méhul, Gossec, Monvel, Molé, Grandmesnil, *musique et déclamation.*

Telle était la première organisation; d'après la nouvelle, les classes, qui peu après prirent le nom d'*académie*, furent au nombre de quatre; en voici la distribution :

I[re] CLASSE. — SCIENCES MATHÉMATIQUES. Outre les membres que j'ai cités, les nouveaux admis furent : Lacroix, Biot, Boudard, Buckhardt. Cette classe eut deux secrétaires : Delambre pour les *sciences mathématiques*, Cuvier pour les *sciences physiques.*

II[e] CLASSE. — Les *associés étrangers* furent Banks, Masqueline, Herschell, Cavendish, à *Londres;* Rumfort, à *Munich;* Pallas, à *Moscou;* Klaproth, à *Berlin;* Volta, à *Pavie* (1).

(1) Comme il est honorable pour les familles d'appartenir à l'Institut, je crois plaire à mes compatriotes en donnant la liste des Français qui, à l'époque de son établissement, en ont fait partie à titre de correspondants. Je ne cite que les Français : Duval Leroy, à *Brest*; Lallemand, à *Reims*; Tenedat, à *Saint-Geniez*; Sane, à *Brest*; Marescot, à *Chalais*; Forfait, au *Havre*; Dangosse, à *Tarbes*; Duc-La-Chapelle, à *Montauban*; Flaugergue, à *Viviers*; Thélis, à *Marseille*; Sepmanville, à *Évreux*; Vidal, à *Toulouse*; Bourgoing, à *Nevers*; Verdun, à *Versailles*; Grandchin, à *Bernay*; Lescalier, à *la Guadeloupe*; Rome, à *Rochefort*; Coquebert, à ......; de Rate, à *Montpellier*; Sigaud-Lafond, à *Bourges*; Seguin, à *Sèvres*; Nicolas, à *Nancy*; Chaussier, à *Dijon*; Welter, à *Valenciennes*; Valmont de Bomare, à *Chantilly*; Screyber, à *Pezay*; Patrin, à *Lyon*; Gilet-Laumont, à *Daumont*; Villars, à *Grenoble*; Gouan, à *Montpellier*; Gérard, à *Cottignac*; Picot de La Peyrouse, à *Toulouse*; Palissot-Beauvois, à *l'Églantier*;

IIe CLASSE. — LANGUE ET LITTÉRATURE FRANÇAISE, composée de quarante membres. Outre les noms déjà cités, furent encore admis, MM. Cabanis, Cambacérès, Volney, Naigeon, Bernardin de Saint-Pierre, Merlin de Douay, Bigot de Préameneu, Sieyès, Laîné, Rœderer, Fontanes, J. DELILLE, Sicard, Target, Morellet, Boufflers, de Bissy, de Roquelaure, archevêque de Malines, d'Aguesseau, Lucien Bonaparte, Ségur, Portalis, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Hugues Maret, Lacretelle aîné, Évariste Parny, Dureau de La Malle, Suard, *secrétaire perpétuel.*

IIIe CLASSE. — HISTOIRE ET LITTÉRATURE ANCIENNE. Celle-ci, entièrement recomposée, remplaça la classe *des sciences morales et politiques :* elle compta pour premiers membres, en 1803, Dacier, Lebrun, Anquetil, Levesque, Dupont de Nemours, Daunou, Mentelle, Reinhardt, Talleyrand, Gossellin, Ginguené, Delille de Salles, Garan-Coulon, Champagne, Lakanal, Toulongeon, Lebreton, Grégoire, Bitaubé, Laporte-du-Theil, Langlès, Larcher, Pougens, d'Anse de Villoison, Monge, Dupuis, Le Blond, Ameilhon, Garnier, Sylvestre de Sacy, Sainte-Croix, Pastoret, Guillard, Choiseul-Gouffier, Joseph Bonaparte, Quatremère de Quincy, Visconti, Boissy-d'Anglas, Millin, Dacier, *secrétaire perpétuel. Les associés étrangers* étaient : Jefferson, à *Philadelphie;* Fox et Renel, à *Londres;* Heyne,

---

Roucher, à *Abbeville;* Rougier-la-Bergerie, à *Auxerre;* Heurtaud-la-Merville, à *Dun-sur-Auron;* Lafosse, à *Montaterre;* Chabert, à *Alfort;* Chanorier, à *Croissy;* Laumonier, à *Rouen;* Geoffroy, à *Chartres-Neuves;* Latreille, à *Tulle;* Dumas, à *Montpellier;* Percy, à ......; Chambon-Boulé, à *Coutances;* Lamerolte, à *Lunéville;* Lombard, à *Strasbourg;* Barraillon, à *Évreux.*

à *Gœttingue;* Niebuhr, à *Copenhague;* Wilfort, à *Calcutta;* Wieland, à *Weimar;* le prince primat Charles de Dalberg, à *Francfort* (1).

IVe CLASSE. — BEAUX-ARTS. *Voy.* à la page 118, ligne 21 et suivantes, la nomenclature des membres, auxquels il faut ajouter Denon, Visconti, Berwick, Jeuffroy, Dumaret (les trois premiers graveurs; les deux autres amateurs); Lebreton, *secrétaire perpétuel. Les associés étrangers* furent : CANOVA, à *Rome;* Apiani, à *Milan;* Morghen, à *Florence;* Sergell, à *Stockholm;* West, à *Londres* (2).

Certes, tous ces noms présentaient l'élite de la science, des lettres et des arts en France, comme les associés étrangers étaient l'élite des autres pays. Jamais époque n'a peut-être réuni dans un seul corps tant de talents et de génies.

Le 31 janvier, à un bal donné par le général Mo-

---

(1) *Correspondants :* Destutt-Tracy, Desèze, Laromiguière, Jacquemont, de Gérando, Labène, Villeterque, Saint-Jean, Crèvecœur, Gaudin, Ferlus, Legrand-la-Leu, Gronvelles, Gallois, Garnier, Duvillard, Koch, Gudin, Sennebier, Desteville, Laurencin, Leclerc, Crouzet, Morel, Boinvilliers, Sabattier, Ruffin, Schweighauser, Belin-Balu, Peyre, Bérenger, Palissot, Masson, Orbelin, Fauvel, Gibelin, Riboud, Traullé de Gnignes, Lévêque-Pouilly, Félix Fréchon, Levrier, Delandine, Charles-Villers.

(2) *Correspondants :* Lacour, à *Bordeaux;* Lens aîné, à *Bruxelles;* Burdin, à *Orléans;* Prud'hom, à *Dijon;* Géroust, à *Lunéville;* Boichot, à *Autun;* Chinard, à *Lyon;* Blaise, à *Poissy;* Renard, à *Marseille;* Combes, à *Bordeaux;* Crucy, à *Nantes;* Foucherot, à *Tonnerre;* Beck, à *Bordeaux;* Caillot, à *Saint-Germain;* Blaze, à *Cavaillon;* Mauduit-Larive, à *Montlignon;* Bonnet et Beneval, à *Bourbonne-les-Bains;* Dazincourt et Suvée, à *Rome;* Framery, à *Vaugirard;* Sainte-Ourse, à *Genève;* Boissieu, à *Lyon;* Porporati, à *Turin;* Fabre, à *Florence.*

reau, on remarqua l'absence de la famille Bonaparte. Ce fait, qui paraissait si peu important, détermina l'ennemi du premier consul à prêter l'oreille aux propositions qui lui furent faites. Son amour-propre blessé le poussa à se venger en renversant un pouvoir établi.

Le 11 février, François de La Harpe mourut. Bon juge en littérature lorsque la passion ne l'égarait point, poëte médiocre, on lui doit pourtant les tragédies de *Philoctète* et de *Warwick*, et le petit poëme de *Tangut et Zélime*. Il tint pendant trente ans le sceptre de la critique; enthousiaste fanatique de Voltaire, impie comme lui, les crimes de la révolution le ramenèrent à la foi de ses pères, et il mourut en chrétien zélé.

Le 19 février, le premier consul, prié par les cantons suisses de rétablir la paix dans leur patrie, rendit un premier acte de médiation que trente mille hommes appuyèrent. La Suisse, en proie aux dissensions qu'y avait fait naître le Directoire, recouvra la tranquillité sous l'égide puissante de son protecteur, qui joignit cette qualité à ses autres titres.

Ce fut vers la même époque que tous rapports cessèrent entre Louis XVIII et Bonaparte. Ce serait le moment d'en parler; mais je réserve de le faire lorsque je raconterai la vie aventureuse de Sa Majesté, depuis sa sortie de France en juin 1791 jusqu'à sa rentrée en 1814.

La cession de la Louisiane aux Américains, et les moyens employés pour déterminer l'Helvétie à se soumettre à la médiation consulaire, irritèrent l'Angleterre de plus en plus; la rupture parut inévitable. Un soir où tout le corps diplomatique était venu à l'audience du premier consul, celui-ci, qui faisait le tour du cercle, étant arrivé à lord Withworth, am-

bassadeur de S. M. britannique, lui dit avec une véhémence en dehors des formes réservées que la diplomatie avait gardées jusque-là :

« Qu'est-ce, mylord, que ces inquiétudes mani-
« festées par votre cabinet? est-il déjà las de la paix,
« qu'il cherche à la rompre? peut-on parler chez vous
« en plein parlement de nos apprêts maritimes? Où
« les fait-on? deux bâtiments de transport destinés
« pour Saint-Domingue doivent-ils être changés en
« flottes menaçantes? Est-ce le roi d'Angleterre ou la
« nation qu'on veut tromper? On nous menace dans
« la pensée de nous intimider, peut-être; mais que
« l'on sache bien que si, dans les choses possibles, la
« France peut être vaincue, on ne pourra jamais lui
« faire peur. »

Ces paroles dignes et fermes causèrent un vif effroi à ceux qui les entendirent. Celui à qui elles étaient adressées demeura impassible, et se retira sans répondre : il se contenta de prévenir son gouvernement de ce qui se passait.

Le roi d'Angleterre, à son tour, annonça aux deux chambres des parlements, par un message solennel, que, d'après les préparatifs militaires qui se faisaient dans les ports français de l'Océan et de la Méditerranée, autres que l'*armement de deux vaisseaux de transport pour Saint-Domingue*, et dans ceux de Hollande, il jugeait convenable de mettre au complet ses armées de terre et de mer. Ceci avait lieu le 8 mars, et le 17 mai le cabinet britannique, par une violation inouïe du droit des gens, mit un *embargo* général sur tous les vaisseaux de guerre ou de commerce appartenant aux républiques Française, Batave, Ligurienne, Cisalpine, etc., ordonnant à sa marine militaire et aux cor-

saires de courir sur les bâtiments de commerce de ces nations, et déclarant de bonne prise tous ceux qu'ils amèneraient dans les ports de l'empire Britannique.

L'Europe s'indigna de cette mesure antisociale, qui, sans dénonciation préalable, renouvelait tout à coup la guerre; qui outrageait la bonne foi publique, qui ruinait tant de maisons de commerce et tant de familles complétement étrangères aux démêlés de la Grande-Bretagne avec la république Française.

Si l'agression était violente, la représaille ne fut pas moins prompte; et sa vigueur, sa haute portée, firent verser aux Anglais des larmes pareilles à celles qu'ils arrachaient aux Français ruinés. Le premier consul, en réponse à cet acte odieux de piraterie, ordonna, par son décret du 22 mai, l'arrestation générale de tous les Anglais des deux sexes qui se trouveraient sur le territoire français, en Hollande, en Italie, etc.; le nombre en était immense. Il est probable que les voyageurs anglais, qui s'étaient répandus sur le continent dès la paix d'Amiens, ne soupçonnaient point cette perfidie de leur gouvernement; mais devait-on les épargner sur terre, lorsqu'une déloyauté sans pareille nous accablait sur mer? Non, sans doute; et tout Français qui aurait pu blâmer cette mesure, qui tout à la fois punissait l'insulte et nous vengeait, se fût montré ennemi de sa patrie. Le coup fut terrible, et néanmoins le gouvernement anglais ne revint pas sur une détermination qui rendit prisonnières pendant onze ans les familles les plus illustres de la Grande-Bretagne.

Une guerre ainsi commencée devenait une guerre d'extermination.

Le premier consul donna connaissance de l'état des choses au Sénat, au Corps législatif, au Tribunat; il dit comment on lui déclarait la guerre, comment il comptait la soutenir. Les grands corps approuvèrent la fermeté des actes du gouvernement; tous s'engagèrent à le soutenir dans cette lutte réellement nationale. Les villes manifestèrent leur adhésion : celle d'Orléans, la première, vota le don d'une frégate; Paris offrit un vaisseau de cent vingt canons. Chaque département, chaque corps, chaque administration, les particuliers même, rivalisèrent de dévouement et de sacrifices. Napoléon n'aurait pu tant espérer.

Le projet d'une descente en Angleterre fut proposé, examiné, discuté et adopté. On rassembla trois armées sur les côtes : une à Bayonne, une à Brest, et la troisième à Boulogne. Dans cette dernière ville fut établi le quartier-général. Sa rade, qui était vaste, pouvait contenir les diverses escadres de bateaux plats, de chaloupes canonnières, de bâtiments de transport, que l'on construisait sans relâche sur l'Océan, depuis Saint-Jean-Pied-de-Port jusqu'à l'embouchure de l'Elbe; ces navires légers pouvaient de tous les points longer les côtes, braver ainsi les Anglais, et arriver malgré eux au lieu de ralliement, à Boulogne, qui avait déjà vu César et Guillaume-le-Conquérant s'élancer de sa plage pour conquérir l'Angleterre.

Napoléon, pour maintenir l'ordre, activer les travaux, augmenter l'enthousiasme, se multipliait en quelque sorte. Le 29 juin, il était à Boulogne; le 1er juillet, à Calais; le 6, à Lille; le 9, à Ostende; le 11, à Bruges; le 14, à Gand; le 18, à Anvers; et après avoir

visité en détail, et en homme qui étudie, Bruxelles, Maëstricht, Liége, Namur, Givet, ainsi que les autres villes qui se trouvaient sur son passage, il se montrait le 11 août aux Parisiens émerveillés d'une course aussi active et aussi rapide.

D'une autre part, tout en déclinant la médiation de l'empereur Alexandre, il envoyait à Saint-Pétersbourg le colonel Colbert, l'un de ses braves, comme il avait envoyé à Berlin Duroc, son ami. A Brest et à Boulogne commandaient les amiraux Truguet et Bruix; Decrès, ministre de la marine, homme de peu de capacité, mais d'un grand dévouement, confiait à Fleurieu son portefeuille, et s'en allait faire une inspection générale de nos ports de mer.

La superbe Albion n'était pas tranquille; on avait tant de fois franchi victorieusement l'espace qui la sépare du continent, qu'elle redoutait le *héros* qui, au dire d'un orateur du parlement, *aimait à jouer avec la foudre et les tempêtes*. Chaque point accessible de la côte était fortifié; la population entière prenait les armes; l'Anglais n'était plus matelot, mais soldat. Pitt endossait le harnais; et une loi défendit de faire quartier à tout Français pris les armes à la main sur le sol des trois royaumes.

La cruauté est la compagne de la frayeur.

A Boulogne, en creusant le sol, on trouve une hache d'armes d'un des compagnons de César. La pioche amène au jour des monnaies de Guillaume-le-Conquérant, trouvées dans la terre sur laquelle s'élève la tente de Bonaparte. La fameuse tapisserie qui représente les actions héroïques de ce grand prince, et que la reine Mathilde a brodée, est exposée à Paris comme présage heureux d'une nouvelle expédition.

En même temps l'occupation du Hanovre est presque aussitôt accomplie qu'ordonnée. Le 24 mai, le général Mortier, à la tête de quinze mille Français campés en Hollande, commence cette conquête facile. Dès le 16, le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, avait enjoint à tous ses sujets allemands de se lever en masse, sous peine de perdre la vie et le droit d'hériter. Cette mesure trop révolutionnaire n'eut aucun résultat. Le duc de Cambridge, fils de Georges III, fut envoyé pour commander l'armée; ce prince parut, mais pour essuyer une suite de revers qui le couvrirent de honte.

Le 6 juin, neuf jours après l'ouverture de la campagne, Mortier entrait dans Hanovre, secondé par Dulauloy, qui le 2, au pont de Nieubourg, avait fait taire avec dix-huit pièces de campagne le feu de soixante canons de siége qui garnissaient la batterie anglaise. La fuite du duc de Cambridge fut son plus beau fait d'armes. Tout l'électorat se soumit le dixième jour, et nous eûmes pour fruit de cette victoire rapide cinq cents pièces d'artillerie, quarante mille fusils, des munitions considérables, et la caisse de l'armée.

Talleyrand, rentré aux affaires étrangères, proposa alors la paix au nom de notre cabinet. Celui de Londres répondit par un appel à la diète de l'empire, qui avait garanti la neutralité de l'électorat. La guerre continua. La capitulation de l'armée hanovrienne, retranchée à Lunebourg, sur la rive droite de l'Elbe, ruina les dernières espérances de la maison de Hanovre : ce fait s'accomplit le 5 juillet. Le traité de soumission fut signé dans une barque au milieu du fleuve; il portait que l'armée serait dissoute, que l'électeur lui payerait une année de solde, et que les

armes et tout le matériel seraient remis en notre pouvoir.

Tandis que vers le nord nos soldats vainqueurs s'emparaient de l'électorat de Hanovre au pas de charge, le premier consul s'occupait à prévenir toute attaque sur les longs rivages de la péninsule italienne. La rive droite, la rive gauche furent garnies de troupes et de batteries. En vertu du traité de Florence, conclu le 28 mars 1801, nous avions évacué le royaume de Naples, et nos troupes, demeurées sur le pied de guerre, campaient le long des frontières de la république Cisalpine, en face des états romains. Le général Gouvion-Saint-Cyr, en ayant pris le commandement, alla occuper de nouveau la Pouille, les Calabres et les autres points que Ferdinand III avait promis de livrer. Partout le continent européen était fermé aux Anglais un mois après les hostilités commencées entre la France et l'Angleterre, excepté en Prusse, en Russie et en Portugal, où le gouvernement les protégeait en secret.

Le reste de l'année se passa en travaux militaires, en constructions navales, en voyages multipliés et rapides du premier consul à Boulogne et aux environs; mais à l'intérieur aucun événement remarquable ne signala cette époque.

Le 4 janvier furent créées les sénatoreries. Cette institution eût été louable, si on eût contraint les sénateurs titulaires à résider aux chefs-lieux. La moindre valait au moins vingt-cinq mille francs de revenu, et beaucoup arrivaient à quatre-vingt mille francs de rente.

Ce fut dans ce même mois que Berthollet publia sa *Chimie statistique;* le savant Demaimieux inventa la

Pasigraphie, ou l'écriture universelle en douze caractères simples, indépendants de toute langue existante; Meilhon expliqua la célèbre inscription grecque de Rosette. Le 24 février, le gouvernement fonda à Compiègne l'école des Arts et Métiers, établissement tout à l'avantage du peuple, et qui forma de si excellents ouvriers.

Le 30 mars, on créa des chambres d'agriculture dans nos principales colonies; elles devaient présenter à la métropole leurs vues sur les moyens d'améliorer la culture dans nos possessions d'outre-mer, et faire connaître les causes qui en arrêtaient les progrès.

Le 3 avril, fut jugé par forme de police correctionnelle Jean-Marie Hervagault, fils d'un tailleur de Saint-Lô, le premier de tous ces fourbes et faussaires qui ont pris le nom de l'infortuné Louis XVII : il fut condamné à quatre ans de reclusion, et retenu par mesure de haute police à Bicêtre. Il y mourut en 1812.

Le 14, la Banque de France fut organisée et ses statuts furent approuvés. Le 26, plus de cinq mille pierres ou aérolithes tombées du ciel à l'Aigle (Orne) décidèrent les savants à admettre la réalité de ce phénomène si singulier. Dans ce mois, les travaux relatifs aux canaux de Saint-Quentin, du Midi, de Carcassonne, de Bourgogne, du Rhin au Rhône, de l'Escaut et de la Meuse, de la Meuse au Rhin, furent repris et continués. On ordonna, sur le plan de l'ingénieur Cochin, la construction du port de Cherbourg, creusé à cinquante pieds de profondeur au-dessous des hautes marées, pour y recevoir les vaisseaux de guerre de toutes grandeurs. Le 4 mai, eut lieu l'ouverture du canal de Bruxelles à Charleroi.

Le 27, meurt Louis Ier, roi d'Étrurie, âgé de trente et un ans; son fils Charles-Louis, âgé de trois ans et demi, lui succède sous la tutelle de sa mère.

Le 28, le gouvernement décrète que la navigation intérieure de la France sera divisée en bassins, dont les montagnes ou coteaux qui versent leurs eaux dans le fleuve principal détermineront les limites; chaque bassin sera subdivisé en arrondissements de navigation. Le 30 mai, on procède à l'organisation de l'administration des monnaies.

Le 30, commence la construction de pompes à feu d'après un nouveau système, par S. A. Duboches. Le 31, Méchain et Chevalier se rendent aux îles Baléares pour y mesurer la méridienne.

En juin, on poursuit les travaux pour ouvrir des routes à travers le mont Cenis, le Simplon, le mont Genèvre, etc., etc. Le 12 juin, à Paris, le pont de la Cité, dit le *pont Rouge*, est livré à la circulation; et le 14, a lieu l'inauguration du monument-fontaine élevé au général Desaix sur la place Dauphine, au moyen d'une souscription générale. Le 18, on établit à Turin et à Mayence des écoles de médecine. Le 21, les lycées reçoivent une organisation militaire; le tambour les appellera aux exercices, et non plus la cloche.

Le 24, Napoléon visite les départements du nord, traverse la Picardie, où il encourage les manufactures; à Dunkerque, le maire, en lui remettant les clefs de la ville, lui dit: « En 1793, étant maire de Dunkerque « comme aujourd'hui, je refusai ces clefs au duc d'York « qui nous assiégeait avec quarante mille hommes : il « acheva de perdre sa réputation devant nos faibles « remparts. »

Le 11 août, on reçoit des nouvelles de l'expédition du capitaine Baudin. Ces nouvelles apprenaient qu'ayant appareillé de l'île de France le 25 avril 1802 pour la Nouvelle-Hollande, il avait reconnu les côtes de celle-ci depuis le 27 mai jusqu'au 14 juin; qu'à cette époque, les deux corvettes qu'il commandait, *le Géographe* et *le Naturaliste*, s'étant séparées, il était entré avec la première dans la *baie des Chiens* le 27 juin. Il y demeura jusqu'au 13 juillet, occupé à des observations astronomiques. Pendant ce temps, *le Naturaliste* visita la partie occidentale de la Nouvelle-Hollande et de l'île de Rottenets, qu'il nomma l'*île aux Ours*. S'étant rejointes à Timor, les deux corvettes en partirent le 13 novembre pour explorer la terre de Diémen; rendues au port Jackson le 18 novembre 1802, elles se disposaient à rentrer en France.

Le 15 septembre, les Anglais bombardent sans succès Dieppe, Fécamp et Granville. Le 24, le passage du pont des Arts, à Paris, est livré au public. Le 28, une flottille sortie de Calais entre à Boulogne après avoir écarté l'ennemi. Le 8 octobre, l'école de Saint-Cyr reçoit exclusivement le nom de *Prytanée français*.

Le 16 décembre, par une convention, le Portugal, qui, de concert avec l'Espagne, a signé une neutralité respective, consent à nous payer dix-sept millions de subsides.

Pendant le cours de cette année, si féconde en grands résultats, on construisit, outre tous ceux que j'ai mentionnés plus haut, le canal de la jonction de la Meuse au Rhin, ceux d'Arles, d'Aigues-Mortes, de la Saône et de l'Yonne, celui qui devait conduire du Rhône au Rhin, et on commença celui qui joindrait

la Meuse, l'Escaut et le Rhin, pour ouvrir l'Allemagne à notre industrie. On joignit la Rana à la Vilaine pour unir dans les terres la Manche à l'Océan. Anvers devint un port militaire, et les prodiges de celui de Cherbourg furent poursuivis.

Napoléon ne se borna pas à tant de merveilles; il rendit au culte le séminaire de Saint-Sulpice, fit céder aux catholiques une église à Genève, permit aux religieux âgés de se réunir pour suivre leurs anciennes règles, défendit aux protestants d'être les parrains d'enfants catholiques, supprima en un seul jour trente maisons de jeu, et fit saisir et brûler tous les livres obscènes que l'on trouva chez les libraires de Paris. Des femmes, des filles malheureuses, sans asile, manquaient de toutes ressources à l'époque de leurs couches. Guidé par une noble philanthropie, il fonda la *Société maternelle*, qu'il mit sous le haut patronage de sa mère. Partout il rétablit les secours de la charité; il agrandit la place du Carrousel, fit démolir les constructions hideuses qui déshonoraient le Louvre, et ordonna l'achèvement de ce palais. Il abolit les lois révolutionnaires concernant la médecine, la chirurgie, la pharmacie; il encouragea la vaccine; il rendit à la magistrature son ancien costume, sa dignité, son rang; il enrichit le Musée d'histoire naturelle; il retira le fameux diamant *le Régent*, que le Directoire avait laissé en gage entre les mains d'un Hollandais; il fit restituer à l'église de Liége le riche trésor qui restait caché à Hambourg; il divisa la Légion-d'Honneur en seize cohortes, et la dota de six millions de rente. Il rétablit l'étiquette aux Tuileries; on n'y entra plus qu'en habit militaire ou avec l'ancien costume de cour. Les deuils de souverains eurent lieu comme par le passé.

Tant de grandes institutions, tant de gloire militaire enthousiasmaient les peuples et fascinaient les yeux des souverains. L'empereur d'Allemagne félicita de sa main Bonaparte lorsqu'il fut nommé consul à vie, avant même que les suffrages fussent recueillis. On remarqua l'adresse de la lettre écrite par ce souverain au premier consul pour lui annoncer la naissance de l'archiduc François-Charles-Joseph. L'empereur de Constantinople fit frapper pour Napoléon cinquante médailles sur lesquelles le croissant et l'étoile étaient réunis.

Bonaparte rétablit l'école française à Rome sur de meilleures bases que les anciennes.

Mais, en revanche, il marchait à grands pas au despotisme. Le 27 septembre, parut un décret des consuls qui portait : « Pour assurer la liberté de la « presse, aucun libraire ne pourra vendre un ouvrage « avant de l'avoir présenté à une commission de révi« sion, laquelle le rendra s'il n'y a pas lieu de le cen« surer. » Ainsi, au nom de la liberté, on rappelait la tyrannie; et en donnant des chaînes on prétendait consolider l'indépendance!

De plus, les cours spéciales rendaient des arrêts sanglants; les prisons d'état recevaient de nouveaux détenus; de Bourmon, de Suzanet, d'Andigné, Ingant de Saint-Maur, étaient captifs au fort de Joux. Huit Vendéens errant en Normandie subissaient à Caux la peine capitale. Quatre polices suffisaient à peine; celle du ministère de ce nom, celle de la préfecture, du château et du gouverneur de Paris. Le premier consul cassa de son autorité, et contre la loi, un jugement du tribunal civil de Toulon dans une cause particulière et indifférente. Il avait envoyé devant la cour de Brest

M. de Rivoire, accusé d'avoir voulu livrer cette ville et son port aux Bourbons. La cour l'ayant acquitté, il fit arrêter les juges, les fit conduire à Paris, les retint plusieurs jours en prison et annula leur jugement. Une autre cour n'ayant condamné ce même prévenu qu'à la déportation, il le fit saisir et l'envoya au château de Lourdes, d'où il eut le bonheur de s'échapper.

CHAPITRE IX.

Causes qui amènent l'érection de l'empire. — Nouvelle conspiration. — Pichegru. — Georges Cadoudal. — Moreau. — Plan des conjurés. — Leurs démarches. — Comment ils sont découverts. — Le traître Querelle. — Causes secrètes et véritables de la mesure sanglante qui amena le meurtre du duc d'Enghien. — Auteur réel de cette mauvaise action. — La mort de ce malheureux prince est un gage donné à tous les partis par le premier consul. — De qui je tiens ces faits si curieux. Lettre attribuée au duc d'Enghien. — Récit de l'enlèvement de ce prince. — Son arrivée à Strasbourg. — Sa translation à Vincennes. — Noms de ses juges. — Arrêt inique. — Savary décide l'assassinat de S. A. R. — Suite de cette catastrophe. — Effet qu'elle produit en Europe. — Épitaphe de ce prince, par Louis XVIII. — Traité entre la France et Naples. — Nos troupes sortent de ce royaume. — Suite de la conspiration. — Arrestation de tous les conjurés. — Belle réponse de Clavier. — Noms des condamnés. — Quels sont ceux qui sont graciés. — Note généalogique des Polignacs.

L'année 1804 fut fertile en événements. Elle vit ternir la réputation, jusqu'ici sans tache, du premier consul. Le duc d'Enghien scella de son sang les marches du trône impérial; il fut la garantie que Bonaparte donna à tous les Français qui se ralliaient à lui, que jamais il ne rendrait la couronne à la maison de Bourbon : aussi ce crime précéda-t-il l'établissement du nouvel empire.

L'établissement de l'empire, préparé par le consulat à vie, acheva de fermer la révolution. La monarchie fut rétablie, mais non sur la tête du prince légitime; cependant c'était dans l'intérêt de celui-ci un pas immense et tout à son avantage, puisque la République était détruite par les mains de ceux-là même qui l'avaient fondée, ainsi que je le prouverai plus tard. Ces hommes, certes si forts, si habiles, en se donnant un

souverain unique, avouaient enfin à la face de la terre qu'ils avaient cédé à un entraînement et à une erreur lorsqu'en 1792 ils avaient abattu la royauté pour la remplacer par le gouvernement populaire. Ils reconnaissaient donc qu'il était positivement impossible de faire marcher ce gouvernement, puisque ni la constitution de 1793, ni celle de 1795, ni enfin celle visiblement meilleure de 1799 (celle des consuls), n'avaient contenté la nation; puisque la France entière saluait de ses cris de joie cet empire, ce pouvoir d'un seul, le seul bon, sage et convenable au bonheur d'une grande nation.

Le budget de 1804 (et la France, à cette époque, comprenait *cent vingt-un départements*) ne s'éleva qu'à la modique somme de *six cent dix-neuf millions cinq cent mille francs :* moins de la moitié de l'impôt actuel, et la France est diminuée de *trente-cinq départements,* car elle n'en a plus que quatre-vingt-six.

La guerre continuait avec l'Angleterre, et le continent restait encore calme. Le cabinet de Londres excitait vainement l'Autriche et la Prusse à déclarer la guerre à la France. Ces puissances, sourdes à des conseils fallacieux, à des espérances mensongères, se maintinrent en bonne amitié avec le premier consul.

A défaut de guerre extérieure, la politique, trop tournée au machiavélisme, imagina de tirer parti de la colère des royalistes, et, loin de consulter nos princes exilés sur le but de l'attentat qu'on préparait, on ne le leur fit envisager que comme une tentative honorable entreprise dans le but de leur faire récupérer le royaume de leurs pères.

Pichegru, déporté au 18 fructidor à Sinamary, contrée malsaine et mortelle, était parvenu à s'échapper,

et, avec Barthélemy l'ex-directeur, Barbé-Marbois, le général Ramel et quelques autres, il s'était réfugié à Londres. Là, le gouvernement l'accueillit ainsi que ses compagnons d'infortune; mais ceux-ci, dès que le premier consul leur eut permis de rentrer dans leur patrie, se hâtèrent d'y revenir; des honneurs, des dignités, de la fortune, les y attendaient, à tel point Bonaparte aimait à s'environner d'hommes éclairés et sages.

Loin d'imiter ses amis malheureux, Pichegru préféra rester en Angleterre, à la solde du gouvernement anglais. Sa haine, sa jactance, ses propos dignes d'un aventurier, firent croire qu'on pourrait avec son aide enlever le premier consul, et l'amener prisonnier à la tour de Londres; c'était un coup hardi, impraticable dans son exécution, et qui ne pouvait avoir d'autre résultat, en cas de réussite, que le meurtre de Bonaparte; car comment admettre qu'il fût possible de l'amener de Paris à la côte sans qu'il fût repris par ses nombreux amis?

Cependant des cœurs généreux crurent que l'exécution de ce coup de main était praticable; ils en furent persuadés, je le répète, car jamais des hommes tels que le marquis de Rivière, les frères Polignac, MM. d'Hozier, de Lajollais, de Lozier, Georges Cadoudal, etc., n'auraient voulu se souiller d'un meurtre. Pichegru, poussé, mis en rapport avec Georges Cadoudal et les personnes que je viens de nommer, accepte les propositions qui lui sont faites. Lui et les autres conspirateurs pénètrent en France et se rendent à Paris, où le comité royaliste les fait cacher. Là, plusieurs Vendéens intrépides viennent joindre leur chef pour se concerter sur les moyens d'exécuter le complot.

Il est convenu qu'on revêtira le costume de la garde consulaire, qu'on s'emparera du premier consul, soit à Saint-Cloud, soit sur la route, et que tandis que quelques braves l'entraîneront rapidement sur le rivage de la Manche, où des vaisseaux anglais stationneront pour le recevoir, Pichegru et Moreau parcourront les rues de Paris, en invitant le peuple et l'armée à se rallier à eux. On comptait sur une forte portion de gardes nationaux parisiens, de braves de la Vendée, et de royalistes de diverses provinces, convoqués à l'avance pour aider à ce coup d'état.

Mais comment Moreau se trouvait-il lié à une conspiration où n'agissaient que des hommes d'une opinion si divergente de la sienne? C'est que Moreau, ambitieux sans énergie, rival du premier consul sans posséder ses talents et sa force d'âme, prenait sa haine pour de la grandeur, et sa jalousie pour du génie ou de la haute capacité. Moreau, que l'envie dévora dès l'époque des campagnes d'Italie, avait senti s'accroître encore sa haine par les victoires remportées en Égypte, et par l'accueil fait par la France à Bonaparte lors de son retour. Son exaspération était parvenue à son comble à l'époque du consulat, et la certitude qu'un titre, qu'un pouvoir plus éminent, étaient réservés à son rival, finissait par le lui rendre complétement odieux.

Entraîné par sa femme, excité par sa belle-mère, Moreau se crut ferme, froid et sage, tandis que le désespoir l'égarait. Sur ces entrefaites, Pichegru arriva à Paris. Déjà Moreau avait traité avec lui dans l'intérêt des Bourbons aux approches du 18 fructidor. Ce fut donc sans crainte, et comme à un ami, que Pichegru se présenta à Moreau : il en reçut un accueil franc.

Moreau écouta le développement du plan arrêté, et accepta tout; mais, moins royaliste que poussé par le désir de remplacer Bonaparte, tout en se déclarant contre celui-ci, il essaya de tromper ses nouveaux alliés. En conséquence, il proposa, pour ne pas manquer le coup, de le retarder, et de laisser créer un gouvernement provisoire, dont il serait le chef avec Pichegru et l'abbé de Montesquiou-Fézensac.

Georges Cadoudal, ce brave des braves, cet autre Bayard sans peur et sans reproche, homme de conseil et d'exécution, probe jusqu'à la rudesse, courageux et humain, politique sans fausseté, dévoué sans intérêt, royaliste *quand même*, Georges, n'ayant d'autre pensée que celle de servir le roi mieux que ses émules ne le feraient, devina le but caché de Moreau, et le révéla.

Néanmoins, Moreau se ligua avec les Vendéens; il promit ses secours à Louis XVIII, et Pichegru reçut ses serments, sans pour cela compter trop sur sa fidélité.

C'était vers la fin d'août 1803 que Georges et huit de ses compagnons débarquèrent entre Dieppe et le Tréport. Un second convoi mit à terre, du 10 au 20 décembre, Coster Saint-Victor, l'un des auteurs présumés de la machine infernale. Le débarquement qui eut lieu le 16 janvier 1804 amena Pichegru avec Lajollais, son ancien aide de camp, et *Russillion*, toujours nommé Roussillon dans le procès. Enfin, une dernière expédition devait déposer sur la terre française le malheureux duc de Berry, destiné à y mourir par le fer des ennemis de sa maison. Monseigneur le comte d'Artois, au dernier moment, retint son fils,

qui, sans cela, aurait sans doute partagé le sort affreux du duc d'Enghien, son cousin.

Ce fut donc depuis janvier jusqu'à l'époque de leur arrestation que ces hommes hardis dressèrent leur plan d'attaque, se procurèrent des armes et des vêtements propres à servir leur projet, virent Moreau et traitèrent avec lui.

Toute conspiration qui traîne en longueur échoue. Celle-là, par un miracle, restait inconnue. Deux Vendéens affiliés, Picot et Le Bourgeois, furent arrêtés; mais ils se laissèrent condamner et conduire au supplice, sans vouloir sauver leur vie par des révélations qui eussent perdu Cadoudal et les siens. Leur mort était un avertissement : il ne fut pas écouté.

Au mois d'octobre 1803, un autre Vendéen, instruit aussi du secret, Querelle, à la vue du supplice, eut peur, et révéla tout ce qu'il savait. La présence de Georges à Paris, l'arrestation de Lajollais, apprirent à Bonaparte que Pichegru s'y trouvait également, et l'on sait qu'à l'instant de cette révélation, qui fut un trait de lumière pour le premier consul, il en remercia le Ciel par un signe de croix involontaire. Bientôt, d'autres renseignements apprirent que Pichegru avait vu Moreau, et l'arrestation de celui-ci fut décidée aussitôt.

Avant de passer plus avant, arrêtons-nous, et lions à cette funeste affaire la catastrophe qui priva la France d'un de ses héros. Bonaparte tendait à concentrer dans ses mains et à transmettre à sa famille la souveraine puissance. Plusieurs hommes habiles, qu'il avait consultés, lui répondirent que, pour qu'il trouvât des auxiliaires, il lui faudrait donner à ceux-là de telles garanties, qu'ils n'eussent plus à craindre

le retour de la maison de Bourbon, lorsqu'ils se seraient compromis pour lui.

En outre, Fouché, ministre de la police, avait été congédié à la fin de 1802. Nommé sénateur, cette nullité riche et honorifique lui était insupportable; et dès lors, le croirait-on ? par goût, par plaisir et par nécessité peut-être, il faisait la police en dehors du gouvernement, mieux que le grand-juge Regnier, ministre de la justice, à qui son portefeuille avait été confié.

Fouché, l'un de ceux consultés sur le fait de l'élévation à l'empire, avait plus que tous les autres demandé les fameuses garanties, promettant le concours de la masse imposante des républicains, si on parvenait à leur démontrer que, dans aucun temps, dans aucune circonstance, le chef du gouvernement ne transigerait avec les Bourbons. Bonaparte, impatienté, avait dit : « Eh bien ! qu'on m'indique les gages que l'on veut, je les donnerai s'il m'est possible; moi.... je ne les vois nulle part. »

Fouché ne fut pas le dernier à avoir vent de la conspiration; il recueillit des renseignements, obtint des noms; sans lui, peut-être, MM. de Rivière et de Polignac n'auraient pas été signalés. Un matin, il arriva auprès du premier consul; il savait celui-ci fort embarrassé d'un personnage mystérieux du complot, à qui l'on rendait de grands honneurs dans les assemblées, qui parlait peu et devant qui nul ne s'asseyait. Qui était-ce ? — Je le saurai, repartit Fouché; et en effet, il se présenta bientôt devant Bonaparte en homme qui a tout appris, et qui vient tout révéler.

On avait cru que ce pouvait être le général Dumouriez rentré sur le continent : on prit pour lui un Autrichien, général aussi, appelé Thumery; son nom, mal

prononcé par des espions allemands, et plus mal écrit, avait été cause de cette erreur; mais Fouché, à l'entendre, savait la vérité. Le personnage mystérieux, présenté aux conjurés réunis dans Paris, n'était pas un homme du commun, mais S. A. S. le duc d'Enghien, fils unique de S. A. S. le duc de Bourbon. Ce prince, selon Fouché, aspirait à la couronne de France; il trompait Louis XVIII, les branches aînées de la maison de Bourbon, et un pacte secret le liait à Pichegru et à Moreau.

D'après Fouché, ce prince avait fait deux fois le voyage de Paris, et plusieurs fois celui de Strasbourg, afin de s'entendre avec les conjurés pour arriver à l'assassinat du premier consul; il avait, ajoutait-il, du courage, une volonté impérieuse, une ambition démesurée, et surtout une haine si profonde et si invétérée contre le chef du gouvernement français, que jamais ennemi ne se prononça mieux, que jamais rival ne fut plus à craindre; enfin, Fouché conclut à la nécessité de se débarrasser d'un personnage aussi redoutable, sous peine d'être écrasé par lui.

Ce premier point de son discours achevé, il passa au second, à celui dont l'effet frappa au but : « Vous voulez, dit-il à Napoléon, la souveraine puissance; on hésite à vous l'accorder, et surtout à se rapprocher de vous; on craint que lorsqu'on sera venu à vous, lorsqu'on se sera compromis dans votre intérêt, vous ne traitiez tout à coup avec la famille déchue. Cette frayeur n'atteint pas seulement les républicains, mais encore les royalistes; ceux-ci ne viendront à vous que lorsqu'une barrière insurmontable vous empêchera de les devancer dans votre soumission; donnez donc à tous les partis un gage de votre isolement, brûlez

donc vos vaisseaux de manière à rendre le retour impossible. Ce gage concédé, vous verrez accourir à vous et les jacobins et les monarchistes; ceux-ci sont en grand nombre; il leur faut un gage, et ce gage, c'est la tête du duc d'Enghien, conspirateur, d'ailleurs, et votre ennemi irréconciliable (1). »

Telle fut la substance du discours que Fouché tint à Bonaparte, et le piége atroce qu'il lui tendit avec art, afin de lui ôter le droit de lui reprocher son régicide, et pour que tous deux, étant couverts du même sang, n'eussent désormais à suivre qu'une carrière égale.

Bonaparte écouta trop ces révélations prétendues et ces conseils pernicieux. Pourquoi accorda-t-il plus de confiance à un homme trop connu par sa duplicité qu'à l'honneur d'un prince qui venait de lui parler, lui aussi, avec tant de sincérité. Je tiens de deux grands personnages de l'empire (l'archi-chancelier Cambacérès et le comte Fabre de l'Aude) qu'on avait tort de nier, depuis la restauration, la lettre qu'aurait écrite le duc d'Enghien au premier consul pour lui demander de rester en France; que rien n'était plus vrai que cette démarche; et le comte Fabre, en 1819, me laissa prendre copie de cette lettre, que le second consul lui avait confiée (2).

---

(1) Je tiens cette révélation, si neuve et si vraie, de l'archi-chancelier, du comte Fabre de l'Aude, de Rœderer, Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Dubois Dubay, Canclaux, d'Ambarrère, etc. Elle me fut confirmée dans le cabinet particulier de S. M. Louis XVIII. Chénier, en 1809, me conta aussi l'affaire comme je la répète. J'ai passé ma jeunesse avec les hommes qui ont le plus agi et le mieux vu.

(2) En voici la copie exacte; j'affirme sur l'honneur qu'elle est conforme à celle que le comte Fabre possédait :

Cependant, malgré des témoignages si importants, je n'ose admettre pour vrai ce fait extraordinaire; je le rapporte seulement en forme d'anecdote historique, et par respect pour les personnages de qui je le tiens.

Du reste, soit que le prince ait demandé sa rentrée, soit qu'il ait conservé (et c'est mon idée) la grandeur de son caractère, le premier consul, abusé par Fouché, qui voulait rentrer au ministère de la police, n'ordonna pas moins la mort de ce jeune héros.

Monseigneur le duc d'Enghien, amant de la retraite, de la mélancolie, digne de ses aïeux sur le champ de bataille, n'avait ni ambition, ni besoin de faire parler de lui. Ayant toutes les qualités du héros,

---

« Général premier consul,

« Sorti de la France dès ma plus tendre jeunesse, exilé sans « avoir mérité cette punition, j'ai combattu pour faire annuler « une loi injuste, et j'ai néanmoins combattu avec regret; j'ai du « moins prouvé sur le champ de bataille que j'étais digne de mon « origine et de l'estime de mes concitoyens. Ce sont là, je crois, « les meilleures protestations pour la conservation de mon rang, « je ne vous dirai pas de mes droits, la victoire a décidé la ques- « tion contre nous. Il n'y a que de l'obscurité à rester ici dans l'i- « naction : il y a encore des palmes à cueillir à vos côtés.... Ne « vous opposez pas à ce que je rentre en simple citoyen dans ma « patrie, que j'aime du plus tendre amour; et si plus tard la guerre « se rallume, que je puisse la faire en soldat sous le drapeau que « des triomphes parent, quoique bien des palmes ornent son aîné; « et si du moins je retourne au champ de bataille, que ce soit « pour ne verser que le sang de l'étranger. Je vous engage ma « parole de ne prendre part à aucune intrigue, de vivre à la cam- « pagne en simple cultivateur qui aime les fleurs et le travail des « mains. Mon nom vous répondra de la sincérité de mes engage- « ments. Ceux de ma race n'ont jamais forfait à l'honneur. Vous « en serez persuadé en lisant ma signature,

« Duc d'Enghien. »

Nota. La date était du 16 octobre 1805.

comme son aïeul, le grand Condé, duc d'Enghien. Comme lui, il avait également le goût des fleurs, qu'il cultivait en paix, tandis que de grands intérêts divisaient encore le monde. Après avoir fait ses preuves en divers combats, il s'était retiré à Ettenheim, dans les états de Bade, avec la princesse Charlotte de Rohan-Rochefort, à laquelle un mariage de conscience l'unissait (son aïeule paternelle, étant, elle, une Rohan comme sa femme); il oubliait la politique, et cherchait dans l'obscurité ce bonheur que l'on trouve rarement dans les cours.

Peut-être n'était-il jamais venu à Paris, bien que plusieurs l'aient dit; mais fort souvent il avait passé le Rhin pour assister à Strasbourg aux représentations scéniques. En dehors des intrigues, indifférent aux trames ourdies par les ministres plénipotentiaires anglais, il n'avait un instant fait parler de lui que pour s'unir, avec ses proches, aux protestations de Louis XVIII et des princes contre l'envahissement du trône français. Ce n'était là qu'un simple acte de convenance, qui n'en faisait pas davantage un homme public.

Telle était donc la position de S. A. S. le duc d'Enghien, lorsque des rapports du préfet de Strasbourg (Shée), agissant, selon toute apparence, à l'instigation de Fouché, annoncèrent que le général Dumouriez (Thumery) était en ce moment à Offenbourg ou à Ettenheim à comploter avec le duc d'Enghien contre les jours du premier consul. Ces derniers rapports déterminent Bonaparte à frapper un grand coup. Il ordonne dès le 10 mars au général Ordener de se rendre *incognito* à Strasbourg. Là, il avisera aux moyens de traverser le Rhin secrètement, de se porter

sur Ettenheim, ville dépendante du grand-duché de Bade, de la cerner, et d'y enlever, malgré tout obstacle ou toute représentation, le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et toute leur suite. En même temps, le général de Caulaincourt se dirigera sur Offenbourg pour arrêter une baronne de Riech, royaliste dévouée, qu'on a représentée comme très-dangereuse.

Les instructions détaillées sur le mode d'exécuter ce guet-apens étaient écrites de la main de Napoléon. Tout fut exécuté selon ses ordres : les généraux Ordener et Fririon passèrent le Rhin au-dessus de Strasbourg, marchèrent toute la nuit, et arrivèrent à Ettenheim. A leur approche, la ville s'émeut; mais le sieur Charlot, alors colonel de gendarmerie, depuis baron et général de brigade, déclare aux bourgeois que le duc de Bade consentait à ce coup de main; en même temps il environne de troupes la maison de Son Altesse Sérénissime.

Le prince, réveillé par le bruit, saisit ses armes, ouvre sa fenêtre et se dispose à faire feu, lorsqu'un de ses aides de camp, le colonel Grünstein, qui cette nuit était demeuré chez monseigneur le duc d'Enghien sans qu'on ait su pourquoi, arrête la main prête à faire jouer l'arme, et livre sans le vouloir son maître à ses ennemis. Les portes sont ouvertes; le colonel Charlot, suivi de ses gendarmes, arrête brutalement le prince avec le colonel Grünstein, le lieutenant Smith, le baron de Saint-Jacques, secrétaire de Son Altesse Sérénissime, et le plus dévoué de ses serviteurs; l'abbé Wenborn, ancien promoteur du chapitre de Strasbourg; l'abbé Michel, secrétaire de l'évêque, et trois domestiques, Canone, Feraud et Poulain.

On amena les captifs à Strasbourg. Le prince fut

enfermé dans la citadelle. Le 16 mars au matin, on le fit partir pour Paris, où il arriva le 20. Il n'entra pas dans la ville, et à cinq heures du soir il fut incarcéré au donjon du château de Vincennes. Pendant ce temps, Murat, gouverneur de Paris, formait une commission militaire ainsi composée : le général Hullin, commandant les grenadiers à pied de la garde des consuls, *président*; le colonel Guiton, commandant le 1er régiment de cuirassiers; le colonel Bazancourt, commandant le 4e régiment d'infanterie de ligne; le colonel Barrois, commandant le 96e régiment d'infanterie de ligne; le colonel Rabbe, commandant le 2e régiment de la garde municipale de Paris; le citoyen d'Autancourt, major de la gendarmerie d'élite, *capitaine-rapporteur*.

Cette commission se réunit sur-le-champ au château de Vincennes pour y juger le duc d'Enghien.

Ce qui suivit ne peut être rapporté de sang-froid. Le prince avait été amené pour mourir et non pour être entendu dans sa défense et jugé légalement. Un simulacre d'interrogatoire a lieu néanmoins; un jugement inique est rendu : on outrage le prince au lieu de l'écouter; deux actes contradictoires du même fait sont dressés, tous deux aussi faux pour le fond que dans la forme. Une seule chose est vraie; Bonaparte a voulu le sang du duc d'Enghien, et les membres du prétendu tribunal militaire, Hullin leur président et Savary leur régulateur, se sont chargés de le faire verser.

On avait craint la faiblesse des juges, et Savary était venu pour violenter leur conscience et les pousser au crime. Ce fut lui qui, contre toute règle, ne laissa pas le temps d'assembler le conseil de révision; il enleva le prince à ses oppresseurs, et puis le livra à d'obscurs bourreaux qui l'égorgèrent le 21 mars,

vers les cinq heures du matin, dans les fossés du château de Vincennes. Aucun prêtre ne consola ce jeune héros à ce moment suprême ; il ne put rencontrer un regard ami, bien que le sieur Harel, celui-là même dont les dénonciations conduisirent au supplice Arena, Cerrachy, Demerville, etc., eût épousé la sœur de lait de Son Altesse Sérénissime ; cet homme vil tint la lanterne qui permit aux exécuteurs de distinguer leur victime.

Au lieu où ce grand crime avait été commis, on se hâta d'ensevelir le malheureux prince sans le dépouiller de ses vêtements, sans le couvrir d'un suaire et l'enfermer dans une bière : on retrouva ses restes vénérables en 1814 ; un tombeau lui fut érigé dans la chapelle du château. Depuis 1830 ce monument a disparu comme celui élevé à S. A. R. monseigneur le duc de Berry.

Une consternation profonde régna dans Paris à la nouvelle de cette catastrophe horrible : un cri d'indignation éclata dans toute l'Europe ; des larmes sincères coulèrent, mais le meurtre n'en avait pas moins été commis. On a beaucoup écrit sur ce fatal événement; on a fait jouer à Joséphine, à sa fille, à Murat, à Talleyrand, à Cambacérès, des rôles d'humanité ou de complicité féroce. Aucun d'eux ne put solliciter pour sauver le prince, et Talleyrand se trouva dans l'impossibilité d'empêcher sa mort. Quant à Murat, blessé au genou, il ne quitta point Paris, et n'alla pas insulter aux derniers moments de la victime d'une politique infernale.

La nouvelle de ce forfait, qui marque d'une tache indélébile la haute renommée de Napoléon, alla briser le cœur des parents de la victime, de son père et de son aïeul. En Angleterre, des services publics dans

les chapelles catholiques anathématisèrent cét affreux jugement. Le plus solennel fut celui célébré le 28 avril dans Saint-Patrice. Son altesse royale Monsieur, comte d'Artois, les ducs de Berry, d'Orléans, de Montpensier et de Beaujolais, y assistèrent. A Saint-Pétersbourg, l'empereur ordonna une cérémonie funèbre, et le cénotaphe portait une inscription dont Louis XVIII était l'auteur (1). Le roi Gustave-Adolphe III, à la nouvelle de l'arrestation, envoya un aide de camp pour réclamer la délivrance du prince. L'électeur de Wurtemberg, souverain d'un noble caractère, et digne de la couronne royale qui l'attendait, fit réclamer par son ambassadeur contre cette violation du droit des gens, dont il voulait vengeance. Une note ferme et digne, remise par M. d'Oubril au nom de l'empereur de Russie, en exprima la juste indignation.

Napoléon répondit en récriminant; il se retrancha sur le silence de l'Autriche et de la Prusse. Il est certain que ces deux puissances ne réclamèrent pas, et gardèrent un silence honteux. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, irrité de la hauteur de la réponse, défendit à M. d'Oubril d'en recevoir de pareilles, et en même temps le chargea de réclamer impérieusement du premier consul l'exécution pleine et entière des

---

(1) INCLYTO PRINCIPI
LUDOVICO-ANTONIO-HENRICO
BORBONIO CONDEO, DUCIS D'ENGHIEN,
NON MINUS PROPRIA ET AVITA VIRTUTE
QUAM SORTE FUNESTA CLARO,
QUEM DEVORAVIT BELLUA CORSICA,
EUROPÆ TERROR
ET TOTIUS HUMANI GENERIS LUES.

trois articles secrets du traité du 11 octobre 1801 : 1° l'évacuation du royaume de Naples par les troupes françaises, et la reconnaissance de la neutralité de cet état ; 2° une détermination fixe à l'égard des autres états d'Italie, dont le sort devait être réglé de concert entre la France et la Russie ; 3° une indemnité au roi de Sardaigne, en retour du Piémont perdu ; et l'évacuation du nord de l'Allemagne par les troupes françaises.

Napoléon refusa tous ces points. Aussitôt, M. d'Oubril demanda ses passe-ports, les reçut, et partit. Ce fut le premier acheminement à une guerre qui, l'an d'après, mettrait l'Europe en combustion.

Entraîné par l'intérêt du récit, je n'ai pas fait connaître quel fut le sort des vrais conspirateurs ; je reviens à cette partie de l'histoire de la révolution.

Dès que l'on sut la présence à Paris de Pichegru et de Georges, on mit un grand nombre d'émissaires à leur poursuite. Pichegru, ami d'un sieur Leblanc, lui avait demandé un asile au nom de l'amitié. Cet homme de boue, en retour de cent mille francs qu'il exigea et qu'il obtint, conduisit les agents de la police dans la chambre du général qui dormait. Le bruit l'éveilla, et, bien qu'il ne pût se saisir de ses armes, il lutta longtemps, et ne céda qu'à la force. Enfermé dans la tour du Temple, on le trouva mort dans la nuit du 5 au 6 avril. Selon le gouvernement, lui-même se serait étranglé pour échapper au supplice ; selon les royalistes, le gouvernement serait coupable de son trépas. J'avoue ne pouvoir fixer sur ce fait une opinion complète. Tout ce que je peux dire, c'est que les assassins du dernier des Condé avaient un intérêt réel à faire périr un homme aussi redoutable que Pichegru.

Moreau avait été arrêté le 15 février, Pichegru le 28. Le 9 mars, ce fut le tour de Georges Cadoudal, qui opposa une vive résistance. Il fut surpris aux alentours de l'Odéon (rue de Bussy) : la police, qui le suivait depuis la rue Sainte-Hyacinthe, entoura son cabriolet. Georges cassa la tête à l'agent qui voulait le saisir, blessa dangereusement celui qui s'était emparé de la bride du cheval, et se serait sauvé peut-être, si un garçon boucher, homme très-fort, ne l'eût retenu à bras-le-corps. Les jours suivants, on mit la main sur ses camarades, sur MM. de Rivière, de Polignac, d'Hozier, etc., et leur procès commença.

L'opinion publique et celle de l'armée séparèrent Moreau des autres accusés. Le meurtre du duc d'Enghien, la mort de Pichegru, ayant indigné les esprits, on ne vit dans les conciliabules où Moreau avait pris part que des causeries innocentes. Il a fallu 1813 pour justifier Napoléon de son animosité contre un guerrier, son émule et son rival, disait-on. Le juge Clavier, sollicité de condamner Moreau à mort, à qui le premier consul ferait grâce, répondit : « *Eh! qui nous la fera?* » Enfin, le 10 juin, l'arrêt suivant fut rendu :

Condamnés à la peine de mort avec confiscation de leurs biens :

Georges Cadoudal, né en 1769, nommé par Louis XVIII lieutenant-général et cordon rouge; Bouvet de Lozier, Russillon, Rochelle, le duc Armand de Polignac, Charles d'Hozier, le marquis, depuis duc de Rivière, gouverneur de monseigneur le duc de Bordeaux, chevalier des ordres du roi, pair, lieutenant-général, etc.; Louis Ducorps, Picot, Lajolais, Coster-Saint-Victor, Deville, Armand Guillard, Joyeux,

Burban, Lemercier, dit *le général Vendée*, Lelan, Cadoudal, Mérille, Roger.

Condamnés à deux ans de prison : Le général Moreau, le comte, depuis prince Jules de Polignac, celui-là même dont l'incapacité amena plus tard la révolution de 1830 ; Léridant, Rolland, la fille Hizay.

Acquittés : Victor Couchery, Hervé, David, Lenoble, Rubin-la-Grimaudière, Noël Ducorps, Vatry, Even, Troche père, Troche fils, Monnier et sa femme, *Denan et sa femme, Verdet,* Spain, *Dubuisson et sa femme,* Caron, Gallais et sa femme. Ceux des acquittés dont les noms sont en italique furent renvoyés en police correctionnelle pour simple délit.

Les débats révélèrent le grand caractère de Georges, qui, tant de fois qualifié de brigand, parut devant ses juges en héros opprimé; sa mort eût suffi à le couvrir de gloire, si sa vie ne l'eût plus encore illustré. M. de Rivière, à qui on montrait le portrait du comte d'Artois comme pièce de conviction, le demanda, et, l'ayant dans ses mains, le couvrit de baisers et de larmes. Le discours que Moreau prononça fit un grand effet, et si ce général eût eu dans cette crise politique le courage ou plutôt l'énergie qu'il déployait aux armées, une révolution devenait possible. Ses partisans attendaient un signal; il l'avait promis, il ne le donna pas. Le premier consul, sur sa demande, le fit partir sur-le-champ pour Le Havre, d'où il passa aux États-Unis. On sait comment il en revint.

Plusieurs accusés obtinrent leur grâce par le concours de Joséphine, de madame Murat, de la duchesse d'Orléans (madame Montesson), de madame d'Abrantès, etc. Ce furent le duc de Polignac, aîné de la famille des Challençon, entés sur les vrais Po-

lignacs (1), le marquis de Rivière, Bouvet de Lozier, Lajolais, Rochelle, Armand Guillard, Russillon et Charles d'Hozier.

Douze durent mourir; ils allèrent au supplice le 26 juin, ayant passé la nuit précédente à réciter l'office des morts. Georges avait demandé à périr le dernier : tous, dans ce moment terrible, ne pensèrent qu'au ciel et ne poussèrent qu'un cri : *Vive le roi!* On leur avait offert la vie à des conditions honteuses; ils la refusèrent d'un commun accord.

Ainsi se termina le dernier acte de cette horrible tragédie, qui souilla de sang ce trône qui s'élevait; elle irrita les ennemis du premier consul, en attristant ses amis, qui tous auraient voulu voir sa gloire pure, et la clémence et la justice devenir les premières vertus du nouveau souverain.

---

(1) Les anciens Polignacs finirent, dans leur branche aînée, en la personne de Randon Ier, mort vers 1400. Vers le milieu du XVe siècle, un arrêt du parlement de Toulouse permit à Armand Guillaume de Challençon de prendre le nom et les armes de Polignac, attendu que son mariage avec l'héritière de ce nom lui en donnait le droit. Les armes des Challençon étaient d'azur *à la croix d'argent chargée de cinq coquilles de gueules,* ainsi que je les ai trouvées peintes en 1813, aux archives de l'ordre de Malte à Toulouse. L'ancienne maison de Polignac subsista, et existe encore dans plusieurs branches cadettes, nullement parentes des Challençon-Polignac, bien que ceux-ci se disent anciens Polignacs, qui, ayant accepté le nom de Challençon, l'auraient quitté pour reprendre le nom primitif. La fausseté de cette assertion est démentie par l'arrêt intervenu vers le milieu du XVe siècle. Si les Challençon eussent été des Polignacs, ils n'eussent pas demandé à prendre leur nom, mais à le reprendre, ce qu'alors ils n'ont pas fait. L. L. L.

CHAPITRE X.

Motifs qui déterminent Bonaparte à fonder l'empire. — Droits qu'il avait à se faire empereur. — Ses partisans. — Premières démarches. — Note curieuse à ce sujet. — Le tribun Curée propose au Tribunat et l'empire et l'empereur. — Qui était Curée. — On l'approuve. — Carnot seul le combat. — Le sénat et Napoléon. — Nouvelle constitution. — On offre la couronne impériale à Bonaparte. — Son acceptation. — Adhésions. — Grands dignitaires et maréchaux nommés. — Maison de l'empereur. — Maison de l'impératrice. — Noms des pages. — Maison militaire. — Écusson impérial. — Fouché rentre au ministère de la police. — Fête aux Invalides. — Reconnaissance de l'empire par les souverains. — Protestation de Louis XVIII. — Hommages. — Voyages. — On poursuit les préparatifs d'une descente en Angleterre. — Traité avec l'Espagne. — Attaques navales. — Fête solennelle à Boulogne. — Sacre de Napoléon. — Le pape vient le sacrer. — Accueil fait au saint-père. — Relevé des votes pour ou contre l'empire. — Les insignes impériaux. — Serment de l'empereur. — Intronisation. — Institutions. — Travaux. — Politique. — Événements de l'année 1804.

Depuis 1789, la perspicacité profonde du jeune Bonaparte avait suivi la marche de la révolution; il avait apprécié les oscillations de l'opinion publique; il avait vu celle-ci trompée, égarée dans un enivrement d'illusions philosophiques, se laisser entraîner, sans au fond le vouloir, d'une monarchie absolue à une république anarchique, après avoir fait, en passant, l'essai d'une royauté constitutionnelle. L'habile Corse s'était convaincu : 1° que l'immense majorité de la France ne voulait pas du régime républicain, dont elle haïssait les fureurs, les pillages, et la tendance à verser le sang, non des pervers, mais de l'élite des citoyens; 2° que l'esprit français était trop volage, trop facile à éblouir ou à gagner, pour qu'une monarchie représentative se consolidât. Il restait persuadé que chaque

fois que l'on tenterait de mettre en jeu ce rouage, il se briserait, et toujours au profit de l'anarchie.

Que fallait-il donc à la nation française, à la grande nation, comme il l'appelait, pour qu'elle devînt riche, florissante, calme et heureuse? Il lui fallait un pouvoir unique, ferme, étendu, sans obstacles journaliers, sans résistance irritante; un corps législatif dont chaque séance n'ébranlât pas les fondements de la constitution; des tribunaux sages, sans action sur le gouvernement; une cour honorée, brillante, opulente surtout; des lois justes, et une immense gloire militaire.

On avait par surprise démoli la royauté, abattu le clergé, la noblesse, les distinctions honorifiques, les académies, les universités, et de tout côté on redemandait ce qui avait été détruit. Lui seul, en position de satisfaire l'opinion publique, détermina que tout serait réédifié. Un autre peut-être aurait appelé à cette glorieuse entreprise le prince légitime, le roi imprescriptible du pays; mais lui, qui n'avait remplacé que le pouvoir populaire, crut ou voulut croire qu'il était dans son droit.

Bonaparte, dès le 18 brumaire, aspirait à l'autorité souveraine, et l'on pouvait dire qu'il n'y arriverait pas sans titres et sans droits. Lui seul avait retiré la France de l'abîme où l'anarchie jacobine et les concussions du Directoire venaient de la précipiter. La France lui devait les conquêtes de l'Italie, le Piémont, Parme et Plaisance, Genève, bientôt Gênes, et par-dessus tout une force d'opinion supérieure peut-être à la puissance effective; il avait conquis Malte et l'Égypte, et fait trembler au nom de la France deux continents; par lui nous possédions à l'intérieur la paix, la concorde, l'oubli de nos haines, le réta-

blissement de la religion, l'extirpation de la guerre civile, la considération rendue à la magistrature; enfin, tous les biens qui découlent d'une administration énergique, entendue et libérale, selon l'acception véritable du mot.

Si telle était l'intention de Bonaparte, il se voyait soutenu, aidé, encouragé par une masse énorme, compacte, comprenant d'un côté tout ce que la France renfermait d'hommes habiles, artistes, littérateurs, savants, industriels, etc., ou d'un rang élevé; et de l'autre, se composant des plus braves soldats de ces quatorze armées qui avaient servi sous ses ordres, ou qui le regardaient comme un héros : nul ne lutterait contre lui; son nom ferait toujours pencher la balance, car la France voulait un roi, et ce roi devait être le plus sage et le plus brave, le plus craint et le plus aimé : tout cela se rencontrait dans Bonaparte.

Aussi, dès qu'il eut fait connaître sa pensée, il trouva des amis qui le secondèrent, et des partisans nombreux qui se dévouèrent à lui. Dès 1800, tous les actes du gouvernement avaient tendu à relever la royauté; mais Napoléon craignait le nom de roi : celui d'empereur lui parut plus convenable, et mieux en rapport avec la république, dont il était encore le premier magistrat.

Vers la fin de 1803, et dans les premiers mois de 1804, il parut, soit dans les journaux, soit en forme de pièces détachées, une multitude d'écrits à phrases mystérieuses, dont le but était de porter le peuple à lui conférer de nouveaux pouvoirs (1). Les prési-

(1) J'habitais Toulouse à cette époque. M. Richard en était préfet; son secrétaire particulier, dont le nom m'échappe, ancien

dents des colléges électoraux, convoqués à la même époque, prévinrent les électeurs que le moment approchait où il leur serait permis de faire éclater d'une manière plus complète leur reconnaissance envers le premier consul; des maires habiles, ou à qui des ouvertures avaient été faites, prenaient sur eux d'envoyer au ministre de l'intérieur des adresses couvertes de signatures : on y demandait sous différentes formes l'établissement d'un pouvoir plus central; on y exprimait surtout le vœu de la nation pour que Napoléon Bonaparte restât toujours le chef du peuple français. L'armée, à qui la discipline interdit d'être délibérante, délibérait aussi; chaque régiment expédiait de semblables adresses, et les chefs des corps n'en étaient pas admonestés par le ministre de la guerre. Les tribunaux, les administrations agissaient dans le même sens; le Sénat, dont la majorité était gagnée, se préparait à jouer, pour sa part, le rôle qui lui était réservé.

émigré, homme très-aimable et de fort bonne compagnie, rédigeait le *Journal de Toulouse*, où parfois il insérait des vers de ma façon. Un jour, il m'en demanda quelques-uns qui auraient pour but de faire songer à couronner Napoléon. Je brochai devant lui les mauvaises rimes suivantes, que je rapporte comme pièce historique :

Charlemagne vainqueur, agrandissant la France,
De l'Elbe à l'Éridan établit sa puissance ;
Ses faibles successeurs, renonçant à leurs droits,
Perdirent lâchement le fruit de ses exploits.
Un héros reparait, et son courage illustre
A l'empire accablé redonne un plus beau lustre:
Rival de Charlemagne, il l'égale aujourd'hui;
C'est le vœu des Français qu'il règne comme lui.

Cette pauvre poésie, imprimée aux frais de la préfecture, fut distribuée au théâtre et dans les mairies du département : c'était vers janvier 1804. L. L. L.

Les choses étaient ainsi disposées, lorsqu'à la séance du 30 avril un tribun (Curée) (1), demandant la parole, exposa les motifs urgents d'un cas de cette importance, et proposa qu'un titre *sublime* (expression au moins bizarre) fût accordé au premier consul, en récompense des grands services qu'il avait rendus à la France; il ajouta que ce titre était celui d'empereur. En conséquence, il présenta trois propositions que le Tribunat en corps devait aller, sans retard, présenter à la ratification du Sénat :

« 1° Que NAPOLÉON BONAPARTE, actuellement pre-« mier consul, était déclaré EMPEREUR, et en cette « qualité chargé du gouvernement de la République « française;

« 2° Que la dignité impériale serait héréditaire dans « sa famille;

« 3° Que celles des institutions qui n'étaient que « tracées seraient définitivement arrêtées. »

Des acclamations unanimes, des signes non équivoques de contentement et d'approbation, prouvèrent que la masse du Tribunat acceptait avec joie la pro-

---

(1) Curée, membre de l'Assemblée législative, fit quelques rapports; il était de Saint-André de Lodève, département de l'Hérault. Nommé à la Convention nationale, il vota l'appel au peuple, la reclusion pendant la guerre, la déportation à la paix, et le sursis. Membre des Cinq-Cents, il fit adopter qu'un crêpe couvrirait la place de nos plénipotentiaires égorgés à Rastadt, et qu'à l'appel de leur nom le président dirait : *Que leur sang retombe sur la maison d'Autriche.* Il fut fait commandeur de la Légion-d'Honneur, et vivait en 1817; il était né le 21 décembre 1756; il portait les prénoms de Jean-François; il fut fait en 1808 comte de Labévillière, et fut nommé sénateur en 1810. La restauration ne l'appela pas à la Chambre des Pairs.

position. Une commission de treize membres fut nommée pour faire un rapport sur cette motion; ceux qui la composaient furent Curée, Saluce, Jaubert, Duverrier, Duvidal, Gillet, de *Seine-et-Oise;* Fréville, Carion-Nisas, Savoie-Rollin, Albisson, Grenier, Delaître et Chabaud-Latour. Le bureau de la chambre leur fut adjoint, et Jard-Panvilliers, l'un des secrétaires de celle-ci, resta chargé du rapport. Quarante-cinq orateurs, sur cent tribuns, parlèrent dans cette circonstance; quarante-quatre approuvèrent la motion : l'austère Carnot seul la combattit avec éloquence et conviction. Néanmoins, il servit depuis avec zèle cet empire qu'il aurait voulu repousser. L'unanimité, moins une voix (celle de Carnot), décida la question. Six orateurs furent désignés pour porter le lendemain au Sénat le vœu du Tribunat; voici leurs noms : Jard-Panvilliers, Challan, Albisson, Goupil de Préfeln, Lahary, Saluce.

Au même moment, le Sénat agissait de son côté : le 27 mars, s'écartant du sujet qu'il avait à traiter, et prenant pour prétexte les intrigues nouées à Munich par sir Drake, le chargé d'affaires britannique, intrigues qui se rattachaient à la conspiration de Georges et de Pichegru, il demandait au premier consul, par l'organe de son président, le second consul Cambacérès, *de fonder une ère nouvelle, de l'éterniser.* « *Grand homme,* « disait-il, en annonçant qu'il parlait au nom de l'u- « niversalité des citoyens, *achevez votre ouvrage, en le* « *rendant immortel comme votre gloire.... Garantissez-* « *nous l'avenir; envers les cours étrangères, la saine po-* « *litique vous tiendrait le même langage.* »

Le 25 avril (un mois après), Napoléon, répondant au Sénat, disait entre autres choses destinées à plaire

au peuple : « *Sénateurs, je vous invite à me faire con-* « *naître votre pensée tout entière.* » Le 4 mai suivant, le Sénat, déjà fort de la motion faite précédemment, et connue du Tribunat, répliqua à la demande du premier consul :

« Le Sénat pense qu'il est du plus haut intérêt pour « le peuple français, de confier le gouvernement de « la République à Napoléon Bonaparte, empereur « héréditaire.... On mettra par là le peuple français « à l'abri des complots de nos ennemis, *et des agita-* « *tions qui naîtraient d'ambitions rivales.* » Cette pièce, que je réduis à sa plus simple expression, était signée de François de Neufchâteau, vice-président; de Morard de Galles, de Cornudet, secrétaire.

Le 10 mai, bien que le Corps législatif ne fût pas rassemblé, Fontanes, son président, n'en prit pas moins l'initiative, et, lui aussi, lança au nom de ses collègues absents une proclamation approbative des mesures proposées par les tribuns et adoptées par le Sénat.

Ce corps, continuant ses assemblées, rédigeait le nouvel acte constitutionnel. Le 16 mai, cette charte monarchique fut connue. Ses dispositions principales portaient : — Napoléon Bonaparte est nommé empereur des Français; sa descendance lui succédera par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs hoirs. — Napoléon pourra adopter les enfants de ses frères, dans le cas où il n'en aurait pas. — Joseph Bonaparte, Louis Bonaparte, formaient les branches collatérales de la nouvelle famille impériale. A leur défaut, les grands dignitaires de l'empire et le Sénat nommeraient le souverain. Lucien et Jérôme Bonaparte étaient exclus de ce magnifique

héritage, l'un à cause de sa divergence d'opinion avec son frère, l'autre pour s'être marié sans le consentement du premier consul. — Les grands dignitaires étaient : le grand-électeur, l'archi-chancelier de l'empire, l'archi-chancelier d'état, l'archi-trésorier, le grand-connétable, le grand-amiral : tous étaient inamovibles, membres du Sénat et du Conseil d'état. — Les grands officiers de l'empire étaient : seize maréchaux, huit inspecteurs colonels-généraux, outre des officiers civils, dont la nomination appartenait à l'empereur. — L'empereur présidait le Sénat et le Conseil d'état. — Dans le Sénat, il y aurait deux commissions permanentes de la liberté individuelle et de la liberté de la presse. — L'empereur nommait les présidents du Sénat et du Corps législatif. — La justice se rendait en son nom. — Les candidats au Sénat et au Corps législatif étaient nommés au nombre de trois par les colléges électoraux ; l'empereur choisissait pour le Sénat, le Sénat pour le Corps législatif. — Une haute cour nationale jugerait les grands dignitaires et les crimes de lèse-majesté.

Le 18 mai, le Sénat porta en corps l'acte impérial au nouveau souverain, et quoiqu'il y manquât la sanction du peuple, il n'en proclama pas moins NAPOLÉON BONAPARTE EMPEREUR DES FRANÇAIS.

Le premier consul, qui cessait de l'être, répondit :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie « est essentiellement lié à mon bonheur. J'accepte le « titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. « *Je soumettrai à la sanction du peuple la loi de l'hérédité*. J'espère que la France ne se repentira jamais « des honneurs dont elle environne ma famille ; dans

« tous les cas, mon esprit ne sera plus avec ma pos-
« térité, le jour où elle cesserait de mériter l'amour
« et la confiance de la grande nation. »

Ainsi se consomma ce grand acte; ainsi prit fin cette République, genre de gouvernement aussi peu en harmonie avec notre caractère qu'avec nos habitudes, et qui ne s'établira jamais d'une manière stable sur le sol de la France, où près de deux mille ans ont tellement enraciné la monarchie, qu'elle ne peut en être extirpée. La République, née le 21 septembre 1792, déjà modifiée par la constitution de l'an III (1795), réduite à une vaine dénomination par celle de l'an VIII (1800), expira le 18 mai 1804.

De toutes parts arrivèrent des adhésions. Le conseil municipal de Paris et celui du département de la Seine, donnèrent l'exemple. Ceux de toutes les communes, de tous les départements, les imitèrent. Les cours, les tribunaux, les administrations, chaque régiment, la marine, le clergé même, votèrent pour l'empire. Plusieurs émigrés de marque, le cardinal Maury, furent les premiers à reconnaître l'empire et l'empereur.

Le consulat ainsi répudié, le second consul ne fut plus que *l'archi-chancelier de l'empire,* et Lebrun, troisième consul, devint *l'archi-trésorier.* Quant à Joseph et à Louis Bonaparte, ils reçurent, le premier, la charge de *grand-électeur*, et le second, celle de *connétable*, avec les titres d'altesses; quatorze généraux de division obtinrent le grade ou la dignité de *maréchal d'empire;* ce furent : Augereau, Bernadotte, Berthier, Bessières, Brune, Davoust, Jourdan, Lannes, Masséna, Moncey, Mortier, Murat, Ney et Soult. On accorda les honneurs du maréchalat à quatre

sénateurs : Kellermann, Lefèvre, Pérignon, Serrurier.

Les deux frères de Napoléon appelés à lui succéder, ses sœurs, ses beaux-frères (1), reçurent le titre d'altesses impériales. Sa mère, outre cette qualification, dut être appelée MADAME MÈRE (on sous-entendait DE L'EMPEREUR).

On distribua les charges de la couronne de la manière suivante : *Grand-aumônier*, le cardinal Fesch, oncle de Napoléon et frère de second lit de madame Lætitia Bonaparte, née comtesse de Ramolino; *grand-veneur*, Alexandre Berthier; *grand-maréchal* du palais, Duroc; *grand-écuyer*, de Caulaincourt; *grand-chambellan*, Talleyrand-Périgord; *grand-maître des cérémonies*, de Ségur; *surintendant de la maison impériale*, Fleurieu; *premier chambellan*, Rémusat; *premiers aumôniers*, l'évêque de Versailles, Charrier-Laroche; *seconds aumôniers*, les évêques de Poitiers (de Pradt) et de Digne (de Mons). Les premiers chambellans furent : D'Arberg, A. de Talleyrand, Laturbie, de Brigode, de Viry, de Thiars, Garnier-Laboissière, Hédouville, de Croy, Merci-Argentan, Zuidwick, de Tournon, de Bondy; *gouverneurs des palais impériaux*, les généraux de division Caffarelli (Tuileries), Dessolles (Versailles), Loison (Saint-Cloud), Gudin (Fontainebleau), Suchet (Laken), M. de Luzerne (Stupini);

---

(1) Élisa Bonaparte avait épousé, le 5 mai 1797, avant l'élévation de sa famille, le comte Félix Bacchiochi, d'une maison d'ancienne noblesse. Pauline, mariée d'abord au général Leclerc, l'ayant perdu en 1802, se remaria en 1804 au prince Aldobrandini Borghèse. Marianne-Caroline, la troisième sœur, épousa Joachim Murat, gouverneur-général de Paris, maréchal d'empire, grand-amiral, grand-duc de Berg et de Clèves, roi de Naples.

préfèts du palais, de Luçai (*le premier*), de Beausset, Saint-Didier; *écuyers cavalcadours*, les colonels Defrance, Lefèvre, Vattier, Durosnel; *écuyers ordinaires*, de Canisy, de Villoutreys (1); *premier médecin*, Corvisart; *médecin ordinaire*, Hallé; *premier chirurgien*, Boyer; *chirurgien ordinaire*, Yvan; *trésorier-général de la couronne*, Esteac (2).

La première composition de la maison de l'impératrice Joséphine eut lieu comme il suit: *Premier aumônier*, le prince Ferdinand de Rohan, ex-archevêque de Bordeaux et de Cambray; *dame d'honneur*, madame de Larochefoucauld; *dame d'atours*, madame de Lavalette; *dames du palais*, mesdames de Luçay, Rémusat, Thalouet, Lauriston, Ney, de Darberg, Lannes, Duchatel, de Serrant, de Colbert, Savary, Octave de Ségur, de Turenne, de Montalivet, de Bonillé, de

---

(1) Les premiers pages furent: MM. Galz de Malvirade, Pys, de Barral, de Balincourt, de Beaufranchet, Bonnaillé, Boudard, Dufaut, de Vienne, Hatry, de Lauriston, Lemercier, de Montgenet, Najac, Taintignies, Masséna, Corvisart, Castille, Lépinay, Friant, Villeminot, Houdetot, Moncey, de Beaumont, Duval, Labarthe de Thermes, Colin-Quévrechin, de Xaintrailles, de Pontalba, Chaban, Oudinot, Victor, Debilly, Legrand, Marescot, Rigon, Montchoisy.

Le général Gardannes, *gouverneur*; le colonel d'Assigny, *sous-gouverneur*; l'abbé Gaudon, *aumônier et sous-gouverneur*.

(2) La maison militaire de Napoléon comprenait: *Colonels-généraux de la maison militaire*: les marechaux Davoust, Soult, Bessières, Mortier; *aides de camp*: Junot, Caffarelli (Auguste), Lauriston, Savary, Lemarrois, Rapp, Mouton, Bertrand, Lebrun; *grenadiers à pied*: Hullin, d'Orsenne; *chasseurs à pied*: Soulès, Gudin; *grenadiers à cheval*: Ordener, Lepic, Chastel; *chasseurs à cheval*: Eugène de Beauharnais, Dalhmann, Guyot; *artillerie*: Guérin; *gendarmerie d'élite*: Savary, Jacquin.

Vaux, Marescot; *premier chambellan*, le général Nansouty; *chambellan introducteur* des ambassadeurs, de Beaumont; *chambellans ordinaires*, d'Aubusson, de Lafeuillade, de Galard, de Béarn, Courtomer; de Graves, *secrétaire des commandements.*

Les princesses sœurs eurent aussi leurs maisons; celles de leur mère et de leurs frères ne furent pas aussi promptement instituées.

L'effigie du nouvel empereur apparut sur l'étoile de la Légion-d'Honneur; des nominations nombreuses furent faites dans cet ordre, afin d'augmenter l'éclat de la jeune cour, en attendant que la noblesse reparût : ce qui n'eut lieu que quatre années après.

Un écusson blasonné devint le signe muet de l'empire ; c'était un champ d'azur à aigle d'or aux ailes déployées, armé de la foudre; la couronne impériale à huit branches, portant le globe surmonté de la croix, sommait l'écu entouré du grand collier de la Légion-d'Honneur, derrière lequel étaient passés en sautoir le sceptre et la main de justice, le tout enveloppé du manteau impérial violet, semé d'abeilles d'or. Il y manquait cependant la devise, le cri de guerre, les supports, car le temps n'avait encore rien consacré. Cette composition héraldique se trouvait sur l'un des côtés du sceau de l'état, et sur l'autre on voyait Napoléon en grand costume impérial, assis sur son trône à sept marches.

En même temps que le général Bonaparte échangeait le chapeau militaire contre la couronne impériale, il faisait l'aveu que de nouvelles précautions pour défendre sa personne devenaient nécessaires; car il rétablit le ministère de la police, dont il investit le sénateur Fouché, celui-là même qui lui avait indiqué le meurtre du duc d'Enghien comme le moyen le meil-

leur de prouver à tous les Français jacobins ou royalistes, disposés à se rapprocher de sa personne, qu'il ne traiterait jamais avec les Bourbons.

Ainsi Fouché rentrait à la direction des affaires, où, non moins heureux que lui, Talleyrand se maintenait; car le premier consul, n'ayant pu se passer de ses talents supérieurs, lui avait rendu, le 22 novembre 1799, le ministère des affaires étrangères douze jours après la chute du Directoire. Il y eut sous les ordres de Fouché quatre conseillers d'état (Réal, Miot, Dubois, et Pelet de la Lozère) chargés de se partager la police générale.

Une fête solennelle, dédiée à la Légion-d'Honneur, eut lieu dans l'église des Invalides le 14 juillet; par là on détournait le souvenir de cette journée où l'anarchie triompha de la royauté. Le cardinal Caprara, légat du saint-siége, officia; l'impératrice s'y rendit avec la famille impériale dans une voiture à huit chevaux, où brillait la pourpre souveraine. Autour d'elle, pour la première fois, on vit fonctionner les chambellans, les écuyers, les pages, les dames du palais, etc. L'empereur arriva escorté des maréchaux, des grands dignitaires, des grands officiers de l'empire et de la couronne. Du haut de son trône, il conféra la décoration de la Légion-d'Honneur aux braves qui la méritaient. Murat et Masséna lui présentèrent les croix dans les casques de Duguesclin et de Bayard. On annonça que le couronnement aurait lieu à Notre-Dame de Paris, le 2 décembre de cette année.

Peu après, et tandis que les puissances de l'Europe, à l'exception de la Russie, de la Suède et de l'Angleterre, reconnaissaient officiellement Napoléon en sa qualité d'empereur des Français, Louis XVIII, digne

et ferme gardien des droits imprescriptibles de sa famille, protestait contre cette usurpation éclatante. Nous nous appesantirons davantage sur ce fait lorsque nous rappellerons dans le même cadre la vie aventureuse et héroïque de ce grand monarque pendant son exil.

Bonaparte, que cette démarche éclatante irrita, s'en consola en recueillant les hommages de ses nouveaux sujets du nord de son empire. Plusieurs fois il visita Boulogne, son port, et l'armée qu'il y réunissait, les camps de Saint-Omer et de Hollande; il se montra dans les villes de Calais, de Dunkerque, d'Ostende, de Bruxelles, de Coblentz, d'Aix-la-Chapelle et de Mayence. Les hommages se multipliaient autour de lui, et dès qu'il approchait d'une frontière, les princes voisins, ceux même qui étaient plus éloignés, venaient apporter à ses genoux leur respect présent et leurs inquiétudes sur l'avenir. Tout semblait se réunir pour consolider le nouveau trône; il eut jusqu'au suffrage public du célèbre, du vertueux Cazalès, heureux de voir la monarchie relevée avec tant de gloire, en attendant que le maître légitime y pût être rappelé.

Mais ni les conspirations, ni son élévation à l'empire, ni les mille travaux qu'il fait marcher de front, ne peuvent distraire Napoléon Bonaparte du projet qu'il avait formé d'exécuter une descente en Angleterre. Il parcourt en personne les côtes, détermine les points à occuper, ceux où les troupes doivent stationner, les ports où elles s'embarqueront. Six camps sont établis; ils contiennent deux cent mille hommes, dont les trois quarts porteront les armes; les plus braves, les plus habiles de ses généraux,

Ney, Soult, Davoust, Victor, Murat, Masséna, etc., les commanderont. Il organise, dirige et réunit les escadres, les flottilles fournies par la France, l'Espagne, la Belgique, la Hollande. Toujours occupé, toujours infatigable, il travaille sans relâche avec ses ministres, avec l'administration de la guerre, de la marine, de l'intérieur, des finances; avec les amiraux, les généraux, etc. Sa correspondance étonne, confond, effraie; il a tout vu, tout approuvé, tout jugé; l'imagination reste au-dessous d'une telle perspicacité. Il indique le nombre des vaisseaux qui peuvent être construits dans chaque port, et les moyens de les construire; il sait d'où l'on peut tirer les bois, les chanvres, le fer, les toiles, le goudron, etc. Il veut connaître jusqu'aux hommes que l'on emploiera à ces travaux.

Il conclut avec l'Espagne un traité secret, pour en avoir des hommes et des navires; il fera armer vingt-neuf vaisseaux à Cadix, à Carthagène, au Ferrol, pour manœuvrer de concert avec l'escadre française stationnée dans ce dernier port; il dispose avec mystère quatre expéditions : la première, contre Surinam, Démérari, Essequebo; la seconde, contre Sainte-Lucie et la Dominique; la troisième, contre l'Irlande; et la dernière enfin destinée à s'emparer de Sainte-Hélène.... de Sainte-Hélène! Ah! grand homme, si la Providence eût tout à coup déchiré le voile qui te cachait l'avenir! si tu avais vu.... *O altitudo!!!* Il fixe le nombre de combattants à envoyer sur ces points, il marque les lieux où il croit utile d'aborder, calcule les mouvements des flottes anglaises, règle ses plans sur ces mouvements présumés, et compte sur la réussite, si tout ce que son génie a marqué reçoit son

exécution des mains de la fidélité et de l'intelligence.

Tel se montrait cet ennemi terrible, infatigable de l'Angleterre. Les Anglais affectaient de rire de ces grands préparatifs, et pourtant ils calculaient combien de fois leur île avait été envahie. La fortune ne les secondait pas dans leurs tentatives contre ces flottilles menaçantes. Toute l'année 1804 fut employée par eux en attaques infructueuses contre Calais, Fécamp, Boulogne; trois fois Le Havre fut bombardé inutilement; les brûlots lancés furent consumés sans causer aucun dommage : ces combats familiarisaient notre armée de terre avec les combats de mer, et l'on vit de l'infanterie, placée sur de frêles embarcations, commandée par les capitaines Pévrieux et Saint-Ouen, poursuivre des frégates anglaises et monter à l'abordage la baïonnette au bout du fusil, comme s'ils eussent attaqué des citadelles.

La Normandie, la France, l'Europe, se ressouviennent de l'imposante cérémonie de l'échange des drapeaux de la République contre les aigles de l'empire, qui eut lieu à Boulogne le 15 août. Près de la tour de César s'élevait un trône, dont le siége était le royal et antique fauteuil de Dagobert. Le pavillon qui le couvrait était formé des drapeaux enlevés à l'Autriche, au Piémont, à la Prusse, à la Russie, à l'Angleterre, à l'Espagne, à Naples, à l'Allemagne, au Grand-Turc, aux Arabes; derrière le trône, en manière de fantôme, apparaissait l'armure équestre des électeurs de Hanovre. Tout autour s'étendait un vaste amphithéâtre de collines, dentelées du côté de l'Océan, qui se déroulait dans toute sa majesté, et que chargeaient nos innombrables embarcations. Quatre-vingt mille soldats de toutes armes représentaient les armées de terre,

et tout près de là, sur les flots, les corps de la marine militaire se montraient aussi. Les régiments formaient des rayons immenses, dont le trône était le centre; soixante mille spectateurs garnissaient le fond de la vallée et la croupe des collines voisines; des salves d'artillerie tonnaient sur tous les points. A midi, Napoléon, la couronne de lauriers d'or sur la tête, le sceptre à la main, s'assit sur le trône qui avait été préparé; ses frères, ses généraux, l'environnaient. Ce fut le moment de l'échange des étendards, et d'une distribution de croix qui étaient renfermées dans les casques ou placées sur les boucliers du héros breton, connétable de France, et du bon chevalier *sans peur et sans reproche*. La fête fut complète; des flottilles, parties du Havre et de Hollande, entrèrent dans la rade, et firent taire le canon anglais. Le soir venu, le tonnerre gronda, la tempête mugit : était-ce un sinistre présage pour le jeune empire?

L'amiral Keith, au mois d'octobre (le 2), chercha encore à incendier la flotte de Boulogne; il lança douze brûlots, qu'il fit soutenir par une forte armée navale. Il ne retira que de la honte d'une entreprise si chèrement exécutée.

Mais ce n'était pas avec des vaisseaux qu'il fallait combattre Bonaparte! des coalitions nouvelles seraient bien plus utiles, et le cabinet de Londres en négocia une troisième avec la Russie, la Prusse et l'Autriche. Le premier éveil en vint à Napoléon lorsqu'il apprit que l'empereur d'Allemagne avait, le 11 août, formé un empire d'Autriche, composé de ses états héréditaires et indépendant de celui d'Allemagne, autrement dit *le saint empire romain*. Sans doute, pensa-t-on dans notre cabinet, l'incertitude des combats, et mieux

encore notre influence, lui font craindre que l'empire de Charlemagne ne lui soit enlevé. Napoléon le devina, le suivit de son œil d'aigle, et ses mesures immenses marchèrent en même temps que les préparatifs pour son sacre.

Cette auguste cérémonie allait avoir lieu. Déjà des papes venus en France avaient sacré nos monarques (1) : Charlemagne et ses successeurs, jusqu'à Charles-Quint, l'avaient été à Rome. Napoléon se crut digne, autant que Pépin et Louis II, de recevoir l'onction royale des mains du vicaire de Dieu. En conséquence, il invita Pie VII, au nom du bien que lui, Napoléon, avait fait à l'Église, de venir le sacrer à Paris. Le pape hésitait; le cardinal Fesch, ambassadeur de son neveu, promit au saint-père que de cette démarche paternelle résulteraient de si grands avan-

---

(1) Le premier pape venu en France est Étienne III, le 6 janvier 754; et le 28 juillet suivant, il renouvela, dans l'église de Saint-Denis, le sacre de Pépin, déjà sacré quatre ans auparavant par saint Boniface, archevêque de Mayence. Le saint-père donna aussi l'onction sacrée à Charles, depuis Charlemagne, et à Carloman, fils du roi de France.

Léon III vint joindre Charlemagne à Paderborn en 799; il le sacra empereur d'Occident à Rome en 800. Léon III, en 808, vint voir l'empereur à Compiègne.

En 816, Étienne IV vint à Reims couronner l'empereur Louis-le-Débonnaire et l'impératrice Ermengarde.

Jean VIII sacra en 878, à Troyes, le roi Louis II, couronné à Compiègne deux ans auparavant par Hincmar, archevêque de Reims.

Innocent II, en 1131, sacra Louis-le-Jeune à Reims; plus de quatre cents évêques assistèrent à cette solennité.

Les papes Léon IX en 1049, Urbain III en 1095, Eugène III en 1147, Alexandre III en 1162, vinrent aussi en France, ainsi qu'Innocent IV en 1245, etc., etc.

tages pour la catholicité, que le chef visible de l'Église (1) ne put plus longtemps s'y refuser.

Pie VII quitta Rome le 2 novembre avec une suite nombreuse : on y remarquait les cardinaux Cazelli, di Pietro, Antonelli, Spina, Borgia, qui mourut à Lyon; quatre archevêques, plusieurs évêques, des prélats, etc., en tout quatre-vingt-six personnes de tout rang. Auguste Caffarelli, aide de camp de l'empereur, dut aller en Italie à la rencontre du saint-père; le sénateur de Viry se porta au-devant de lui jusqu'en Piémont. Rien n'égala les soins et les attentions dont l'empereur environna sa sainte et vénérable personne : routes rétablies, barrières placées dans les endroits périlleux, des voitures, des chaises à porteur, pour traverser, monter et descendre les montagnes, rien ne fut oublié partout où il y avait la moindre crainte apparente. Le cardinal Cambacérès, le sénateur général d'Aboville, M. de Salmatoris, maître des cérémonies, reçurent à la frontière le saint-père, pour qui les honneurs militaires furent presque les mêmes que pour l'empereur.

---

(1) La religion catholique ne se perpétue que par la foi et l'unité; elle n'a sur terre qu'un seul chef, le pape. Les conciles œcuméniques sont sans doute bien respectables, mais l'autorité du pape leur est supérieure. Le souverain pontife, comme successeur de saint Pierre, n'a sur terre aucun pouvoir temporel ou spirituel qui lui soit supérieur, et tous relèvent de lui, au moins spirituellement. Tout ce qui touche au dogme ne peut être expliqué que par lui. Les libertés de l'Église gallicane ne concernent que des points de discipline; comme citoyen, on doit les respecter; comme catholique, elles n'existent pas. Le pape, étant le seul vicaire de Dieu, réunit à ce titre tous les pouvoirs. J'ai cru cette note nécessaire, à une époque où la philosophie et les hérésies égarent tant de jeunes gens. L. L. L.

Les populations accouraient de toutes parts; les routes étaient garnies de fidèles conduits par leurs curés, tous à genoux, tous demandant la bénédiction apostolique, et prouvant au saint-père que la religion et la foi n'avaient pas péri en France; que les catholiques, sans s'inquiéter des prétendues libertés de notre Église, ne voulaient reconnaître ici-bas d'autre pouvoir spirituel que le sien; car sans cette soumission, le schisme et l'hérésie tardent peu à égarer les aveugles ou les superbes, qui meurent dans l'impénitence, sous la réserve absurde et coupable de l'appel au futur concile, acte patent de rébellion envers le successeur de saint Pierre, à qui seul Dieu a donné le pouvoir de lier et de délier. Ses bulles sont donc des lois absolues pour lesquelles il n'y a, de tout point pour être sauvé, que le respect, la croyance, et la soumission.

Ce fut à Fontainebleau que l'empereur rencontra le pape. La première entrevue eut lieu dans la forêt, le 25 novembre.

La veille du sacre, le Sénat présenta à l'empereur le résultat des votes sur la question affirmative ou négative de l'empire et de ses conséquences. Trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit citoyens avaient approuvé le décret du Sénat; deux mille cinq cent soixante-neuf votes l'avaient repoussé; il y avait encore à ajouter, pour le consentement, quatre cent mille votes de l'armée de terre, et cinquante mille de celle de mer, ce qui portait le nombre des acceptants à celui de quatre millions vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-dix-huit.

C'était toute la majorité qu'on pouvait espérer, et elle

était véritable, car il fallait distraire, sur trente-quatre millions de Français, dix-sept millions d'individus du sexe féminin : sur les dix-sept millions restants, la moitié se composait d'hommes au-dessous de vingt-un ans, et qui par conséquent ne votèrent point. Donc, sur les huit millions effectifs, si on retranche encore les Italiens de Parme et du Piémont, dont très-peu votèrent, et la masse des gens illettrés, on s'étonnera de ce nombre de plus de quatre millions. L'affection, la peur, l'intérêt, l'indifférence même, amenèrent ce résultat, tandis qu'en réalité, si la France eût été libre, elle eût probablement redemandé les Bourbons. J'ajouterai que le chiffre du vote des colonies n'était pas encore connu.

D'immenses préparatifs avaient été faits pour le couronnement à Notre-Dame, où l'empereur venait d'envoyer comme le cadeau le plus précieux (et certes il avait bien raison !) la sainte et sacrée couronne d'épines, un fragment de la vraie croix, une parcelle d'un des clous de la Passion, etc., avec des ornements admirables et une garniture d'autel du plus grand prix.

Le sceptre impérial, long de six pieds, était d'argent, et enlacé d'un serpent d'or; sur le globe du haut posait la statue assise de Charlemagne. La main de justice avait la forme d'un bâton d'or de trois pieds environ, ayant au bout une main ouverte d'ivoire. La grande couronne avait huit branches chargées de diamants, et sommées d'un monde croiseté; quatre branches imitaient des feuilles de laurier et quatre d'olivier; le tour de la couronne resplendissait du feu des diamants et de celui de huit superbes émeraudes. L'autre couronne, plus légère, était un diadème ou

guirlande de deux branches de chêne et d'olivier en or; des émeraudes, des rubis et des diamants formaient les glands et les olives.

Le manteau impérial était de velours amarante, de quatre aunes de hauteur sur huit de largeur, et semé d'abeilles d'or; autour régnait une large broderie en or, aussi précieuse par le travail que par la matière; de distance en distance, il y avait des couronnes de laurier avec son fruit, et d'épis de blé entrelacés, qui étaient également en or; les baies de laurier étaient des rubis, renfermant un soleil d'argent, ayant au centre une N d'or bouillonné; le manteau et le collet étaient doublés d'hermine, qui débordait de quatre pouces la broderie. Le manteau n'avait qu'une manche dont la forme était celle des dalmatiques; l'autre manche était remplacée par une échancrure que retroussait une agrafe de diamant; par-dessous, il y avait une tunique de soie blanche richement brodée en or; enfin, un rabat de point, une écharpe couverte de pierreries, destinée à soutenir l'épée, dont le fourreau était de velours blanc brodé, des bottines de velours vert, des gants blancs brodés en argent, complétaient la parure impériale. Celle de l'impératrice Joséphine ne différait que par de légers changements (1).

Le dimanche, 2 décembre, fut choisi pour le jour

(1) Joséphine ne fut pas sacrée. Son diadème était à trois rangs de perles, et couvert de diamants. Elle avait une couronne fermée, plus légère que celle de Napoléon, mais ni sceptre ni main de justice. Ses belles-sœurs, la veille encore, ne voulaient pas porter son manteau; ce ne fut qu'après une scène violente que leur frère les y décida; elles pleuraient en entrant dans l'église.

du sacre. Le temps était froid et gris, mais sans pluie. Le pape arriva le premier à Notre-Dame à neuf heures du matin. Le maréchal Serrurier portait, sur un coussin, l'anneau de l'impératrice; le maréchal Murat, la couronne de Joséphine; et le maréchal Moncey, le manteau dans une corbeille. Les sœurs de l'empereur et leurs belles-sœurs, mesdames Joseph et Louis, soutenaient le manteau de leur souveraine; le maréchal Kellermann portait la couronne de Charlemagne, Pérignon le sceptre de ce héros, et Lefèvre son épée; le maréchal Bernadotte était chargé du collier de la Légion-d'Honneur; Eugène Beauharnais, colonel-général, de l'anneau de l'empereur; le maréchal Berthier, du globe impérial; M. de Talleyrand, de la corbeille du manteau.

La cérémonie fut imposante; le pape sacra Napoléon, et celui-ci, allant prendre la couronne sur l'autel, où le saint-père l'avait bénie et consacrée, se l'ajusta lui-même sur la tête, sans souffrir qu'aucun la touchât; bien différent des rois de France, qui faisaient soutenir la leur par les douze pairs. L'empereur ensuite couronna Joséphine; leur mariage religieux avait tout nouvellement précédé le sacre, le pape l'ayant exigé impérieusement.

Revêtu de tous ses insignes, l'empereur, accompagné de l'impératrice, de ses frères, des grands dignitaires, grands-officiers, ministres, etc., monta sur le trône, où Pie VII, l'ayant baisé à la joue, l'intronisa en criant le premier : *vivat imperator in æternum!* L'empereur prêta ainsi le serment constitutionnel : « *Je jure de* « *maintenir l'intégrité du territoire de la République,* « *de respecter et de faire respecter la liberté des cultes et* « *les lois du concordat, de respecter et de faire respecter*

« *l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irré-* « *vocabilité de la vente des biens nationaux; de ne lever* « *aucun impôt, de n'établir aucune taxe, qu'en vertu de* « *la loi; de maintenir l'institution de la Légion-d'Hon-* « *neur; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du* « *bonheur et de la gloire du peuple français.* »

Les présidents du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat, lui présentèrent ce serment écrit, et ce fut en tenant une main sur les saints évangiles qu'il le prêta. Alors le roi des hérauts d'armes, M. Duverdier, s'écria par trois fois : *Le très-glorieux et très-auguste empereur des Français, Napoléon premier, est couronné et intronisé; vive l'empereur!*

Des cris, des applaudissements frénétiques, répondirent à cette annonce. La cérémonie continua, et, lorsqu'elle fut terminée, ceux qui avaient conservé des médailles de la République française les déposèrent en souvenir à côté de celles déjà oubliées de la royauté et de Rome.

Une autre cérémonie, toute militaire, eut lieu le surlendemain au Champ-de-Mars; l'armée y intronisa son chef. Le peintre David a augmenté l'éclat de ces deux journées en les transportant sur une toile où son génie a perpétué leur existence.

Le 15 janvier de cette année, le Corps législatif adopta le nouveau Code civil, l'un des ouvrages les plus importants du règne de Napoléon. Le 9 et le 14 février, on ouvrit une route entre Grenoble et Briançon, et une autre entre Maëstricht et Tongres. Le 6 mars, M. Pons, astronome, découvrit de l'observatoire de Marseille une comète. Le 13 mars, un décret institua des écoles de droit à Paris, Dijon, Turin, Grenoble, Aix, Toulouse, Poitiers, Caen, Bruxelles,

Rennes, Coblentz et Strasbourg. Le 26, une loi organisa les droits-réunis. Le 2 avril, des chambres consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers, furent établies dans diverses villes de France. Le 4 avril, eut lieu à Paris la formation de la société pour *la propagation de la vaccine.* Parmi les membres, on cite Delaplace, de Lacépède, de Fontanes, Fourcroy, Berthollet, Chaptal, Corvisart, Coulon, Husson, Huzard, Teissier, Cuvier, Delambre, de Lasteyrie, etc. Le 20, le grand-juge présenta à l'empereur l'exemplaire original du *Code civil*, marqué du sceau de l'état. — Le 6 juin fut signalé par la belle *découverte pour la désinfection de l'air*, due à Guyton de Morveaux. — Le 10 du même mois, parut la défense d'inhumer dans les églises et l'enceinte des villes; il y avait exception pour les évêques, les curés, les hommes illustres portés au Panthéon, et pour les membres de la famille impériale, à la sépulture desquels Saint-Denis était affecté, etc. Le 6 juillet, le théâtre Italien, fermé depuis la révolution, est rouvert. Le 13 du même mois, un décret ordonne que les monts-de-piété seront administrés au profit des pauvres; et le 16, l'organisation *définitive* de l'École Polytechnique est déterminée.

Un autre décret du 25 août règle le service des ponts-et-chaussées. Le 11 septembre, l'empereur ordonne que tous les dix ans, au jour anniversaire du 18 brumaire, les ouvrages de science, de littérature, d'arts, les inventions utiles, les établissements consacrés aux progrès de l'agriculture, de l'industrie nationale, concourront pour des prix de haute valeur, qui, d'après le jugement de l'Institut, seront décernés par l'empereur lui-même avec une solennité dont il règlera les détails.

Le 3 décembre, l'Angleterre signe un traité de subsides avec Gustave IV, roi de Suède, qui s'engage à agir contre la France. Le 12, l'Espagne déclare la guerre à Georges III, et resserre son alliance avec nous. Dans le même temps, et sous le prétexte de former en Italie et en Allemagne des cordons sanitaires contre la fièvre jaune qui désole l'Espagne, l'empereur d'Autriche augmente son armée.

CHAPITRE XI.

Discours de Napoléon à la séance d'ouverture du Corps législatif. — Une troisième coalition se forme. — Lettre de Napoléon au roi d'Angleterre, qui ne répond pas. — Napoléon devient roi d'Italie au refus de son frère Joseph. — Il réunit divers pays à la France. — Détails maritimes. — Belles campagnes du vice-amiral Missiessy et du contre-amiral Linois. — L'amiral Villeneuve. — Il sort de Toulon. — Le pape offre en vain sa médiation de paix. — Il quitte Paris mécontent. — L'Autriche menace Napoléon. — L'armée française. — L'armée austro-russe. — Ouverture de la campagne. — Proclamation. — Premières victoires. — Le général Mack. — Détails militaires. — Capitulation d'Ulm. — Mot de Napoléon. — Son entrée à Vienne. — Campagne de Masséna en Italie. — Il bat les archiducs. — Il vient à Vienne. — Les Français en Moravie. — Préludes et bataille d'Austerlitz. — L'empereur François demande la paix. — Napoléon laisse fuir les Russes. — Les Prussiens. — Traité de Presbourg. — Bataille navale de Trafalgar. — Mort de Nelson, de Gravina, de Villeneuve. — Institutions, travaux, politique, littérature. — Divers événements survenus en 1805.

Jusqu'à l'époque de son couronnement, Napoléon n'avait pas fait en personne l'ouverture du Corps législatif : le ministre de l'intérieur avait été chargé de ce soin. Mais lorsqu'il fut devenu souverain d'un état dont il n'avait été que le premier magistrat, il voulut se montrer aux sénateurs, aux tribuns, aux députés, dans tout l'éclat de sa puissance, et du haut du trône qui remplaçait le fauteuil du président, il parla en ces termes :

« Messieurs les députés des départements au Corps « législatif, messieurs les tribuns et les membres de « mon Conseil d'état, je viens présider à l'ouverture « de votre session; c'est un caractère plus imposant « et plus auguste que je viens imprimer à vos travaux. « Princes, magistrats, soldats, citoyens, nous n'avons

« tous dans notre carrière qu'un seul but : l'intérêt « de la patrie. Si ce trône, sur lequel la Providence « et la volonté de la nation m'ont fait monter, est cher « à mes yeux, c'est parce que seul il peut défendre et « conserver les intérêts les plus sacrés du peuple fran- « çais. Sans un gouvernement fort et paternel, la « France aurait à craindre le retour des maux qu'elle « a soufferts. La faiblesse du pouvoir suprême est la « plus affreuse calamité pour les peuples. Soldat ou « premier consul, je n'ai eu qu'une pensée ; empereur, « je n'en ai point d'autre : les prospérités de la France. « J'ai été assez heureux pour l'illustrer par des vic- « toires, pour la consolider par des traités, pour « l'arracher aux discordes civiles, et y préparer la « renaissance des mœurs, de la société et de la reli- « gion. Si la mort ne me surprend pas au milieu de « mes travaux, j'espère laisser à la postérité un sou- « venir qui serve à jamais d'exemple ou de reproche « à mes successeurs.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera l'exposé de « la situation de l'empire ; les orateurs de mon Con- « seil d'état vous présenteront les différents besoins « de la législation..... Quelque étendus qu'aient été « les préparatifs qu'a nécessités la guerre dans laquelle « nous sommes engagés, je ne demanderai à mon « peuple aucun nouveau sacrifice. Il m'aurait été « doux, à une époque aussi solennelle, de voir « la paix régner sur le monde ; mais les principes « politiques de nos ennemis.... en font assez connaître « les difficultés. *Je ne veux pas accroître le territoire* « *de la France*, mais en maintenir l'intégrité. Je n'ai « pas l'ambition d'exercer en Europe une plus grande « influence, mais je ne veux pas déchoir de celle

« que j'ai acquise. *Aucun état ne sera incorporé à l'em-*
« *pire* (1), mais je ne sacrifierai pas mes droits ni les
« liens qui m'attachent aux états que j'ai créés.

« En me décernant la couronne, *mon peuple* a pris
« l'engagement de faire tous les efforts que réquer-
« raient les circonstances pour lui conserver cet éclat,
« nécessaire à sa gloire comme à la mienne. »

L'empereur avait besoin de tenir un tel langage; il lui importait de s'attacher la nation au moment où une guerre nouvelle, où une autre coalition devenaient imminentes. L'Angleterre, malgré ses préparatifs formidables de résistance contre la descente dont elle était menacée, la redoutait et en voyait le péril. Pour la retarder, pour éloigner de la rive française, d'où elle menaçait la sienne, cette armée qui s'augmentait chaque jour, elle imagina de former une alliance avec les puissances ennemies de Napoléon et de notre grandeur. Le succès couronna trop bien ses efforts. Dès la fin de 1804, un traité avait uni la Suède à l'Angleterre, et Sélim III, empereur de Turquie, avait refusé de reconnaître la dignité impériale dans Napoléon. Le maréchal Brune, notre ambassadeur près la Porte Ottomane, dut quitter Constantinople, comme déjà le général Hédouville avait abandonné Saint-Pétersbourg, où l'empereur Alexandre conclut une alliance avec le cabinet de Londres le 8 avril 1805. En

(1) Après cette assurance solennelle, Napoléon étendit successivement sa domination sur le duché de Parme et de Plaisance, la république de Gênes, la Toscane, Rome, le royaume de Naples, toute l'Espagne, le grand-duché de Berg et de Clèves, la Hollande, les villes hanséatiques, Raguse, les Sept-Iles, le Cattaro, la Dalmatie, l'Illyrie, l'Istrie, etc., etc.

même temps, des flottes russes, sorties de la Baltique et de la mer Noire, s'emparaient des Sept-Iles, dans l'Adriatique, et paraissaient prêtes à jeter de là sur l'Italie les vieux soldats de Souvarow. Enfin, l'Autriche, gagnée également par l'Angleterre, faisait de grands préparatifs, dont le but n'était plus un secret.

Un mois après son sacre, et au début de la nouvelle année, Napoléon, que n'avait pas rebuté l'inutilité de sa première tentative, lorsque, premier consul, il avait proposé lui-même la paix à Georges III, essaya une nouvelle démarche, et, le 2 janvier 1805, il lui adressa la lettre suivante :

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France « par la Providence et par les suffrages du Sénat, du « peuple et de l'armée, mon premier sentiment est « un vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur « prospérité; elles peuvent lutter pendant des siècles, « mais leurs gouvernements rempliront-ils bien le plus « sacré de leurs devoirs? tant de sang versé inuti- « lement, et sans la perspective d'un but, ne les ac- « cuse-t-il pas dans leur propre conscience? Je n'at- « tache point de déshonneur à faire le premier pas; « j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne « crains aucune des chances de la guerre; elle ne « m'offre, d'ailleurs, rien que je puisse redouter. La « paix est le vœu de mon cœur, mais la guerre n'a « jamais été contraire à ma gloire........ Une coalition « ne fera qu'accroître la prépondérance et la gran- « deur continentale de la France.... Le monde est « assez grand pour que nos deux nations y puissent « vivre.... J'ai toutefois rempli un devoir saint et pré- « cieux à mon cœur. Que Votre Majesté croie à la sin-

« cérité des sentiments que je viens de lui exprimer,
« et à mon désir de lui en donner des preuves.

« NAPOLÉON. »

Une note diplomatique insignifiante fut la réponse du gouvernement anglais : on éludait la paix ; on voulait la guerre pour resserrer la France dans ses anciennes limites, but de toutes les guerres depuis 1793. Le 4 février, Napoléon communiqua au Sénat, aux législateurs, aux tribuns, et sa lettre et le rejet de la paix ; il rendit par cette démarche la guerre nationale. Déjà, avant cette époque et à la date du 12 janvier, un traité conclu entre la France et l'Espagne déterminait que cette dernière puissance mettrait à notre disposition une flotte de trente vaisseaux de ligne et cinq mille hommes de débarquement. M. de Norvins, dans son *Histoire de Napoléon*, dit que l'empereur, voulant effectuer sa descente, avait déjà réuni au Texel trente mille hommes commandés par Marmont, avec les bâtiments de transport nécessaires à Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne ; au Havre, des flottilles propres à porter cent mille hommes et vingt-cinq mille chevaux ; à Brest, vingt-un vaisseaux de ligne, et des transports pour un camp de vingt-cinq mille hommes ; à Rochefort, six vaisseaux, quatre frégates, avec quatre mille hommes de troupes ; à Toulon, onze vaisseaux, huit frégates, et neuf mille soldats, ce qui formait un total de cent quatre-vingt-treize mille combattants, soixante-neuf vaisseaux de ligne, et plus de deux cents bâtiments de guerre de moindre grandeur, les flottilles, les transports, etc.

Ce n'était donc pas comme suppliant que l'empereur proposait la paix ; en position de soutenir la guerre avec succès, il préférait l'olivier à la gloire.

Mais, d'une autre part, sa prise de possession d'un second royaume irritait ses ennemis et rendait plus difficile cette paix qu'il offrait; car, tout en disant au Corps législatif qu'il ne voulait pas agrandir la France, il posait sur son front la couronne de Lombardie, naguère république Cisalpine, qu'il changeait en royaume d'Italie.

Napoléon, président de cette république, avait offert au prince Joseph, son frère, de la transformer en un royaume dont il le ferait souverain; mais Joseph exigeait la radiation de l'article du traité par lequel la haute Italie devait payer annuellement trente millions à la France, chargée de la défendre avec trente mille soldats. L'empereur refusa, et prit lui-même le sceptre que son frère ne voulait posséder qu'en stipulant son indépendance.

Dans la république Cisalpine, comme en France, les pouvoirs législatifs demandèrent que la république devînt un royaume, et que Napoléon en fût le roi héréditaire. Ceci passa en loi, et le 18 mars l'empereur annonça au Sénat français qu'il acceptait la couronne du royaume d'Italie, aux conditions que le peuple italien y mettait. Le 26 mai, Napoléon fut sacré à Milan par le cardinal Caprara, archevêque de cette ville, et lui-même, comme en France, posant sur sa tête la célèbre couronne de fer des monarques lombards, dit d'une voix forte : *Dieu me la donne, gare à qui la touche!* Ces paroles restèrent la devise du grand ordre italien. Le 8 juin, Eugène Beauharnais fut nommé vice-roi du nouveau royaume.

Napoléon, oubliant ses promesses, réunit le 4 juin la république Ligurienne à la France. Ce jour, le doge Durazzo, dernier prince génois, l'archevêque

de Gênes, une députation du sénat, demandèrent au nom de leurs concitoyens cette réunion comme un bienfait. En passant à Marengo, il fit simuler par quarante mille hommes la fameuse bataille qu'il avait gagnée dans ce lieu-là, et que celle d'Austerlitz allait surpasser. Lors de ce voyage, la république de Lucques demanda à Napoléon un souverain; peu après, celui-ci nomma sa sœur Élisa, femme de Bacchiochi, princesse de Lucques. A la même époque, le duché de Parme fut plus solennellement réuni à la France.

Au milieu de tous ces soins si importants, Napoléon pensait à combattre l'Angleterre au moyen d'une entreprise gigantesque. Soixante vaisseaux de ligne français, et nombre de frégates, vingt-cinq vaisseaux espagnols de haut bord, iraient porter la guerre dans les mers de l'Inde, pour y attirer les flottes anglaises, tandis que les escadres de Boulogne effectueraient le débarquement.

Le contre-amiral Missiessy, commandant la station de Rochefort, partit avec six vaisseaux, trois frégates, trois mille hommes de débarquement, sous les ordres du général Lagrange, le 11 janvier : il arriva devant la Martinique le 21 février, traînant après lui de riches prises. De là, il fut ravager la Dominique, détruisit le fort du Roseau, désarma les milices, et ruina les établissements publics; il s'empara aussi des forts de l'île Saint-Christophe, leva d'énormes contributions, et, se ravitaillant de nouveau à la Martinique, alla porter des secours de toute espèce au brave et habile général Ferrand, qui, dans l'île d'Haïti, défendait la ville de Santo-Domingo contre Dessalines et ses nègres. Après quatre mois de succès brillants, Missiessy rentra dans la rade de Rochefort.

Linois, moins heureux, ayant débuté dans les mers de l'Inde par des coups hardis et fait beaucoup de mal aux Anglais, tomba nuitamment dans l'escadre de l'amiral Waren. La fortune abandonna le courage, et, après une résistance héroïque, il dut amener son pavillon.

Latouche-Tréville venait de mourir à Toulon. Le ministre de la marine, Decrès, désigna pour le remplacer le contre-amiral Villeneuve. C'était un homme d'honneur, mais incapable; esprit étroit, minutieux, rempli d'orgueil et d'ambition. Il fit un mal affreux à la marine, et on osa reprocher sa mort à Napoléon.

Le 15 janvier, Villeneuve quitta Toulon avec douze vaisseaux de ligne, dont quatre de quatre-vingts canons, six frégates, deux corvettes, plusieurs autres navires plus légers, et près de six mille hommes sous le commandement de Lauriston. Nelson lui était opposé! La tempête dispersa sa flotte; il dut rentrer, et le 30 mars il se remit en mer. Il vogua vers Carthagène, de là franchit le détroit, prit aux Anglais un vaisseau de soixante-quatorze et deux corvettes, fut rejoint à Cadix par l'amiral espagnol Gravina, bon marin, vaillant militaire, prudent et hardi, et courut vers les Antilles, obtenant des succès qui précédèrent de peu la catastrophe fatale qui coûta si cher à la France et à son alliée.

Plus les courses maritimes de nos flottes inquiétaient les Anglais, plus ils sollicitaient leurs alliés secrets de lever le masque. L'Autriche, armant à force, formait d'immenses magasins de munitions de toutes sortes. Déjà ses troupes se concentraient près de Vérone et sur les frontières bavaroises. L'Allemagne, agitée, pressentait qu'elle allait être encore le théâtre de la

guerre ; la Prusse, incertaine, se réservait de se joindre au vainqueur ; mais les électeurs de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, et le grand-duc de Bade, se rattachaient au système français.

Le pape, qui était encore à Paris, avait en vain élevé sa voix paternelle et conciliatrice ; il proposait sa médiation : elle fut repoussée. Chargé des présents somptueux de Napoléon, mécontent de n'avoir obtenu ni la restitution du comtat Venaissin, ni le rétablissement et la dotation des ordres monastiques, il quitta Paris le 5 avril, le cœur navré de son avenir, qu'il prévoyait aussi bien que celui de l'Europe.

La guerre, cependant, n'éclata pas sitôt. L'Autriche n'était point prête ; l'empereur, qu'elle croyait prendre au dépourvu, instruit de ses projets, avait renoncé momentanément à la descente en Angleterre, et deux cent mille hommes traversaient la France, sans bruit, sans éclat ; ils étaient en ligne sur le Rhin qu'on les croyait encore sur nos côtes de l'occident.

Jamais on ne vit armée plus belle, plus leste, plus brave. L'infanterie s'enorgueillissait de voir à sa tête, d'abord Napoléon, puis les maréchaux Bernadotte, Augereau, Davoust, Lannes, Ney, Soult, et le général Marmont ; la cavalerie était commandée par Murat, qui avait sous ses ordres Beaumont, Hautpoul, Klein, Nansouty, Walther, tous généraux éprouvés, gens de résolution et de science.

Masséna eut la direction des soixante mille soldats de l'armée d'Italie, que renforcèrent les vingt-cinq mille qui occupaient le royaume de Naples ; car un traité du 21 septembre, signé par Napoléon et Ferdinand III, assurait la stricte neutralité de ce dernier, qui s'engagea à ne recevoir ni flottes, ni troupes de

terre, ni généraux autrichiens, russes, anglais, etc. Gouvion Saint-Cyr conduisait ce renfort.

Ces précautions étaient sages. L'armée autrichienne, forte de plus de cent mille hommes sous la direction suprême de Mack et le commandement de l'archiduc Ferdinand, s'est concentrée au delà des défilés de la Forêt-Noire, où elle compte nous envelopper. Le général russe Kutusof amène par la Gallicie quarante-cinq mille Russes ou Polonais, et est suivi de deux autres corps aussi nombreux. L'archiduc Charles, avec cent mille combattants, a pris position sur l'Adige. L'archiduc Jean, suivi de trente mille fantassins ou cavaliers, occupe le Tyrol, pouvant ainsi aider l'une ou l'autre des deux grandes armées autrichiennes. Douze mille Russes débarqués à Corfou se réuniront à soixante mille Napolitains, car le roi de Naples, délivré des Français, se réunit à la coalition; des Russes, des Anglais, mêlés aux Suédois, et aux ordres de Gustave IV, occuperont le Hanovre; et si le roi de Prusse a réuni sous les ordres du feld-maréchal Mollendorff cent mille hommes, si lui-même s'est réservé le commandement de cinquante mille autres pour faire respecter sa neutralité, une armée russe d'égal nombre s'échelonne sur le Bug, soit pour inquiéter la Prusse dans le cas où elle pencherait vers Napoléon, soit pour la déterminer à entrer dans la coalition.

Nous n'avons à opposer à ces masses que deux cent trente-cinq mille soldats effectifs; mais Napoléon est à leur tête, et tant de héros les conduisent! L'empereur, ayant achevé ses préparatifs, se rend au Sénat le 23 septembre; il y fait connaître les actes hostiles de l'Autriche et la nécessité de les repousser. Il obtient la levée de quatre-vingt mille conscrits, la réorga-

nisation de la garde nationale en trois bancs, selon l'âge. Ces régiments s'appelleront des cohortes; leurs généraux seront les maréchaux Lefèvre et Kellerman, les généraux Rampon et d'Aboville : les deux premiers commanderont à Strasbourg et à Mayence. Deux corps d'observation veilleront à Boulogne; deux camps volants établis à Rennes, dans la Vendée, observeront la Bretagne, le Poitou, la Belgique et la Hollande, ayant pour chef militaire le prince Louis, connétable.

Le 24 septembre, l'empereur était à Paris. Le 29, arrivé à Strasbourg, il passait des régiments en revue. Tous les corps cheminaient; de fausses marches devaient tromper Mack et le cabinet de Vienne; on voulait leur faire croire que nous entrerions par la Forêt-Noire dans la Souabe, et que nous agirions sur la rive droite du Danube. A cette revue, Napoléon disait aux troupes, qu'il qualifiait du nom de *grande armée :*

« Soldats! la guerre de la troisième coalition est « commencée. L'armée autrichienne a passé l'Inn, « violé les traités, attaqué, chassé de sa capitale (Mu-« nich) notre allié (l'électeur de Bavière).... Vous « avez dû accourir à marches forcées à la défense de « nos frontières.

« Mais déjà vous avez passé le Rhin; nous ne nous « arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépen-« dance du corps germanique, secouru nos alliés, et « confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs.

« Nous ne ferons plus de paix sans garanties; notre « générosité ne trompera plus notre politique.

« Soldats! votre empereur est au milieu de vous, « vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple. S'il « est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma voix

« pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue « qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre.

« Mais, soldats, nous avons des marches forcées à « faire, des fatigues et des privations de toutes espèces « à endurer; quels que soient les obstacles qu'on nous « présentera, nous les vaincrons, et nous ne prendrons « de repos que nous n'ayons planté nos aigles sur le « territoire de l'ennemi. »

Sa présence était nécessaire. Le général Mack avait chassé l'électeur de sa capitale; il s'était fortifié sur l'Iller, à Memmingen, à Ulm. Cet homme était de ceux dont les talents sont inférieurs à leur réputation, et qui prouvent leur insuffisance quand l'heure d'agir est arrivée; on lui croyait de la capacité, il n'avait que de la jactance : hardi dans le succès, perdant la tête dans les revers, ne sachant ni commander ni exécuter. L'entreprise dont il était chargé l'épouvantait d'avance, et il était déjà vaincu lorsque tous peut-être le proclamaient victorieux.

La campagne commence. Napoléon pense à tourner les Autrichiens et à les séparer du Tyrol et des Russes. Les divers corps de son armée, au nombre de sept, manœuvrent dans ce dessein. Il appelle Bernadotte de Hanovre, Marmont de Hollande. Tous deux accourent, et pour rejoindre l'empereur à Norlingen et à Donawert, ils parcourent la principauté d'Anspach, province prussienne et neutre. Cette violation du territoire prussien irrite le roi Frédéric-Guillaume, et il est sur le point de nous déclarer la guerre. A Wertingen, Murat et Lannes remportent le 8 octobre une victoire complétée par Oudinot. Le 9, Ney, à Guntburg, met en déroute l'archiduc Ferdinand, et Soult s'empare d'Augsbourg. Le 12, le maréchal Bernadotte délivre

Munich en battant les Autrichiens. Soult, le 14, prend Memmingen et fait quatre mille prisonniers. Le même jour, Ney remporte la célèbre victoire d'Elchingen, dont le nom deviendra plus tard l'un de ses titres d'honneur. Six mille Autrichiens défendent le pont et la place; ils sont culbutés par le brave colonel Laplane, de Toulouse, qui se couvre de gloire à la tête du sixième de ligne, qui fut toujours célèbre par sa bravoure. Le 16, à Leginau, Murat met en déroute les Autrichiens et leur fait trois mille prisonniers; pareil nombre était tombé en notre pouvoir après la bataille d'Elchingen.

Tous ces combats partiels, toutes ces manœuvres hardies et savantes, remplissent le but de Napoléon. Le général Mack et son armée sont tenus renfermés dans Ulm, ainsi que l'archiduc Ferdinand. Ce prince, au désespoir, veut qu'on livre bataille; il l'ordonne : Mack lui montre des pleins pouvoirs qui le rendent indépendant de sa volonté. Le prince alors, prévoyant la capitulation prochaine, sort de la ville, se fait jour au travers de l'armée française, et parvient à s'échapper; mais Murat et Lannes lui enlèvent les douze mille hommes du corps de Werneck; plus loin, on lui prend toute son artillerie; finalement il échappe presque seul.

Au moment d'attaquer Mack et de détruire complétement sa belle armée, Napoléon, s'adressant à ses compagnons de guerre, leur dit :

« Soldats ! il y a un mois que nous étions campés « sur les bords de l'Océan, en face de l'Angleterre; « mais une ligue impie nous a forcés de courir sur le « Rhin. Il n'y a pas quinze jours que nous l'avons « passé. Les Alpes wurtembergeoises, le Necker, le « Danube, le Lech, barrières si célèbres de l'Alle-

« magne, n'ont pas retardé notre marche d'un jour, « d'une heure, d'un instant. L'indignation contre un « prince que nous avons deux fois laissé sur son trône, « quand il ne tenait qu'à nous de l'en précipiter, nous « a donné des ailes.

« Soldats! sans cette armée que nous avons devant « nous aujourd'hui, nous serions à Londres. Nous « eussions vengé six siècles d'outrages et rendu la « liberté aux mers. Souvenez-vous demain que vous « vous battez contre un allié de l'Angleterre, que vous « avez à vous venger d'un prince parjure. Il nous « croyait occupés ailleurs; qu'il apprenne, pour la « troisième et dernière fois, que nous savons être « partout où la patrie a des ennemis à combattre.

« Demain vous remporterez une victoire mille fois « plus éclatante que celle de Marengo. Les Autrichiens « sont aujourd'hui dans la même situation où se trou- « vait Melas; mais s'emparer de cette place, faire « l'ennemi prisonnier, ne serait pas un triomphe digne « de vous ni de votre empereur; il faut qu'aucun de « nos ennemis ne nous échappe, et qu'un gouverne- « ment qui a violé tous les traités n'apprenne votre « triomphe que lorsque vous serez sous les murs de « Vienne. »

C'était avec ces paroles fières, chaleureuses, entraînantes, avec ces allocutions militaires qui le placent si haut parmi les orateurs, que Napoléon éblouissait et conduisait les hommes.

Mack, qui peu de jours auparavant avait été battu par le général Dupont dans une sortie qu'il avait tentée, bien que celui-ci n'eût à opposer qu'un nombre inférieur de moitié à celui des Autrichiens, dont il avait fait quinze cents prisonniers, est sommé par

l'empereur de capituler; il perd la tête. Au lieu de tenter le sort des armes, il préfère une reddition honteuse qu'il signe le 17 octobre. Il cède Ulm, toute son artillerie, ses munitions; trente mille Autrichiens restent prisonniers de guerre; les officiers gardent leur épée, et il leur est permis de rentrer sur parole en Autriche. Ce traité inconcevable accorde à Mack un délai jusqu'au 25 dudit mois; s'il n'est pas secouru dans l'intervalle, il exécutera tout ce qui a été convenu; mais la frayeur a gagné cet homme à tel point, et l'ascendant de Napoléon exerce sur son esprit un tel empire, que dès le 19 les portes sont ouvertes et l'armée prisonnière.

La garnison défilait devant le vainqueur. Celui-ci, voyant passer Mack, les généraux et les officiers, leur dit :

« Messieurs, votre maître me fait une guerre injuste... je n'y comprends rien; que me veut-on? Mes ressources ne se bornent point à cette armée; vos soldats qui se rendent en France pourront juger sur la route de quel esprit mon peuple est animé, avec quelle ardeur la jeunesse vole sous mes drapeaux. D'un mot je peux rassembler dans mes camps deux cent mille hommes, et six semaines me suffisent pour en faire de bons soldats, tandis que chez vous les hommes ne marchent que par contrainte, et qu'il faut plusieurs années pour les former. Vous allez revoir mon frère l'empereur; engagez-le à faire la paix promptement. Les états ont une fin comme les hommes, et la fin de la dynastie des princes de la maison de Lorraine pourrait bien sonner. Je n'ai rien à désirer sur le continent; mais j'ai besoin de vaisseaux, de colonies, de commerce, pour balancer la puissance an-

glaise. Il est de votre intérêt comme du mien de me procurer ces avantages. »

Mack eut la sottise de répondre que l'empereur François voulait la paix, mais que la Russie l'avait contraint à la guerre.

« Ainsi, repartit Napoléon avec vivacité, vous n'êtes donc plus une puissance. »

Après, se retournant vers le groupe des officiers autrichiens :

« Les chances de la guerre sont variables; souvent le vainqueur peut être vaincu à son tour. »

Plus loin, voyant passer des chariots chargés de prisonniers blessés :

« Honneur au courage malheureux! » dit-il en se découvrant.

Les drapeaux conquis formèrent deux parts : une pour le Sénat, l'autre pour la ville de Paris. Il écrivait au prince archi-chancelier : « C'est un présent « que moi et mon armée faisons aux sages de l'em- « pire. Votre empereur avait promis de faire son de- « voir : il l'a fait. C'est à mon peuple maintenant à « faire le sien. Avec l'aide de Dieu, j'espère de nou- « veaux triomphes. »

Le 24, Napoléon fait son entrée triomphante dans Munich, où il ramène l'électeur. L'empereur Alexandre, épouvanté de nos succès, court à Berlin, et, appuyé de la reine, il essaie d'entraîner le roi dans la coalition; Frédéric résiste encore, mais faiblement. Les 27 et 28, nos troupes traversent l'Inn sur plusieurs points. Le 30, à Mehrenbach, Murat attaque l'arrière-garde des ennemis, la culbute, l'éparpille, et lui fait cinq cents prisonniers. Ce même jour, l'infatigable Bernadotte s'empare de Saltzbourg; six mille hommes

le défendaient; ils fuient à Lombach. Les Russes, venus au secours des Autrichiens, sont aussi battus. Le 4 novembre, Davoust prend Steyer, et nos troupes passent l'Ens; au combat de Lovers, les Bavarois battent cinq régiments autrichiens.

Le Tyrol, attaqué par Ney, ne lui oppose qu'une légère résistance. Le 7 novembre, les Français entrent à Inspruck, et trouvent dans l'arsenal d'anciens drapeaux, qu'ils reprennent. Le 8 novembre, a lieu le combat de Marienzell, gagné par le général Heudelet. Le 11 est signalé par le combat de Dierstein; quatre mille Français, depuis six heures du matin jusqu'à quatre du soir, repoussent et contiennent l'armée russe, forte de trente mille hommes, lui tuent deux mille soldats, lui font neuf cents prisonniers, et lui prennent dix drapeaux et six canons.

Le 13 novembre, Vienne fut pris. François II, sa cour, ses ministres, se retirèrent à Brunn, en Moravie, et Napoléon, ne faisant que traverser la ville, vint établir son quartier-général au château impérial de Schœnbrunn.

Une campagne si brillante et si rapide n'aurait pu finir avec tant d'éclat, si Masséna, de son côté, n'eût fait des prodiges de valeur. Ce grand capitaine, avec quatre-vingt-cinq mille hommes, devait couvrir la Basse-Italie, et lutter contre les cent mille hommes de l'archiduc Charles, campés sur l'Adige, et contre les trente mille de l'archiduc Jean, qui occupaient le Tyrol.

Masséna force le pont de Vérone, et passe l'Adige malgré les ennemis. Vainqueur à Caldero, sur la Brenta, sur l'Isonzo; maître de Gradiska, d'Udine et de Palma-Novo, lui aussi peut arriver au centre des

états héréditaires. Les généraux Molitor, Gardanne, Duhesme, Gouvion Saint-Cyr, Reynier, etc., qui partagent la gloire et les exploits de Ney dans le Tyrol, d'où il chasse l'archiduc Jean, ne sont pas moins dignes d'éloges.

Le maréchal Davoust, après la prise de Vienne, avait marché vers la Hongrie, et de Presbourg il négociait, afin que les Hongrois ne se levassent pas en masse. Napoléon, voyant autour de lui les divers corps de son armée, courut dans la Moravie au-devant des Russes qui s'avançaient. L'empereur François proposait une trêve : c'était pour donner le temps au roi de Prusse, qu'on avait enfin gagné, d'entrer en campagne. Le comte d'Haugwitz, envoyé par Frédéric-Guillaume, apportait un *ultimatum* hautain qui ne pouvait qu'amener la guerre.

Napoléon négocie et en même temps il avance; il retarde l'audience accordée à l'envoyé prussien, et se met en ligne devant l'armée ennemie, composée de quatre-vingt mille Russes et de vingt-cinq mille Autrichiens; lui n'a guère que soixante-dix mille combattants.

Le 1er décembre, l'empereur, du haut de son bivouac, vit avec *une joie indicible* l'armée russe commençant, à deux portées de canon de ses avant-postes, un mouvement de flanc pour tourner sa droite. *Avant demain au soir*, dit-il, *cette armée sera à moi*. La nuit venue, il visite les postes; il est reconnu; des acclamations, des vivats l'accompagnent; les soldats, de la paille de leurs huttes, font des fanaux, et une illumination instantanée éclaire l'espace. Un vieux grenadier s'approche du héros; c'est un grognard qui a fait la guerre avec Luckner, les campagnes d'Italie, d'É-

gypte, et qui est revenu prendre sa part des lauriers à cueillir : « Sire, dit-il, ne t'expose pas; tu veux de la gloire, eh bien ! on t'en.... donnera demain. Je t'assure, au nom des grenadiers, que tu n'auras à combattre que des yeux; nous t'apporterons les drapeaux, nous t'amènerons l'artillerie russe pour fêter l'anniversaire de ton gouvernement. »

La parole est tenue. Le 2 décembre, les trois armées s'ébranlent sous les yeux des trois empereurs. Napoléon a confié au maréchal Lannes et à Suchet le commandement de son aile gauche. La position est forte; on ne peut guère la tourner. Soult dirige la droite, appuyée à des bois épais, à des marais trop peu gelés pour qu'on ose les traverser. Le maréchal Bernadotte commande le centre, qui pivote autour d'un tertre couvert de batteries. Duroc est à la réserve avec dix bataillons de grenadiers sous les ordres d'Oudinot, dix bataillons de la garde impériale, et un service d'artillerie composé de quarante canons.

Le prince Kutusow, feld-maréchal, commandait les Russes, le prince de Lichtenstein les Autrichiens; leurs forces réunies montaient à cent quatre bataillons et cent cinquante-neuf escadrons de cavalerie.

« Soldats ! dit Napoléon, ces Russes que vous avez devant vous sont les mêmes hommes que vous vainquîtes à Hollabrunn; ils ont fui devant vous; ils viennent venger l'affront que leurs alliés reçurent à Ulm; mais cette journée leur sera funeste. Nous occupons une position formidable, et l'ennemi ne saurait attaquer notre droite sans découvrir son flanc. Je commencerai moi-même; et si la victoire devenait un instant douteuse, vous me verriez à *la tête* de vos premiers rangs. Nous terminerons aujourd'hui la cam-

pagne, et nous la couronnerons par une victoire digne de vous, du peuple français et de moi. »

La bataille s'engage dès le point du jour. Avant huit heures du matin, le centre des Russes et le corps du prince de Lichtenstein étaient déjà tournés. Kutusow accourt avec le quatrième corps, où est l'empereur Alexandre en personne. Nos manœuvres déjouent celles des ennemis. Ils nous attaquent à la baïonnette; un combat meurtrier a lieu, et sur ce point les Russes sont encore battus. Leur aile gauche, attaquée par Vandamme, perd huit mille hommes, six cents Autrichiens, et au total le quart de cette armée reste sur le champ de bataille. Des régiments traversaient des lacs glacés; leur nombre et les boulets français rompirent la glace, et là furent noyés en foule des soldats dignes d'un meilleur sort. Tous les bagages, toute l'artillerie devinrent la proie des vainqueurs. Ce grand massacre, appelé d'abord du nom des *Trois Empereurs*, a conservé dans l'histoire celui de la *Journée d'Austerlitz*, d'un village ainsi appelé qui se trouve à quelque distance.

Le lendemain, Napoléon, au comble de la joie, disait à ses soldats : « Vous avez décoré vos aigles d'une « gloire immortelle, bientôt je vous renverrai en « France; il vous suffira de dire : *J'étais à la bataille* « *d'Austerlitz*, et l'on répondra : *Voilà un brave !!!* »

Des pensions furent accordées aux veuves des généraux et des officiers tués. L'empereur adopta les enfants des soldats morts en combattant, et l'État les éleva. On fit un butin immense.

Le 4, l'empereur d'Autriche, ayant fait demander la paix, vint la solliciter lui-même. Il fut reçu dans une barraque de terre; en l'invitant à s'approcher du

feu, Napoléon lui dit : *Ce palais est le lieu que depuis deux mois j'habite.* François ayant demandé une paix séparée pour les Russes : « Je ne le puis, dit le héros; ils sont cernés, pas un n'échappera. Cependant, et pour faire quelque chose d'agréable à l'empereur Alexandre, j'arrêterai mes colonnes, à condition que les Russes évacueront l'Allemagne, et les parties prussienne et autrichienne de la Pologne. »

Alexandre accepta; il écrivit dans ce sens et de sa main à Davoust : ses troupes vaincues se retirèrent couvertes de honte et pleines de dépit. Le comte d'Haugwitz, admis auprès de Napoléon, lui remit non la première note menaçante, mais une lettre de félicitation dont on l'avait chargé à tout événement; tandis que Napoléon en rompait le cachet, il disait à Duroc : *Voici une épître dont la victoire a changé l'adresse.* Puis il céda le Hanovre à S. M. prussienne, qui lui donna en échange les états d'Anspach, de Bareith, de Clèves et Juliers, et de Neuchâtel, acte d'habile politique qui brouillait pour toujours l'Angleterre et la Prusse.

Dès le 9 décembre, Talleyrand, ministre des affaires étrangères, et le prince de Lichtenstein, dressèrent le plan du traité de paix signé à Presbourg le 25 décembre; ce traité portait en définitive : — I. Confirmation des cessions antérieures de territoire faites par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, ce qui assurait la Belgique à la France, et portait ses limites jusqu'au Rhin. — II. Reconnaissance des droits de Napoléon et des cessions de Lucques et Piombino. — III. Cession à l'empereur des Français des parties de la république de Venise que lui avaient accordées lesdits traités pour les réunir au royaume d'Italie, à condition qu'à la paix générale cette couronne serait trans-

férée par lui sur une autre tête que la sienne. — IV. Étaient compris dans ce traité, la Bavière, le Wurtemberg, Bade et la Hollande. — V. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prendraient le titre de roi. — VI. Le Tyrol deviendrait province bavaroise. — VII. Cinq villes sur le Danube seraient cédées au Wurtemberg. — VIII. Le Brisgaw et la ville, l'évêché de Constance appartiendraient au grand-duc de Bade; l'Autriche paierait les dettes de tous les états cédés. — IX. Réunion à l'Autriche de l'électorat de Saltzbourg, appartenant à l'archiduc Ferdinand, qui en échange recevrait Wurtzbourg et son territoire. — X. Assurance par l'Autriche et la France de l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, etc. Un article secret portait que François II abdiquerait le titre d'empereur d'Allemagne. Une forte contribution de guerre fut aussi exigée secrètement.

Dans le mois de janvier de cette année, des courses de chevaux et des prix furent décrétés pour l'amélioration des races. Le docteur Gall vint en France expliquer son système de crânologie, que la religion et la raison ne peuvent admettre : c'est le triomphe du matérialisme et de la fatalité. Le 22 mars, un décret impérial assura aux héritiers des auteurs la propriété des ouvrages posthumes. Le 17 mai suivant, eut lieu à Paris la réorganisation du collége des Irlandais, Anglais et Écossais. En juin, on ouvrit un canal de navigation de Niort à La Rochelle. Le 21 juillet, le gouvernement créa à Paris une école de mosaïque.

Le 9 septembre, cédant au vœu universel, l'empereur fit abolir par un sénatus-consulte l'ère républicaine, à partir seulement du 1er janvier 1806. Cet acte de sagesse faisait cesser notre isolement au milieu des

nations; nous rentrions dans la règle commune, et on renonçait facilement à un système contraire aux habitudes, à l'histoire et à la religion.

Le 21 octobre, eut lieu, à la hauteur du *cap de Trafalgar*, à dix lieues sud-est de Cadix, la bataille navale de ce nom, entre la flotte combinée de France et d'Espagne, forte de trente-trois vaisseaux de ligne, cinq frégates et trois corvettes, commandée par le vice-amiral de Villeneuve et l'amiral Gravina, contre la flotte anglaise, forte de vingt-sept vaisseaux de haut bord, de plusieurs frégates et corvettes, commandée par Nelson.

Le combat fut marqué par un acharnement incroyable. Gravina soutint l'attaque avec un courage héroïque; mais, blessé mortellement, il alla mourir à Cadix. L'action continuait avec un avantage égal, lorsque, cédant à une terreur inqualifiable, Villeneuve amena son pavillon, et se rendit sans nécessité à deux frégates qui faisaient voile vers son vaisseau, qui était de quatre-vingts canons. Une action si lâche porta le trouble sur le reste de la flotte. Le brave amiral Magon se fit tuer. Nelson, vainqueur, fut frappé à mort d'une balle qui l'atteignit à l'épaule; mais, en expirant, il vit son triomphe. La flotte alliée perdit vingt vaisseaux, dont trois coulés bas, trois brûlés, quatre pris, et dix échoués sur la côte voisine. Les Anglais éprouvèrent des avaries immenses; dix-sept de leurs vaisseaux furent mis hors de service. La perte de Nelson plongea l'Angleterre dans une douleur facile à concevoir. Ce héros, sans peur, eût été sans reproches s'il ne se fût pas souillé à Naples par tant d'exécutions sanglantes qu'il pouvait empêcher, et auxquelles il prêta sa coopération.

Un tel revers consterna la France et balança la capitulation d'Ulm. L'empereur fut longtemps inconsolable.

Villeneuve, de retour en France sur parole, se rendit à Rennes, et là se tua de cinq coups de couteau dans la poitrine. On prétendit qu'on l'avait assassiné; le fait est faux, sa vie ou sa mort n'importaient à personne. Peut-être, s'il a péri d'une main étrangère, serait-ce par celle d'un fanatique français ou espagnol. C'est la seule manière d'expliquer la cause qui aurait armé un assassin. Il ne faut ajouter aucune foi au roman qui a paru en 1835, sous le titre de *Mémoires du sergent Guillemard*, et qui donne des détails sur cet événement; ils portent tous le cachet de la fausseté, et ne méritent pas qu'on les réfute sérieusement.

CHAPITRE XII.

Joie de la France. — Pont d'Austerlitz. — Eugène de Beauharnais, adopté par Napoléon, épouse la fille du roi de Bavière. — Le royaume d'Italie lui est destiné. — Mort de Pitt. — Le roi de Naples perd ses états de terre ferme. — Discours de Napoléon au Corps législatif. — La princesse Stéphanie épouse le grand-duc de Bade. — Murat est créé grand-duc de Berg et de Clèves. — Joseph Bonaparte devient roi de Naples. — La princesse Pauline obtient le duché de Guastalla. — Berthier, prince de Neuchâtel. — Louis Bonaparte, roi de Hollande. — Le cardinal Fesch sera prince primat et grand-duc de Francfort. — Le prince Bernadotte souverain de Pontecorvo. — Le prince de Talleyrand souverain de Bénévent. — Création de douze duchés impériaux. — Anecdote touchant Cambacérès. — Promulgation du Code de Procédure civile. — Création du protectorat de la Confédération du Rhin. — Quels sont les princes qui en font partie. — Fin de l'empire d'Allemagne. — François II devient empereur d'Autriche. — Causes qui ramènent l'empereur de Russie et le roi de Prusse à faire la guerre à la France. — Convocation à Paris du grand sanhédrin juif. — Munificence de Napoléon envers les gens de lettres. — Travaux utiles. — La Prusse se montre hostile. — Pamphlet de Napoléon contre la cour de Berlin. — Le duc de Brunswick. — Le feld-maréchal de Mœllendorf.

La France, enorgueillie par les exploits magiques de ses armées pendant cette campagne miraculeuse, éprouvait à l'égard de Napoléon un sentiment de respect et d'enthousiasme que, depuis les belles années de Louis XIV, elle n'avait pas ressenti pour son roi. On ne voyait que ses succès; le crime commis sur le duc d'Enghien était oublié; les Français, réunis dans un même sentiment, ne pensaient qu'à jouir de nos victoires, à en entendre le récit, à en admirer les nobles et immenses résultats. Des fêtes exprimaient l'allégresse publique, et nul ne disait que la fortune avait mal posé la couronne impériale en la plaçant sur

la tête de ce héros, dont chaque jour était marqué par de belles actions, qui surpassaient celle de la veille.

Le 1er janvier, le pont de fer du Jardin-des-Plantes fut livré au public, qui lui imposa le nom de *pont d'Austerlitz*. Le 13, S. A. I. le prince Eugène de Beauharnais épousa à Munich la princesse Auguste, fille du roi de Bavière : cette princesse était, par ses vertus, digne du rang où la Providence l'avait placée. Aussi belle que bonne, obtenant les hommages qui sont dûs à de brillantes qualités, elle s'unissait à l'un de nos guerriers les plus célèbres, à un prince vaillant, généreux, clément, magnanime, qui a laissé après lui la réputation la plus honorable, et dont les enfants, par l'effet de leurs vertus, de leurs talents, et du nom sacré de leur père, ont été appelés à s'asseoir sur des trônes.

Ce mariage fut communiqué au Sénat français, le 22 janvier, par l'archi-chancelier, qui, en même temps, apprit à ses collègues que l'empereur, en adoptant le prince Eugène, le reconnaissait comme son successeur à la couronne d'Italie. Ce choix reçut l'approbation générale.

Ce même jour, un grand ministre mourait en Angleterre, Sir William Pitt. Le parlement britannique ordonna qu'il serait enterré à Westminster. Né le 28 mai 1755, ministre à vingt-trois ans, il demeura aussi vingt-trois ans premier ministre. Il compte au nombre de ces hommes célèbres dont la réputation est de tous les pays et traverse tous les siècles.

Le 28 janvier, Napoléon fit sa rentrée dans sa capitale, et le 3 février, la Porte-Ottomane reconnut sa nouvelle dignité.

Pendant que nous marchions vers Austerlitz, la cour de Naples recevait les alliés; cette imprudence lui coûta cher. Napoléon envoya une armée sous le commandement en chef de son frère, le prince Joseph Bonaparte, et sous la direction de Masséna, qui avait avec lui Gouvion Saint-Cyr et Reynier. Le 8 février, les troupes françaises passèrent le Conégliano. Le 12, elles investirent Capoue. Le 13, des députés de la ville de Naples traitèrent de la reddition de la capitale et de tout le royaume.

Le malheureux Ferdinand, abandonné des Russes et des Autrichiens, mal soutenu par les Anglais, dut renoncer à la terre ferme de l'Italie, et aller chercher en Sicile un refuge d'où il ne sortit qu'en 1815. Capoue, Pescara, Reggio, Tarente, Otrante, Bari, Salerne, etc., toutes les Calabres, la Pouille, se soumirent au vainqueur. La seule ville forte de Gaëte, défendue par le vaillant prince de Hesse-Philippstadt, soutint un long et honorable siége. Le 15 février, Joseph entra dans Naples aux acclamations des Lazzaroni, connus par l'inconstance de leur caractère.

Napoléon, pendant cette conquête lointaine, restaurait par des décrets l'église de Saint-Denis, la rendait au culte, y établissait un chapitre d'évêques, voulant qu'elle servît de sépulture à la famille impériale. Les restes des anciens rois furent recueillis et renfermés dans deux chapelles expiatoires. Sainte-Geneviève fut aussi rendue au culte, bien qu'elle dût continuer à recevoir les dépouilles mortelles des sénateurs, des grands dignitaires et des hommes illustres.

Le 2 mars, l'empereur fit l'ouverture du Corps législatif, auquel il parla en ces termes :

« Messieurs, depuis votre dernière session, la plus

« grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'An-
« gleterre. Mes armées n'ont cessé de vaincre que
« lorsque je leur ai commandé de ne plus combattre.....
« Mes alliés ont augmenté en puissance et en consi-
« dération. La maison de Naples a perdu sa couronne
« sans retour; la presqu'île de l'Italie tout entière
« fait partie du grand empire.... La Russie ne doit le
« retour des débris de son armée qu'au bienfait de la
« capitulation que je lui ai accordée. Maître de ren-
« verser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi.
« Nourri dans les camps, à la tête d'armées toujours
« triomphantes, je dois dire que dans ces dernières
« circonstances mes soldats ont surpassé mon at-
« tente.... Rien ne vous sera proposé qui ne soit né-
« cessaire à la sûreté et à la gloire de mes peuples. »

Le 4 mars, la princesse Stéphanie Beauharnais, nièce de l'impératrice Joséphine, est adoptée par Napoléon, qui la marie au grand-duc de Bade. Celle-là aussi, par ses vertus et par ses qualités, rend la nation française honorable aux yeux de l'étranger.

Cette année devait apporter de grands changements dans la situation des divers membres de la famille impériale. Déjà la principauté de Lucques et celle de Piombino avaient été données en 1803 à la princesse Élisa-Bonaparte : le 15 mars 1806, le prince Joachim Murat, grand-amiral, reçut en toute souveraineté, à titre de beau-frère de l'empereur, le grand-duché allemand de Berg et de Clèves. Le 30 mars, Napoléon dispose de la couronne de Naples et même de celle de Sicile, qui n'est pas en son pouvoir, en faveur de son frère, le prince Joseph, grand-électeur. Le même jour, la princesse Pauline Bonaparte, veuve du général Leclerc, remariée au prince romain Paul

Borghèse, est investie de la souveraineté de la principauté de Guastalla. Berthier, major-général de la grande armée, devient prince souverain de Neuchâtel et de Valengin. Le 27 mai, suivant le désir de l'empereur, l'électeur archi-chancelier de l'empire, depuis prince primat de la Confédération du Rhin, nomme pour son coadjuteur le cardinal Fesch, qui lui succédera dans ses dignités et dans la souveraineté des pays qu'il possède. Le 5 juin, le prince Louis, connétable, est déclaré roi de Hollande, lui et les siens, sur la demande expresse des états de cette république. Le même jour, le maréchal Bernadotte est reconnu prince souverain de Pontecorvo, et le ministre des relations extérieures ou grand-chambellan, Talleyrand, est investi de la principauté indépendante de Bénévent.

Ainsi, de nouveaux princes s'élevaient; ainsi, deux frères de l'empereur recevaient chacun une couronne fermée, et de simples sujets obtenaient des états et étaient appelés à régner; c'était une sorte d'auréole féodale dont Napoléon environnait sa couronne, et, dans cette intention, on le vit, le 30 mars, ériger en duchés, grands-fiefs de l'empire, douze pays détachés de l'ancien état de Venise, savoir : la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Bellune, Conégliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue, Rovigo. Ce décret portait : « L'empereur disposera de ces fiefs; ceux qui les posséderont en jouiront par ordre de primogéniture, les femmes exclues de la représentation; et, lorsque la famille finira faute de mâle, ces fiefs reviendront au donataire. » Les états de Parme formèrent trois duchés, fiefs aussi de l'empire : Parme, Plaisance, Guastalla.

C'était par ces fondations d'honneur, dont il ré-

compenserait ses généraux, ses serviteurs fidèles, que Napoléon prétendait parvenir à la création d'une nouvelle noblesse. A la même époque, des journaux annoncèrent l'érection prochaine de trente marquisats impériaux; mais l'empereur, réfléchissant que tant de petits souverains donneraient trop d'embarras, ne s'occupa plus de ces marquisats, et les duchés créés, qui, dans le principe, devaient être possédés souverainement par les titulaires, ne furent plus, quand il les conféra, que de simples qualifications d'honneur (1).

Après avoir donné à la France le Code civil, ce beau monument de la jurisprudence moderne, l'empereur fit rédiger par les mêmes hommes le *Code de procédure civile*, qui fut mis en usage le 1er janvier 1807.

Les pertes de la maison d'Autriche ne se bornèrent point aux états qui lui furent enlevés par le traité de Presbourg. Les conséquences de la campagne malheureuse de 1805 lui coûtèrent le plus beau fleuron de sa couronne. Elle dut renoncer à conserver l'empire d'Allemagne, auquel son souverain renonça librement en apparence. Le titre en fut éteint; le pouvoir effectif passa à Napoléon, lorsqu'il fut reconnu par la majorité des états de l'Allemagne comme *protecteur de*

(1) Ceci est si vrai que, lors du don fait au prince Cambacérès, archi-chancelier de l'empire, du titre de duc de Parme, j'allais lui en adresser mes félicitations, lorsque le marquis d'Aigrefeuille me dit : « Si vous voulez déplaire à son altesse, et être confondu avec les niais, faites-lui votre compliment. » Et, sur la manifestation de ma surprise, il ajouta : « Pensez-vous que monseigneur soit flatté d'un titre si au-dessous du sien ; il n'est pas duc souverain de Parme, ce qui serait très-beau ; il n'en a que la qualification. » En 1818, le prince lui-même me parla dans le même sens que l'avait fait en 1808 son vieil ami.

la confédération du Rhin. C'était l'empire continué sous une autre forme.

Cet arrangement fut signé le 12 juillet, et le 1er août il fut notifié à la diète de Ratisbonne ; il en résulta que d'abord quatorze états se séparèrent de l'ancien corps germanique, renoncèrent à la suzeraineté de l'empire d'Allemagne, et se réunirent en une confédération nouvelle sous le protectorat de l'empereur des Français (1). A la fin de l'année, ce nombre de quatorze fut même porté jusqu'à vingt, savoir : le prince primat, souverain de Ratisbonne, de Francfort, d'Aschaffenbourg, etc.; le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, les grands-ducs de Bade, de Berg et de Clèves, de Hesse-Darmstadt, de Wurtzbourg; les ducs de Nassau-Usingen, de Nassau-Weilbourg, les princes d'Hohenzollern-Hechingen, Hohenzollern-Sigmaringen, Salm-Salm, Salm-Kyrburg, Isembourg-Pirstein, d'Aremberg, de la Leyen, Saxe-Weimar, Saxe-Gotha, Saxe-Meinungen, Saxe-Hildburghausen.

Plus tôt, ou plus tard, un tel acte aurait amené une guerre sanglante, car l'empereur et l'empire auraient soutenu leurs droits. Mais alors tout se passa sans mouvement hostile de la part de François II, qui, le 6 du même mois, fit signifier à son tour qu'il abdiquait le titre d'empereur d'Allemagne, qu'il renonçait aux

(1) Plus tard, et en 1811, la confédération fut accrue du royaume de Westphalie, des duchés de Saxe-Cobourg-Saalfeld, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernbourg, Anhalt-Cœthen, Lippe-Detmold, Lippe-Schaumbourg, Mecklembourg-Schwerin, Mecklembourg-Strelitz, Reuss-Greitz, Reuss-Schleitz, Reuss Ebersdorf, Reuss-Lobenstein, Schwartzbourg-Sondershausen, Schwartzbourg-Rudolstadt, et Waldeck.

droits, priviléges, prérogatives, à lui appartenant en cette qualité, et qu'il se contentait d'être empereur d'Autriche. Son chiffre numérique, du second des François, empereur du saint-empire, disparut, et il ne s'intitula plus que François Ier.

Ainsi finit le deuxième empire d'Occident, fondé par Charlemagne l'an 800 de J.-C. Il avait duré mille six ans.

Quelques jours avant cet événement, M. d'Oubril, ministre plénipotentiaire de l'empereur de Russie à Paris, avait signé le 20 juillet des préliminaires de paix avec la France. C'était un acte précieux pour la paix de l'Europe, qu'on pouvait croire assurée, et néanmoins il n'en était rien.

Lorsque Pitt mourut, l'influence politique fut acquise au célèbre Fox, son antagoniste, qui était entré à son tour au ministère avec ses amis. Fox, membre de l'opposition, avait tant parlé en faveur de la paix, qu'il ne put décemment la repousser quand il arriva à la tête des affaires en Angleterre. Déjà on pouvait se flatter qu'elle serait bientôt conclue; mais des débauches excessives, des folies de tous genres, une ivrognerie constante, des veilles trop prolongées, avaient détruit la santé de Fox; on le vit courir rapidement à la mort, et le crédit revint aux ennemis de la France.

Ceux-là tentèrent de nouveau de porter la guerre sur le continent. Le roi de Prusse, honteux de sa conduite de l'année précédente, encore irrité de la violation du territoire d'Anspach, sentit son courroux redoubler quand il reçut la nouvelle de la formation de la confédération du Rhin. Elle portait une atteinte si violente à sa puissance réelle, elle anéantissait si complétement l'influence que lui assurait la position géo-

graphique de ses états, elle le plaçait dans une situation si précaire, si au-dessous du rôle que son royaume jouait depuis un siècle, qu'il se crut obligé de courir aux armes.

D'ailleurs, à Berlin, tous demandaient la guerre; les grands seigneurs comme les officiers, la bourgeoisie comme l'armée. La reine, jeune et belle, princesse de Mecklembourg-Strelitz, s'annonçait comme une nouvelle amazone; c'était elle qui brodait les drapeaux, qui distribuait des étendards, des armes, et qui enflammait tous les cœurs. Enfin la Prusse avait accepté à contre-cœur l'échange du Hanovre contre des états dont la possession lui était assurée.

Toutes ces causes déterminèrent entre la France et la Prusse la rupture d'une paix qui avait duré quatorze ans, de 1792 à 1806. Le roi Frédéric-Guillaume se détermina surtout à combattre lorsqu'il eut appris que le 15 août l'empereur de Russie avait refusé d'approuver les conventions souscrites par son ambassadeur. Sous prétexte que celui-ci avait outre-passé ses pouvoirs, il le rappela, et les deux puissances parurent brouillées. Alors l'empereur Alexandre se rapprocha du roi Frédéric-Guillaume; il gagna la reine, et, de concert avec le prince de Hardenberg et le cabinet de Londres, il décida enfin le monarque prussien à tenter la voie des armes.

Pendant que ces choses se passaient dans le nord de l'Allemagne; que le maréchal Brune faisait la conquête de la monarchie suédoise, que Gustave IV ne savait pas défendre; que les troupes françaises prenaient possession de la république de Raguse, des bouches du Cattaro; qu'elles contraignaient les Russes à rendre les Sept-Iles, que l'Autriche nous avait cé-

dées, et dont ils s'étaient emparés, Napoléon veillait à l'intérieur de l'empire.

Les juifs, en France comme ailleurs, n'étaient que tolérés; Napoléon voulut en faire des citoyens. Le 15 juillet, quatre-vingt-seize députés juifs, envoyés par vingt-huit départements, furent convoqués à Paris. On leur soumit six questions : 1° Pouvaient-ils avoir plusieurs femmes? 2° pouvaient-ils divorcer? 3° ce divorce contrariait-il les lois françaises? 4° l'alliance entre les juifs et les chrétiens était-elle permise? 5° étions-nous pour eux des frères ou des étrangers? 6° les juifs nés en France s'en croyaient-ils citoyens?

Le conseil répondit en manifestant le désir d'une solution plus complète. Alors l'empereur, s'adressant à tous les juifs de l'Europe, les convoqua dans chaque synagogue à un grand sanhédrin, dont l'ouverture se fit solennellement à Paris, le 9 février 1807 : les rabbins de la loi donnèrent leur réponse approbative des six articles, et affirmative sur tout. Cela fit un grand bien, et naturalisa les Hébreux, qui depuis lors ne sont plus étrangers en France.

Cette année vit la création de l'Université impériale, centre unique de tous les colléges, pensions, écoles d'hommes ou de femmes, et qui plaçait convenablement l'éducation sous la surveillance immédiate du gouvernement. La hiérarchie de l'Université fut monarchique; on lui donna un chef suprême, sous le nom de grand-maître. Fourcroy et Fontanes possédèrent tour à tour cette dignité éminente.

Les écoles chrétiennes des frères ignorantins furent rétablies et protégées; les manufactures reprirent une nouvelle vie. Napoléon alla visiter les établissements

industriels du célèbre Obercampf, le félicita sur ses travaux, et, détachant la croix d'honneur suspendue à sa boutonnière, il l'attacha de ses mains à celle du négociant, heureux et enivré. L'élite des hommes de lettres reçut de riches pensions et des décorations; la comédie des *Marionnettes* valut à Picard six mille francs et une boîte d'or enrichie de diamants; *la Mort d'Henri IV* valut un présent égal à Legouvé; Palissot fut nommé bibliothécaire de la bibliothèque Mazarine; l'abbé Denina, de celle de l'empereur; le savant Barbier, de celle du Conseil d'état; et, en sus de leurs traitements, il leur fut alloué de fortes pensions. Tissot, Boufflers, Cailhava, Parseval-Grandmaison, Andrieux, Daunou, Berchoux, Catel, Michaud, Campenon, Legouvé, Luce de Lancival (1), d'Avrigny, Mercier, Chénier, et une foule d'autres, obtinrent des pensions, des gratifications, de riches présents.

On construisit le pont qui prit le nom d'Iéna. Les produits de l'industrie furent exposés pour la première fois dans des salles construites sur l'esplanade des Invalides. L'Institut, placé, comme autrefois les académies, dans les salles du Louvre, fut logé avec magnificence au collége Mazarin des Quatre-Nations, qui devint le palais des Beaux-Arts; les émigrés retardataires rentraient; les prêtres aussi, parmi lesquels un des premiers fut le cardinal Maury. Déjà recommen-

---

(1) Celui-ci reçut, en récompense de sa tragédie d'*Hector*, une boîte d'or enrichie de diamants, contenant douze billets de banque de mille francs, un brevet de six mille francs de pension, et la croix de la Légion-d'Honneur. Il est vrai que le plan de cette tragédie était de Napoléon; il la remit à Luce de Lancival, qui corrigea la versification, et la mit dans l'état où on la connaît.

çaient les travaux du camp de Boulogne, lorsque la *Gazette de France* publia un article écrit par Napoléon (j'en ai la certitude), et qui annonçait une guerre nouvelle, une quatrième coalition; tous les yeux se tournèrent vers le Nord (1).

En Prusse, tout le monde voulait donc la guerre, ainsi que je l'ai déjà dit; une alliance avec l'Angleterre promettait des subsides à cette puissance; la Russie et la Suède lui assuraient des alliés. La Saxe avait

---

(1) Voici ce manifeste curieux, et qui, à son apparition, frappa si fort les esprits par sa forme insolite et tout à fait en dehors des habitudes de la diplomatie européenne, car on y mettait une femme en jeu sans respect pour son rang ni pour ses vertus.

.... « Le roi de Prusse est l'un des plus honnêtes hommes de « sa cour; il est fort éclairé sur les intérêts de la monarchie; il « aime et il désire la paix, mais c'est un homme sans caractère et « sans fermeté. M. Lombard (ministre du cabinet de Berlin) veut « la paix; mais son crédit est trop borné, il ne s'étend que sur le « roi; le duc de Brunswick et le général de Mœllendorf veulent la « paix, mais ils n'ont pas assez de force pour faire prévaloir leur « opinion.

« Qui donc veut la guerre? Il faut placer à la tête du parti qui « la désire, la reine, femme aimable et jolie, mais légère et in- « considérée, qui se croit plus d'esprit que son mari, et qui est « excitée par ses parents, peut-être aussi par son affection pour « la Russie. Presque toutes les femmes de la cour se pâment au « souvenir de l'empereur Alexandre, et presque toutes, à l'exemple « de leur souveraine, sont animées d'une belliqueuse ardeur.

« Quel personnage fut en France la première cause de la révo- « lution? une femme. Quelle autre vient d'être à Naples la cause « de la ruine de sa maison? Quelle autre est à Londres la cause de « la continuation de la guerre? Ce sexe inconséquent et léger, aussi « capable de préventions et de passions que peu susceptible de cal- « cul, ne voit l'abîme que lorsqu'il est creusé; alors il pleure, il « gémit; mais dans des contestations politiques, les pleurs sont de « faibles armes. Si la reine de Prusse est à la tête du parti qui veut

refusé de combattre contre la France, elle en avait au contraire recherché l'amitié. Auprès de Frédéric-Guillaume et de la belle reine, paraissait le duc souverain de Brunswick, personnage n'ayant qu'une de ces réputations secondaires dont on fait grand bruit en temps de paix; ce capitaine, déjà si compromis par sa guerre de France en 1792, allait achever de prouver sa nullité. On y voyait aussi le vieux maréchal de Mœllendorf, l'un des généraux du grand Frédéric; les princes Henri et Guillaume, frères du prince Louis de Prusse, qui serait l'une des premières victimes de cette guerre sainte; les généraux Blücher, de Hohenlohe, Rucher, etc. L'armée prussienne comptait deux cent trente mille combattants; c'étaient, croyait-on, les meilleures troupes de l'Europe; du moins, aux revues, elles manœuvraient à merveille: mais, en présence de l'ennemi, la terreur panique à laquelle elles cédèrent les couvrit de honte. Jamais armée ne s'est déshonorée comme celle-là; dès qu'elle apercevait nos soldats, elle prenait la fuite; et elle ne se renfermait dans des places fortes que pour en ouvrir les portes au vainqueur.

L'empereur, instruit des mouvements de son ennemi, s'était mis en mesure; sa nouvelle armée, composée de sept corps, eut pour chefs principaux le prince de

---

« la guerre, nous craignons d'avoir à prédire que de si beaux yeux « ne tarderont pas à se fondre en larmes.

« Voilà donc le spectacle que présente la Prusse. Une reine jeune « et belle, qui devrait être un ange de conciliation et de paix, de« vient un agent de discorde et de guerre; un roi rempli de sa« gesse et de probité, mais qui ne développe point le caractère « d'un monarque; un premier ministre éclairé, mais serviteur « sans courage. »

Pontecorvo, maréchal Bernadotte; les maréchaux Augereau, Davoust, Lannes, Lefèvre, Murat, Ney et Soult; un huitième corps, sous les ordres du maréchal Mortier, se forma vers la Westphalie.

Le 7 octobre, Napoléon arrive à Bamberg, et sur-le-champ publie une proclamation dont le style appartient à la plus haute éloquence. Le 9, les hostilités commencent entre la France et la Prusse. A Schleitz, le prince de Pontecorvo, par une victoire complète, à laquelle le général Maison contribue, ouvre glorieusement cette campagne, aussi courte que brillante. Le lendemain 10, au combat de Saalfeld, le maréchal Lannes attaque le corps d'armée du prince de Hohenlohe avec tant de bonheur et d'intrépidité, que la fameuse infanterie prussienne est culbutée dans un marais ou dispersée dans les bois voisins. Six cents Prussiens restent morts, mille sont prisonniers; on leur prend trente canons. La cavalerie ne tient guère mieux; deux de nos régiments de hussards la mettent en déroute, et dans la mêlée un simple sous-officier tue le prince Louis de Prusse, cousin du roi et jeune homme de haute espérance.

On marche en avant; l'armée prussienne est rencontrée à Iéna, ayant été tournée par la nôtre, qui faisait face au Rhin. Cette prochaine bataille serait une reproduction de celles de Marengo et d'Ulm. Le 12, le maréchal Davoust prend Naumbourg, et y trouve d'immenses magasins et des approvisionnements de toute espèce. Napoléon, assuré de vaincre, offre la paix. Le 12, veille de la bataille, il écrit au roi de Prusse :

« Monsieur mon frère, si j'étais à mon début dans « la carrière militaire, si je pouvais craindre les ha-

« sards des combats, le langage que je tiens à votre « Majesté serait déplacé; mais votre Majesté sera « vaincue, et sans l'ombre d'un prétexte elle aura « compromis le repos de ses jours et l'existence de « ses sujets.... »

Il ne reçut qu'une réponse évasive; Frédéric-Guillaume en appela à la victoire : la journée d'Iéna eut lieu.

Les Prussiens, supérieurs en nombre, avaient réuni toutes leurs forces au centre d'un triangle formé par les villes de Auerstadt, Weimar, Iéna, défendus par la Saale, qui coulait au bas de leurs retranchements. Ils avaient oublié de fermer le passage le plus important, faute impardonnable qu'un soldat français n'eût pas commise, et que leurs grands généraux ne virent pas. L'empereur, libre de franchir la rivière, y consacra la nuit du 12 au 13, et, le jour venu, les ennemis furent foudroyés là où ils se croyaient invincibles.

L'attaque commença avec tant de véhémence, que les Prussiens, dès le début, durent reculer et nous abandonner la plaine, où nos troupes se déployèrent en ordre de bataille. Au même moment, la célérité de Davoust nous rendait maîtres des défilés inabordables de Kœsen; onze fois on tenta de lui enlever ce poste, onze fois les Prussiens fondirent sur lui, onze fois, quoique cerné, il les repoussa et les ramena battus sur Weimar. Quand il parut, on le croyait pris; il arriva devant Napoléon chargé des drapeaux que les siens venaient d'enlever; en les présentant, il dit à l'empereur : *Voilà du fruit de la journée. — C'est que vous avez de rudes moissonneurs avec vous,* répondit le héros, chef de tant d'autres.

Le centre des ennemis, fort de cinquante mille hom-

mes, marche contre le nôtre, où se trouvait Napoléon. Là commencent des manœuvres savantes; les maréchaux Lannes et Augereau luttent de vaillance et de génie contre les compagnons du grand Frédéric; trois cent mille combattants sont aux prises : il s'agit de l'honneur des deux nations. Le feu de l'artillerie donne au lieu où se livre la bataille l'aspect d'un double volcan; partout la mitraille pleut : les Français restent impassibles là où le plus brave pourrait trembler. La cavalerie prussienne vole au secours de l'infanterie, qui fait preuve de valeur; mais la nôtre fond sur elle; Murat la commande, et la victoire le suit toujours. En vain on lui oppose le bataillon carré; ses cavaliers ne sont pas des Mamelucks et les Prussiens ne sont pas des Français : cette citadelle vivante est bientôt enfoncée. Murat et nos braves se lancent, le sabre à la main, au centre du carré, massacrent, dispersent, écrasent et les fantassins et les cavaliers; tous ceux qui peuvent échapper fuient, et cherchent à Weimar un asile impuissant : Davoust y pénètre en même temps que les vaincus.

Le roi fuit comme un autre Darius Codoman avec une poignée de serviteurs fidèles. La reine, revêtue d'une cuirasse d'or, le casque en tête, l'épée à la main, belle comme Sémiramis, brave comme Zénobie, parcourait les rangs, excitait les soldats : elle aussi doit fuir; elle est poursuivie par deux dragons dont les propos insolents frappent son oreille; ce n'est que grâces à la vitesse de son cheval qu'elle échappe au déshonneur. Napoléon fit punir ces deux étourdis, car il voulait qu'on respectât la royauté.

La journée d'Iéna coûte cher à la Prusse; vingt mille de ses enfants meurent sur le champ de bataille ou des

suites de leurs blessures; vingt généraux, trente mille soldats, sont faits prisonniers; les nôtres ramènent trois cents canons, soixante drapeaux, tous les bagages, tous les magasins d'armes et de vivres dont ils se sont emparés. Le duc de Brunswick, principal moteur de cette guerre, est atteint aux yeux d'un coup de fusil, qui le blesse mortellement; on l'emporte à Brunswick, mais les Français le suivent, et pour n'être pas leur prisonnier, il se sauve à Altona, où, désespéré, il meurt le 10 novembre suivant. Deux fois il avait menacé la France de sa colère; à la première, sa fuite la vengea; à la seconde, il dut payer de sa vie sa jactance et son inhabileté. Présomptueux en 1792, présomptueux en 1806, la Champagne et Iéna le virent homme d'honneur, au cœur ardent, à la tête légère, sans vues profondes, vaillant sans prudence, se croyant héros, n'étant pas même un guerrier ordinaire. Nous perdîmes onze cents hommes, et nos blessés ne dépassaient pas trois mille.

La bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach et décidé en sept jours la campagne. Les maréchaux prince de Pontecorvo, Bessières, Lannes, Augereau, Ney, Soult et Murat, les généraux Victor, Duroc, Caulaincourt, se signalèrent. Nous perdîmes le général de brigade Achilly; les colonels Vergès, Lamotte, Barbanègre, Marigny, Dalembourg, Nicolas, Viala et Higonet. Du côté des Prussiens, le feld-maréchal Mœllendorf fut blessé, ainsi que le prince Henri de Prusse, et le général Rüchel, tué.

Au fort de la mêlée, dit le cinquième bulletin, l'empereur, voyant ses ailes menacées par la cavalerie, se portait au galop pour ordonner des manœuvres et des changements de front en carré. La garde

impériale à pied voyait avec un dépit qu'elle ne pouvait dissimuler que tout le monde en était aux mains et qu'elle seule restait dans l'inaction; plusieurs voix firent entendre les mots : *en avant!*

« Qu'est-ce? dit l'empereur, ce ne peut être qu'un « jeune homme qui n'a pas de barbe qui peut vouloir « préjuger ce que je dois faire; qu'il attende qu'il ait « commandé dans trente batailles rangées avant de « vouloir me donner des avis. »

C'étaient en effet, ajoute le bulletin, des vélites, dont le jeune courage était impatient de se signaler.

Après la bataille, ce ne fut plus qu'une suite de déroutes pour les Prussiens. Le 10 octobre, Murat, grand-duc de Berg, ayant investi Erfurth, où le feld-maréchal Mœllendorf se trouvait, le contraignit à se rendre prisonnier de guerre avec le prince d'Orange. Quatorze mille Prussiens, douze ou quinze officiers supérieurs, un parc d'artillerie de cent vingt pièces de canon, beaucoup d'approvisionnements, tombèrent en même temps en notre pouvoir.

Le roi de Prusse se décide alors à répondre, et demande un armistice, qui lui est refusé. Le même jour, le maréchal Soult atteint à Greutzen une colonne de douze mille hommes, commandée par le général Kalkreutz, et où le roi se trouvait. Il la poursuit l'épée dans les reins jusqu'à Magdebourg, et, avant qu'elle puisse s'y réfugier, il lui enlève douze cents prisonniers, cinquante canons et cinq cents caissons.

Le 17, au combat de Halle, le prince de Pontecorvo attaque la réserve prussienne sous les ordres du prince de Wurtemberg, la met en déroute, lui fait cinq mille prisonniers, y compris deux généraux et trois colonels, et lui prend trente-quatre canons et quatre dra-

peaux. Le général Dupont se signale à cette bataille remarquable. Le 18, Leipsick est pris par Davoust. Ce jour-là, Napoléon, ayant vu la colonne de Rosbach, élevée en souvenir de la victoire remportée par le grand Frédéric sur le maréchal de Soubise, le 5 novembre 1757, ordonne son transport à Paris, d'où, pour la faire revenir, il a fallu le concours des éléments et de toute l'Europe.

Après une continuité constante de succès, l'empereur vint coucher à Postdam le 25 octobre; il occupa l'appartement du grand Frédéric. Il voulut voir son tombeau, se le fit ouvrir, et y resta assez longtemps, réfléchissant à l'instabilité de ce monde.... Ah! s'il eût pu entrevoir son sort!

Au combat de Zehdenich, le grand-duc de Berg tua trois cents hommes, et fit prisonniers neuf cents cavaliers avec leurs chevaux. Le 27, Napoléon entra solennellement à Berlin, et alla se loger à Charlottenbourg, à deux lieues de la ville. Le général prince de Hatzfeld, l'un des ennemis les plus acharnés de Napoléon, ayant, au mépris du droit des gens, fait à Berlin le rôle d'espion, fut arrêté. Une lettre écrite de sa main établissait sa culpabilité. Appelé devant une commission militaire, sa mort était certaine. Il avait épousé la fille d'un autre ennemi de l'empereur, du comte de Schallenbourg; cette dame osa se jeter aux pieds du vainqueur, en disant que son mari était innocent. Pour toute réponse, il lui montra la lettre fatale; elle s'évanouit. L'empereur fut ému de pitié : la princesse de Hatzfeld était grosse de huit mois. « *Madame*, dit-il, *prenez cette lettre; jetez-la au feu, et la pièce de conviction anéantie, je ne pourrai plus faire condamner votre mari.* »

Ce trait doit être rangé parmi les actes les plus sublimes des temps anciens et modernes.

L'empereur fut bientôt récompensé de sa magnanimité. A Preutzlow, le grand-duc de Berg vainquit le prince de Hohenlohe, et le fit défiler devant lui avec six mille hommes d'infanterie, six régiments de cavalerie, soixante-quatre canons et quarante-cinq drapeaux.

Dès ce moment, et sur tous les points, les Prussiens battus n'opposent qu'une résistance insignifiante. Le seul général Blücher, échappé à un de nos généraux qu'il a trompé en lui faisant croire à une capitulation, cherche à rétablir les affaires; il parvient à gagner Lubeck, où il se retranche, mais où courent l'attaquer les deux guerriers qui, avec Bonaparte et Masséna, Davoust et Lannes, sont à la tête des grands capitaines français; ce sont le prince de Pontecorvo et le maréchal Soult. Ces vaillants guerriers pénètrent le sabre au poing dans la ville, et le 7, à la suite d'un horrible carnage, ils font prisonniers le général Blücher, le prince de Brunswick-Oels, onze généraux, onze colonels, cinq cent dix-huit officiers, vingt-quatre mille hommes, et s'emparent de soixante drapeaux, de vingt-deux étendards et de quatre mille chevaux. Le 8, le maréchal Ney se fait livrer Magdebourg, où il trouve des magasins immenses et de toutes espèces, huit cents bouches à feu, des caisses militaires en grand nombre, les débris de soixante-dix bataillons et seize mille hommes.

D'une autre part, les forteresses de Stettin, Custrin, Glogau, Spandau, ont suivi ou suivent le sort de Magdebourg. Toute la Prusse est conquise; le roi ne conserve plus que la Silésie et la partie de la Po-

logne qui lui appartient; il fuit derrière la Vistule pour y continuer la guerre, et Napoléon, pour la soutenir, frappe les pays conquis d'une contribution de cent soixante millions. Le 10 novembre, le maréchal Davoust occupe Posen, capitale de la Grande Pologne.

Jusqu'ici, la Prusse avait combattu seule. Les Saxons, forcés de la suivre, revenaient à nous avec joie; les Suédois avaient été battus. L'Angleterre, n'ayant exposé que son or, assistait avec effroi et dépit à cette catastrophe, qui, en vingt-neuf jours, faisait disparaître une grande monarchie, lorsqu'enfin les Russes, depuis si longtemps attendus, se montrèrent en Pologne. Le 12 novembre, ils traversèrent Varsovie. Le 15, leurs avant-postes touchaient les nôtres devant Posen.

Le 16, Napoléon accorde une suspension d'armes. Le roi de Prusse refuse de ratifier la convention, signée par ses envoyés. Pendant ce temps, le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat, envoient des députations complimenter Napoléon sur ses victoires. Le 19 novembre, Mortier occupe militairement Hambourg, puis le 21 Brême et les villes hanséatiques, qui seront réunies à l'empire. Le 20, a lieu la capitulation de Hameln; le 25, celle de Ploffenbourg; et le 27, celle de Niembourg.

Napoléon, parti de Berlin le 25 novembre, arrive le 27 à Posen. Le 25, les hostilités avec les Russes avaient commencé par le combat de Lowiez, où nous avions battu le général russe Benigsen. Le 28, le grand-duc de Berg entre dans Varsovie. Le 2 décembre, du quartier-général de Posen, Napoléon adresse aux troupes la proclamation suivante :

« Soldats ! il y a un an à cette heure même que « vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les « bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, « ou, enveloppés, rendaient les armes à leurs vain- « queurs. Le lendemain, ils firent entendre des pa- « roles de paix, mais elles étaient trompeuses. A peine « échappés, par l'effet d'une générosité peut-être « condamnable, aux désastres de la troisième coali- « tion, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié « sur la tactique duquel ils fondaient leur principale « espérance n'est déjà plus ; ses places fortes, ses « capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent « quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de canon « de bataille, cinq grandes places de guerre, sont « en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts « de la Pologne, les mauvais temps de la saison, « n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez tout « bravé, tout surmonté ; tout a fui devant vous.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre « la capitale de cette ancienne et illustre Pologne ; « l'aigle français plane sur la Vistule..... Nous avons « conquis sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos éta- « blissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance « et les colonies espagnoles. Qui donnerait aux Russes « le droit d'espérer de balancer les destins ! EUX ET « NOUS NE SOMMES-NOUS PAS LES SOLDATS D'AUSTER- « LITZ ? »

A la suite de cette proclamation, un décret ordonne que sur l'emplacement de la Madeleine il sera érigé un monument à la gloire des armées françaises ; que, sur des tables d'or, on y gravera le nom de tous nos soldats morts à Ulm, Austerlitz et Iéna, etc.

Les combats de Riezun, de Czarnovo, de Nazielsk,

de l'Ourka, de la Sonna, de Soldau, de Malawa, de Pultusk, de Golmyn, d'Ohlau, de Grictern, de Strehlen, où les Français sont constamment vainqueurs, achèvent d'une manière brillante l'année 1806.

Le 21 novembre, un nouveau décret daté de Berlin déclare en état de blocus les îles Britanniques; tout Anglais trouvé sur le continent sera prisonnier de guerre; tout commerce avec l'Angleterre est défendu; on brûlera toutes les marchandises fournies par les Anglais ou par leurs colonies. L'Europe leur est fermée depuis Raguse jusqu'à Venise, de Venise à Tarente, de Tarente à Livourne, de Livourne à Gênes, de Gênes le long de toutes les côtes de la France, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Hollande, du Danemark et de la Prusse. La Suède et la Russie seules leur sont encore ouvertes. L'exécution de ce décret aurait amené la ruine totale de la Grande-Bretagne, si on eût prolongé la guerre jusqu'en 1820 : déjà elle avait porté la dette anglaise à *vingt-deux milliards*. Une telle pensée ne pouvait éclore que dans la tête d'un de ces hommes que Dieu charge de châtier les nations.

Les travaux militaires ne ralentissent pas les travaux intérieurs. On commence à Paris la colonne de la place Vendôme, toute en bronze, et où seront sculptés les faits brillants de la campagne d'Austerlitz; on reconstruit en tôle la coupole de la Halle-aux-Blés; on creuse un canal de Furnes à Dunkerque; Le 10 mai, on ouvre le canal de navigation entre l'Escaut et le Rhin. Le 22 juin, l'académie des Jeux Floraux est rétablie à Toulouse (1). Le 5 septembre,

(1) L'origine de cette société littéraire se perd dans la nuit des

on transporte à Châlons-sur-Marne l'école des Arts et Métiers de Compiègne.

Tels sont les faits principaux de cette année, qui finit aussi glorieusement que les précédentes.

---

temps. En 1323, sept troubadours toulousains proposèrent *la joie d'une violette d'or fin, selon l'usage de leurs prédécesseurs,* à qui ferait le meilleur poëme. Arnaud Vidal, de Castelnaudary, remporta le prix. Ce collége de la gaie science prit, vers la fin du XVe siècle, le nom de Jeux Floraux. Louis XIV, en 1695, l'érigea en académie composée de quarante membres ou mainteneurs. La révolution détruisit ce reste des jours antiques. A Toulouse, on y joint la tradition contestée d'une dame du nom de Clémence Isaure, qui aurait institué les Jeux Floraux à une époque ignorée.

CHAPITRE XIII.

Suites et conséquences de la guerre de Prusse. — Nouveaux royaumes en Allemagne. — Batailles de Strehlen et d'Ostrolenka. — Prise de Breslau. — Suite de nos succès. — Bataille d'Eylau. — Conséquences de cette journée. — Détails. — Prise de Stralsund. — Le feld-maréchal de Kalkreuth. — Le roi de Suède et le maréchal Brune. — Le prince de Pontecorvo. — Ney défait le grand-duc Constantin. — Bataille de Deppen. — Pertes de l'armée russe. — Généraux français qui se signalent par de belles actions. — Bataille décisive de Friedland. — Détails importants et honorables pour la France. — Les Anglais déclarent la guerre à la Turquie. — Ils tentent de bombarder Constantinople. — Ils sont repoussés par le concours des Français unis aux Turcs. — Fin de la guerre continentale. — Paix de Tilsitt. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre. — Paix avec la Prusse. — Napoléon vainqueur rentre à Paris. — Les Anglais enlèvent la flotte danoise. — Institution de la Cour des comptes. — La Russie adhère au système de blocus continental. — Arrestation et délivrance du prince des Asturies. — La famille royale de Portugal, attaquée par une armée française, abandonne Lisbonne et se retire au Brésil. — Événements divers, plus ou moins importants.

La guerre, dans le nord, continuait. Napoléon gagnait des batailles et acquérait des alliés. Si, d'une part, il s'était emparé des principautés de Mecklembourg, de Brunswick, de l'électorat de Hesse, etc., de l'autre, il avait rendu son amitié à l'électeur de Saxe et au grand-duc de Saxe-Weimar, persuadé que ceux-là, en suivant le roi de Prusse, avaient cédé à la force. Il les accueillit, promit au premier d'augmenter beaucoup ses états, et l'autorisa à se déclarer roi, comme l'avaient fait les électeurs de Bavière et de Wurtemberg. En même temps, il agit avec tant d'adresse auprès de la Porte Ottomane, qu'il la détermina à déclarer la guerre à la Russie, ce qui eut

lieu immédiatement, et il se lia avec le schah de Perse, l'excitant à combattre les Russes, ses ennemis acharnés.

L'année commença par une victoire que les généraux français Montbrun et Minuci, qui commandaient le corps auxiliaire des Bavarois et des Wurtembergeois, remportèrent le 3 janvier, à Strehlen, et qui détermina la reddition de Breslau. Le 5, la garnison, de cinq mille cinq cents hommes, défila devant Jérôme Bonaparte, rentré en grâce, et qui allait épouser une fille de sang royal. Ce même jour eut lieu la bataille d'Ostrolenka. Le 6, le roi de Prusse dut fuir à Memel, port sur la Baltique; il ne lui restait que trente mille hommes, encore étaient-ils dispersés. Les combats de Wollin, de Mohring, de Bergfried, de Wasterdorff, de Deppen, de Hoff; les prises de Brieg, d'Elbing, de Gunstadt, de Schweidnitz, vinrent encore accroître notre supériorité; nous ne laissions pas un instant de repos aux Russes et aux Prussiens, qui se concentrèrent près du village d'Eylau. Nous en fîmes autant, et là fut livrée une des plus sanglantes batailles des temps modernes. Peut-être nous restâmes vainqueurs, car le champ de bataille nous demeura. Le corps du maréchal Augereau y fut entièrement détruit (1), et celui du maréchal Davoust éprouva

(1) Je ne peux signaler cet événement tragique sans consacrer un souvenir à un jeune héros, Guillaume de Resnier, fils du colonel de ce nom, et lieutenant d'infanterie. Ce jeune homme, rempli de courage, possédait une instruction au-dessus de son âge; il avait concouru pour l'École Polytechnique. Né à Montpellier le 8 avril 1787, il venait d'être décoré de la croix d'honneur sur le champ de bataille. Le matin même de sa mort, il dit à ses camarades, qui le félicitaient : *L'empereur me l'a donnée par forme d'encouragement; il faut qu'aujourd'hui je la mérite.* L'action s'en-

des pertes énormes; dans cette terrible journée, le courage eut aussi à lutter contre le froid, qui était des plus violents.

Le 8 février, au point du jour, l'ennemi commença l'attaque. L'armée russe, rangée en colonne, était à demi-portée de canon; l'artillerie, à chaque coup, en enlevait des files entières. Le corps d'Augereau déboucha en colonne sur le centre de l'ennemi, tandis que la division Saint-Hilaire l'attaqua à droite, afin qu'il n'allât pas tout entier écraser le corps de Davoust. Alors tomba une neige si épaisse, qu'elle couvrit les deux armées, et ne permit pas de voir à deux pas devant soi. Au milieu de ces demi-ténèbres, les troupes, incertaines, s'égarèrent à gauche. Ce mauvais temps dura une demi-heure. Le grand-duc de Berg, soutenu par le maréchal Bessières, tourna la division Saint-Hilaire, surprit et mit en déroute l'ennemi; deux lignes d'infanterie furent rompues; le massacre devint horrible : *des escadrons de la garde traversèrent deux fois toute l'armée ennemie.*

---

gage; Resnier enlève un drapeau russe, mais un gros d'ennemis l'environne; on lui offre la vie s'il veut se rendre. Pour toute réponse, il entortille le drapeau autour de son corps, et combat avec une valeur nouvelle; percé de onze coups de lance, il expire en criant : *vive l'empereur.*

Le même jour, son frère, Étienne de Resnier, officier dans l'armée française qui occupait le royaume de Naples, et né à Montpellier le 12 janvier 1788, périssait aussi dans un combat livré par des chaloupes françaises à des vaisseaux anglais. Le jeune Étienne, renouvelant le trait fameux de Cynégire, combattit en nageant, et déjà mutilé du bras droit. La mère infortunée de ces deux héros est morte en 1825, accablée de douleurs affreuses, et ne sachant pas encore la triste destinée de son second fils, qu'on lui disait avoir été emmené esclave en Turquie. Tous deux étaient mes cousins-germains. L. L. L.

Cette charge brillante ne décida rien. Le général d'Hautpoul fut blessé à mort avec cent soldats de la garde. On trouva leurs cadavres au milieu de mille de ceux des ennemis. Trois cents canons y vomirent la mort pendant douze heures; la victoire, longtemps incertaine, fut gagnée lorsque le maréchal Davoust déboucha sur un plateau vivement disputé. L'ennemi, après des efforts aussi meurtriers qu'inutiles pour y rentrer, battit en retraite et se retira au delà de la Pregel, laissant sur le champ de bataille ses blessés et seize pièces de canon.

Augereau fut atteint d'une balle, ainsi que les généraux Desjardins, Heudelet, Lochet; les généraux Corbineau et d'Hautpoul furent tués avec les colonels Lacué, Lemarrois et Bouvières. Le bulletin portait notre perte à dix-neuf cents morts, à cinq mille sept cents blessés, dont mille hors de service, et il disait que sept mille Russes avaient été ensevelis après la bataille.

Au reste, l'action ne fut pas assez décisive pour que chacun des combattants ne pût s'attribuer la victoire. Le général russe Beningsen, dans son rapport à son souverain, se vanta d'avoir battu complétement les Français, de leur avoir fait mille prisonniers, et enlevé douze drapeaux (1); enfin, il prétendit nous avoir tué douze mille hommes. Le général prussien Ruchel ne s'en tint pas là; il écrivit au roi que les Français avaient perdu trente mille soldats. On peut

(1) Le seul mot *drapeaux* prouverait la fausseté de l'allégation. Nos régiments n'avaient plus de drapeaux, mais des aigles, et une seule par régiment. Douze auraient donc perdu la leur! Certes, la chose n'a pas eu lieu, et n'est pas vraisemblable. L. L. L.

évaluer notre perte à dix mille hommes. Celle des Russes fut moins considérable, mais nous restâmes huit jours campés sur le champ de bataille, et les alliés se réfugièrent derrière la Pregel. Or, un vainqueur ne recule pas volontairement à la suite d'une victoire.

Le 17 février, Napoléon ramena son armée sur la Vistule, où il établit son quartier-général. Une foule de combats partiels, d'actions de moindre importance, lièrent cette journée mémorable à celle bien autrement célèbre de Friedland. On signale principalement les batailles de Marienwerder, gagnée par le maréchal Lefèvre, le 12 février; d'Ostrolenka, qui eut lieu le 16; de Dirschaw, livrée le 23, sous le commandement du brave général polonais-français Dabrowski; de Braunsberg, où le 26 triompha le prince de Ponte-corvo, vaillamment secondé par le général Dupont-Chaumont; de Carlsberg, qui se donna le 9 avril; celles de Belling et de Ferdinands-Hoff, et enfin celle d'Uckermünde, remportée le 17 avril sur les Suédois par le maréchal Mortier. Cette dernière affaire acheva la conquête de la Poméranie, dont la capitale, Stralsund, était déjà investie depuis le 18 février. Dantzick, assiégée, se rendit le 20 mai, après cinquante-un jours de tranchée ouverte. Le maréchal Lefèvre conduisit cette entreprise honorable, où le général Kalkreuth se défendit avec autant de bravoure que d'habileté. On trouva dans la place huit cents canons de siége ou de campagne. Cette conquête acheva la ruine du roi de Prusse, et, en récompense d'une si belle victoire, Napoléon accorda le 28 mai au maréchal Lefèvre le titre glorieux de duc de Dantzick.

L'armistice de Stralsund durait encore, lorsque

le 4 juin, dans une entrevue entre le roi de Suède et le maréchal Brune, ce monarque tenta la fidélité du général français. L'empereur se montra peu satisfait de la manière dont Brune avait répondu à cet outrage ; il s'ensuivit une disgrâce dont ce maréchal ne se releva pas. En revanche, et le lendemain 5, douze régiments alliés attaquèrent la tête du pont de Spanden, sur la Passarge, que le général Frère défendait avec un seul régiment français, le 27e d'infanterie légère. Dans une des sept attaques, toutes repoussées à la manière des héros d'Homère, le prince de Pontecorvo reçut une blessure honorable qui le tint éloigné de son commandement pendant une quinzaine de jours. C'était sa division qui avait fourni ce régiment de braves.

Le même jour eut lieu un autre combat à Lomisten, où le général Ferrey (division Soult) repoussa l'ennemi. En même temps le maréchal Ney, attaqué à la fois par Beningsen et le grand-duc Constantin, à Altkirken, Amt, Gutstadt et Wolsdorf, et n'ayant avec lui que seize mille hommes, arrêta les quarante mille qui le pressaient, et, suivant ses instructions, porta son corps à Ackendorff.

Le 6, une autre victoire à Deppen; les généraux Marchand, Roger, Dutaillis, y font des merveilles; les deux derniers sont dangereusement blessés. Le 8, nouveau succès à Wolsdorf. Le 9, on poursuit ces luttes mémorables; l'empereur court à Guttstadt avec les corps des maréchaux Ney, Davoust et Lannes. La garde impériale russe, la cavalerie de réserve, quinze mille fantassins et dix mille cavaliers ennemis, postés à Glottau, lui disputent le passage et sont battus complétement : le lendemain, 10, un triomphe non moins

brillant ajoute d'autres lauriers à tant de palmes acquises. Après une résistance opiniâtre, l'ennemi abandonne Heilsberg et les camps retranchés qu'il avait établis autour de la ville. Dans ces différentes actions, l'armée russe perd trente mille combattants. Les généraux français Pajol, Bruyères, Durosnel, Nansouty, Latour-Maubourg, Legrand, Savary, Saint-Hilaire, Verdier (1), se couvrent de gloire. Le vaillant Lagrange, colonel du 7ᵉ des chasseurs à cheval, est tué; M. de Ségur a un bras emporté comme l'avait eu le maréchal son grand-père. M. de Lameth est également blessé.

Tant de beaux faits d'armes eussent suffi à un grand capitaine; ils n'étaient pour Napoléon que le prélude d'une victoire décisive. Le 14 juin, un coup de canon se fait entendre; l'empereur tressaille et s'écrie : *Ce jour est heureux; c'est celui où j'ai vaincu à Marengo.*

---

(1) Le comte Jean Antoine Verdier, né à Toulouse le 1er mai 1767. Avec un seul bataillon, il enleva le camp retranché de Liers, défendu par quatre mille Espagnols et quatre-vingts canons. Ce beau fait d'armes lui fit accorder le grade d'adjudant-général. Il fut fait général de brigade, en Italie, en 1796, sur le champ de bataille de Castiglione, et se trouva à tous les combats de cette quadruple campagne. En Égypte, Verdier, avec mille soldats, battit aux bouches du Nil sir Sidney Smith, qui commandait huit mille Turcs. Depuis, il se signala en Syrie, en Étrurie, dans la Pouille, en Toscane, dans tout le royaume de Naples. Il prit sa part du triomphe de Friedland, passa en Espagne, où il se distingua brillamment à Logroño, à Saragosse, à Girone. En 1812, il était en Russie; en 1813, il commandait en chef le second corps de l'armée italienne. Il est lieutenant-général, et grand-aigle de la Légion-d'Honneur, commandeur de la Couronne de Fer. Le bâton de maréchal de France manque, non à sa gloire, mais à l'illustration de cette dignité. L. L. L.

L'armée, enthousiasmée, ne manque pas de fêter un pareil anniversaire. Quoique la journée soit avancée (il est cinq heures du soir), on met en position les divers corps. Ney est à la droite, Lannes au centre, Mortier à la gauche, le général Victor et la garde impériale forment la réserve. Grouchy et ses cavaliers couvrent la gauche; La Houssaye et ses dragons, réunis aux cuirassiers du roi de Saxe, défendent le centre, et Latour-Maubourg avec sa cavalerie est placé en réserve derrière la droite. Les Russes ont pris de bonnes positions; ils sont nombreux et irrités de tant de défaites : Alexandre veut un *Te Deum* de bon aloi.

L'action commence par l'attaque de la ville de Friedland, qu'ordonne Napoléon. Marchand et les siens partent les premiers; les Russes veulent envelopper le corps de Ney; Latour-Maubourg fond sur eux, les sabre et les met en déroute. Victor, avec la réserve et trente canons, se porte à quatre cents pas des Russes, les foudroie, jette le désordre dans leurs rangs, et ne leur permet pas de se rallier. Des colonnes russes foncent sur sa droite, on les précipite dans l'Alla à coups de baïonnette; la gauche de Ney approche d'un ravin, où la cavalerie ennemie se tient en embuscade; mais cette cavalerie, surprise elle-même par la division Dupont, est complétement repoussée avec une perte immense.

On se bat dans les rues de Friedland, dont nous chassons les Russes; ils veulent fondre sur le centre de notre armée, qui les écrase et marche en avant sur leurs cadavres. L'intrépide Mortier, qui depuis le début de l'affaire s'est montré le premier parmi les braves, soutient d'abord la gauche; puis, soutenu à son tour par les fusiliers de la garde impériale, il

achève de chasser les alliés du champ de bataille. A l'entrée de la nuit, la victoire nous appartient, et celle-ci est complète, décisive et non contestée. Les bulletins des coalisés avouent dix-sept mille tués; le nombre des blessés est immense; quatre-vingts canons, trente drapeaux, restent en notre pouvoir. On a tué, pris ou blessé aux alliés vingt-cinq généraux. De notre part, nous avons à regretter cinq cents morts et trois mille blessés.

Au nombre de nos pertes, on cite le colonel d'artillerie Destourneaux, le chef d'escadron Hutin. Ils sont tombés comme aiment à mourir les hommes de cœur, sur le champ de bataille, et en marchant victorieux. Les blessés de marque sont les généraux Drouet, Cohorn, descendant du fameux ingénieur de ce nom, le Vauban hollandais; Brune, Latour-Maubourg; les colonels Regnaud, du 15e de ligne; Lajonquière, du 60e de ligne; Lamothe, du 4e dragons; les aides de camp de l'empereur, Mouton et Lacoste. Ici encore, il faut nommer parmi ceux qui se distinguèrent dans les hauts grades les maréchaux Murat, Ney, Lannes, Mortier; les généraux Latour-Maubourg, Durosnel, Vattier-Saint-Alphonse, Victor, Grouchy, Verdier, Nansouty, La Houssaye, Bisson, Marchand, Sennarmont, Dupont, Savary, Brun, Drouet, etc.

Tandis que ces événements se passaient dans le nord de l'Europe, à l'est, les Anglais, naguère alliés des Musulmans, leur déclaraient la guerre, et tout à la fois tentaient de dominer à Constantinople, et de succéder aux Français en Égypte. La paix conclue entre Sélim III et la France, Napoléon reconnu padischa, et les hostilités commencées sur les frontières de la Turquie et de la Russie par les fiers enfants

d'Othman, avaient irrité le cabinet de la Grande-Bretagne. Aussitôt il dirigea ses flottes sur l'Égypte et dans la mer de Marmara.

Sir Arbutnoth, ambassadeur anglais à Constantinople, quitte furtivement son palais, abandonnant les négociants anglais à la colère des Turcs, et ne leur laissant pour toute défense que de les recommander à la générosité de l'ambassadeur de la France, à laquelle sa nation faisait une guerre si acharnée et si injuste. Il va rejoindre la flotte anglaise stationnée en dehors des Dardanelles; de là, il fait savoir au divan que Stamboul serait bombardée (1) si on ne chassait pas l'ambassadeur français, et si on ne traitait pas de nouveau avec Georges III et l'empereur Alexandre.

Les Français qui sont à Constantinople rassurent Sélim III. L'amiral anglais, sir Duckworth, force le passage des Dardanelles le 19 février, brûle six beaux vaisseaux de guerre, et, le 20, sa flotte paraît à l'entrée du canal de la mer Noire, en face du sérail, où rien n'est préparé pour la défense. Cependant on court aux armes; le sultan, le premier, va à la recherche des positions propres à dresser des batteries. Tous les Turcs travaillent, même les Grecs, et surtout les Francs. Dix officiers français du génie et de l'artillerie arrivent dans la nuit; partout l'activité est égale, et le 25, cinq cents pièces de canon et cent mortiers attendent l'ennemi.

Sir Arbutnoth, cependant, demande : 1° la remise aux Anglais des châteaux des Dardanelles; 2° l'envoi à Malte de quinze vaisseaux de guerre turcs chargés

(1) Nom que les Turcs donnent à Constantinople, l'ancienne Byzance. L. L. L.

de munitions ; 3° il exige que le sultan déclare la guerre à la France ; 4° qu'il cède aux Russes la Valachie, la Moldavie, Ismaïl, etc.

On se rit de ses prétentions, on brave ses menaces; le temps s'écoule. Constantinople est à l'abri d'un coup de main, et la marine anglaise ne retire que de la honte de cette attaque insensée.

A la fin de mars, les Anglais tentent d'emporter Rosette et sa passe; repoussés, ils tournent leurs voiles vers Alexandrie, d'où ils sont pareillement chassés après une courte occupation.

Telle était à cette époque la situation des parties belligérantes tant sur terre que sur mer. Les Prussiens, anéantis, ne comptaient plus comme nation. Glatz était tombé en notre pouvoir le 19, et dès le 16, Kœnigsberg avait été occupé par le maréchal Soult. Silgbergberg était peut-être la seule place forte qui restât alors à Frédéric-Guillaume. De son côté, la Russie craint déjà pour ses provinces. La consternation, le désespoir, la conviction de leur impuissance, agissent sur les deux souverains; ils se déterminent à implorer la paix.

Le 21 juin, un armistice est conclu entre les Français et les Russes. Le 25, à Tilsitt, et dans un radeau sur le Niémen, a lieu la première conférence entre les deux plus grands souverains du monde. Le roi de Prusse y est admis. On ne peut pas dire qu'il fait la paix, il y assiste et on la lui dicte; il perd la moitié de son royaume et la partie de la Pologne qui lui appartenait. On en fait un nouvel état, que Napoléon donne au roi de Saxe sous le titre de grand-duché de Varsovie. Dantzick, avec un rayon de deux lieues, recouvre son ancienne indépendance. Des pays enlevés

au roi de Prusse, on forme les royaumes de Saxe et de Hollande, et on agrandit le royaume de Westphalie, auquel on ajoute le Hanovre et l'électorat de Hesse, conquis sans retour, etc. Il est stipulé que les troupes russes évacueront la Valachie et la Moldavie. Alexandre est flétri par l'acceptation d'une portion du territoire prussien, que Napoléon le force de recevoir. Il reconnaît la confédération du Rhin et les royautés de Bavière, de Naples, de Wurtemberg, de Saxe et de Westphalie.

Il ne reste au roi de Prusse que six millions de sujets; peu de mois lui en ont fait perdre cinq millions cinq cent mille. Cet état n'est plus qu'une lisière démesurément allongée, qui suit la Baltique sur une longueur de cent quatre-vingts lieues de l'est à l'ouest, et qui, presque partout, n'en a pas quarante de large du nord au sud. Enfin, une route militaire traversera de Dresde à Varsovie cet état démantelé. La monarchie démembrée du grand Frédéric est forcée de subir ce dernier affront.

Ce traité fut conclu le 9 juillet. La paix étant rétablie sur ce point, Brune pressa le siége de Stralsund. Enfin cette ville, que diverses causes avaient empêchée de tomber au pouvoir des Français, capitula le 9 septembre. Son roi, qui avait juré de s'ensevelir sous ses ruines, s'échappa précipitamment pour se réfugier à Stockholm, où d'étranges malheurs l'attendaient.

Le 28 juillet, Napoléon rentra dans Paris; son retour fut un triomphe. La vieille réputation des Prussiens avait fait peur; on craignait l'ombre du grand Frédéric. Le 12 août, à l'ouverture de la session du Corps législatif, l'empereur laissa entrevoir la création

d'une nouvelle noblesse, et parla positivement de l'érection du nouveau trône de Westphalie. On vit en lui un conquérant heureux, et l'ancienne noblesse se rapprocha de sa personne, car elle avait perdu l'espérance de voir revenir les Bourbons.

Mais au milieu de cette allégresse, la nouvelle du coup hardi tenté, par la flotte anglaise aux ordres de sir Popham, contre le Danemark, fit naître un sentiment d'indignation et de colère. Napoléon frémit d'indignation en apprenant que Copenhague, attaquée le 16 août, avait dû se soumettre aux volontés de l'Angleterre après un bombardement qui avait duré trois jours et trois nuits, et détruit cinq à six cents maisons. Sir Popham, au nom de son gouvernement, prit possession de toute la flotte danoise, consistant en vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks, dix-huit chaloupes royales, douze bateaux canonniers, et six chaloupes canonnières.

Cette belle flotte, sur laquelle Napoléon comptait, fut enlevée tout entière et conduite dans les ports de la Grande-Bretagne. Nos journaux de l'époque crièrent à la trahison, mais ils ne dirent rien de l'enlèvement de la famille royale d'Espagne, qui eut lieu l'année suivante, ni de l'occupation non moins injuste du royaume d'Étrurie, envahi en pleine paix.

Le 28 septembre, la Cour des comptes fut instituée. Avant la révolution, il en existait plusieurs dans le royaume, qui, plus rapprochées, étaient par conséquent beaucoup mieux en rapport avec les besoins des provinces. Celle-ci fut composée de trois chambres, dont la première devait connaître des comptes relatifs à la recette publique; la seconde, des comptes de la dépense; la troisième, des recettes et dépenses

des départements et des communes, dont les budgets seraient arrêtés par le souverain.

Le 12 octobre, un sénatus-consulte décide que dorénavant toute institution de juge à vie n'aura lieu que cinq ans après la nomination du titulaire, afin que le chef de l'état puisse revenir sur les choix dans lesquels sa religion aura été surprise.

La perte de la flotte danoise est en quelque sorte balancée par la promulgation de l'ukase russe du 26 octobre. L'empereur Alexandre, rompant les nœuds qui l'attachent à Georges III, proclame le principe de *la neutralité armée*, et adhère au blocus continental.

Le 31 du mois d'octobre, commence la première scène du grand drame qui va être joué au delà des Pyrénées. Le prince des Asturies, arrêté tout à coup, est remis en liberté aussitôt qu'il a sacrifié ses amis à son père. Je reviendrai sur ce point important lorsqu'il faudra raconter les événements qui eurent lieu en Espagne l'année suivante.

Le 8 novembre, le général Gardanne entre dans le royaume de Perse en qualité d'ambassadeur de Napoléon. Il trouve dans la première ville du royaume le prince Abbas-Mirza, fils aîné du schah, et Asker-Kan, que le souverain de cet empire envoyait en ambassade à Paris.

Napoléon quitte Saint-Cloud le 16 novembre, et arrive à Milan le 21. Le 25, la garde impériale reçoit à sa rentrée dans Paris les honneurs du triomphe; elle trouve à la barrière de la Villette le préfet de la Seine, les douze maires, le corps municipal qui l'attendent sous un arc de triomphe élevé à sa gloire. Le préfet attache à chaque aigle des couronnes d'or,

sciences, inscriptions et belles-lettres, de la ville de Toulouse, fut rétablie. Détruite au temps de la révolution avec tous les établissements scientifiques, elle manquait au midi de la France, dont elle avait été l'ornement par ses travaux.

La campagne de Prusse, comme celle d'Austerlitz, inspira la verve de nos poëtes; tous ceux alors connus firent preuve de génie. Des débutants se lancèrent à leur suite, et on applaudit à leurs jeunes travaux, inspirés par le génie et le vrai patriotisme.

CHAPITRE XIV.

Fautes de Napoléon. — Ses usurpations. — La verge de Dieu. — Influence de la chute de Napoléon. — Traité de Fontainebleau. — Affaire d'Espagne. — Le prince des Asturies. — Le chanoine Escoïquiz. — Le duc de l'Infantado. — Le prince des Asturies demande une femme à Napoléon. — Il dresse un plan de conspiration. — Manies de Charles IV. — Comment Godoï lui donne le premier avis de ce que lui-même a inspiré. — Révélation qui explique la haine de la reine d'Espagne pour son fils aîné. — Arrestation de l'infant don Ferdinand. — Développement de l'opinion publique. — Belle conduite de l'ambassadeur français. — Mot plaisant de Charles IV. — La frayeur de la mort décide l'infant à dénoncer ses amis. — Sa lettre à son père. — Cédule royale et pardon. — Notes curieuses. — Napoléon veut chasser les Bourbons des trônes qu'ils possèdent. — Don Izquierdo découvre ce plan à Godoï, qui veut emmener Charles IV en Amérique. — — Révolution d'Aranjuez. — Abdication de Charles IV. — Avénement de Ferdinand VII. — Suite des événements politiques. — La famille royale d'Espagne à Bayonne. — Napoléon usurpe la couronne de la Péninsule. — Détails de ce crime d'état. — Traités odieux passés entre l'oppresseur et les victimes. — Ce que devient Charles IV jusqu'à sa mort. — Joseph Bonaparte roi d'Espagne. — Soulèvement général des Espagnols. — Capitulation de Baylen. — De Linho. — Le marquis de la Romana. — Création en France de la nouvelle noblesse. — Note héraldique. — Quels sont les premiers anoblis. — Effet produit en France par cette création. — Quatre provinces ravies au pape. — Motifs singuliers de cette spoliation. — Le pied de Napoléon. — Création du département de Tarn-et-Garonne. — Entrevue d'Erfurth. — Note anecdotique. — Nouvelles propositions de paix faites à l'Angleterre. — Discours de Napoléon au Corps législatif. — Il entre en Espagne. — Proclamation. — Victoires. — Prise de Madrid. — Les Anglais chassés momentanément de l'Espagne. — Napoléon au salon de peinture. — Faits relatifs à la France.

Jusqu'ici, à part le crime impardonnable qui coûta la vie à l'infortuné duc d'Enghien, et auquel Napoléon fut poussé par des combinaisons infernales, que nous avons fait connaître en partie, sans peut-être avoir déchiré complétement le voile qui les cache ; à

part quelques actes isolés de despotisme, inaperçus au milieu de tant de belles actions, de travaux gigantesques, de créations empreintes de son génie, la gloire de Napoléon restait entière, et ses admirateurs pouvaient ne pas rougir de leur fanatisme, motivé sur tout ce qui entraîne l'opinion des hommes.

Mais ici commence une autre série de faits. Nous verrons ce dominateur insatiable rompre astucieusement des traités qui auraient dû être sacrés, surprendre la bonne foi de monarques qui étaient ses amis, leur enlever leurs couronnes, détrôner même les princes qui lui devaient leur élévation. N'écoutant qu'une ambition effrénée, on le verra tout à la fois ravir par une indigne surprise le sceptre à la maison d'Espagne, l'emmener prisonnière, briser la couronne sur la tête de la reine régente d'Étrurie, et du roi enfant dont il devait être le tuteur naturel; on le verra enfin arracher le diadème dont il avait paré le front d'un de ses frères, porter une main sacrilége sur l'oint du Seigneur, sur le vicaire de Dieu ici-bas, l'enlever de son palais paisible et sacré, le traîner captif de ville en ville, de prison en prison, et finalement lui ravir le patrimoine de saint Pierre, dont Pie VII n'est que l'usufruitier.

Tant de spoliations, celle de l'Espagne, des États du Pape, de la Hollande, des villes hanséatiques, du duché d'Oldenbourg, irriteront les autres rois; tous craindront un sort pareil à celui de ces victimes; l'Autriche, la première, reprendra les armes et sera rudement ébranlée par ce terrible vainqueur, car elle a devancé le moment fixé par la Providence pour briser la verge de fer dont elle veut encore châtier les nations.

Mais lorsque la fleur de la jeunesse française aura été moissonnée pour satisfaire l'orgueil d'un seul, lorsque tant de larmes et de sang répandu auront porté à son comble la colère divine, lorsque le schisme et l'hérésie se présenteront flagrants, lorsque les lois seront violées au mépris des serments jurés sur les autels, lorsque les nations, renonçant à la philosophie, s'adresseront au Ciel et ne se confieront plus en leurs propres forces, alors le conquérant, enivré d'orgueil, sera poussé malgré lui vers le nord, traînant à sa suite les populations de l'Europe. On le croirait invincible ! Et pourtant l'incendie d'une seule ville, un vent glacé qui soufflera, suffiront pour arrêter sa course : aussitôt la pierre détachée de la montagne atteindra le géant, et l'écrasera en un clin d'œil.

Mais au moment de sa chute, il retrouvera son génie ; sa véritable grandeur brillera de nouveau : il sera tellement sublime aux heures de sa catastrophe, qu'il y aura de la lâcheté à le maudire, qu'il faudra le plaindre et même le pleurer. Il ne tombera pas vaincu, mais, ô prodige ! il expirera sur un amas de victoires ; spectacle étrange qui nous forcera de nous écrier : Cet homme l'emporterait encore si Dieu ne le foudroyait pas ! Tous les rois de la terre ne suffiraient pas à déterminer sa chute, si sa chute ne venait d'en haut ; enfin, lassé de vaincre sans résultat, il reconnaîtra la main qui le frappe, et à son départ pour l'exil, il demeurera plus grand que tous ces monarques qui se partageront ses couronnes. L'anarchie sortira de dessous son trône brisé ; la puissante main de Napoléon comprimait seule ce monstre, qui renaîtra plein de force et de vigueur, et qui mettra l'Europe à

deux doigts de sa perte, si même il ne la décide pas. Ainsi, pour se débarrasser du conquérant, on aura exposé le salut de trente monarchies.

L'Espagne, la première, avait reconnu la République française, encore toute souillée du sang de Louis XVI : elle avait traité avec elle. Cette faute capitale subit un châtiment terrible, qui ne touche pas encore à son terme. Dans cette contrée parut un homme sans aucune vertu, sans la moindre qualité; mauvais administrateur, capitaine sans habileté, incapable de gouverner, et néanmoins dirigeant tout; en pactisant avec l'ennemi de ses bienfaiteurs, il devint le fléau de sa patrie. Après avoir déshonoré la majesté royale, il appauvrit l'état par ses dilapidations, et finit par le vendre.

Don Izquierdo, son agent, partageant son infâme trahison, signait, à la date du 27 octobre 1807, le traité honteux qui consacrait la spoliation de la couronne d'Étrurie, et enlevait le Portugal à la maison de Bragance, pour en faire trois chétifs royaumes. L'un serait donné comme une indemnité dérisoire à la famille de l'infant duc de Parme, à laquelle on enlevait la Toscane; et l'autre, le plus au midi, formerait un état indépendant pour don Godoï, créé prince sous un titre qui rappelait une paix déshonorante.

Le roi d'Espagne ignorait en partie l'acte de son favori, et comme celui-ci redoutait l'héritier présomptif de la couronne, il essaya de renouveler la tragédie sanglante de don Carlos (1).

---

(1) Philippe II, ayant surpris une correspondance entre les rebelles des Pays-Bas et son fils aîné, l'infant don Carlos, instruit d'ailleurs que ce prince partait pour se mettre à la tête de l'insur-

A côté du roi d'Espagne, sans moyens, sans vertus publiques, ne possédant pas même les vertus privées, se montrait son fils aîné, malheureux jeune homme destiné par la Providence à consommer la ruine de l'Espagne, et à la rendre infortunée longtemps après lui. Faible, ignorant, superstitieux, débauché, lâche, parce qu'il sentait son incapacité; cruel, par la persuasion que la terreur qu'il inspirerait remplacerait le génie, qui, pour gouverner, n'a pas besoin d'actes sanglants, l'infant, appelé à la succession de tant de belles couronnes, était destiné dès sa naissance à végéter sous le joug de ses favoris.

Il en avait alors deux qui possédaient sa confiance, et la méritaient peut-être, bien que plus tard il se soit plaint de tous les deux. L'un était son précepteur, le chanoine Escoïquiz, archidiacre de Tolède, et l'autre le duc de l'Infantado, grand d'Espagne de première classe, reste de ces *ricos hombres* (riches ou hommes puissants) qui longtemps en Espagne furent les princes du pays. Le premier de ces deux personnages, don Escoïquiz, fin, adroit, spirituel, savait cacher son énergie sous le manteau d'une piété humble; c'était un esprit supérieur, profond, capable de conseiller de grandes choses, et, plus encore, d'aider à leur exécution : son état en faisait un ennemi naturel de la révolution française et du despotisme de Napoléon, qui était à ses yeux un usurpateur; il le comparait à l'Antechrist, à cause des violences qu'il exer-

---

rection, le fit arrêter. On instruisit en secret son procès, et on le mit à mort dans sa prison. Des historiens, tout en reconnaissant la réalité de la captivité de don Carlos, croient que sa fin fut naturelle et le résultat de ses débauches et de sa fureur. L. L. L.

çait envers le pape, auquel en ce moment il enlevait ses états. La simplicité apparente du chanoine, sa modestie adroite, faisaient qu'on le laissait à l'écart, et nul ne se doutait de ce qu'un jour il serait en état de faire.

Le duc de l'Infantado, au contraire, promettait plus qu'il ne saurait tenir. Celui-là, encore, était du nombre de ceux que le public place par anticipation au rang des hommes supérieurs, et qui, appelés par la force des choses à montrer ce dont ils sont capables, fléchissent sous le poids, et tardent peu à tomber dans l'oubli que leur a mérité leur nullité; météores brillants dont l'éclat n'est qu'éphémère, et dont les flancs ne renferment ni la flamme ni la foudre.

Ce seigneur, élevé à la française, voltairien au fond du cœur, pieux comme un Espagnol, plaisait néanmoins par ses manières gracieuses. On lui trouvait de l'esprit, on lui crut du génie, et son prince voulut faire de lui l'instrument principal de ses intrigues, ou plutôt de celles que lui inspiraient les agents de Godoi. Ceux-là entouraient aussi l'infant, et en octobre 1807 lui suggérèrent le projet de hâter le moment où les lois de la nature lui assureraient ce trône que son insuffisance le poussait à convoiter déjà si ardemment.

Le prince des Asturies, trop borné pour s'apercevoir du piége, s'y laissa prendre, et certes sans y être contraint par Napoléon, qui ne soupçonnait pas les intentions de l'héritier présomptif des Espagnes. L'infant écrivit volontairement à l'empereur des Français, à la date du 11 octobre, une lettre longue, verbeuse, embarrassée, et terminée par la demande formelle d'une femme choisie parmi les princesses de la

nouvelle famille impériale : c'était en conséquence la princesse Zénaïde, fille aînée de Joseph, qui était alors roi de Naples, qui devait monter sur le trône d'un pays où, plus tard, son père a régné quelques années.

A cette première démarche, déjà coupable devant Dieu et devant les hommes, puisqu'elle était faite à l'insu du roi son père, l'infant, à qui la révolte semblait légitime lorsqu'il espérait en profiter, ourdit un complot dont le but était de contraindre Charles IV à lui céder le pouvoir. En vain ce perfide dessein fut-il caché sous le prétexte plausible de régler ce qu'il y aurait à faire, si par cas le roi mourait subitement; la vérité est que c'était là le plan de la conjuration, et que, sûr de sa réussite, Ferdinand avait déjà disposé par écrit des emplois et des charges de la couronne.

L'infant croyait toucher au succès; mais ceux qui l'avaient excité ne le perdaient pas de vue, et dès qu'on fut assuré qu'il existait des preuves flagrantes de son crime, Godoï, le premier auteur de cette trame, au dire de tous les Espagnols, fit dénoncer le prince par un anonyme. Un soir, le roi, qui avait une manie pour les montres, trouva sur une pendule favorite, qu'il visitait souvent, un papier plié d'une façon singulière, et sur lequel était écrit en espagnol : *La mort au roi!* Surpris, il déchira l'enveloppe, et lut les détails précis de ce que son fils tentait dans ce moment.

Toute la conspiration était si bien détaillée, chaque fait si bien présenté, on indiquait avec tant d'exactitude où l'on trouverait les pièces de conviction, que tous les doutes du vieux roi s'évanouirent; il fut forcé de reconnaître la probabilité de la dénonciation; il appela

sur-le-champ la reine, et fit mander Godoï. La reine haïssait son fils dès sa naissance, persuadée qu'elle avait mis au monde une fille, et qu'une maîtresse aimée de Charles IV avait substitué dans le berceau royal son fruit illégitime à son enfant, du consentement de son époux. Jusqu'à sa mort, la reine conserva pour son fils aîné ce sentiment de haine que rien n'expliquerait, si l'on n'admettait ce que je viens de révéler, et qui m'a été confié par un Espagnol, domestique de leurs majestés, qui croyait à ce fait comme à l'Évangile (1).

La reine, stimulée par sa haine pour l'infant, ne balança pas à le croire coupable du complot, et, mieux encore, capable de l'exécuter. Godoï parla dans le même sens, et aussitôt il fut décidé que le prince des Asturies et ses complices seraient emprisonnés, mis en jugement, et que si l'arrêt portait peine de mort, un grand, un terrible exemple d'équité royale, épouvanterait à jamais les princes rebelles et les mauvais fils.

Le 27 octobre 1807, l'agent de Godoï signait à Fontainebleau l'acte sacrilége qui divisait le Portugal afin de donner une couronne fermée à cet ingrat hidalgo, et le 30, l'infant don Ferdinand, le duc de l'Infantado, l'archidiacre Escoïquiz, étaient arrêtés; une proclamation foudroyante, datée du même jour, annonçait aux Espagnols le forfait du fils et la ferme résolution du père de le livrer à toute la sévérité des lois.

Mais Godoï avait mal calculé. Détesté de tous les

(1) Ce fut en mars 1814, pendant mon deuxième séjour à Carcassonne, que je fus instruit de cette particularité curieuse, qui explique l'éloignement de la reine d'Espagne pour son fils aîné.

Espagnols, et seul à peu près de son parti, car ses flatteurs l'abandonnèrent au premier danger, personne ne voulut se rallier à lui; les grands, le peuple, le clergé et l'armée, restèrent fidèles à don Ferdinand. Dès que le prince eut été mis aux fers, on cria : *tolle!* à la trahison! non pas contre la sienne, mais bien contre celle de l'aventurier d'Estramadure, auquel il fallait du sang royal pour affermir son élévation. A peine la nouvelle de ce qui venait de se passer fut-elle connue, qu'une indignation universelle provoqua un mouvement général (1). Godoï, à qui on fit part du péril qu'il courait, et qui n'avait pas assez d'énergie pour presser le supplice de son ennemi, dut conseiller au roi de tout oublier, et de rendre la liberté au prince. La reine, non moins effrayée, se joignit à lui, et Charles IV, qui n'avait pas bien compris pourquoi son fils était devenu coupable, lui fit grâce sans être

(1) L'ambassadeur de France, comte de Beauharnais, alla de son propre mouvement auprès de Godoï, lui déclara au nom de l'empereur qu'il le rendait responsable de tout ce qui arriverait à l'infant, et croyant ne pas avoir assez fait, il demanda une audience au roi, auquel il répéta que s'il arrivait mal au prince son fils, l'empereur en punirait sévèrement le prince de la Paix. « Il s'en prendrait à don Manuel! répondit le roi; à Manuel, ce ne serait pas juste.... » Il s'arrêta; puis, poursuivant en essayant de sourire, il ajouta : « Oh! je n'exposerai pas mon petit lièvre à la colère de l'auguste lion. » Le comte de Beauharnais eut besoin de faire un appel à toute sa gravité pour ne pas perdre son sérieux.

Trois jours après, le 4 novembre au matin, Godoï lui envoya un officier qui se contenta de dire à l'ambassadeur que *sa protection avait été toute-puissante, et que le jeune homme en question serait remis en liberté le lendemain ou le surlendemain*. L'archi-chancelier me conta cette anecdote en 1819; il la tenait du comte de Beauharnais.

mieux persuadé qu'il ne méritait pas la rigueur avec laquelle il avait voulu le frapper.

Cependant, la frayeur de la mort démoralisa le prince; pendant qu'il était au secret, la vuė de deux Galiciens de mauvaise mine qui entrèrent dans sa prison avec le personnage chargé d'obtenir de lui les déclarations nécessaires pour justifier le coup d'état, le détermina sur-le-champ à copier et à signer de sa main la lettre suivante :

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable en manquant à Votre « Majesté : j'ai manqué à mon père et à mon roi; « mais je m'en repens, et je promets à Votre Majesté « la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire « sans le consentement de Votre Majesté; mais j'ai « été surpris. *J'ai dénoncé les coupables*, et je prie « Votre Majesté de me pardonner, et de permettre de « baiser vos pieds à votre fils repentant.

« FERDINAND. »

San-Lorenzo (*l'Escurial*), 5 novembre 1807.

Une seconde lettre à la reine corroborait celle-là (1). Muni de ces lâches aveux, et fier du déshonneur que l'infant assumait sur sa tête par la révélation honteuse de ses complices, Godoï, justifié pour ainsi dire aux yeux de la nation dès que le prince des Asturies se

---

(1) Elle était écrite dans les mêmes termes. La reine, après l'avoir lue, la déchira en quatre morceaux, et la foula aux pieds. La reine d'Étrurie, présente à ce mouvement de colère, ramassa les divers fragments, et les colla avec des pains à cacheter sur une feuille de papier. Je tiens ceci d'un témoin oculaire. (*Voir* la page 252 du présent volume.) L. L. L.

reconnaissait coupable, détermina Charles IV à publier la pièce que voici :

« La voix de la nature désarme le bras de la vengeance, et lorsque l'inadvertance réclame la pitié, « un père tendre ne peut s'y refuser. *Mon fils a déclaré « les auteurs* du plan horrible que lui avaient fait concevoir des malveillants; il a tout démontré en forme « de droit, et tout conté avec l'exactitude requise « par la loi pour de telles preuves : son repentir et « *son étonnement* lui ont dicté les remontrances qu'il « m'a adressées, et dont voici le texte (la lettre ci-dessus). »

Dès lors tout rentra dans l'ordre comme auparavant, sauf que le prince libre regretta que sa terreur lui eût fait perdre ses avantages; s'il eût persisté à se dire innocent, sa captivité eût cessé également, et il en serait sorti à son honneur. Cet événement lui inspira un accroissement de haine et un violent désir de vengeance contre Godoï; celui-ci ne le détestait pas moins, mais il attendait le résultat de sa noire machination auprès de Napoléon, se flattant que lorsque la maison d'Espagne ne posséderait plus que le tiers du Portugal (le Beira, Tras-os-Montes, l'Estramadure portugaise), lui, assis sur le trône des Algarves, pourrait lutter à force égale contre l'infant. Cette illusion dura peu.

Dès le 18 brumaire, Napoléon avait formé le plan d'un vaste empire. L'Europe était en quelque sorte divisée en deux portions : au nord, les divers états, tous d'origine allemande; au midi, ceux que possédaient les souverains catholiques. Conquérir la première partie présentait des difficultés immenses qu'il n'éprouverait pas en se tournant vers la seconde, moins

homogène, séparée par des mers et des monts presque inaccessibles. Ce fut donc le midi de l'Europe qu'il voulut soumettre. Déjà il possédait la France, le Piémont, la Haute-Italie, directement ou indirectement: il fallait conquérir le reste. D'ailleurs, dans ces contrées, une seule famille en occupait les trois quarts; cette famille avait des prétentions au trône de France; tant qu'elle existerait, elle serait un sujet d'inquiétude pour la maison impériale : elle devait donc disparaître; la saine politique l'ordonnait impérieusement.

Voilà pourquoi, au lieu de laisser les infants d'Espagne régner sur le duché de Parme, on les transporta dans un pays conquis qui leur était étranger; voilà pourquoi en 1806 Napoléon chassa sans pitié le roi de Naples de ses provinces de terre ferme; pourquoi il contraignit les rois de Portugal à se réfugier au Brésil; pourquoi la reine d'Étrurie fut détrônée. De la famille des Bourbons, il ne restait que la branche espagnole, et celle-là devait tomber aussi.

L'agent de Godoï qui avait signé le traité de Fontainebleau, don Izquierdo, était à Paris, et sa lâche facilité à trahir sa patrie fit concevoir l'idée que l'on pourrait se servir de lui quand il faudrait s'emparer de Charles IV et de ses enfants. On le circonvint, on lui donna une forte somme, on lui promit un beau titre, un riche majorat, un grand cordon, une charge à la cour; il accepta le réel, agréa les espérances, et par là obtint la confidence du secret; mais, plus Espagnol qu'on ne l'imaginait, un tel plan l'épouvanta, et provoqua son indignation. Il eut l'adresse d'obtenir la permission de retourner à Madrid pour déterminer le ministère à avoir pleine confiance dans Napoléon; car, à cette époque, nos troupes, comme amies et alliées,

entraient en Espagne de tous côtés; elles allaient à la conquête du Portugal; elles devaient former le siége de Gibraltar, passer en Afrique, et le tout pour le plus grand avantage de l'Espagne. En attendant, nos généraux pénétraient dans les places fortes, et n'en sortaient pas; déjà les provinces du nord étaient envahies, et un vaste réseau commençait à envelopper Madrid.

Au milieu de l'hiver, Izquierdo arrive; il parle, et Godoï est foudroyé : il n'a plus à compter sur les Algarves; il doit s'attendre, au contraire, à être jeté avec ses maîtres dans une prison, où des fleurs cacheront peut-être les barreaux; accablé, éperdu rien que de penser au géant qui le menace, il cherche un abri, des ressources : l'Europe ne lui en présente plus; il jette ses regards sur le Nouveau-Monde. Là de vastes empires, de grands royaumes restent encore aux Bourbons; là on peut établir une cour brillante, et prolonger un règne dont le continent ne veut plus.

Cette pensée venue, cette résolution arrêtée, Godoï, mettant l'étiquette de côté, amène sur-le-champ Izquierdo devant Leurs Majestés espagnoles; il leur découvre le plan odieux de Napoléon, que son agent développe et certifie. L'effroi gagne aussi le couple royal, et on embrasse avec joie l'espérance que fait luire le favori. Le Mexique, le Pérou, le Chili, Cuba et les autres contrées soumises aux successeurs de Charles-Quint, peuvent pour un temps suppléer à la vieille Espagne; on se résout donc à partir aussitôt que le péril sera trop rapproché.

En attendant, on encaisse, on emballe, on expédie les objets précieux, et une sourde rumeur se répand, non que Napoléon veut envahir les Espagnes, mais

que Godoï, afin de gouverner à tout jamais au nom du roi, veut emmener la famille des Bourbons sur un autre continent, où il n'aura plus à craindre l'énergie et la haine de la nation.

On doute d'abord, on hésite à croire à tant d'audace; mais les amis de Ferdinand font circuler parmi le peuple les détails de cette funeste résolution (qui, bien exécutée, eût tout sauvé). Ils fournissent des preuves; ils font voir les voitures prêtes, les mules chargées, les charrois en mouvement. Il n'est plus permis de douter; le crime de rapt est sur le point d'être consommé. Un enfant pousse un cri, cent voix le répètent, Madrid en entier se soulève; mais on a pris l'initiative au séjour royal d'Aranjuez, où la cour s'était transportée, afin de pouvoir s'enfuir plus facilement. La populace court aux armes; les gardes du corps tournent les leurs contre le favori du roi. Godoï, en se levant, avait ce jour-là plus de puissance que Charles IV, et quelques heures après il était près de mourir faute d'un verre d'eau.

L'insurrection fut si rapide, si générale, qu'on ne put lui rien opposer. Godoï, abandonné de ses flatteurs, de ses gens, de ses maîtres, se cacha dans un grenier, d'où la soif le fit sortir. Arrêté, outragé, frappé, un miracle seul lui conserva la vie; il la dut à la pitié de Ferdinand VII, qui fit pour son ennemi ce que plus tard on ne lui a pas vu faire pour ses amis égarés; il fit grâce à Godoï, ou plutôt il voulut que les tribunaux se chargeassent du châtiment et de la vengeance.

Mais la chute d'un misérable ne suffisait pas au courroux national; le roi, en voulant abandonner l'Espagne, avait rompu avec elle aux yeux des Espa-

gnols. On exigea de Charles IV un acte d'abdication (1), daté du 19 mars 1808, jour de l'avénement de Ferdinand VII. Ce nouveau monarque fut accueilli par les acclamations unanimes de ses sujets ; on l'adorait sans motif lorsqu'il n'était que prince des Asturies, et cette passion dura tant qu'il fut prisonnier, tant que ses œuvres ne le firent pas connaître.

Cette révolution semblait consommée ; il n'en fut rien ; elle contrariait trop Napoléon pour qu'il l'acceptât dans ses conséquences : il eût voulu de Ferdinand VII si celui-ci, comme son père, eût évacué la Péninsule ; il l'eût reconnu en Amérique roi légitime ; en Espagne, il s'obstina à ne voir en lui qu'un usurpateur.

Murat, à la tête des colonnes françaises, approchait déjà du cœur de l'Espagne. La nouvelle de la révolution d'Aranjuez lui fait précipiter sa marche sur Madrid, où il entre sans coup férir. Là, muni des instructions secrètes de l'empereur et de la protestation de Charles IV (2), sous la fausse date du 21 mars, car elle ne fut écrite que deux jours plus tard, il s'interpose comme un médiateur entre le père et le fils. A l'en-

---

(1) « Comme mes infirmités habituelles ne me permettent pas de « supporter plus longtemps le poids du gouvernement de mon « royaume, et que j'ai besoin pour ma santé de jouir de la vie privée « dans un climat plus tempéré, j'ai décidé, après la plus mûre dé- « libération, d'abdiquer ma couronne en faveur de mon fils bien- « aimé, le prince des Asturies.

« En conséquence, ma volonté est qu'il soit reconnu roi, etc.

« A Aranjuez, 19 mars 1808.

« Moi, LE ROI. »

(2) « Je proteste et déclare que mon décret du 19 mars, par lequel « j'abdique la couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel

tendre, la couronne espagnole appartiendra à celui que Napoléon voudra reconnaître. Napoléon, ajoute-t-il, est à Bayonne, où il s'est rendu à cause des affaires du Portugal; que don Ferdinand aille le trouver, ou plutôt qu'il vienne à sa rencontre, car l'empereur arrive pour visiter ses augustes alliés; une conversation amicale, une explication franche accommoderont tout, et certainement l'empereur aura égard à l'unanimité des suffrages de la nation.

Ce leurre, des sommes énormes répandues autour de Ferdinand VII, la terreur, la vénération que Napoléon inspire, le manque d'énergie du roi parricide (car quelle autre qualification donner à un fils qui détrône son père?), entraînent Ferdinand; il se décide à se rendre à Burgos, où le duc de Rovigo, celui qui ordonna la mort du duc d'Enghien, assure que Napoléon est arrivé.

Le roi d'Espagne se met en route, laissant à Madrid une junte provisoire de gouvernement, présidée par S. A. R. l'infant don Antonio, son oncle. Son frère, l'infant don Carlos, aujourd'hui second Pélage (1), a devancé Sa Majesté; il est parti le 5 avril. Ce prince, espoir, avenir de l'Espagne, qu'elle comptera toujours

---

« j'ai été forcé pour prévenir de plus grands malheurs, et l'effusion
« du sang de mes sujets bien-aimés, et qu'il doit en conséquence
« être regardé comme de nulle valeur.

« A Aranjuez, ce 21 mars 1808.

« Moi, LE ROI. »

(1) Lorsqu'après la mort du roi don Rodrigue, et l'invasion des Maures en Espagne, le comte Julien et Opas, archevêque de Tolède, eurent consommé la perte de leur patrie, un prince du sang royal des Goths, Pélage, maintint son indépendance dans les Asturies, et lutta jusqu'à sa mort contre les Arabes, ses ennemis.

parmi ses héros, n'importe quel sort Dieu lui réserve, arrive à Burgos pour complimenter Napoléon au nom du roi, qui le suit. Des avis sont donnés à Ferdinand VII pour le détourner de ce voyage; mais le duc de Rovigo, qui joue là un rôle odieux, l'obsède, le trompe, et le détermine.

A Burgos, on ne trouve que des troupes françaises. Ferdinand VII veut attendre l'empereur; il n'en est plus le maître, et la route, commencée de plein gré avec la plénitude du pouvoir souverain, s'achève avec la perspective d'une captivité déguisée sous des honneurs fallacieux. On va d'abord à Vitoria, puis jusqu'à la Bidassoa, enfin on arrive à Bayonne. Ici le roi n'est plus traité que de prince des Asturies, et quand il se plaint, on lui dit que tout s'arrangera à la venue de son père.

Murat s'est empressé d'envoyer à Charles IV *une garde d'honneur*. Elle lui répond de la personne de cet ex-monarque, dont la surveillance est confiée à son indigne favori, qui, à l'exemple du traître Julien, livrait aussi sa patrie à ses ennemis. Godoï et la reine déterminèrent sans peine Charles IV à redemander sa couronne, non aux Espagnols, seuls juges en pareil cas, mais à Napoléon, aussi étranger à cette affaire que le roi de Suède ou le Cubo du Japon (1). On fait plus, on le décide à se rendre aussi à Bayonne

---

(1) Le Japon est gouverné par deux souverains. L'empereur ecclésiastique, qui régnait autrefois seul, s'appelle le Daïri. Sa dynastie est la plus ancienne du monde; on la connaît depuis plusieurs siècles avant Jésus-Christ, et elle a toujours occupé le trône du Japon. A une époque peu reculée, un général nommé Taïco-Zama usurpa le pouvoir administratif. Ne laissant au Daïri que la

auprès de Napoléon; avec lui est amené le jeune infant don Francisco; on ne tarde pas à faire prendre la même route à don Antonio. Ainsi, à part l'archevêque de Tolède, don Luis de Bourbon, et l'infant don Gabriel, qui alors se trouvait avec la famille de Bragance au Brésil, tous les Bourbons d'Espagne étaient au pouvoir de Napoléon.

Charles IV arrive à Bayonne; Ferdinand VII, qui se présente devant lui, est repoussé avec horreur; ce n'est plus un roi, c'est un sujet usurpateur, un infant régicide, un fils dénaturé. Que parle-t-il de couronne? l'échafaud doit être son partage; qu'il abdique, ou il est perdu. Dieu, en donnant les sceptres héréditaires, n'accorde pas toujours l'énergie nécessaire pour les conserver. Ferdinand aurait dû mourir roi; il se dégrada en redevenant prince, en abdiquant avec conditions le 1er mai, et sans conditions le 4. Dès lors, ce monarque déchu n'était plus qu'un embarras pour son père, et plus encore pour Napoléon : à dater de ce moment, l'existence ne pouvait lui être que pénible; d'ailleurs il n'en jouira sans doute pas longtemps.

Ainsi donc descendait du trône d'Espagne, par une violence évidente, un prince que la violence y avait fait monter. Ici le châtiment avait suivi le crime de près; mais il fallait aussi que l'ancien monarque fût puni de son règne désastreux, de sa faiblesse envers

---

suprématie en tout ce qui touche la religion, il en fit un dieu, et lui enleva la direction des affaires terrestres. L'empereur civil s'appelle le Cubo. Tous les ans il fait en grande pompe une visite d'obédience au Daïri, qui, satisfait du respect que son représentant lui prodigue, ne songe pas à reconquérir le pouvoir réel qu'il lui a enlevé. L. L. L.

un homme sans vertus, et qu'il ne jouît pas du sceptre qu'il avait si honteusement cédé.

Napoléon voulait l'Espagne; il le fit dire à Charles IV; il lui refusa d'aller régner sur ses états d'Amérique, car là aussi il espérait se faire reconnaître héritier de ceux qu'il spoliait; il lui refusa le Portugal et l'Étrurie : il ne voulait plus qu'aucun des Bourbons fût roi. Charles IV, encore plus faible à Bayonne qu'à Aranjuez, forcé de céder à la volonté de celui au pouvoir duquel l'avait fait tomber un infâme guet-apens, mal conseillé par sa femme et par Godoï, que Napoléon avait menacé de livrer aux Espagnols s'il ne déterminait son maître à s'avilir; Charles IV, qui ne conservait aucune étincelle du grand courage de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, ses augustes aïeux, céda solennellement, le 5 mai, les royaumes d'Espagne et des Indes à Napoléon, en retour de la jouissance du palais de Compiègne, qu'il ne posséda que peu de jours, d'une pension de six millions de francs qui ne lui fut jamais payée, bien qu'on l'eût réduite ensuite à deux millions, et de la propriété perpétuelle du château de Chambord, dont il ne jouit pas davantage.

Du moins, dans cet acte, on retrouve le respect dû à la majesté royale; mais que dire de celui conclu le 12 avec Ferdinand VII? Un million de rente remplaçait les revenus de la monarchie espagnole, et les fils de ce roi n'auraient en France qu'un rang égal à celui des grands dignitaires de l'empire, avec le seul titre d'altesse sérénissime. Quand un prince consent à de telles humiliations, lorsqu'il ne préfère pas la prison ou la mort, il ne mérite plus qu'on lui voue le plus léger intérêt; il s'est dégradé lui-même.

Avec combien plus de grandeur en ont agi les Bourbons de France à toutes les époques où ils ont été chassés du trône ! On ne les a pas vus tendre la main à leurs spoliateurs, et leur demander des pensions infamantes. Ceux-là perdaient sans doute le pouvoir, mais du moins ils conservaient l'honneur; et qui ne renonce pas à celui-ci mérite toujours de récupérer le reste.

Je ne peux entrer dans le détail de tous les ressorts que Napoléon fit jouer à Bayonne pour amener cette exécrable spoliation. Murat, Savary, l'abbé de Pradt, furent ses agents principaux (1). Don Pedro Cevallos, le chanoine Escoïquiz, le duc de l'Infantado, soutinrent avec fidélité la cause de Ferdinand VII. Les autres princes espagnols, qui tous avaient des droits irrécusables à la couronne, ne furent pas même appelés à les défendre. *On traita d'eux, devant eux et sans eux* (2). Puis on fit partir Charles IV, la reine, l'infant don Francisco, la reine d'Étrurie, son fils, sa fille et Godoï pour Compiègne. La rigueur du climat contraignit cette royale colonie à changer de ciel; elle alla d'abord à Marseille, et plus tard à Rome. La reine mourut dans cette ville en 1819, et Charles IV mourut aussi la même année à Naples, lors d'une visite qu'il

---

(1) J'ai acquis la preuve irrécusable que le prince de Talleyrand ne conseilla point cette mesure coupable et impolitique. Son opposition amena sa défaveur, et ce fut pour le punir d'avoir été contraire à la captivité des princes espagnols, que son château de Valençay fut désigné pour leur servir de prison. L. L. L.

(2) On sait que le comte d'Estrade, ambassadeur de France sous le règne de Louis XIV, impatienté des prétentions déraisonnables des plénipotentiaires hollandais, dit à ceux-ci avec vivacité : « Quoi qu'il en soit, messieurs, on traitera de vous, chez vous, et sans vous. »

était allé faire au roi son frère, Ferdinand III. Jamais il ne revit l'Espagne, et jamais il ne fut redemandé par ses sujets. Godoï vint en France; je crois qu'il habite Paris. Il a publié sans succès un roman sous le titre de *Mémoires de sa vie;* il a prouvé qu'il n'était pas joueur de guitare, mais il n'a pu se laver du reproche d'avoir fait le malheur de sa patrie.

Après ces abdications, arrachées par le despotisme et par la violence, Napoléon garda plusieurs jours la couronne d'Espagne; mais ayant convoqué à Bayonne une junte à la place des *cortès* légitimes, il proclama son frère Joseph, qui régnait alors à Naples, roi d'Espagne et des Indes. Il l'appela à Bayonne, où il fut reconnu par la junte, convoquée pendant que le prince des Asturies, les infants don Carlos et don Antonio, allaient tous les trois habiter dans le Berry le château de Valençay, propriété du prince de Talleyrand-Périgord, à qui Napoléon la ravissait aussi; car, dans tout ce qui concernerait l'Espagne, il ne devait y avoir rien de légal; tout devait, au contraire, porter le cachet du dol et de la tyrannie.

L'Europe, stupéfaite, assista sans mot dire à ce drame inconcevable, à cette usurpation sacrilége sans motifs, et consommée envers des princes qui se croyaient les meilleurs amis de l'usurpateur. Ils l'avaient appelé, choisi pour leur médiateur; ils l'avaient regardé comme un homme au-dessus de l'humanité, et tout à coup ce héros, jetant le masque, se montrait avide, rapace, et dépouillé de tous sentiments humains.

Ce brigandage, cette spoliation digne d'un chef de quelque horde sauvage, fut une tache dont Napoléon ne se lavera jamais. La soif de l'ambition n'est pas

une excuse, et l'histoire impartiale ne lui reconnaîtra pas le droit de chasser les Bourbons d'Espagne, parce qu'il avait besoin pour sa tranquillité et celle de ses successeurs que les princes de cette maison cessassent de régner en Europe.

Joseph Bonaparte, frère aîné de l'empereur des Français, était assis depuis à peu près deux ans sur le trône de Naples; il s'y plaisait : il y était aimé. Il dut quitter un pays devenu paisible, et la plus riante contrée, pour venir dans la Péninsule prendre une couronne entachée de dol et d'usurpation, couronne qui tarderait peu à lui être disputée par la nation entière, et à laquelle le dernier des Espagnols avait plus de droit que lui.

Cependant, dans les premiers moments de surprise et de stupeur, l'Espagne se montra disposée à accepter ce nouveau roi. On lui prêta serment.... ou, pour mieux dire, on employa contre lui les armes du mensonge dont son frère avait donné l'exemple; mais ce ne fut pas pour longtemps. Le 27 mai, jour de la fête de saint Ferdinand, patron de celui que les Espagnols regardaient comme leur monarque légitime, on leva l'étendard, non de la révolte, mais de la résistance, sur divers points de la Péninsule. Le 30 du même mois, Cadix se souleva, et quatre jours après ses habitants s'emparèrent des débris de la flotte française, encore réfugiée dans le port depuis le désastre de Trafalgar.

A la nouvelle de cette résolution généreuse, les Portugais imitent leurs voisins, et le premier cri contre l'oppression étrangère est poussé le 16 juin à Oporto. Le soulèvement est tel dans tout ce royaume, que les Français sont bientôt contraints d'évacuer les pro-

vinces du nord. Cependant, à Médina del Rio Seco, quarante mille Espagnols sont battus par le maréchal Bessières; cette victoire ouvre au roi Joseph le chemin de Madrid.

Mais bientôt un grand revers succède à ce triomphe; toute une armée française, sous le commandement du général comte Dupont-Chaumont, environnée à Baylen, du 19 au 22 juillet, par les insurgés, est contrainte de mettre bas les armes. Vingt mille hommes sont faits prisonniers. Notre histoire moderne ne présente nulle part un fait si honteux, et qui entache aussi cruellement notre gloire nationale. L'impéritie du général, la lâcheté des chefs, amenèrent cette capitulation infamante. Napoléon, en l'apprenant, s'écria :

« Le malheureux ! il a souillé, il a déshonoré l'habit de soldat; et, ajouta-t-il en saisissant de sa main droite la manche de son bras gauche, il a taché cet habit, *mon habit, car je suis soldat, moi.* »

Le 26 juillet, Joseph Bonaparte entra dans Madrid, sous les tristes auspices de la catastrophe de Baylen. Cette capitale fut pendant cinq ans tout son royaume, puisqu'aux portes de cette cité il n'était pas reconnu roi. Sans sujets et sans terre, ne gouvernant qu'un palais, il assista aux infortunes de nos armes, ne prit aucune part à leurs succès, et partit protégé par elles lorsque l'étoile de Napoléon acheva de pâlir. Au reste, son premier séjour à Madrid fut de peu de durée; il s'en éloigna après y être demeuré cinq jours. Effrayé des progrès de cette insurrection héroïque, il s'en vint à Vittoria attendre que son frère le ramenât à Madrid, ce qui eut lieu à la fin de cette année.

L'Espagne avait été surprise et occupée avant que

l'usurpation éclatât. Ses meilleures troupes, sous le commandement du marquis de la Romana, demandées par l'empereur à Charles IV comme armée alliée, avaient été transportées dans le Nord, en Danemark, soit pour en priver leur patrie quand elle aurait besoin de tous ses braves, soit pour tenter, de concert avec la Russie, la conquête de la Suède. Napoléon se flattait que ce corps, fort d'environ vingt-deux mille hommes, resterait à sa disposition; mais pour fuir le spoliateur de l'Espagne, tous les militaires espagnols s'entendirent, se concertèrent. Il ne se trouva pas un traître parmi eux. A jour fixe, le 31 juillet, une flotte anglaise parut devant les îles de Fionie ou de Funen, et de Langland; les deux tiers de la division espagnole furent embarqués, et transportés de la mer Baltique sur les côtes occidentales et septentrionales de la Péninsule.

En Portugal, le 17 du mois d'août, le général français de La Borde bat avec moins de cinq mille hommes sir Arthur Wellesley, devenu célèbre sous le titre de lord Wellington, et qui, ce jour-là, commandait quatorze mille Anglais. Le 21, à Vimeiro, le duc d'Abrantès (Junot), n'ayant que dix mille soldats, et étant attaqué par Arthur Wellesley avec vingt-six mille, n'effectue sa retraite qu'après un combat vivement disputé. Le 30, l'armée française, placée à Cintra dans un défilé semblable à celui des Fourches Caudines, dut renouveler la capitulation de Baylen, non pour la honte, car loin d'être humiliante elle fut en quelque sorte glorieuse, mais pour les résultats.

Junot, n'ayant que vingt mille hommes, qui manquaient de vivres et de munitions de guerre, se trouvait cerné dans des montagnes dont aucun effort hu-

main n'aurait pu le faire sortir vainqueur. Il avait en tête une armée anglaise forte de quatre-vingt mille soldats, et de plus il devait résister avec une poignée de héros aux insurrections réunies du Portugal et des Espagnes. D'après un article du traité, il ramena en France, sur des vaisseaux de transport anglais, notre armée entière avec ses bagages, caissons, canons de calibre, fusils, drapeaux, etc. Jamais on ne rendit un plus brillant hommage à la valeur française, et jamais lord Arthur ne fit preuve de moins de génie.

Madrid n'appartenait plus à Joseph depuis le 24 août; ce jour-là, le peuple de cette ville avait proclamé Ferdinand VII. Le 25 septembre, une junte centrale, assemblée à Aranjuez au nom du roi légitime, dirigea et régularisa les efforts des généreux Espagnols. Ils combattaient partout. Joseph Bonaparte n'était reconnu que là où il y avait des soldats français, et il fallait, ou qu'il tentât la conquête de ce royaume si injustement acquis, ou qu'il l'abandonnât définitivement. Il ne pouvait de lui-même prendre le premier parti, le seul honorable; l'empereur des Français accourut à sa voix.

Avant de rendre compte des faits mémorables de l'invasion à main armée de la péninsule espagnole par Napoléon, je crois devoir raconter les diverses actions et les actes importants qui signalèrent le règne de ce prince, soit en France, soit dans le nord de l'Allemagne, pendant le cours de cette année.

En fondant l'empire, en instituant la Légion-d'Honneur, en accordant des titres honorifiques à sa famille et à ses généraux, Napoléon avait assez fait pressentir qu'il était convaincu de la nécessité de créer une caste privilégiée, ou de rendre à celle qui exis-

tait naguère les droits qu'on lui avait ravis si injustement. Prendre ce dernier parti eût été le plus rationnel, sans doute, mais il pouvait avoir des inconvénients : d'ailleurs, Napoléon avait un système; tout devait commencer à se rattacher à lui. En conséquence, laissant de côté la noblesse féodale, il en créa une nouvelle à sa fantaisie; noblesse toute personnelle, qui dans chaque famille ne rendait noble que la ligne directe; noblesse qui n'existait qu'au moyen d'un titre, et qui était éteinte dès que ce titre n'existait plus.

Le 11 mars, le Sénat conservateur transforma en sénatus-consulte organique un décret impérial portant création de titres honorifiques destinés à récompenser les services rendus à l'État dans la magistrature, les armes, l'administration, les sciences, la littérature, les arts, le commerce, l'industrie, l'église, etc. Ces titres furent ceux de prince, de duc, de comte, de baron, de chevalier; on négligea ceux de marquis, de vicomte, de vidame, etc. Chaque titre serait distingué par certains signes attachés indispensablement à l'écusson du dignitaire. Pour les princes, ce fut un chef d'azur semé d'abeilles d'or, l'écu sommé d'un bonnet cerclé de deux branches et entouré de huit lambrequins aux couleurs de la maison, le tout recouvert d'un manteau fourré d'hermine. Pour les ducs, le chef de gueules semé d'étoiles d'argent, l'écu sommé d'une toque ornée d'une aigrette et de six plumes, et garni de six lambrequins; un manteau fourré de vair. Pour les comtes, la toque n'ayant avec l'aigrette que quatre plumes et quatre lambrequins. Ici, au lieu d'un chef, c'était un franc quartier, variant selon les fonctions remplies par l'a-

nobili (1). Le manteau était permis lorsque le comte était sénateur, conseiller d'état, etc. Pour les barons, la toque, l'aigrette, deux plumes, deux lambrequins, et le franc quartier de l'emploi, du grade, ou de la

(1) Les ministres portaient pour franc quartier : d'azur, à la tête de lion arrachée d'or; *les sénateurs* : d'azur, au miroir à l'antique d'or, enlacé d'un serpent d'argent; *les conseillers d'état* : échiqueté d'or et d'azur; *les archevêques* : d'azur, à la croix ancrée d'or; *les chambellans* : d'azur ou de gueules, au palais antique d'or ou d'azur accosté de ces deux lettres D. A. (*domus augustus*). La différence dans les métaux et les couleurs désignait les chambellans de l'empereur ou des princes de sa maison. *Les lieutenants-généraux* : d'azur, à l'épée en pal d'or; *les propriétaires* : de gueules, à la branche de chêne d'argent, etc. Tous ces francs quartiers convenaient au titre de comte inclusivement. Les francs quartiers des barons portaient : *Premiers présidents* : de gueules, aux balances d'or; *procureurs-généraux* : de gueules, au mortier d'or; *militaires* : de gueules, à l'épée en bande d'argent; *maires de villes* : de gueules, au mur d'argent; *propriétaires* : de gueules, à la branche de chêne d'argent; *évêques* : de gueules, à la croix alaisée d'argent, etc., etc.

Il est à remarquer que, dans la science héraldique ancienne, le gueules était la première des couleurs, et que sous l'empire on mit l'azur à sa place, et cela parce que le champ de l'écu du souverain était d'azur, à l'aigle d'or ailé, et tenant la foudre de même. Le prince Cambacérès me donna cette explication. Enfin, nul dans son nouveau blason ne pouvait prendre ou conserver, soit l'aigle, soit les meubles qui auraient appartenu à une maison ci-devant souveraine, sans une permission expresse de l'empereur. Ceci eut pour but détourné de faire disparaître les fleurs de lis.

Les villes eurent aussi des armoiries. *Les bonnes villes* : un chef cousu d'azur, chargé de trois abeilles d'or, l'écu sommé d'un caducée en face, soutenant une guirlande d'olivier et de chêne, et supportant une couronne murale.

Les villes de second ordre : un chef cousu de gueules et semé d'étoiles d'or, couronné crénelée, mais différente de ci-dessus, ainsi que la guirlande attachée à une flèche.

Les villes de troisième ordre avaient pour couronne une corbeille d'or remplie d'épis de blé de même. L. L. L.

charge. Enfin, le simple chevalier ne possédait qu'une toque sans plumes et sans accompagnement de lambrequins; mais la croix d'honneur sur une pièce de gueules à volonté devait occuper une place dans l'écu.

Les premiers princes furent l'archi-chancelier Cambacérès, l'archi-trésorier Lebrun, le grand-chambellan de Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent; le maréchal Bernadotte, prince de Pontecorvo; le major-général et maréchal d'empire Berthier, prince de Neuchâtel, de Vallengin, et depuis prince de Wagram. Un peu plus tard, furent ajoutés à ceux que je viens de nommer le prince d'Essling, Masséna; d'Eckmühl, Davoust; de la Moskowa, Ney.

Les maréchaux titulaires furent tous faits ducs, hors Jourdan, titré seulement de comte, et Brune, qui, en pleine disgrâce, ne reçut pendant toute la durée de l'empire d'autre distinction que le grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Tous les sénateurs, tous les conseillers d'état à vie furent créés comtes *in globo*, ainsi que les archevêques et un grand nombre de généraux de division.

Tous les évêques, les premiers présidents, les procureurs-généraux, les préfets et beaucoup de généraux de brigade et de colonels, reçurent le titre de baron.

Chaque titre n'était que personnel. Ce fut là une grande faute, une faute qui séparait à jamais cette nouvelle monarchie des monarchies anciennes, dont l'honneur était le type. La richesse seule devait perpétuer cette noblesse. Ainsi le duc de Montebello, pauvre, aurait un fils roturier et un petit-fils inconnu, tandis que le fils d'un banquier millionnaire transmettrait à

la postérité le nom d'un de nos turcarets. Les majorats, qui rendaient les titres héréditaires, étaient fixés à trois mille francs pour celui de chevalier, à cinq mille pour celui de baron, à dix mille pour celui de comte, à trente mille pour celui de duc, et à soixante mille pour celui de prince.

Toutes les autres qualifications restèrent abolies, et les anciens nobles titrés durent se croire plébéiens; il leur fut défendu de se servir de leur cachet blasonné, et de faire peindre leurs armoiries sur les panneaux de leurs voitures. Enfin, pour obtenir à Paris le droit d'inscrire son nom et de faire graver ses armes sur le fronton de son hôtel, on devait justifier d'un revenu de deux cent mille francs. C'était ainsi qu'on préparait le règne du dieu Mammon, que nous tarderions peu à adorer.

La création de la noblesse impériale charma la nouvelle cour, et surtout les militaires; on les vit tous s'empresser d'obtenir des titres; les hommes de la révolution, les républicains qui avaient eux-mêmes, après 1789, aboli la noblesse, et qui disaient l'avoir en horreur, se montrèrent les plus avides. Fouché fut créé duc d'Otrante; Treilhard, Thibaudeau, Merlin de Douai, devinrent comtes; et tant de bassesses ne firent pas rougir ceux qui s'y livraient avec si peu de pudeur! La vieille noblesse suivit cet exemple : le prince de Monaco se fit créer baron de l'empire, le duc de Brissac devint comte de Cossé, le prince de la Trémouille simple chevalier; le seul marquis de La Fayette ne voulut pas être réanobli. Plus tard, Carnot lui-même consentit à l'être. Les anciens nobles ont montré plus de dignité que les nouveaux.

Aucune voix chagrine ou sévère ne s'éleva contre

cette institution; la masse, au contraire, y applaudit, tant les idées monarchiques sont innées dans le cœur des Français. Le peuple regrette la suppression des titres et des décorations dès qu'ils n'existent plus. A chaque époque de notre révolution, on a pu voir que ces écrivains, ces énergumènes qui poursuivaient avec le plus de violence l'abolition de la noblesse, ont été les premiers à accepter à genoux la toque, ou la couronne héraldique, ou le ruban qu'on leur a déféré.

Presque à la même époque, Napoléon, continuant son système d'envahissement des états du saint-siége, enleva au souverain pontife, par un décret usurpateur du 2 avril, les provinces d'Ancône, de Camerino, de Macerata et d'Urbin; il les réunit au royaume d'Italie, dont elles formèrent trois nouveaux départements. Les motifs de cette spoliation impie sont dignes du sacrilége même. Les voici :

« Le souverain actuel de Rome a constamment re-
« fusé de faire la guerre aux Anglais, et de se coaliser
« avec les rois d'Italie et de Naples pour la défense
« de la presqu'île d'Italie. L'intérêt des deux royau-
« mes, ainsi que des armées d'Italie et de Naples,
« exige que leurs communications ne soient pas inter-
« rompues par une puissance ennemie. La donation
« de Charlemagne, notre illustre prédécesseur, des
« pays composant l'État du Pape, fut faite au profit de
« la chrétienté et non à l'avantage des ennemis de
« notre sainte religion....

Quel langage! quelle hypocrisie! Napoléon avait-il succédé à Charlemagne (1)?...

---

(1) Le 24 mai de cette année, un autre décret aussi injuste réunit à la France les duchés de Parme, de Plaisance, et de la Toscane ou

Après avoir consommé la spoliation de l'Espagne, il quitta Bayonne et le château de Marac, où il avait établi sa demeure. Suivi de l'impératrice Joséphine, il vint en juillet à Toulouse, où des honneurs presque divins lui furent rendus. J'ai vu la trace de son pied marquée sur le velours du tapis de son trône exposée à la vénération publique : M. de Malaret, maire de cette ville, dont j'étais sous-préfet, était par enthousiasme le gardien de cette relique, qu'il ne montrait qu'aux vrais croyants, et avec une componction qui me charma.

En passant à Montauban, l'empereur fut si satisfait de cette ville, qu'il en fit le chef-lieu du département de Tarn-et-Garonne; et pour compléter la faveur, il lui accorda le même jour l'érection d'un évêché. Bordeaux se signala aussi par son enthousiasme, auquel Napoléon répondit peu. Il dit plus tard à l'archi-chancelier, en lui parlant de l'accueil que lui avait fait la capitale de la Guienne :

« Les Bordelais donneraient pour rien la France s'ils croyaient par cela mieux vendre leurs vins. »

Cette année l'Europe jouit d'un spectacle extraordinaire, celui de l'entrevue célèbre d'Erfurth, où Napoléon alla tenir cour plénière. Lors de cette réunion remarquable de tant de rois, l'empereur Alexandre fit la faute d'occuper volontairement la seconde place.

Parti de Saint-Cloud le 22 septembre, Napoléon entra le 27 à Erfurth. Les meilleurs acteurs de nos

---

royaume d'Étrurie, tous états appartenant à la branche puînée d'Espagne, à laquelle Napoléon les avait ravis successivement.

L. L. L.

grands théâtres l'avaient devancé, et tous les soirs ils charmèrent par leur jeu admirable cette auguste assemblée (1). Là il fut convenu que le czar étendrait ses conquêtes, soit du côté de la Suède, soit de celui de la Turquie; que la Valachie, la Servie, la Moldavie, resteraient sous son protectorat; et qu'enfin, à travers la Perse soumise, on irait combattre les Anglais dans l'Inde. Napoléon, de son côté, se réserva de s'emparer de toute la Péninsule Ibérique et de l'Italie. Il fut même question, entre ces deux grands monarques, de se partager plus tard la domination universelle.

Trompé par les démonstrations fallacieuses du czar, qui ne craignit pas de faire demander à Duroc *un des principaux vêtements* de *son frère* Napoléon, qu'il voulait conserver comme une relique, l'empereur, enivré des hommages de tant de rois sans couronne devant lui, ne douta plus de sa fortune, et dès lors cessa de se croire soumis aux vicissitudes humaines (2). Se

---

(1) A une représentation d'*Œdipe*, et à ce vers de Philoctète :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

l'empereur Alexandre se leva, et, se tournant vers Napoléon, lui dit, en lui serrant la main : *Je l'éprouve tous les jours.*

(2) Alexandre, après avoir sollicité et obtenu de Duroc une culotte de Napoléon, reçut de celui-ci un présent plus noble, sa propre épée ; le czar, en la recevant, dit : *Je l'accepte comme une marque de votre amitié ; Votre Majesté est bien assurée que je ne la tirerai jamais contre elle.*

En 1814, un jeune Français enthousiaste, et attaché de cœur et d'âme à Napoléon, ayant rencontré dans le jardin du Luxembourg l'empereur Alexandre, seul avec un aide de camp, commit l'inconvenance de s'avancer vers le czar pour réclamer cette épée au nom de Napoléon, dont il se dit l'envoyé à cet effet. Le czar lui répondit, avec autant de présence d'esprit que de bon goût :

doutant de la prochaine guerre que l'empereur d'Autriche lui déclarerait, il en toucha quelque chose au czar, qui, aussitôt, avec une effusion de tendresse, lui dit :

« Eh! que fera-t-il ? si vous le souhaitez, je vais le prévenir, et vous l'amènerai pieds et poings liés à Paris. »

Le 12 octobre, ces deux monarques écrivirent d'un commun accord au roi d'Angleterre, afin de l'engager à la paix. Une phrase de cette lettre était menaçante : « Beaucoup de changements ont eu lieu en Europe.... « de plus grands encore peuvent avoir lieu, et tous « contraires à la politique anglaise. »

Le ministère anglais répondit en déclarant qu'il ne traiterait qu'en obtenant une pleine garantie pour la conservation des trônes de Portugal aux Bragance; d'Espagne, de Naples et de Parme, aux Bourbons; de Piémont, au roi de Sardaigne; de Suède, à la maison de Holstein-Gothorp; et de Rome, au pape. C'était refuser poliment. Après l'échange de quelques notes insignifiantes, les choses restèrent telles qu'elles étaient.

Le 14 octobre, les empereurs quittèrent Erfurth. Le 19, Napoléon était de retour à Saint-Cloud. Le 25, il ouvrait la session du Corps législatif par ce discours si remarquable, dont les deux premiers paragraphes rappelaient les Codes qu'il venait de promulguer, et

---

Monsieur, je l'ai cassée sur les ruines de Moscou. Notre jeune étourdi, ayant senti sa faute, salua Alexandre sans mot dire, et s'avoua vaincu.

Cette anecdote est citée pour la première fois. Je renvoie à la publication de mes propres mémoires de faire connaître le nom de celui à qui Alexandre répondit avec tant d'à-propos.

L. L. L.

le nouveau système des finances, mis à exécution avec tant de succès; puis il disait :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'in-
« térieur de mon empire.... La vue de cette grande
« famille française, naguère déchirée par les opinions
« et les guerres intestines, aujourd'hui prospère,
« tranquille et unie, *a sensiblement ému mon âme; j'ai*
« *senti que, pour être heureux, il me fallait d'abord l'as-*
« *surance que la France fût heureuse.*

« Le traité de Presbourg, celui de Tilsitt, l'attaque
« de Copenhague, l'attentat de l'Angleterre contre
« toutes les nations maritimes, les différentes révo-
« lutions de Constantinople, les affaires du Portugal
« et d'Espagne, ont diversement influé sur les affaires
« du monde.

« La Russie et le Danemark se sont unis à moi
« contre l'Angleterre.

« Les États-Unis d'Amérique ont préféré renoncer
« au commerce et à la mer plutôt que d'en reconnaître
« l'esclavage.

« Une partie de mon armée marche contre celles
« que l'Angleterre a débarquées ou formées dans les
« Espagnes; c'est un bienfait de cette Providence,
« qui a constamment protégé mes armes, que les
« passions aient assez aveuglé les conseils anglais
« pour qu'ils renoncent à la prétention des mers, *et*
« *présentent enfin leurs armées sur le continent.*

« Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-
« même à la tête de mon armée; avec l'aide de
« Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne, et
« planter mes aigles victorieuses sur les tours de Lis-
« bonne....

« L'empereur de Russie et moi nous nous sommes

« vus à Erfurth; notre première pensée a été une « pensée de paix; nous avons même résolu de faire « quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se « peut, les cent millions d'hommes que nous repré« sentons, de tous les bienfaits du commerce mari« time; *nous sommes d'accord et invariablement unis* « *pour la paix comme pour la guerre* (1)....

« ...... Je n'ai pas besoin de hausser le tarif d'au« cune imposition. Mes peuples n'éprouveront aucune « nouvelle charge. »

Il achevait en annonçant la présentation du Code Criminel.

J'écoutais ce discours. Un frémissement involontaire se manifesta, et des applaudissements d'enthousiasme suivirent, lorsque l'empereur, jetant ses bras en avant, sembla planter en réalité *ses aigles sur les tours de Lisbonne :* si grande était alors la confiance qu'on avait en sa fortune, et tellement on regardait comme possible tout ce qu'il entreprendrait!

Pour tenir sa parole, Napoléon part de Paris le 29 octobre; le 4 novembre, il a franchi la Bidassoa, et la victoire fidèle le suit en Espagne. Le 10 novembre, Soult et Bessières, ducs de Dalmatie et d'Istrie, prennent sous ses yeux Burgos après un combat sanglant. Napoléon, sur le champ de bataille, adresse cette allocution aux troupes :

« Soldats! après avoir triomphé sur les bords du « Danube et de la Vistule, vous avez traversé l'Al« lemagne à marches forcées; je vous ai fait aujour-

(1) Toutes les paroles soulignées dans ces trois paragraphes le sont dans le *Moniteur* officiel du 26 octobre 1808.

« d'hui traverser la France sans vous donner un « moment de repos. Soldats ! j'ai besoin de vous ; la « présence hideuse du léopard souille les continents « d'Espagne et de Portugal ; qu'à votre aspect il fuie « épouvanté. Portons nos aigles triomphantes jusques « aux colonnes d'Hercule ; là nous avons des outrages « à venger. Soldats ! vous avez surpassé la renommée « des armées modernes ; mais avez-vous égalé la « gloire des armées de Rome, qui, dans une même « campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Eu- « phrate, en Illyrie et sur le Tage ? Une longue paix, « une prospérité durable, seront le prix de nos tra- « vaux. Un vrai Français ne veut, ne doit pas prendre « de repos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et « affranchies. Soldats ! ce que vous ferez encore pour « le bonheur du peuple français sera éternellement « dans mon propre cœur (1). »

L'armée répond à ces paroles par des actions sublimes. Le 12, à Espinosa (Vieille-Castille), le duc de Bellune défait les Espagnols, commandés par le fameux Blake et l'illustre la Romana, qui, à peine débarqués, étaient accourus au combat. Les Espagnols

---

(1) Depuis la première proclamation adressée à l'armée d'Italie en mars 1796 jusqu'à la dernière, en juillet 1815, on retrouve dans toutes le même style ; il en est de même de tous les discours au Corps législatif, etc. Cette uniformité constante est la preuve irrécusable que Napoléon en est le seul auteur, et à ce titre il doit être rangé parmi nos orateurs, car il a su imprimer à ces pièces brèves un cachet particulier de grâce, d'énergie et de sublimité ; et quand on songe que ce fat et plat Bourrienne a osé insinuer qu'il était le teinturier de Napoléon ! lui !!! lui !!! *risum teneatis, amici*.

L. L. L.

perdent vingt mille hommes, y compris dix généraux tués, cinquante canons, etc. Castaños et Palafox sont vaincus à Tudela le 23 novembre par le duc de Montebello, secondé par le général Joseph Lagrange. Le 30, une autre victoire est remportée à Somosierra; le duc de Bellune y commande sous Napoléon, qui est partout. Le général Montbrun, à la tête des chevau-légers polonais, exécute une charge admirable.

Le 1er décembre, l'empereur arrive à Saint-Augustin; le 2, il est devant Madrid. Une fermentation terrible règne dans la ville. Les fanatiques veulent se battre; mais comment espérer vaincre, quand on a Napoléon pour adversaire? Il est là, il s'impatiente; des attaques partielles annoncent aux Espagnols leur infériorité; leur courage s'exalte, mais la nécessité les presse, et Dieu, pour un temps, diffère de soutenir le bon droit. On négocie, on parlemente; le peuple met en pièces le marquis de Péralès, qu'on soupçonnait à tort de trahison. Le général Castelar préside la junte militaire; le général Moira vient traiter. Enfin, le 4, à six heures du matin, Madrid ouvre ses portes. A dix heures, le général Belliard a pris le commandement de cette cité, où tout était encore en combustion.

Napoléon, suivi de son frère, prend possession du palais, où Joseph retrouve tout ce qu'il a laissé, jusqu'au portrait de l'empereur peint par David, tant les Espagnols, en le combattant comme roi intrus, respectent la royauté en elle-même. Napoléon, une seconde fois, abolit l'inquisition, et se dispose à chasser les Anglais de l'Espagne. Il rassemble soixante mille Français, cent cinquante pièces d'artillerie, sort de Madrid le 22, et court au-devant de l'ennemi, com-

mandé par le général Moore, qui n'avait pas encore dépassé Salamanque.

A cette seule démonstration, les Anglais prennent la fuite. Arrivés par le nord de la côte espagnole, ils veulent regagner ce point de leur débarquement. Une affreuse tempête retient Napoléon dans les défilés de Guadarrama. Cependant le duc d'Istrie et le brave général Lefèvre-Desnouettes poursuivent l'ennemi. Le 1er janvier 1809, Napoléon est à Astorga. Le 3, au combat de Pierros, l'héroïque général de Colbert tombe frappé d'une balle. Le 8, Napoléon est à Valladolid, poursuivant toujours les Anglais. On les atteint au pont del Burgo. L'action s'engage; le général en chef Moore est tué, et Bard, son collègue, blessé dangereusement. La Corogne est prise, mais une forte partie des troupes ennemies a pu s'embarquer sur quatre cents bâtiments de transport.

Ici se termine la part active prise par Napoléon à la guerre d'Espagne. Avant de poursuivre le récit des événements de l'année qui va suivre, je reviens sur mes pas, et je rends compte des faits qui illustrèrent la France à l'intérieur pendant l'année 1808.

L'exposition des tableaux avait eu lieu cette année. Napoléon, accompagné de Joséphine, de la reine de Hollande, du ministre de l'intérieur et de David, son premier peintre, vint en cérémonie accorder des prix aux artistes qui s'étaient distingués. Cette manifestation de l'amour que le souverain porte aux arts a toujours flatté singulièrement les artistes, qui de nos jours la voient avec peine tomber en désuétude comme une corvée pénible, dont on se débarrasse avec joie. Napoléon pensait autrement, et avait raison.

Cette année fut féconde pour les sciences et les

arts. Lagrange publia la solution des équations numériques à tous les degrés. L'Institut reçut une forme nouvelle ; on le divisa en quatre classes, en supprimant celle de l'économie morale, pour la remplacer par la classe d'histoire, qui tint lieu de l'ancienne Académie des inscriptions et belles-lettres. Chaptal fit connaître l'application des principes chimiques à l'art du teinturier et du dégraisseur. Napoléon, qui, l'année précédente, avait acquis du prince Borghèse, son beau-frère, sa belle collection d'antiques, s'appliqua avec toute l'activité qui le caractérisait à orner notre Musée, devenu le plus riche de toute l'Europe, de tant de chefs-d'œuvre, et au mois de juin suivant, ces illustres débris de la Grèce et de Rome furent exposés par les soins de Denon. Delambre mit au jour les *Tables astronomiques du soleil et des planètes.* Riem inventa une nouvelle méthode pasigraphique, autre que celle donnée en 1805 par de Maimieux.

Le 10 janvier, la manière d'appliquer les couleurs sur la porcelaine fut découverte par Stone, Coquerel, et Legros d'Anisy, de Paris. Le 26, les frères Roumieu, également de Paris, inventèrent le procédé de travailler le lin, le chanvre et les étoupes, comme le coton, la soie et la bourre de soie. Le 24, on commença à construire le palais de la Bourse. Dans le mois d'avril, on entama les travaux du canal de Bourgogne. Le 1er juillet, l'école de Fontainebleau fut transférée à Saint-Cyr, et le Prytanée de Saint-Cyr fut placé à La Flèche. Au mois d'août, l'horloger Degen, natif de Vienne en Autriche, vint à Paris continuer ses expériences malheureuses : il prétendait avoir trouvé le secret de se maintenir en l'air au moyen d'ailes de sa composition. Le ridicule s'attacha à son entreprise

malencontreuse, et cette manière de voler est encore à découvrir. Dans ce même mois, le tableau du couronnement fut exposé en public. Napoléon, ayant été le voir dans l'atelier du peintre, en fut si satisfait, qu'en se retirant il ôta son chapeau devant l'artiste, en lui disant que dans sa personne il saluait le génie et les beaux-arts. Le 17 novembre, le Corps législatif adopta le premier projet du Code d'Instruction criminelle, et le changea en loi de l'état. Le 2 décembre, les eaux du canal de l'Ourcq traversèrent Paris pour la première fois, et cette navigation put être régularisée.

CHAPITRE XV.

Napoléon continue à être invincible. — L'Autriche croit le surprendre — Situation de l'Europe au commencement de 1809. — Position de nos armées dans la Péninsule. — Révolution en Suède. — Gustave IV détrôné. — Son successeur. — Position de l'Angleterre. — La France perd Cayenne, la Guyane, la Martinique. — Révolution à Constantinople. — Les vingt armées françaises sur pied en 1809. — Forces militaires de l'Autriche. — Entrée en campagne. — Munich occupé par les Autrichiens. — Napoléon en Allemagne. — Proclamation qui précède son entrée en campagne. — Victoires par étapes. — Napoléon blessé à Ratisbonne. — Succès de la grande armée. — Prise de Vienne. — Nouvelle proclamation de Napoléon. — Bataille d'Essling. — Triste résultat. — Mort du duc de Montebello. — Regrets de Napoléon. — Note historique. — Bravoure de Masséna. — Victoires du prince Eugène. — Bataille de Wagram. — La paix. — Ses conditions. — Imprudente précipitation de l'Autriche. — Comment l'Europe allait venir à son secours. — Prise de Santo-Domingo. — Revers et succès en Espagne. — Création de l'ordre impérial des Trois-Toisons. — Note concernant le général Andréossy. — Ce que Napoléon comptait faire des provinces Illyriennes. — Combats en Espagne. — Affaire du pape. — Usurpation de Napoléon. — Pie VII excommunie ce prince, qui le fait enlever de Rome. — Catholicité de la France. — Les violences faites au pape perdent Napoléon. — Celui-ci veut un héritier. — Son divorce avec Joséphine. — Portrait de cette impératrice. — Sa fille. — Son fils. — Discours de Napoléon au Corps législatif. — Détails intérieurs.

L'année qui venait de finir comptait parmi les années de paix du règne de Napoléon, et cependant l'Espagne, le Portugal entiers, qui avaient été envahis, s'étaient soulevés spontanément. De grands désastres, en pesant sur l'armée française, avaient vengé les revers de la maison de Bragance. Nous avions évacué la Lusitanie, que bientôt nous attaquerions de nouveau avec une autre armée commandée par le maréchal Soult.

Mais en Espagne, une série de succès nombreux, rapides, brillants, avaient montré que Napoléon était invincible. Les Anglais, menés battant depuis Salamanque jusqu'à La Corogne, n'avaient pu tenir devant lui. Madrid, tombé en son pouvoir, venait de reconnaître son frère, lorsque ses agents lui apprirent que l'Autriche, convaincue qu'il avait engagé la majeure partie de ses forces au delà des Pyrénées, se préparait à reprendre l'offensive, et signait avec l'Angleterre le traité d'une quatrième coalition.

Napoléon, sur-le-champ, rentre en France, dispose ses troupes, et marche avec sa rapidité accoutumée au-devant de l'ennemi, qui compte le surprendre, lorsque lui-même sera surpris. Les hommes sans connaissances historiques prétendent que le motif de cette nouvelle guerre fut le refus de François Ier de donner sa fille à l'empereur des Français. Ils se trompent; Napoléon n'était pas du nombre de ces gendres qu'on refuse ou qu'on n'accepte que par force. L'Autriche lui aurait donné en 1808 une de ses archiduchesses avec autant d'empressement qu'elle la lui accorda en 1810. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au nombre des griefs que la Russie mettra en avant pour renouveler la guerre en 1812, un des principaux sera la préférence accordée à Marie-Louise sur une grande-duchesse, sœur d'Alexandre.

Mais avant d'entreprendre le récit de cette autre campagne si glorieuse, je vais jeter un coup d'œil rapide sur la situation de l'Europe. Au midi, les Anglais et les Français se disputent le Portugal avec des succès d'abord balancés. L'Espagne, sillonnée de guérillas (bandes nationales armées), appelle Wellington à son aide, tandis que la Catalogne et Barce-

lone sont contenues par Gouvion Saint-Cyr. Le duc de Montebello occupe l'Aragon, et commence le siége de Saragosse, où les Espagnols de nos jours surpassent, sous la conduite de Palafox, les prodiges héroïques de l'ancienne Sagonte; le duc d'Istrie tient en respect la Vieille-Castille; on envoie dans la Manche le maréchal Lefèvre, et dans l'Andalousie le maréchal Victor, qui doit commencer à aider en Estramadure le duc de Dalmatie à conquérir le Portugal, où le maréchal Ney tentera de pénétrer après avoir surpris la Galice. Mais tant d'armées, tant de grands capitaines, ne surmonteront pas l'énergie d'une nation qui ne veut pas subir le joug.

En Sardaigne, la maison de Savoie; en Sicile, celle de Bourbon, appuyées par les Anglais, disputent à Napoléon ces riches débris de leurs couronnes. Murat règne à Naples, et sans s'accoutumer à la vie de roi, il désapprend celle de soldat. Le pape assiste à Rome à son dépouillement impie, que cette année-ci verra consommer. Le reste de l'Italie, dont une partie sous le titre de royaume, et le surplus comme annexé à la France, obéit à Napoléon.

Napoléon s'appuie en Allemagne sur la Confédération du Rhin; c'est une manière détournée de reconstituer à son profit l'empire d'Occident, qui vient d'échapper à l'Autriche. La Prusse, humiliée, écrasée, ne peut rien par elle-même; des événements inouïs et improbables encore pourront seuls lui rendre quelque consistance. Le nouveau royaume de Westphalie, formé à ses dépens, et à ceux des maisons de Hesse, de Hanovre, de Brunswick, commence à peine à exister, et ne compte que pour peu dans la balance européenne. La Hollande, écrasée malgré son roi, frère de

Napoléon, perd son indépendance, son commerce, sa richesse; son monarque, désolé, médite une abdication sublime, et qu'on n'a pas assez remarquée, la seule qui jamais ait été faite dans l'intérêt d'une nation.

Le Danemark, ruiné par une guerre étrangère, a perdu sa marine, et peut réparer ce revers. La Russie, immobile et amie apparente de notre empereur, songe déjà à prendre les armes; d'obscurs agents vont de Saint-Pétersbourg à Londres, et de Londres à Saint-Pétersbourg.

En attendant que l'Angleterre obtienne ce nouvel allié, tandis qu'elle s'unit avec l'Autriche, d'une part, et de l'autre ; le 14 janvier, avec la junte insurrectionnelle d'Espagne, présidée par le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, elle perd au nord de l'Europe celui dont la bonne foi était au-dessus de tout soupçon. Une révolution subite, étrange, écartait la maison de Holstein du trône de Suède, en en précipitant Gustave IV.

Ce roi, au cœur noble et chaud, mais à la tête faible, mû par les plus dignes sentiments, ne savait pas les sacrifier aux circonstances. Monarque à la manière de François I[er] (en France), de Charles XII (en Suède), il ne transigeait pas avec l'honneur; il avait élevé une voix généreuse lors de l'assassinat du duc d'Enghien, et renvoyé le cordon de Saint-André au czar lorsque celui-ci avait nommé Napoléon chevalier de cet ordre. Il embrassa chaudement la cause des Bourbons, et osa tenir tête à la France et à la Russie. L'une lui enleva la Finlande, et l'autre, dans la guerre de Prusse, lui prit la Poméranie suédoise; et néanmoins il combattait encore, parce qu'il avait plus d'élévation dans l'âme que de calcul dans l'esprit.

La Suède ne pensait pas comme lui; vieille alliée de la France, qui l'avait toujours aimée et soutenue, elle laissait de côté la question des personnes, et désirait se rapprocher des Français. Les agents secrets de notre cabinet entretenaient ces dispositions, qui deviennent enfin l'expression de la volonté nationale. Les quatre états demandent qu'on fasse la paix; le roi s'y refuse, sans pouvoir continuer la guerre avec avantage. Alors on s'entend dans tout le royaume, et bientôt éclate un de ces mouvements où il est impossible de ne pas reconnaître l'assentiment de la généralité.

Le 13 mars, le major-général de l'armée suédoise, comte Adlercreutz, suivi de douze officiers supérieurs, entre chez Gustave IV. On tâche de l'amener au vœu public; il refuse, on l'arrête; le palais, la garde, assistent muets à ce grand acte, auquel la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, les paysans (qui forment les quatre ordres de ce pays), s'associent par leur approbation. Nulle voix ne s'élève contre; aucune ville, aucun régiment ne proteste; les états-généraux, convoqués, acceptent la démission du roi, et, comme cela se voit presque toujours dans ces circonstances fatales, ils punissent les innocents; car, au lieu d'appeler à la couronne les deux fils de Gustave IV, on les exile avec leur père; et l'oncle de celui-ci, le duc de Sudermanie, est proclamé roi sous le nom de Charles XIII (1).

---

(1) Le duc de Sudermanie, depuis Charles XIII, frère du roi Gustave III, assassiné en 1793, fut l'objet d'imputations bien calomnieuses. S'il eût voulu la couronne par un crime, ne pouvait-il pas s'en emparer pendant la minorité de son neveu? Il ne le fit pas; sa régence fut honorable et glorieuse, et certes il n'était plus d'âge,

Il n'avait pas d'héritier. On eût dû lui en donner un dans son neveu infortuné; mais par deux fois l'exclusion fatale sera maintenue. C'est d'abord un prince d'Augustenbourg, de la maison de Danemark, qui est appelé à la succession de Suède, le même que les Danois avaient voulu un instant investir du titre de roi de Norwége; mais il ne fait que paraître. Un an après, frappé d'apoplexie, ou de cette mort trop fréquente parmi les princes qui embarrassent, il expire. Je dirai ailleurs qui on appela à sa place.

Dès cette révolution consommée, Charles XIII se rapprocha de la France, et la bonne intelligence fut rétablie entre les deux nations; mais la Poméranie, l'île de Rugen et Stralsund, ne retournèrent pas d'abord à la Suède : Napoléon en fit attendre la restitution.

L'Angleterre, défendue par l'Océan, par ses flottes formidables, soutenait toujours la lutte contre nous, bien qu'elle marchât à grands pas vers sa ruine, car le blocus continental, prolongé pendant encore dix à douze ans, eût amené ce résultat inévitable. Mais alors elle se montrait pleine de force; la situation de la Péninsule, la diversion de l'Autriche ne lui faisaient plus redouter une descente, possible, bien que hasardeuse. Elle nous enlevait, le 12 janvier, par l'in-

---

n'ayant d'ailleurs pas d'enfants, à désirer le titre de roi, lorsqu'une circonstance malheureuse le força de l'accepter. Il se trouva dans la position pénible des filles de Jacques II, qui ne purent appeler leur frère à leur succession. La ferme volonté des Suédois lui défendit de prendre ses petits-neveux pour ses successeurs. Je crois qu'on a été injuste envers lui en ne voulant pas faire la part des circonstances qui le contraignirent deux fois à accepter un étranger pour héritier présomptif. L. L. L.

termédiaire du Pérou et du Brésil, l'île de Cayenne et la Guyane française, que céda si lâchement le général Victor Hugues, reste impur des montagnards de 1793. Le 24 février, les Anglais conquirent la Martinique par leurs propres armes; ces succès éloignés les dédommageraient des sommes énormes qu'ils allaient avancer à l'Autriche.

Le trône de Constantinople n'était pas plus solide que celui de Suède. En 1807, Sélim III, victime des intrigues de l'Angleterre, avait été déposé par les janissaires, et son neveu Mustapha IV proclamé. Mais il restait un ami à Sélim : c'était Mustapha Baréyetar, son ancien visir. Celui-ci, d'abord, cache son projet; puis, se voyant à la tête d'une belle armée ottomane, en juillet 1808, il marche sur Constantinople. Le sultan, surpris, s'enferme dans le sérail; et en retour de la demande qui lui est faite de livrer son oncle et empereur, il envoie à Baréyetar le cadavre de l'infortuné Sélim. Ce meurtre n'arrête pas le vengeur de la légitimité, qui dépose Mustapha et nomme sultan Mahmoud, cousin de Sélim. Un mois après, les janissaires se révoltent en faveur de Mustapha, et Baréyetar, surpris à son tour, se fait sauter avec ce prince; par ce grand acte de courage, il conserve le pouvoir à l'empereur de son choix. Ce fait, qui appartient à l'an 1808, avait échappé à ma plume; je le rétablis ici dans le tableau général de la situation de l'Europe au moment de la quatrième coalition.

Napoléon, que l'Autriche s'imaginait prendre au dépourvu, était sur ses gardes; il avait alors douze armées sur pied : celles d'Espagne, de l'intérieur proprement dit, de Boulogne, de réserve sur le Rhin, de Naples, d'Italie, d'Albanie, de Dalmatie, de Dane-

mark, de Prusse, de Silésie, de Pologne; on peut y ajouter celle de Hollande, et celle d'Espagne, qui était subdivisée non en des corps, mais en des armées véritables de Portugal, d'Andalousie, de la Manche, de Galice, d'Aragon, de Catalogne, de Castille et de Valence, ce qui donnait effectivement à la France, non douze, mais bien vingt armées, six de plus que n'en avait eu la République au plus fort déploiement de la terreur.

L'Autriche a fait de son côté des préparatifs immenses; ses troupes de ligne dépassent quatre cent mille combattants. Elle a de plus une réserve de soixante mille hommes, quatre-vingt douze mille Hongrois, une organisation permanente dans ce royaume, de quatre-vingt mille hommes, y compris trente mille cavaliers; enfin, la garde nationale active, sous les noms de landsturm et de landwehr, donne encore trois cent mille combattants; le matériel est proportionné à ce déploiement formidable de forces.

Napoléon oppose à cette autre armée de Xerxès deux cent mille hommes, tant Français qu'Italiens et Allemands alliés, ses généraux, ses officiers et son propre génie. Il propose la paix; le prince Charles répond qu'*il doit marcher en avant, et traiter en ennemi qui lui opposera de la résistance*. Cette lettre, adressée à MONSIEUR LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE FRANÇAISE, est datée du 9 avril, et aussitôt la Bavière est envahie, Munich occupé, et le roi Maximilien est obligé de fuir à Dillingen.

Le 12 avril, la nouvelle de ces événements fut apportée par le télégraphe à Napoléon, encore à Paris; une heure après il était déjà en route. Le 16, à Dillingen, il promit au roi de Bavière de le faire plus

grand que ses ancêtres, et il tint parole. Le 17, à Donaverth, il dit à son armée :

« SOLDATS !

« Le territoire de la Confédération a été violé ; le « général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect « de ses armes, et que nous abandonnions nos alliés. « J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats ! j'étais « entouré de vous lorsque le souverain de l'Autriche « vint à mon bivouac, en Moravie ; vous l'avez en- « tendu implorer ma clémence, et me jurer une ami- « tié éternelle. Vaincue dans trois guerres, l'Autriche « a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été « parjure. Nos succès passés nous sont un sûr garant « de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et « qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vain- « queur ! »

Il dit, et il règle la victoire par journées d'étapes. Le 19 avril, Oudinot est vainqueur à Psaeffenhoffen, et le duc d'Auerstadt gagne la bataille de Thann. Le 20, Napoléon, à Abensberg, ne commandant qu'à des confédérés, mais qui étaient dignes de sa confiance, fait dix-huit mille prisonniers, prend huit drapeaux et douze canons. Le 21, à Landshut, le duc d'Istrie, le général Mouton, s'emparent de la ville, de neuf mille Autrichiens, de trente canons, de six cents caissons, de trois mille chariots, et d'une quantité de bagages, etc., etc. Ainsi est battu deux fois de suite l'archiduc Louis, qui dirigeait l'armée ennemie à Abensberg et à Landshut.

Maintenant Napoléon marche vers un plus digne adversaire, l'archiduc Charles ; il le rencontre à Eckmülh, et charge Davoust du soin de l'attaque. Cent dix mille Autrichiens sont là ; nous n'en avons pas la

moitié, et pourtant les ennemis sont enveloppés, surpris, enfoncés, taillés en pièces; ils perdent, outre les morts, vingt mille prisonniers, trente drapeaux, cinquante bouches à feu et les bagages. Napoléon déclare que ces trois dernières batailles sont celles où il a déployé le plus de talent stratégique (22 avril). Davoust, Lannes, Masséna, Lefèvre, s'y couvrent de gloire.

Le 23, a lieu l'attaque et la prise de Ratisbonne. Une balle morte frappe l'empereur au talon; il donne à peine le temps de le panser (1). De là il court en avant; il envoie Masséna vers Straubing et Passau, Lannes vers Muhldorf, Lefèvre à Munich, que les Autrichiens évacuent; le duc d'Auerstadt poursuit l'archiduc Charles, fuyant vers les rochers de la Bohême, et Napoléon dit à ses braves : « Vous avez justifié mon « attente.... Avant un mois nous serons à Vienne. »

Le 27, les victoires de Lauffen et de Saltzbourg sont gagnées par le général bavarois de Wrède. Le 28, Bessières et Lannes se joignent à Berghausen, dont le pont est brûlé; on le rétablit le 29, et l'armée a franchi la Saltza. Le 30, un bulletin annonce que l'empereur d'Autriche a quitté Vienne, et qu'il est à Scharding. Ce départ fait dire à Napoléon « que son « frère a choisi précisément cette position pour n'être « ni dans sa capitale, à gouverner ses provinces, ni « au camp, où il ne serait qu'un embarras inutile. »

---

(1) Cet incident a fourni le sujet d'un tableau digne de passer à la postérité, et dû au pinceau du peintre Gautherot, élève de David, à qui on doit aussi *Chactas portant Atala au tombeau*. Ce disciple d'un grand maître compta parmi les républicains purs de son temps. L. L. L.

Les succès se multiplient. A Ebersberg, Masséna renouvelle ces combats de géants si communs dans notre histoire; secondé par les généraux Claparède, Cohorn, Legrand, Durosnel, il fait des merveilles. Sans lâcher pied, Cohorn lutte pendant trois heures avec sept mille Français contre trente-cinq mille Autrichiens, et cette poignée de héros se plaint, lorsqu'on vient la secourir, qu'on lui *enlève le morceau de la bouche*. Le général Hiller, battu sur tous les points, gagne Saint-Polten, et s'enfuit sur Vienne.

D'autres brillants faits d'armes ont balayé les alentours de Vienne. Le 10 mai, à neuf heures du matin, Napoléon se présente aux premières fortifications; il fait occuper ses vastes faubourgs. Le corps de la place n'ouvre pas ses portes; l'archiduc Maximilien veut les défendre, mais son courage ne peut rien contre le lion qui l'attaque. Des batteries sont placées, et à dix heures du soir elles ont lancé dans Vienne dix-huit cents obus : la flamme est partout. Le 12, l'archiduc se retire, et une députation vient implorer à Schœnbrunn la pitié du vainqueur. Vienne est soumise, et cette proclamation l'annonce à l'armée, à la France, à l'Europe.

« Soldats!

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au « même jour, à la même heure, nous sommes entrés « à Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, ses « remparts, créés par la rage impuissante des princes « de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos « regards; les princes de cette maison ont abandonné « leur capitale, non comme des soldats d'honneur qui « cèdent aux circonstances de la guerre, mais comme « des parjures que poursuivent leurs propres remords.

« En fuyant Vienne, leurs adieux à ses habitants ont « été le meurtre et l'incendie; comme Médée, ils ont « de leurs propres mains égorgé leurs enfants!... » Il achève en recommandant de respecter le peuple et de se montrer grands et généreux. Les soldats l'ont entendu : à leur départ, les habitants de Vienne verseront des larmes de regret.

La capitale de l'Autriche est occupée, et la guerre continue. Nous possédons la rive droite du Danube; le prince Charles est maître de la gauche. Le fleuve a quatre cents toises de largeur dans cet endroit, mais des îles le divisent en diverses branches; la principale, en avant d'Ebersdorf, s'appelle Lobau. Déjà une première tentative pour jeter un pont à Nassdorf n'a pas réussi, et nous y avons éprouvé un rude échec qui rehausse lcs espérances de l'ennemi.

Le 19 mai, Molitor chasse l'ennemi de l'île de Lobau. Le 20, à midi, les ponts sont terminés; une partie de l'armée les passe; elle occupe les villages d'Aspern et d'Essling. Nous avons là trois divisions d'infanterie, deux de cavalerie (Lassalle, Espagne), en tout vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cinq cents chevaux. Le 21, ils sont attaqués par quatre-vingt-dix mille Autrichiens, sans reculer d'un pas; mais cette résistance glorieuse nous coûte le brave général Espagne, les généraux Foulers, Durosnel, et trois colonels. La nuit termine le combat, mais notre avant-garde reste dans un péril imminent. Napoléon est partout; le danger qu'il court épouvante, et le général Walther, le voyant trop s'exposer, lui dit : *Sire, retirez-vous, ou je vous fais enlever par mes grenadiers.*

Au moment où l'on espérait la victoire, un incident la ravit. L'ennemi n'a cessé de lancer au fil de l'eau

des masses propres à rompre les ponts : des barques chargées de pierres, des moulins jetés en entier dans le Danube, ont brisé ceux qui lient l'île de Lobau à la rive droite; dès lors, il ne faut attendre ni renforts d'hommes ni secours de munitions.

L'archiduc est instruit de ce malheur; il ramène au combat ses bataillons lassés; nous soutenons leur choc pendant douze heures. Au milieu de ces prodiges de valeur, l'illustre Saint-Hilaire termine sa vie, et Lannes, l'Achille français, le type de nos héros, tombe ayant les deux genoux fracassés par un boulet. Ce malheur, le plus grand qui pût alors frapper l'armée, la France et l'empereur, brise le cœur de Napoléon, qui, tout en pleurs, se jette sur son ami expirant :

« Lannes, lui crie-t-il, me reconnais-tu? c'est Bonaparte, ton ami.... tu nous seras conservé.

« — Je désire vivre, sans doute, répond le noble mourant; mais, avant une heure, vous aurez perdu celui qui vous aima le plus.... Faites la paix, voici les conséquences de la guerre. » Il expira le 24, visité chaque jour par l'empereur; dans son délire, il ne rêvait que combats et victoires (1).

---

(1) La cérémonie la plus majestueuse, la plus propre à émouvoir les âmes, fut celle des funérailles du duc de Montebello, qui, commencées à Wagram, s'achevèrent à Paris au Panthéon. L'entrée du cercueil dans chaque ville fut un triomphe, et certes les obsèques de Louis XVIII furent mesquines, comparées à celles-là. Mais en revanche, l'illustre cadavre, une fois déposé dans les catacombes de Sainte-Geneviève, y est demeuré depuis ce moment, oublié des gouvernements et même de ses fils, trop pauvres sans doute pour couvrir d'un marbre la bière, renfermée encore dans un mausolée de bois repeint à neuf, je dois le dire, en l'an de grâce 1838. L. L. L.

Tant de coups inattendus ne font pas fléchir la fermeté de Napoléon. Ses généraux veulent qu'on repasse sur la rive droite du fleuve, seul il s'y refuse; il n'entend pas abandonner ses blessés, et donner peut-être à ses alliés un prétexte pour changer avec la fortune. Il veut que ceux dont il a su se faire craindre jusqu'alors continuent à le redouter, et il *attendra l'armée d'Italie qui arrive avec ses victoires.* Masséna est investi du commandement en chef; on le lui doit. Napoléon, en le quittant, lui dit : *Toi seul peux imposer assez au prince Charles; à ton nom prononcé, il restera immobile devant toi.* Ceci se réalise, et Napoléon, lui troisième, repasse le fleuve dans une simple barque.

L'archiduc Jean commande l'armée autrichienne en Italie; le prince Eugène lui est opposé. Le 22 mai, Macdonald, chef de l'aile droite de l'armée d'Italie, prend Laybach, capitale de la Carniole. Le 23, le prince Eugène entre à Léoben. Trieste, Klagenfurth, Goritz, tardent peu à ouvrir leurs portes. Le 26, à Bruck, en Styrie, le vice-roi fait sa jonction avec la grande armée, et contraint l'archiduc Jean à se replier sur la Hongrie. Nous occupons Saltzbourg, le Vorarlberg, le Tyrol, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, que Marmont a traversée pour aller à Fiume, en sillonnant la Croatie autrichienne.

Le 14 juin, au moment où l'archiduc Jean vient d'opérer sa jonction avec l'archiduc palatin, Eugène les attaque à Rahab, et remporte là une victoire complète, à laquelle prennent part Marmont, Grenier et Lauriston. L'empereur a eu raison de compter sur la prochaine venue de *l'armée d'Italie avec ses victoires.*

Les 4 et 5 juillet, la grande armée, s'appuyant sur l'île de Lobau, franchit le canal de soixante pas de large, qui la sépare de la rive gauche, et que depuis deux mois l'ennemi n'a pas osé traverser. Nos soldats s'établissent devant Enzersdorff, et, après un combat de vingt-quatre heures, l'archiduc Charles ne peut les forcer de repasser dans l'île.

Enfin, le 6 juillet, est livrée la fameuse bataille de Wagram, village à cinq lieues de Vienne. Nos troupes, que l'empereur exalte par sa présence, sont sous les ordres du prince Eugène, du prince de Pontecorvo, du prince d'Essling (Masséna), du maréchal Davoust, prince d'Eckmühl, des généraux Marmont et Oudinot. L'ennemi est fort de cent vingt mille hommes et n'a pas moins de cinq cents bouches à feu; nous avons à lui opposer un nombre supérieur de soldats, mais moins d'artillerie : nous avons seulement quatre cents pièces de tous calibres. Le combat dure douze heures, pendant lesquelles neuf cents canons vomissent la mitraille et la mort. Le succès est vivement disputé; nous l'emportons enfin, et les Autrichiens sont mis en pleine déroute; nous leur prenons quatre cents officiers, vingt mille soldats, dix drapeaux, quarante canons, leurs bagages et leurs blessés. De notre côté, la perte est immense : trente-cinq mille hommes sont blessés ou tués.

Malgré la certitude de la victoire en faveur des Français, la cause de l'Autriche n'était pas désespérée; peut-être même, avec de la persévérance, elle aurait contraint le vainqueur à se replier sur la Bavière; mais, pour continuer la guerre et faire naître les succès du sein des revers, il faut avoir l'âme trempée autrement que ne l'avait le bon et faible empereur d'Autriche.

Lassé de ses malheurs, craignant de plus grands désastres, il arrête tout à coup les mouvements calculés par le génie de l'archiduc Charles; et le 12 juillet, lorsqu'un nouveau combat se prépare à Znaïm, ville de Moravie, en arrière de vingt-quatre lieues de Wagram, on prélude à la paix par une suspension d'armes. Cette paix, précédée d'une contribution de quatre-vingt-douze millions, dont le vainqueur frappe les états du vaincu, n'est conclue que le 14 octobre suivant, aux conditions ci-après :

L'empereur François cède à divers souverains de la Confédération rhénane une portion de la Haute-Autriche, Saltzbourg et Bergtolsgaden; il cède également à Napoléon, Goritz, Montefalcone, Trieste, le cercle de Wilbach et toute la droite de la Save, jusqu'aux confins de la Croatie ottomane; il cède encore au grand-duché de Varsovie, Cracovie et toute la Gallicie occidentale, avec le cercle de Zamosc, détaché de la Gallicie orientale; et, dans cette même partie de la Gallicie, le czar obtient diverses parties de territoire peuplées de quatre cent mille âmes; de plus, le monarque accède à tous les changements faits ou à faire en Italie, en Espagne, en Portugal; il adhère au blocus européen, et rompt tout pacte avec l'Angleterre.

Jamais traité ne fut conclu plus mal à propos. En prolongeant la lutte, l'Autriche hâtait les événements de 1814. A la manière dont les Russes avaient soutenu le prince Poniatowski, qui commandait nos troupes en Pologne, où elles combattirent avec succès, il était facile de reconnaître qu'ils tourneraient plutôt leurs armes contre nous qu'ils ne nous aideraient à faire des conquêtes : la malveillance de la Prusse était évi-

dente; des soulèvements agitaient le royaume de Westphalie; des partisans, guidés par le prince de Brunswick-Oels, par le célèbre major Schill, héros aventurier qui remplit l'Europe du bruit de sa renommée, avaient enlevé Dresde; le Vorarlberg, le Tyrol, étaient en feu; le Piémont souhaitait son indépendance; l'Angleterre avait dans la Baltique une flotte chargée d'un matériel formidable avec lequel elle eût puissamment secouru les insurgés; elle-même débarquait des troupes à Flessingue, et dirigeait contre Anvers sa plus gigantesque expédition. Cette entreprise échoua complétement, grâces aux mesures fermes de Fouché, ministre de la police, qui, prenant l'initiative, arma les gardes nationales, fit marcher des troupes avec rapidité, et en imposa si bien aux insulaires, qu'ils ne recueillirent que de la honte de cette tentative, qui eut lieu vers la fin de juillet. Enfin, la Péninsule espagnole occupait nos vieilles bandes, l'empire germanique murmurait, et un coup désespéré eût allumé un embrasement dont les conséquences fussent devenues incalculables. Tout cela manqua par la faiblesse de François Ier, et par la faute de son cabinet, qui jouissait pourtant d'une grande réputation d'habileté.

Pour se dédommager de cette paix, qui leur fermait le continent, les Anglais, de concert avec les Espagnols, conquirent sur nous Santo-Domingo, que nous occupions encore, et par là nous fûmes bannis sans retour de cette île si riche et si belle. Cet événement eut lieu le 7 juillet. En Espagne, à Talavera-la-Reyna, le 25 de ce mois, Wellington battit le maréchal Victor. Cette défaite fut brillamment réparée à Arzobisbo, sur le Tage, où le duc de Dalmatie, se-

condé par le maréchal de Trévise, défit complétement les Espagnols le 8 août.

Le 15 du même mois fut créé l'ordre impérial des Trois-Toisons. C'était là une pensée maladroite, dont le résultat eût été de rabaisser la Légion-d'Honneur; mais cette création se réduisit à la nomination du grand-chancelier, comte Andréossy (1).

Le 14 octobre, les pays cédés par l'Autriche furent réunis à la Dalmatie, et formèrent ce qu'on appela *les provinces Illyriennes.* Je tiens de l'archi-chancelier que l'empereur, qui déjà songeait à son second mariage, prit en même temps la résolution de dédommager, par le don de l'Illyrie, érigée en royaume, le prince Eugène, qui perdrait son droit à la couronne d'Italie dès la naissance d'un second fils, que Napoléon espérait; puis, ayant changé d'idée, il le fit en expectative le successeur du prince primat, enlevant cet héritage au cardinal Fesch, auquel un traité solennel le réservait.

Le 19 novembre, le maréchal Mortier, avec vingt-cinq mille Français, écrase à Ocaña l'armée espagnole, forte de cinquante mille hommes : hydre nouvelle,

---

(1) Ce général, né à Castelnaudary, et descendant d'un des employés au canal du Midi, dont la construction est due au célèbre Pierre Paul de Riquet, imagina sous l'empire, et quand il était en faveur, d'enlever à ce grand homme le mérite de l'invention et de la création de ce canal. La voix publique s'indigna d'une intrigue pareille, et un Mémoire fait par M. de Caraman mit dans tout son jour l'ingratitude et l'action blâmable du général Andréossy.

L'ordre des Trois-Toisons devait tenir lieu, dans l'idée de l'empereur, de l'ancien ordre de Bourgogne, et de ceux d'Espagne et d'Autriche. La décoration, dessinée par David, représentait l'aigle impériale, tenant une toison dans chacune de ses griffes et dans son bec. L. L. L.

toujours détruite et renaissant sans cesse! Le 28, à Alba de Tormès, le général Kellermann, fils du duc de Valmy, n'ayant avec lui que quelques escadrons de cavalerie, attaque, disperse et détruit dix mille Espagnols, commandés par le duc del Parque. Le 11 décembre, Girone se rend au magnanime Verdier de Toulouse. Le 24, les Anglais évacuent Flessingue, d'où ils n'avaient pu sortir. Jamais entreprise ne fut plus honteuse; son mauvais succès fut déterminé, non-seulement par les mesures de Fouché, mais aussi par le génie et la bravoure que déploya le prince de Pontecorvo, qui, après avoir pris une part héroïque à la bataille d'Essling, était rentré dans l'intérieur, frappé d'une injuste disgrâce. Les Anglais peuvent dire comment il se vengea noblement en servant sa patrie.

Ainsi se termina cette année, devenue célèbre par l'anéantissement de la quadruple coalition, et remarquable par deux autres événements d'une importance majeure : l'affaire du pape et le divorce de Napoléon.

Enivré de l'encens que lui prodiguaient les empereurs, les rois, les princes, les grands capitaines, le clergé, l'Europe entière, Bonaparte avait rayé de son dictionnaire le mot *impossible;* il restait fermement convaincu que, dans l'inexécution de ses ordres, il y avait quelque chose de sacrilége. Ne voulant pas voir dans le pape le père commun des fidèles, il s'opiniâtra à ne le prendre que pour un souverain séculier; il le traita en conséquence, et prétendit ramener le saint-siége aux temps de ses pontifes guerriers, chose contraire aux sages et saintes idées du Vatican moderne, qui accueille les rois détrônés, mais qui se refuse à concourir à leur chute.

Le refus de Pie VII de fermer ses états aux Anglais,

et d'interrompre par conséquent ses relations avec le cabinet de Londres ; le désir que nourrissait Napoléon de s'emparer des états laissés au pape depuis le traité de Tolentino ; enfin des discussions relatives au Concordat mal expliqué à Paris, amènent cette série d'actes odieux, criminels, sacriléges, impies même, contre un monarque, un vieillard, contre le vicaire de Dieu sur la terre, et sans doute le plus auguste des mortels.

Ses provinces sont envahies, on lui en ôte l'administration ; on pousse ses sujets à la révolte, on l'assiége dans son palais ; sa résistance, noble, mesurée, est traitée de séditieuse ; ses ministres lui sont enlevés successivement ; l'un d'eux, le cardinal Pacca, saint prêtre, administrateur éclairé, homme d'état habile, écrivain remarquable, paiera d'une longue prison sa fidélité inébranlable au meilleur des maîtres.

Longtemps Pie VII supporte avec longanimité tant de vexations, d'outrages, de spoliations ; mais enfin, à la lecture du décret qui réunit ses états à l'empire Français, il sent qu'il a des devoirs à remplir, qu'il est temps de faire usage des armes terribles données par celui-là même dont il est sur la terre l'unique représentant ; il se fortifie des paroles divines : *Tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel*, paroles sans équivoque et qui donnent tant de puissance au successeur de Pierre, puisque, sans nier l'Évangile, on ne peut nier son droit d'anathème spirituel, tout en dehors des choses de ce monde. Le 11 juin, il fulmine l'excommunication majeure conçue en ces termes :

« Pie VII, pape, serviteur des serviteurs de Dieu,
« à l'empereur des Français, par l'autorité du Dieu
« tout-puissant, des saints apôtres Pierre et Paul, et

« *par la nôtre*, nous déclarons que vous et vos coopé-
« rateurs, d'après l'attentat que vous venez de com-
« mettre, avez encouru l'excommunication, dans la-
« quelle (affichée précédemment) nous déclarons être
« tombés tous ceux qui, depuis la dernière invasion
« violente de cette ville, qui eut lieu le 2 février de
« l'an dernier, ont commis, soit dans Rome, soit dans
« l'état ecclésiastique, les attentats contre lesquels
« nous avons réclamé, non-seulement dans le grand
« nombre de protestations faites par nos secrétaires
« d'état qui ont été successivement remplacés, mais
« encore dans nos deux allocutions consistoriales des
« 14 mars et 11 juillet 1808. Nous déclarons égale-
« ment excommuniés tous ceux qui ont été les man-
« dataires, les fauteurs, les conseillers, et quiconque
« aurait coopéré à l'exécution de ces attentats, ou les
« aurait commis lui-même. Donné à Rome à Sainte-
« Marie-Majeure, sous le scel de l'anneau du pê-
« cheur, etc. »

Cet acte de courage, juste, convenable, fit trembler ceux qui entouraient Napoléon, à la pensée de sa colère quand il faudrait le lui apprendre : elle fut d'abord sans bornes. Il demanda un travail sur les diverses dépositions des papes; il voulait envoyer Pie VII en jugement devant le Sénat, le faire jeter dans une prison dure; enfin, devenu plus calme, il prend le plus mauvais parti, et ordonne l'enlèvement du souverain pontife.

Cette violence impie, commandée par l'empereur, transmise au général Miollis, qui gouvernait Rome despotiquement et sans droit, est exécutée par le général de gendarmerie Radet avec autant de barbarie que de promptitude. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, le

palais du Quirinal est forcé, on brise les portes de l'appartement du saint-père, et on le jette dans une voiture, sans autre suite que le cardinal Pacca, malgré son âge, ses infirmités, et sous la garde de celui-là même qui a osé porter sa main sur l'oint du Seigneur (1). Traîné d'abord à Florence, où la sœur de Napoléon dédaigne de le visiter, on lui fait franchir les Alpes, on le conduit à Valence, afin que cet acte de violence égalât le crime du Directoire; puis on le renvoie à Savone jusqu'au moment où on le fera venir à Fontainebleau.

Le voyage du saint captif fut un triomphe. En Italie, en France, partout il trouva sur son passage les populations agenouillées et en pleurs, protestant de leur catholicisme et de leur amour envers le père commun; protestation surtout solennelle contre cet impur philosophisme, qui nie la piété française, et qui flétrit témérairement la nation de son impiété. La France est catholique; sans la révolution, il n'y aurait peut-être pas aujourd'hui de huguenots dans son sein, car la grande majorité ne se séparera jamais de la communion du saint-père, siége permanent de la perpétuité de la foi.

Le monde apprit avec douleur, avec indignation, et l'usurpation définitive du patrimoine de saint Pierre, et l'enlèvement du pape. La consternation fut universelle, mais le vengeur ne tarda pas à frapper. Dès ce

(1) Le pape avait trente-trois sous dans sa bourse (3 paoles), le cardinal Pacca moins encore; mais Radet avait des sacs pleins d'or et d'argent. Certes, bien peu d'hommes d'état qui seraient exilés aujourd'hui emporteraient une aussi faible somme.

L. L. L.

moment, l'*esprit de vertige* et d'erreur s'empara de Bonaparte; la fortune et la victoire cessèrent de lui être fidèles. La journée de Wagram fut loin, par son éclat, par son succès surtout, de celles des Pyramides, de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland; enfin, les événements funestes qui peu à peu se déroulèrent contraignirent les moins clairvoyants à établir une connexité funeste entre l'excommunication fulminée par le saint-père et les malheurs sans nombre qui signalèrent le reste du règne de Napoléon.

L'un des premiers fut sans doute aux yeux de la nation le divorce irréligieux et impolitique de l'empereur, marié à Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve du vicomte Alexandre de Beauharnais, civilement le 8 mars 1796, et religieusement le 1er décembre 1804. Sa femme possédait la grâce, la bonté, la douce bienveillance qui donne tant de relief à la majesté. Si parfois autour d'elle les sœurs de Napoléon, notamment la reine de Naples, manquaient de dignité, faisaient trop voir par leurs manières outrées combien elles étaient peu en harmonie avec leur situation présente, Joséphine, au contraire, faisait illusion même aux têtes couronnées; elles ne la surprirent jamais au-dessous de son rang, pour lequel on eût dit qu'elle était née. Généreuse, bienfaisante, aimant les arts, toujours prête à se jeter entre l'échafaud et la victime, la prison et le détenu, elle ne craignait ni d'encourir la colère de Napoléon, ni de lui déplaire en lui disputant, non point des victimes opprimées injustement, mais des coupables arrachés à une condamnation légitime.

Il résultait de la réunion de ces qualités solides et brillantes que Joséphine était adorée. Elle avait de la

beauté, elle s'habillait avec un goût exquis; et les Français légers tiennent à cette espèce de mérite chez une femme, au point d'avoir osé reprocher à la plus auguste des infortunées de dédaigner ces soins futiles la première fois qu'elle se retrouva en face des assassins de son père, et à quelques pas du lieu où il avait péri.

Le commerce et les arts florissaient, grâce à Joséphine. Tant de familles lui devaient leur bien-être, avaient obtenu par elle la grâce de quelques-uns des leurs! Sa fille, digne d'elle, cette reine Hortense, qui rappelait le seizième siècle et ces princesses qui appréciaient si fort les beaux-arts, elle aussi, libérale, charitable; et son frère, ce prince Eugène, ce type de l'honneur français, ce Gaston de Foix, avec la bravoure sage de Bayard et le patriotisme de Duguesclin, qui dut à ses vertus la conservation de ses titres, qui resta prince à l'approbation de toute l'Europe, et dont les enfants occupent des trônes; tout se réunissait pour faire de Joséphine un être digne de l'amour des Français. Enfin, on allait jusqu'à dire qu'elle était la Providence de Napoléon.

Mais cet hymen si doux à l'intérieur avait été frappé de stérilité. La fortune de Napoléon grandissait, et il restait sans espoir de transmettre ses couronnes à un héritier. Ses frères le remplaceraient-ils? la nation leur accorderait-elle son assentiment? Des fils seuls pouvaient recueillir en paix cet immense héritage; mais pour en avoir, il fallait un divorce, et Joséphine était tendrement aimée. Ce fut la cause du retard que mit Napoléon à prendre ce parti que lui conseillèrent avec chaleur sa mère, ses sœurs et Fouché.

Déterminé à cet acte cruel, qui convenait à sa poli-

tique, il se décida à porter un coup affreux à sa femme, à son amie. On trouve dans les Mémoires du marquis de Beausset, dans ceux d'une femme de qualité, et dans les *Après-dîners* de Cambacérès, des détails très-curieux sur cet événement. Il eut lieu au retour de Vienne, à l'époque où l'on vit à Paris presque en même temps les rois de Saxe, de Westphalie, de Hollande, de Wurtemberg, de Bavière, de Naples, d'Espagne et le vice-roi d'Italie.

Le 16 décembre, le Sénat conservateur prononça la dissolution du mariage de S. M. l'empereur Napoléon et de Joséphine. Celle-ci conserva le titre d'impératrice couronnée, les palais de l'Élysée, de la Malmaison et de Navarre, avec deux millions de revenu. La conduite du prince Eugène fut sublime en cette circonstance, où il perdait tout. Les Français regrettèrent Joséphine, et leur douleur s'accrut lorsqu'ils eurent connu celle qui la remplaça.

Napoléon avait d'autant plus de hâte de se donner une postérité directe, que déjà des fanatiques menaçaient sa vie. A Schœnbrunn, un jeune Allemand du nom de Staub avait failli l'assassiner; des complots obscurs s'ourdissaient encore; on savait que deux hommes, qui avaient fait avec le major Schill la guerre de partisans pendant la campagne d'Autriche, s'étaient promis mutuellement d'assassiner l'empereur. Tous deux entrés en France, et venus à Paris, se logèrent à cet hôtel de Nantes, qui, comme un obélisque solitaire, s'élève encore au milieu du Carrousel; de là, et à l'aide d'une carabine d'un calibre extraordinaire, ils se flattaient de frapper d'une balle Napoléon au moment d'une de ses revues. Un hasard heureux les trahit; ils furent arrêtés; j'ignore leur sort

ultérieur. C'est dans les propres documents de la police générale, que l'archi-chancelier me fit confier en 1810, que j'ai appris cette particularité curieuse et généralement inconnue jusqu'à ce jour.

Trois princesses, par leur âge, pouvaient prétendre au trône de France : la fille du roi de Saxe, mais elle avait vingt-six ans ; la sœur de l'empereur de Russie, âgée de vingt-un ans ; la fille de l'empereur d'Autriche, Marie-Louise, née le 12 décembre 1791. Les vœux de la nation eussent été pour la grande-duchesse Catherine, ou, à son défaut, pour la princesse de Saxe (1). Dieu, qui voulait que l'hymen de Napoléon servît à sa perte, fit pencher la balance du côté de l'archiduchesse Marie-Louise. Je renvoie au chapitre suivant le récit des événements relatifs à ce mariage, dont les conséquences furent si fatales à Napoléon.

Le 3 septembre, l'empereur présida l'ouverture des séances du Corps législatif. Son discours, beaucoup plus long que les précédents, renferma les passages ci-après :

« Messieurs, depuis votre dernière session, j'ai sou-
« mis l'Aragon et la Castille, et chassé de Madrid le
« gouvernement fallacieusement formé par l'Angle-
« terre. Je marchais sur Cadix et Lisbonne, lorsque
« j'ai dû revenir sur mes pas, *et planter mes aigles sur*
« *les remparts de Vienne*. Trois mois ont vu naître et
« terminer cette quatrième guerre punique... Le génie
« de la France a conduit l'armée anglaise. Elle a ter-
« miné ses destins dans les marais pestilentiels de

(1) Elle a depuis épousé secrètement un Polonais, le prince Gathorinsky.

« Walcheren..... Français, tout ce qui voudra s'op-« poser à vous sera vaincu et soumis..... Vous avez la « force et l'énergie de l'Hercule des anciens..... L'his-« toire m'a indiqué la conduite que je devais tenir en-« vers Rome..... Les provinces Illyriennes portent sur « la Save les barrières de mon grand empire..... Je « me trouverai en situation de protéger mon com-« merce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Le-« vant; je protégerai la Porte, si la Porte repousse « l'influence de l'Angleterre ; je saurai la punir, si « elle se laisse dominer par des conseils perfides..... « La Hollande, placée entre la France et l'Angle-« terre, en est également froissée..... Des change-« ments y deviendront nécessaires.....

« *Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées*, le « léopard, épouvanté, cherchera l'Océan pour éviter « la honte, la défaite et la mort. Le triomphe de mes « armes sera celui du génie du bien sur le génie du « mal; de la modération, de l'ordre, de la morale, « sur la guerre civile, l'anarchie et les passions mal-« faisantes. »

Il faisait part, en outre, de la réunion de la Toscane à l'empire Français, des motifs qui l'avaient déterminé à prendre le titre de *Médiateur de la Confédération Suisse*, de la révolution survenue en Suède, de la réunion à la Russie d'une portion de la Gallicie Orientale et des belles principautés de Valachie, Servie et Moldavie.

Cette année furent établis à Écouen et dans l'abbaye de Saint-Denis deux maisons d'éducation pour les filles ou nièces des membres de la Légion-d'Honneur. Madame de Campan, première femme de chambre de Marie-Antoinette, et qui a depuis fait

l'éducation de mademoiselle de Beauharnais (reine de Hollande) et des sœurs de Napoléon, fut créée surintendante des deux établissements qu'on a beaucoup calomniés, mais à tort. L'empereur les mit sous la surveillance du grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, et même les visita avec une solennité paternelle.

Les principales découvertes dans les arts, les sciences, etc., qui ont eu lieu dans le courant de cette année, sont les suivantes : — Le 29 janvier, Bordier Marcel invente les *réflecteurs paraboliques*, moyen économique de quintupler la lumière des lampes d'Argant. — Le 8 mars, on établit au château de Saint-Germain une école impériale et spéciale de cavalerie. — Le 10, Neppel, à Paris, invente une peinture propre à la porcelaine, la faïence, le biscuit, l'émail, etc. — Le 30, la gravure sur verre est découverte par Delandelle. — Le 6 mai, Caignard-Latour produit une machine à feu propre à faire monter l'eau. — Le 27 septembre, Plaisant de Lamotte, de Valenciennes, trouve l'application des matières animales au blanchiment du lin, du chanvre, du coton, etc. — La *Méthode d'enseignement* de Pestalozzi est adoptée, et on l'applique à la première éducation. — Le navigateur d'Entrecasteaux publie son voyage maritime. — Colin de Bar enrichit notre littérature de l'*Histoire de l'Inde, ancienne et moderne*, augmentée de celle de l'Indoustan et de tous les établissements européens dans cette contrée.

CHAPITRE XVI.

Fin sinistre de 1809. — Paix entre la Suède et la France. — La junte espagnole à Cadix. — Trois princesses pour une impératrice. — Choix de l'archiduchesse Marie-Louise. — Nom dû fondé de pouvoir pour l'épouser à Vienne. — Son voyage. — Cérémonial arrêté pour sa rencontre avec Napoléon. — Comment la chose eut lieu en réalité. — Mariage civil à Saint-Cloud. — Mariage religieux dans le salon du Musée, à Paris. — La queue du manteau de l'impératrice. — Les cardinaux noirs et les cardinaux rouges. — La cote la plus haute des fonds sous l'empire. — Dislocation de l'unité espagnole en Amérique. — Le sucre de raisin et de betterave. — Le café de chicorée. — Nouvelles usurpations de Napoléon. — Abdication du roi de Hollande. — La Hollande réunie à la France. — Brûlement des marchandises anglaises. — Les Anglais nous prennent l'île de France. — Le Valais réuni à l'empire. — Étendue de la puissance de Napoléon. — Conscription. — Suite des opérations militaires en Portugal et en Espagne. — Division entre les maréchaux français. — Élévation du prince Bernadotte au trône de Suède. — Son portrait. — Sa belle conduite. — La mort du prince d'Augustenbourg met le comble à sa destinée. — Il est choisi entre plusieurs grands princes. — Note historique sur les principautés de Bénévent et de Pontecorvo. — Propos de Napoléon à Joseph, son frère. — Anecdote citée. — Autre anecdote sur le même sujet. — Les prix décennaux. — Détails sur l'intérieur. — Masséna quitte le Portugal. — Victoire de Chiclana remportée par Victor. — Prise de Badajoz. — Masséna quitte l'armée. — Marmont le remplace. — Belle action du général Bernier. — Wellington rentre en Portugal. — Conquête de Tarragone et de Valence. — Naissance du roi de Rome. — Fêtes et poésies. — Christophe empereur d'Haïti. — Concile national sans résultat. — Ouverture du Corps législatif. — Discours du trône. — Nouveaux détails sur l'intérieur.

L'an 1809 venait de finir sous de tristes auspices, bien que jamais Napoléon ne nous eût paru plus puissant : mais ce chancre incessant de la guerre d'Espagne, où les victoires, inutiles, ne servaient qu'à moissonner nos soldats; mais cette souveraineté ravie au pape, cette violence sacrilége employée contre le vicaire de Dieu, contre un vieillard vénérable que les

infidèles éclairés auraient respecté ; mais ce divorce, toujours acte de scandale et de mauvais exemple, les larmes de Joséphine, si universellement aimée ; l'espèce de dégradation dont cet événement frappait son fils, notre héros, tout cela répandait quelque chose de sombre que balançait à peine l'espérance d'une paix continentale.

Le 6 janvier, un traité de paix fut signé entre la Suède et la France. Cette puissance, adhérant enfin au blocus continental, obtint, par cette concession, de recouvrer la Poméranie suédoise et l'île de Rugen, que Bonaparte lui avait refusées jusque-là.

La junte espagnole occupait Séville ; elle en fut chassée le 2 février par le maréchal Soult ; elle se réfugia dans Cadix et l'île de Léon, d'où elle ne sortit qu'à la fin de la guerre.

Le choix de la nouvelle épouse impériale ayant été décidé le 7 février, une convention de mariage entre l'empereur des Français et l'archiduchesse Marie-Louise fut signée à Vienne, où, le 3 mars, arriva Berthier, prince de Wagram et de Neufchâtel, ambassadeur extraordinaire, pour demander et épouser Marie-Louise au nom de son souverain. La cérémonie nuptiale par procuration eut lieu le 11 de ce mois-là ; le 13, la nouvelle impératrice quitta Vienne.

A Branau, elle fut reçue par la reine de Naples le 16, avec une pompe réglée par Napoléon. Chaque couchée, un page lui apportait une lettre de son époux, au nom duquel elle recevait un présent magnifique. Elle traversa la France aux acclamations des peuples qui attendaient d'elle la paix et le bonheur, tandis que de cet hymen fatal il ne résulta que des déceptions et une guerre sanglante. Le 28, elle entra à Compiègne.

L'empereur avait réglé ainsi le cérémonial de l'entrevue : l'impératrice le recevrait dans une tente; elle se mettrait à genoux devant son auguste époux, qui la relèverait en l'embrassant, et qui la ferait asseoir près de lui. La chose eut lieu autrement.

Une calèche sans armoiries, des cochers, des valets sans livrée, ont transporté de Compiègne vers Soissons Napoléon en redingote grise, n'ayant pour tout cortége que le roi de Naples. Cependant une foule d'équipages, de gardes, de peuple, atteint le village de Courcelles. Tout à coup la voiture de Marie-Louise s'arrête sans qu'elle en ait donné l'ordre. L'impératrice s'en étonne, mais la portière est ouverte, le marchepied abattu; la reine de Naples, à qui un coup d'œil a tout appris, se tournant vers sa belle-sœur : *Madame*, dit-elle, *c'est l'empereur*. Et Napoléon, à couvert de la pluie sous le porche de l'église, saute plutôt qu'il n'entre dans le carrosse, et de tout le cérémonial écrit il n'y a qu'un baiser pris et rendu.

La nuit suivante couvrit le mystère de cet hymen hâté : Henri IV en avait agi de même envers Marie de Médicis.

Le 30 mars eut lieu, à Saint-Cloud, le mariage civil, où le prince archi-chancelier fit l'office de notaire de la famille impériale. Le 1er avril, les deux époux entrèrent dans Paris en triomphe, traversant les Champs-Élysées, le jardin des Tuileries, les grands appartements, la galerie du Musée, garnie d'une foule des deux sexes magnifiquement parée; enfin, ils parvinrent dans le salon d'exposition, transformé en chapelle, et la bénédiction nuptiale leur fut donnée par le cardinal Fesch, grand-aumônier de France.

Les sœurs de Napoléon avaient voulu la chute de Jo-

séphine, et le nouveau mariage les punit dans leur orgueil. Napoléon exigea que la queue du manteau impérial de sa femme fût porté par des reines. Cet acte de vasselage arracha des pleurs que l'on ne déguisa pas au public. Un autre incident eut lieu. Napoléon, afin de dominer l'élection future d'un pape, si Pie VII venait à mourir, avait rassemblé à Paris à peu près tous les cardinaux. Invités aux diverses cérémonies du mariage, tous se rendirent à celle de l'acte civil, à Saint-Cloud; mais le lendemain, et par scrupule de conscience, le pape n'ayant pas dénoué le mariage religieux de Napoléon, selon son droit, la moitié, à peu près, des membres du sacré collége ne parut pas, et se renferma chez soi. La vengeance fut prompte, et en partie puérile. Les cardinaux réfractaires durent quitter la robe rouge, et, en outre, on les exila en diverses villes de l'empire : ressentiment aussi peu mérité que peu digne du grand homme.

Le mariage de Napoléon fut célébré à Paris avec une pompe extraordinaire. La seule représentation, en bois et toiles, de l'Arc-de-Triomphe de la barrière de Neuilly, coûta six cent mille francs, c'est-à-dire douze fois plus que l'on ne dépense aujourd'hui dans la fête la plus magnifique. Les rêves de l'imagination, les prodiges de la féerie furent surpassés par les illuminations de la place Louis XV, des ponts, des rues et des édifices voisins des Tuileries et des Champs-Élysées. La Seine coulait étincelante sous des berceaux embrasés; un temple de l'hymen, suspendu entre les deux tours de Notre-Dame, s'élevait à une hauteur prodigieuse, surchargé de verres de couleur allumés sur l'autel; des flammes du Bengale éclairaient merveilleusement l'antique basilique.

Aucun accident ne troubla cette belle soirée, que tous les poëtes célèbres de l'époque chantèrent à l'envi, et, certes, sans qu'on les y contraignît. Des sommes de six, de trois, de deux mille francs, payèrent non le mérite de l'œuvre, mais le rang que son auteur avait dans l'opinion publique. Tous les équipages quelconques, même ceux des rois, restèrent oisifs jusqu'à minuit : une seule voiture, simple et conduite par une livrée sans armoiries, circulait lentement au milieu de la foule riante et respectueuse, qui, devinant le visible incognito, ne le rompait qu'à de longs intervalles par des *vivat* répétés.

Ce mariage faisait, je le répète, espérer la paix. Les fonds publics, dès le 16 mars précédent, étaient montés à quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-dix centimes, taux le plus élevé où ils soient parvenus depuis le 18 brumaire jusqu'à 1814.

Au milieu du bonheur que goûtait Napoléon auprès de sa jeune et noble compagne, de sinistres nouvelles lui parvinrent de l'Amérique espagnole, qui, tout entière se refusant à la domination de Joseph, son frère, se scinda successivement en diverses républiques : la première fut celle de Venezuela, composée des provinces du Sud, de celles de Caracas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelone, Merida et Truxillo.

La nécessité de se passer du sucre des colonies, que l'on vendait alors cinq et six francs la livre, ainsi que le café, engagea la chimie française à chercher des substances qui remplaçassent celles-là. On retira d'abord du raisin une matière douce et agréable : un décret impérial, du 18 juin, en ordonna l'usage dans tous les établissements publics; puis vint, et avec plus de succès, le sucre de betterave, qui, aujourd'hui,

entre pour deux tiers dans notre consommation. Les *faux cafés* furent moins heureux : la chicorée et les autres graines présentées à la dégustation impartiale du public ne furent qu'un pis-aller désagréable, auquel on renonça aussitôt que nous pûmes recevoir à bon marché la fève embaumée qui nous procure le véritable nectar.

Napoléon ne cessait pas le cours maladroit de ses spoliations. Déjà il faisait administrer en son nom les provinces espagnoles en deçà de l'Èbre; en même temps il prenait de vive force à la Hollande plusieurs provinces, dont il formait les départements des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut. Non content de cette usurpation, peut-être plus coupable que les autres, il faisait peser sur les Hollandais un joug si dur, si odieux, que l'âme fière et magnanime du roi son frère s'en indigna. Déjà, pour l'amener à des concessions immenses et déshonorantes, on l'avait retenu prisonnier à Paris, dans son palais. Il ne put rentrer en Hollande qu'en signant le traité du 16 mars, qui le dépouillait du Brabant Hollandais, de la Zélande, et de la portion de la Gueldre située à la gauche du Wahal.

Exaspéré par d'autres injures, par d'autres attentats à son droit de propriété, outragé dans sa qualité de monarque, contraint, pour obéir, à devenir le tyran de ses sujets, lorsqu'il ne voulait être que leur père, Louis Bonaparte, poussé par les plus nobles sentiments, abdiqua; et pour la première fois ce fut l'intérêt d'une nation qui amena ce grand acte.

Le 1er juillet, le roi de Hollande descendit volontairement du trône, et remit à son fils aîné une couronne d'épines, que le jeune enfant n'eut pas la

douleur de porter ; car Napoléon, sans aucun droit quelconque à la souveraineté, à la suzeraineté de la Hollande, cassa, le 9 du même mois, par un décret absolu, l'abdication de son frère, et se déclara maître unique de la Hollande, qui fut aussitôt annexée à l'empire Français. Le maréchal Oudinot occupa Amsterdam (1).

Le 27 août, un décret impérial ordonna que toutes les marchandises anglaises confisquées dans l'étendue de l'empire et dans les villes hanséatiques seraient brûlées : mesure de véritable despotisme, qui ruina un nombre infini de négociants, et qui enrichit ceux qui, avec audace, substituaient des balles de nulle valeur à celles censées contenir des marchandises précieuses, que l'on livrait hypocritement aux flammes.

Le 18 novembre, par un décret impérial, sans le concours du Corps législatif, et par conséquent sans droit, furent créées des cours prévôtales et des tribunaux de douanes.

Le 3 décembre, l'île de France, seul débris de nos possessions dans les mers d'Afrique et des Indes, tomba au pouvoir des Anglais avec un grand nombre de vaisseaux français et de riches prises que nos corsaires y avaient déposées.

A chaque perte de quelque colonie, Napoléon s'en dédommageait par la prise de quelque portion de ter-

---

(1) Le roi Louis, après son abdication, se rendit aux eaux de Tœplitz ; puis il resta en Allemagne dans les états de l'empereur d'Autriche, qu'il ne quitta qu'en 1813, quand ce souverain eut déclaré la guerre à Napoléon. Alors le roi Louis revint en France. En 1814 il fut habiter Rome ; maintenant il demeure à Florence.
L. L. L.

ritoire en Europe. Ainsi, vers cette époque, le Valais, partie intégrale de la Suisse, devint un département français. Le motif de cette nouvelle violation du droit des gens fut expliqué au Sénat en ces termes :

« La réunion du Valais est une conséquence prévue « des travaux que je fais faire depuis dix ans dans cette « partie des Alpes. » A propos de ce fait, un auteur dit : « L'empire français, en 1810, s'étend de la Baltique au Garigliano (aux portes de Naples), de l'Adriatique à l'Océan.... Sa surface, d'environ trente-six mille lieues carrées, est divisée en cent trente départements; sa population excède quarante-deux millions d'hommes. » Qu'on y joigne le royaume de Naples, celui d'Italie, de Westphalie, tous les états de la Confédération du Rhin, la Prusse accablée, le Danemark soumis, la Suède alliée, de vastes parties de l'Espagne conquises (les villes au moins), et on aura l'idée de la puissance incroyable de ce colosse, qui, dans trois ans et demi, n'existerait plus. Qui, à la vue de tant de force, de grandeur, sitôt renversées, ne reconnaîtra pas l'action d'une main bien autrement vigoureuse, et qui, par l'immensité de la peine, venge à la fois tant d'usurpations, et sa propre majesté outragée dans celle de son saint vicaire?

Depuis l'assassinat de S. A. S. le duc d'Enghien et la mort de Cadoudal et de Pichegru, Fouché était rentré au ministère de la police; il l'occupa jusqu'en 1810, vers le mois d'août. A cette époque, Napoléon, instruit que, sous prétexte de négocier une surprise de paix avec l'Angleterre, ce personnage, investi du titre de duc d'Otrante, conspirait, soit avec les Bourbons de la branche aînée, soit avec les amis de la branche cadette, et avec d'autres encore, le

destitua. Il voulait lui faire son procès; cet homme fut sauvé par l'archi-chancelier. Sa disgrâce fut d'abord dissimulée sous le titre de gouverneur-général de Rome, où il ne fit que passer. Il se réfugia à Naples, revint en France, obtint après les malheurs de Junot d'être nommé gouverneur des provinces Illyriennes, emploi qu'il perdit quand nous abandonnâmes l'Italie. Le général Savary, duc de Rovigo, reçut le portefeuille de la police. Ce choix consterna la France; jamais il n'y eut ministre plus haï, moins habile, et plus prompt à abandonner son maître. La terreur régna dans l'empire tant que Savary disposa de la liberté des citoyens.

Le 13 décembre, une nouvelle levée de cent vingt mille conscrits fut ordonnée.

La guerre, pendant cette autre année de paix, ne cessa pas en Espagne. Le 10 juillet, à la suite des événements arrivés dans la Péninsule, et dont j'ai parlé plus haut, le maréchal Ney s'empara de la place forte de Ciudad-Rodrigo; six mille hommes et d'énormes approvisionnements furent les fruits de ce siége, terminé après vingt-cinq jours de tranchée ouverte.

Masséna commande une troisième expédition en Portugal, ayant sous lui Ney, Junot et Reynier. Cette tentative n'a aucun succès; Ney refuse l'obéissance, Junot l'élude; Reynier, à leur exemple, se rend indépendant, et l'*enfant chéri de la victoire*, tout en cueillant de nouveaux lauriers, ne peut chasser les Anglais d'un pays où la sympathie du peuple les maintient. Wellington se retranche à Torres-Vedras dans une position inexpugnable et encore fortifiée par l'art. Ainsi établi, il laisse à la mésintelligence qui régnait entre les chefs, aux fièvres, au climat dévorant et à

cent autres causes, de détruire peu à peu l'armée française jusqu'à ce qu'il puisse reprendre l'offensive et nous chasser, non-seulement du Portugal, mais encore de l'Espagne, et poursuivre notre dernière armée par delà les Pyrénées et devant Toulouse.

Un dernier fait illustra cette année la nation française : elle vit l'un de ses enfants, sans brigue, sans trésors distribués, mais par le seul résultat de ses qualités brillantes et de ses talents militaires, être appelé par un peuple brave, généreux, éclairé, placé en dehors de notre influence par sa position géographique, à venir occuper son trône, déclaré libre et net d'usurpation par tous les souverains de l'Europe, puisqu'en approuvant l'élévation du prince d'Augustenbourg au titre d'héritier de la couronne de Suède, ils ont légitimé la chute de Gustave IV.

Jean Bernadotte, issu d'une famille ancienne et noble du Béarn, où elle était alliée aux meilleures maisons du pays, était entré simple soldat dans les rangs de l'armée française ; il était doué d'une bravoure à toute épreuve, d'un désintéressement peu commun, de talents extraordinaires, aussi bien en stratégie qu'en administration ; il fut vrai patriote, franc républicain, à une époque où il croyait devoir l'être, car il connaissait la valeur d'un serment. Il prit part à nos belles campagnes, acquit chaque grade sur le champ de bataille, fut tour à tour général victorieux, ministre éclairé, ambassadeur consommé dans l'art de la diplomatie. La France, en l'employant à tout, le trouva toujours supérieur en tout. Il assista à la révolution du 18 brumaire sans y prendre part ; il fut le seul que Napoléon craignit. Nommé prince de Pontecorvo, moins en récompense de ses services im-

menses qu'en raison de son titre de beau-frère du roi Joseph (1), il resta toujours l'objet de l'inquiétude de l'empereur. Ce dernier, injuste envers les Saxons, que Bernadotte commandait dans la campagne de 1809, disgracia le fier maréchal, qui, se sentant molesté, se défendait noblement. Il quitta alors l'armée, et rentra en France assez tôt pour opposer son génie à la nouvelle expédition des Anglais. Napoléon lui dut la conservation d'Anvers, et n'en redouta que davantage son mérite.

Tout à coup le prince d'Augustenbourg meurt. Il faut un autre héritier à Charles XIII. La Suède, certes, pouvait revenir sur sa première résolution, et appeler un des fils de Gustave IV; elle n'en fait rien. Le roi de Danemark, les ducs d'York, de Cumberland, de Sussex; vingt princes allemands; le prince d'Orange, S. A. S. le duc d'Orléans par l'entremise de ses amis, s'adressent aux états, et sollicitent une préférence qu'ils reconnaîtront par leur amour et leur dévouement. Les états, circonvenus, ne repoussent aucun prétendant; dans leur justice impartiale, ils pèsent les droits de tous. A tant de prétendants, il manque ce que cherchent les états : une grande réputation militaire, une connaissance profonde des hommes et des principes d'une liberté sage.

A côté d'eux, le prince de Pontecorvo avait prouvé par son administration du Hanovre et des villes hanséatiques ce qu'il savait, ce qu'il pouvait, ce qu'il

---

(1) Le roi d'Espagne, Joseph Napoléon, et le roi de Suède, Charles-Jean, ont épousé deux sœurs, filles du comte Clary, sénateur et pair de France, d'une des plus anciennes familles de Marseille. L. L. L.

ferait, lorsqu'il ne serait soumis qu'à la loi et à Dieu. Le cri général de la Suède le désigne aux états suédois, et ceux-ci, de concert avec le roi régnant, proclament prince royal de Suède Jean-Baptiste-Jules Bernadotte, maréchal d'empire et prince souverain de Pontecorvo (1). Déjà le comte Morner était venu trouver le maréchal, qui, avec modestie, avait répondu qu'il n'accepterait qu'avec la permission de son souverain.

L'ambassadeur de Suède, le lendemain, se rendit à Saint-Cloud, et ayant instruit Napoléon du vœu des Suédois, il en reçut pour réponse « qu'étant lui-même « monarque élu du peuple, il ne s'opposerait pas à « l'élection faite par un autre peuple. »

Cependant, et le même jour, Napoléon dit expressément à l'archi-chancelier, qui me le répéta en 1819. « Je vous apprendrai une nouvelle : les Suédois appellent au titre d'héritier de leur roi Charles XIII, le prince de Pontecorvo. — C'est un choix bien glorieux pour Votre Majesté et pour la France. — Glorieux, soit, mais utile, non. Bernadotte arrivé en Suède voudra

(1) Le pape et le roi de Naples se disputaient la souveraineté suzeraine et directe des principautés de Bénévent et de Pontecorvo. Napoléon s'en empara par un décret qui reposait sur cet état de litige, et afin de le terminer, il prit pour lui les deux principautés; puis il donna celle de Bénévent, qui renferme soixante à soixante-dix mille âmes de population, la capitale seule en comptant trente mille, au prince Talleyrand. Celle de Pontecorvo, qui n'est que de huit à dix mille âmes, fut accordée au maréchal Bernadotte, à la prière instante de son beau-frère, à qui Napoléon dit : « Ne vous occupez pas tant de grandir Bernadotte; il est homme à faire son chemin tout seul, et celui-là m'inquiète plus que tous les autres ensemble. » L. L. L.

faire à sa tête, et quatre ans ne se passeront pas que nous ne soyons à couteaux tirés; *ce n'est ni un Murat ni tant d'autres;* j'aurais préféré que ce trône fût donné plutôt au duc d'Orléans.... Néanmoins je le laisse partir; si je le retenais, on croirait que je le jalouse : les couronnes pourtant ne me manquent pas. »

A cette anecdote, j'ajouterai celle que je trouve dans l'*Histoire de France de Montgaillard, tome* 7, *page* 31 *et suiv.*

« Ses préparatifs de départ commencés, le prince (Bernadotte), ne recevant pas ses lettres d'émancipation, se vit forcé d'aller les demander à Napoléon lui-même; il fut étrangement surpris lorsque l'empereur lui dit : « Qu'on n'avait pas expédié ces lettres « parce qu'il y avait à remplir une formalité que le « conseil secret jugeait indispensable; c'était qu'il « signât l'engagement de ne jamais prendre les armes « contre la France. — J'étais loin de m'attendre à « cette prétention, repartit vivement son altesse « royale; ce n'est pas assurément Votre Majesté qui « a voulu m'imposer cette condition; ce ne peut être « qu'une idée de l'archi-chancelier et du grand-« juge (1), et ils m'honorent infiniment par cette con-

(1) Elle était bien de Napoléon tout seul. Je tiens de l'archi-chancelier que l'empereur lui dit : « Voilà un roi fait sans mon attache; il me donnera du fil à retordre. Il faut que je puisse, en cas de besoin, le mordre à mon tour, et pour cela, ne le laisser partir qu'après lui avoir fait signer l'engagement de ne jamais faire la guerre contre la France. — L'empereur, repartit Cambacérès en cherchant à égayer la gravité de la conversation, tient, je le vois, à posséder le double *du billet à La Châtre.* — Oh! répliqua Napoléon, n'importe; en cas de rupture, je le ferais afficher à la porte du Louvre. »

Déluge. — Carcel invente la lampe à laquelle on a donné son nom.

L'Europe fut encore tranquille pendant le cours de 1811, moins, toutefois, la péninsule ibérique, où la guerre, en permanence, déploya toutes ses horreurs au commencement de mars. Le 4, Masséna, lassé par la temporisation de Wellington, voyant ses troupes s'affaiblir, sans qu'on lui en envoyât de nouvelles, ne pouvant contraindre l'ennemi à une bataille décisive, ni le forcer dans ses lignes de Torrès-Vedras, manquant de munitions et souvent de vivres, se décida à se retirer vers Ciudad-Rodrigo.

Le 5 mars, le maréchal Victor, à Chiclana, vis-à-vis de l'île de Léon, met en déroute quinze à seize mille coalisés espagnols, portugais, anglais, qui veulent forcer ses lignes et pénétrer dans Cadix : venus par les montagnes d'Algésiras, ils y sont refoulés avec une perte immense.

Le 10 du même mois, le maréchal Mortier, après un siége opiniâtre de cinquante-quatre jours, conquiert Badajoz, place forte et défendue vaillamment par dix mille Espagnols, dont sept mille sont faits prisonniers. Le 12, à Redinha, village à six lieues de Coïmbre, le maréchal Ney arrête la poursuite de l'armée anglaise. Le 4 avril, l'armée de Masséna, ayant évacué le Portugal, rentre en Espagne après un échec que, la veille, le général Reynier avait éprouvé à Alpuejatès. Masséna, lassé de combattre toujours sans succès, sinon sans gloire, demande sa démission, et le duc de Raguse le remplace. Celui-ci fut encore moins heureux.

Le 10 mai, le général Bernier de Montmorand, assiégé dans Almeyda par quarante-cinq mille Anglais,

fait sauter les fortifications de la ville, et, sortant avec quinze cents hommes, il s'ouvre un passage au milieu de l'ennemi, qui n'ose le poursuivre dans sa retraite.

Le 16, le maréchal Soult est battu à Albuera par le maréchal Beresford, qui recommence à assiéger Badajoz. Marmont et Soult ayant opéré leur jonction, Wellington, à cette nouvelle, abandonne le siége de Badajoz, et s'en revient à marches forcées dans le Portugal. Le général Philippon tient pendant deux mois dans cette place ruinée contre toute l'armée coalisée, fortifiée encore par une victoire récente.

Tarragone est conquise le 28 juin par le maréchal Suchet, créé vers ce temps duc d'Albuféra. Ce même général bat, le 23 octobre, les généraux espagnols Blake et O'Donnel, et le lendemain il s'empare de la vieille Sagonte; rocher qui jusqu'alors avait passé pour imprenable. Suchet, le 26 décembre, enlève, au passage du Guadalquivir, le camp fortifié de la Guete; de là, il court investir Valence, qu'il soumet malgré les préparatifs formidables de défense que les habitants avaient faits pour s'y maintenir.

Le 20 mars, l'impératrice Marie-Louise, à la suite d'un travail pénible, accoucha d'un enfant mâle nommé Charles-François-Napoléon, prince impérial des Français, et que, à son berceau, son père qualifia du titre pompeux de Roi de Rome. On renouvela pour le nouveau-né tout le cérémonial des anciens Dauphins. Les corps de l'État le haranguèrent; tous les poëtes montèrent leur lyre pour saluer ce nouveau roi (1), au-

---

(1) Parmi les poëtes qui célébrèrent la naissance ou le baptême du roi de Rome, l'auteur de cette Histoire éleva seul une voix

quel les moins enthousiastes promettaient l'empire du monde, et que nous avons vu mourir déshérité du nom de son père, et frappé de bâtardise dans l'acte qui, en

---

indépendante; seul il fit entendre des accents d'une véritable liberté qu'on ne trouve ni dans les chants de Michaud, ni dans ceux de Châteaubriand, etc. Seul, il adressa à Napoléon les vers suivants :

. . . .

Un autre Siméon entre ses bras t'élève (le roi de Rome),
Et t'ose parler en ces mots :

Déjà pour t'apporter leurs superbes hommages,
Les guerriers sur ta tête inclinent leurs drapeaux;
Déjà fume l'encens, déjà sur nos rivages
Ta naissance est pour nous le gage du repos.
Enfant, notre unique espérance,
Un jour les destins de la France
Entre tes nobles mains doivent être remis;
Si tu veux son bonheur et sa gloire suprême
Rappelle-toi toujours que sur le trône même
Aux lois tu dois être soumis.

C'est en vain que la pourpre et que l'or se confondent
Pour embellir le char qui te montre à nos yeux;
C'est en vain que nos cris à jamais te répondent
D'un dévoûment sans borne à ton sang glorieux;
Apprends que la magnificence,
Que tous les droits de la puissance,
Ne sont rien près du Dieu placé sur nos autels;
Et qu'au temps à venir, l'eau sainte du baptême
Te rendra dans les cieux, malgré ton diadème,
L'égal du dernier des mortels!

Pleure, dès ton berceau le sceptre est ton partage;
Crois-moi, suis le chemin tracé par les Titus;
Rendre heureux tes sujets, voilà ton héritage;
Père des nations, tu leur dois des vertus.
Du monde entier qui te contemple,
Tes actions seront l'exemple;
Prince, qu'il serait doux d'en être un jour aimé!
A tes derniers neveux sois offert en modèle :
Rome encore tressaille au nom de Marc-Aurèle,
Et l'univers frémit quand Tibère est nommé.

le créant duc de Reichstadt, ne nomme que sa mère, et laisse le père inconnu ! ! !

Le 3 juin, dans l'île d'Haïti (Saint-Domingue), le nègre Christophe se fait sacrer empereur sous le nom de Henri Ier par le moine Corneille Bull, qui, sans caractère épiscopal, sans mission aucune, avait sacré, en 1804, Dessalines, s'intitulant aussi empereur. Cette parodie des cérémonies européennes durera peu : Christophe, poursuivi, se tuera, et sa veuve et ses filles seront réduites à errer en Angleterre, en Italie et en France.

Napoléon, irrité de la résolution du pape, imagine de lui opposer un concile national. Il en ordonne l'ouverture à Notre-Dame le 5 août ; il y appelle les évêques de France et quelques-uns de l'Italie et de l'Allemagne. Là, on devait s'occuper, disait-il, à paralyser l'opiniâtreté de Pie VII, et confirmer les évêques nommés. Le concile est ouvert, mais l'empereur perd vite son illusion : la majorité déclare qu'avant tout ils doivent obéir au pape dans ce qui se rattache au spirituel ; on veut même lui demander en corps la liberté de Sa Sainteté. Il s'en étonne, s'en indigne, et à sa seconde session (séance), le concile est congédié, et plusieurs évêques, ceux de Gand, de Tournay, de Munster, sont violemment persécutés par celui qui n'est plus que l'ennemi du saint-siége.

Le 16 juin eut lieu l'ouverture du Corps législatif.

Il était alors auditeur au Conseil d'état, sous-préfet de Toulouse. L'empereur accepta son hommage, et le récompensa avec sa munificence accoutumée, comme il avait fait antérieurement pour une ode sur son mariage, œuvre du même auteur. L. L. L.

Le roi de Westphalie assistait à cette séance, où le prince vice-grand-électeur, averti par le grand-maître des cérémonies, *vint demander à l'empereur la permission de lui présenter les députés nouvellement nommés.* On remarqua dans le discours du trône les passages qui avaient rapport à la conduite tenue envers le saint-père, et qui étaient aussi obscurs par la pensée que par la forme; on remarqua également une diatribe furieuse et prolongée contre l'Angleterre, à qui Napoléon ne cessait de reprocher une ambition qu'il ne partageait que trop bien; il terminait par cette phrase, en grande partie démentie par les événements :

« Un coup de tonnerre mettra fin aux affaires de la « péninsule, aux destinées des armées anglaises, et « vengera l'Europe et l'Asie, en terminant cette se- « conde guerre punique. »

L'empereur, jaloux de propager les établissements utiles, crée cinq cents dépôts de béliers mérinos de deux cents béliers chacun. — Le 15 février, sur les hauteurs de Chaillot, on commence les fondements du palais du roi de Rome. — Le 25 mai, Flaugergue, à Viviers, découvre une nouvelle comète. — Le 12 mai, une machine propre à scier le marbre et la pierre est inventée par Pierre Couton, de Lyon. — Le 3 juillet, Raymond, aussi professeur de chimie à Lyon, trouve un procédé pour teindre la soie avec le bleu de Prusse. — Trois établissements d'écoles pratiques de marine sont formés dans les ports d'Anvers, de Brest et de Toulon. — Le 23 octobre, on invente les boules du bleu indigo. — Le 16 novembre, Pons, de Marseille, découvre une comète dans la constellation de l'Éridan.

CHAPITRE XVII.

Position formidable de Napoléon au début de 1812. — Sentiments secrets de ses alliés. — Mal que lui ont fait ses sœurs. — Trahison de la reine de Naples. — Situation malheureuse de la France. — Tableau rapide du despotisme impérial. — Pourquoi la France abandonna Napoléon. — Levée des trois bans de la garde nationale. — Phrase ridicule et odieuse du comte de Lacépède. — Création du ministère du commerce. — Tableau statistique des populations européennes, tant de celles soumises à Napoléon que de celles qui lui sont contraires. — Conduite du prince royal de Suède envers son ancien souverain. — Il se ligue contre lui avec la Russie et l'Angleterre. — L'empereur Alexandre quitte Saint-Pétersbourg, et Napoléon Paris. — Napoléon à Dresde. — Force des armées russes en 1812. — Ultimatum de la Russie. — Propos inédit de Napoléon. — Force et composition de la grande armée française. — Entrée en campagne. — Proclamation de Napoléon. — Passage du Niémen. — La Pologne mal reconstituée : faute de Napoléon. — Victoires remportées en Russie par l'armée française. — Noble conduite du prince royal de Suède envers le czar. — Le cadavre d'un évêque, anecdote. — Nouveaux succès de nos armées. — Nos vaillants capitaines. — Bataille de la Moskowa. — Les Français à Madrid. — Les Russes manquent au cérémonial. — Moscou incendié. — Napoléon, trompé, perd du temps. — Retraite de l'armée française. — Succès sans résultat. — Désastres de la retraite. — Héroïsme inutile. — L'éloge des Français dans la bouche de Kutusoff. — Réunion des débris de la grande armée à Borisow. — Passage et catastrophe de la Bérésina. — Citation du général Vaudoncourt. — Extrait du vingt-neuvième bulletin. — Note historique sur Napoléon journaliste.

Jusqu'à cette année, dont je vais tracer l'histoire rapide, Napoléon avait vu, excepté en Espagne et dans ses entreprises contre le saint-père, la fortune seconder tous ses desseins. Au 18 brumaire, il avait trouvé la France réduite à peu près à ses anciennes limites, sauf les conquêtes de la Belgique et des bords du Rhin. Dans l'espace de onze ans, il l'avait agrandie du Piémont, de l'état de Gênes, des duchés de Parme,

de Modène, de Toscane, de la république de Lucques, du Milanais, des provinces vénitiennes, de toutes celles que possédait le pape, du royaume de Naples, de l'Illyrie, des Bouches-du-Cattaro, de Raguse, des sept îles, de l'Espagne jusqu'à l'Èbre, de Genève, du Valais (autant vaudrait dire de la Suisse), de la Hollande, des villes hanséatiques, du duché d'Oldenbourg, enlevé sans cause aucune au beau-frère de l'empereur de Russie : de plus, il possédait en réalité la Westphalie sous le nom de son frère, et le reste de l'Espagne et tout le Portugal, contraints de céder à ses armes, faisaient de l'empire Français une monarchie démesurée.

L'Autriche semble avoir renoncé à toute nouvelle entreprise : une alliance de famille est devenue un gage de paix éternelle; la Prusse est réduite à une impuissance complète; la Russie a pour czar celui qui éprouve tous les jours que l'*amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux* (Voyez page 276 de ce volume). L'Angleterre lutte, mais le pourra-t-elle longtemps?

Eh bien! arrivé au faîte de la prospérité, Napoléon touche à sa perte : ses amis présents savent comment il a traité ses anciens amis. Les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, se rappellent le sort de la reine d'Étrurie, des rois d'Espagne et de Portugal. Ceux de sa famille, à Naples, à Madrid, ont encore présente à leur mémoire l'abdication contrainte du roi de Hollande. Déjà la Suède, malgré son prince royal, se montre hostile envers nous : Napoléon a exigé d'elle l'impossible, et sur son refus, justifié par de bonnes raisons, il lui a repris, le 29 janvier, la Poméranie suédoise sans déclaration de guerre, puis l'a réunie

à son empire. Les villes hanséatiques, la Hollande, sont au désespoir. La Prusse, humiliée, et encore plus écrasée, demande au Ciel de la venger, et promet de seconder le vengeur. En Italie, les uns veulent une liberté illimitée; les autres, lassés de leur indépendance prétendue, désirent retourner sous la domination de leurs anciens maîtres : Rome surtout, Rome, veuve de son père, ne soupire qu'après son retour; elle a éprouvé les maux de la république, la tyrannie du souverain qui ne la connaît pas, et elle se rappelle ce gouvernement si doux, si patriarcal, si paternel, du souverain pontife. A Naples, on souffre avec impatience un roi serviteur de son beau-frère. La Toscane supporte péniblement le règne de la *Sémiramis de Lucques* (1), qu'on n'aime pas. Les légations pontificales supportent avec peine la suprématie accordée à la ville de Milan, dont Venise est jalouse. Le Piémont redemande sa maison chérie de Savoie, et Gênes enfin se

---

(1) Les sœurs de Napoléon lui ont fait en Italie tout le mal possible. La grande-duchesse de Toscane, princesse de Lucques, traita avec les Anglais vers le milieu de janvier. Plus tard, comme la ratification n'avait pas eu lieu avant notre évacuation, en février 1814, on ne lui tint compte de rien. Quant à la reine de Naples, c'est elle seule qui a forcé son mari à se ranger du côté des Anglais. Sans elle, Murat serait resté fidèle à son bienfaiteur et à la France; mais cette femme était dévorée d'une telle ambition, qu'elle eût sacrifié sa patrie et sa famille à sa couronne. Je fus le premier qui instruisis Napoléon de la perfidie de ses deux sœurs. Une maladie aiguë m'a empêché d'élever la voix lorsqu'on a donné si légèrement cent mille francs à la comtesse de Lipano, et si celle-là a dû obtenir cent mille francs de rente du trésor national, que devrait prétendre l'auguste fille de Louis XVI, héritière légitime du royaume de Navarre et de Béarn, et de tant d'autres terres qui ne suivaient pas la loi salique? L. L. L.

flatte que la chute de Napoléon lui rendra sa pleine liberté.

Il en était de même dans le reste de l'empire. Une foule d'états auparavant indépendants, et qui y avaient été réunis par force, ne voulaient pas être français; car le despotisme impérial leur était odieux, et certes, au premier instant venu, tous ces peuples se grouperaient autour de celui qui leur ferait espérer le rétablissement de leur indépendance.

La France ancienne (les contrées renfermées entre l'Océan, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée et les Pyrénées) endurait impatiemment la pesanteur d'un sceptre qui lui enlevait jusqu'à ses derniers enfants. Les campagnes étaient dépeuplées; les rudes travaux de l'agriculture étaient confiés aux femmes; les mariages devenaient très-rares; les hommes disgraciés de la nature paraissaient seuls appelés à perpétuer la génération. Il n'y avait pas de famille qui n'eût un ou plusieurs enfants au service, qui n'eût dépensé au delà de sa fortune pour arracher l'un des siens à ces moissons périodiques de chair humaine. Il n'y avait plus de liberté de la presse; des lois draconiennes imposaient silence à la pensée; un décret interdisait la publication de tout ouvrage qui pourrait se rattacher à l'un des ministères, sans avoir, au préalable, l'autorisation du ministre. Dès lors, on ne disait sur la guerre, la marine, la jurisprudence, l'administration, etc., que ce qui convenait au gouvernement. Les livres de controverse ecclésiastique étaient sévèrement interdits; les théâtres, la littérature, les arts, les sciences, avaient tous leurs censeurs, et, certes, ceux de la restauration furent des anges de douceur et de tolérance auprès de ceux-là. Une foule de nos

chefs-d'œuvre dramatiques étaient ou tronqués ou défendus. Dans ce nombre, je citerai *Athalie*, *Mérope*, *Brutus*, *la Mort de César*; presque tout le théâtre de Du Belloy; *la Partie de chasse de Henri IV*, *Richard Cœur-de-Lion*, etc., etc.

La liberté individuelle n'existait plus; l'exil atteignait nos célébrités littéraires; la prison renfermait à l'instant quiconque se rendait suspect; on s'interdisait de parler politique, à cause du danger d'un mot mal entendu, mal interprété : une inquisition sourde pénétrait jusque dans le sein des familles : on n'osait pas refuser les fonctions, les honneurs antipathiques aux sentiments qu'on nourrissait en secret. L'église catholique était violemment persécutée. Dans quel but tous les préfets et sous-préfets reçurent-ils, en 1812, l'ordre de dresser le tableau de la fortune des filles à marier dans chaque arrondissement de chaque département, depuis le minimum d'une dot présumée de soixante mille francs, jusqu'au chiffre le plus élevé? que signifiaient également ces tableaux à dresser de la fortune positive des nobles, des propriétaires, des négociants? Les lois étaient contrariées, renversées, annulées par des décrets impériaux, par de simples décisions ministérielles. Le bon plaisir du souverain cassait les arrêts des cours souveraines, lorsqu'elles innocentaient ceux que le pouvoir voulait coupables.

La conscription, ce fléau permanent, enrichissait beaucoup de généraux, de préfets, de secrétaires-généraux, de majors, de capitaines de recrutement, de médecins, de chirurgiens, etc. J'ai vu un général de brigade, qui avait joué un rôle actif dans l'arrestation du duc d'Enghien, le baron Char..., venir au conseil de recensement, dont je faisais partie, ayant dans son cha-

peau la liste écrite de ceux qui avaient acheté de lui leur réforme. Dans un département voisin de Toulouse, le préfet, le secrétaire-général, firent, pendant dix ans, un trafic scandaleux du sang français : aussi la restauration les a-t-elle élevés au pinacle, bien que, pendant sa durée, ils aient continué deux ans encore cet abominable trafic. Les conscrits réfractaires étaient poursuivis comme des bêtes fauves ; et leurs parents, ruinés, réduits même à la mendicité, étaient contraints de payer des sommes énormes : on découvrait leurs maisons, on en vendait le chétif mobilier, souvent même on les livrait aux flammes. Des colonnes mobiles de garnisaires, rappelant, par leurs vexations, les horreurs des armées révolutionnaires de 1793, parcouraient les campagnes, dévastaient les moissons, saisissant les fruits, les bestiaux, emprisonnant les pères, les tuteurs, les frères des malheureux conscrits réfractaires ou déserteurs, et se livrant enfin à tous les excès que je viens de signaler.

Telle était la situation de l'Europe et de la France au commencement de 1812. L'Europe avait cru que l'alliance de Napoléon avec l'Autriche la laisserait respirer. La France demandait non-seulement la paix, mais encore un gouvernement fondé sur la loi et non sur l'arbitraire et le despotisme. Elle était tombée sous le joug le plus insupportable ; elle aspirait à un meilleur état de choses, et l'attendait des idées de famille et de paternité que Napoléon devait prendre, puisqu'il était devenu époux et père ; car, d'après son âge, Joséphine avait été plutôt sa compagne que sa femme. Quel fut le désespoir de la France d'apprendre que Napoléon, devenant cette fois agresseur, courait aux confins de l'Europe chercher une nouvelle guerre, qu'il

eut si facilement évitée alors ! On comprit que ce monarque, qui avait osé dire que la guerre était de son goût, la prolongerait sans terme : il en résulta une explosion de haine et de colère, qui détacha la nation du trône impérial, en laissant l'empereur combattre seul, cette fois, les ennemis nombreux qu'il s'était faits. Telles furent les causes qui permirent aux alliés de franchir nos frontières, et qui empêchèrent la France tout entière de se lever pour les exterminer, comme elle l'avait fait en 1799 et plus tard.

Avant d'entreprendre le récit des événements militaires de cette année, je vais faire passer rapidement sous les yeux du lecteur les faits qui ne se rattachent point à cette dernière prise d'armes, le prévenant que ce ne sera qu'aux approches de la bataille de Toulouse que je reviendrai aux détails de la guerre d'Espagne, depuis 1812 jusqu'à cette époque.

Napoléon n'était pas content de la manière dont la Russie exécutait le blocus continental. Déterminé à occuper avec ses propres troupes les ports de la Baltique, ce qu'il ne pourrait obtenir que de la victoire, il fit des levées extraordinaires : un sénatus-consulte du 13 mars mit à sa disposition, outre la conscription annuelle et celles déjà levées par anticipation, toute la population en état de porter les armes. On donna à cette presse générale l'apparence d'une triple mise en activité de service de la garde nationale, que l'on divisa en trois bans ou classes. Le premier ban fut composé des Français de vingt à vingt-six ans, qui, n'ayant pas été atteints par la conscription, ou ayant été réformés, seraient propres au service militaire ; le second ban comprit les hommes valides, de vingt-six à quarante ans ; et dans le troisième ou arrière-

ban, furent classés ceux de quarante à soixante : la décrépitude fut seule épargnée. Il fut stipulé que les cent mille hommes du premier ban (on en leva trois cent mille) ne sortiraient pas du territoire de l'empire : cette condition tarda peu à être violée. On prétexta que les régiments de la garde nationale, qu'on appela cohortes, demandaient eux-mêmes à combattre au dehors, et vite on les envoya soit en Espagne, soit en Italie, soit en Russie. On s'indigna, lors du rapport du comte de Lacépède au Sénat, de cette phrase si cruellement ironique, relative au premier ban :

« Parvenus à l'âge où l'ardeur est réunie à la force,
« ils trouveront dans leurs exercices militaires *des jeux*
« *salutaires, des délassements agréables*, plutôt que des
« devoirs sévères et des occupations pénibles. »

Cette année vit la création du ministère du commerce et des manufactures, attributions que l'on détacha de celui de l'intérieur; le ministre nommé fut le comte Colin de Sussy, conseiller d'état, homme de haut mérite et d'une capacité supérieure. L'état languissant de l'industrie, la cessation de toutes relations d'outre-mer, demandaient des secours de la part du gouvernement. L'Allemagne, l'Italie, les royaumes du Nord, tiraient peu de la France, qui ne faisait plus rien avec l'Espagne, le Portugal, les Échelles du Levant, la Grèce et Constantinople.

D'ailleurs, à cette époque, tous les esprits s'occupaient de la grande lutte prête à commencer. Certes, à son début, les chances étaient en faveur de la France, et Napoléon commandait directement ou indirectement à quatre-vingt-cinq millions des cent quatre-vingt-deux qui forment la population de l'Europe, selon le

baron de Humboldt. La France, avec toutes les additions qu'elle avait reçues, depuis Oldenbourg jusqu'à Rome, présentait un total de. . . . 42,000,000

Le royaume d'Italie.	6,000,000
Les provinces illyriennes. . . .	1,000,000
Naples, Lucques, Piombino. . .	4,600,000
L'Espagne.	10,500,000
Le Portugal.	3,000,000
Le royaume de Westphalie. . .	2,200,000
La confédération du Rhin. . . .	11,000,000
La Suisse.	1,600,000
Le grand-duché de Varsovie. . .	3,600,000
	85,500,000
Il disposait aussi de la Prusse, alors dans l'impossibilité de se soulever, bien que ce royaume possédât encore une population de	5,000,000
Enfin, le Danemark et la Norwége, également en son pouvoir, donnaient.	2,400,000
Ces deux derniers nombres, réunis aux premiers, fournissaient un résultat positif de.	92,900,000
Les cinq états ligués contre lui formaient une masse de population dont voici le chiffre :	
L'Angleterre.	16,100,000
La Russie d'Europe.	35,200,000 (1)
	51,300,000

(1) Sa population, en Asie, montait à 5,000,000.

Report.	51,300,000
La Sardaigne.	500,000
La Sicile	1,783,000
La Suède.	2,000,000
	55,583,000

Enfin, deux grands États neutres et indépendants en réalité étaient :	
L'Autriche, peuplée de.	19,000,000
La Turquie d'Europe (1). . . .	9,000,000
	28,000,000

D'après les tableaux que je viens de présenter, le total de la population de l'Europe n'aurait été en réalité que de.	176,483,000

Ce qui ne se rapporterait pas au chiffre posé par M. de Humboldt, à moins que son tableau statistique ne soit postérieur au mien de plusieurs années.

Ainsi, dans cette guerre, deux empereurs allaient se mesurer; l'un, commandant à quatre-vingt-douze millions neuf cent mille âmes, tandis que l'autre, ne disposant sur terre ni de l'Angleterre, ni de la Sicile, ni de la Sardaigne, mais de la Suède seulement, ne se présentait à la lutte qu'avec quarante-deux millions trois cent mille âmes. Certes, son infériorité apparente était manifeste; mais Napoléon ne pouvait rien attendre de la péninsule ibérique, dans laquelle, au contraire, il fallait sans cesse envoyer de nouvelles troupes. Les premiers grands revers constatés fe-

(1) La Turquie d'Asie et l'Égypte contiennent 15,000,000 d'habitants.

raient crouler aussitôt un édifice trop gigantesque, de manière à faire passer du côté de son adversaire toutes ces populations qu'il avait enrôlées de force sous ses bannières, et le réduiraient aux trente millions de la vieille France.

Appelé, en 1810, à l'éventualité de la couronne de Suède, qui était notre alliée naturelle, et qui nous était si affectionnée, le prince Bernadotte, devenu Suédois par adoption, avait dû se détacher de nous; il se devait tout à sa nouvelle patrie. Cependant, avant que de se déterminer à combattre contre le pays où il avait reçu le jour, il épuisa tout ce que la sagesse, la patience, la résignation peuvent tenter; mais lorsqu'il eut acquis la certitude qu'un guet-apens lui avait été tendu, que des agents de son auguste ennemi s'étaient rendus aux environs de Haga avec un vaisseau pour le surprendre, l'enlever et le conduire en France, il n'hésita plus, se déclara Suédois, et, en gémissant, il tira l'épée contre le souverain de son ancienne patrie.

Dès qu'il eut pris cette fatale résolution, il traita simultanément avec l'Angleterre et la Russie. Son traité avec cette seconde puissance fut du 24 mars; il ne s'allia avec l'Angleterre que le 3 mai suivant. Les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg s'engagèrent à lui laisser réunir la Norwége à la Suède, et en retour, il fit négocier à Constantinople avec tant de succès, qu'il détermina la paix de Bucharest, signée entre le czar et le sultan, et qui, cachée à Napoléon jusqu'en août de cette année, contribua si fort à ses revers. Cette paix fut conclue le 28 mars et ratifiée le 14 avril.

On négociait encore que déjà les armées étaient en marche, et les souverains aussi. L'empereur Alexandre

quitta Saint-Pétersbourg, le 24 avril, pour rejoindre ses forces principales campées en dehors des frontières occidentales de la Lithuanie; il faisait de cette guerre une guerre sainte, et ses peuples pensaient comme lui.

Le 9 mai, Napoléon sort à son tour de Paris et se rend d'abord à Dresde; à Dresde, où, comme à Paris, à Tilsitt, à Erfurth, il va tenir une cour plénière de rois. Là accourent, moins pour traiter de pair avec lui que pour le reconnaître le monarque des monarques, l'empereur et l'impératrice d'Autriche, les rois de Saxe, de Westphalie, de Wurtemberg, de Bavière, de Naples; le roi de Prusse offre à Napoléon, pour aide-de-camp, son propre fils, le prince royal. Là viennent en foule les autres princes souverains de l'Europe pour renouveler leur alliance et jurer tous une fidélité inviolable à celui que tous trahiront au premier revers de la fortune.

Jamais la splendeur de la couronne impériale de France ne brilla mieux qu'à ce dernier moment. Napoléon, enivré, fit au czar des propositions de paix, que celui-ci ne pouvait admettre; trop de chances militaient en sa faveur pour qu'il les abandonnât aussi facilement.

L'empereur de Russie avait sur Napoléon un avantage immense : il possédait le secret de ses opérations militaires à venir. Le comte Chzermischew, aide-de-camp d'Alexandre, venait, au commencement de cette année, de gagner un employé du personnel de la guerre, nommé Michel. Ce misérable lui avait livré les états originaux de la force réelle et positive de nos armées : le Russe les emporta avec lui. Un papier trouvé sous un tapis de sa chambre donna l'éveil. La trahison du

Français fut dévoilée : elle lui coûta la vie; mais son complice, plus adroit, fuyant avec rapidité, mit à couvert sa prise et sa propre existence. Cet incident fit un tort immense au plan de campagne de Napoléon, auquel nuisit plus encore dans la suite la honteuse défection du général Jomini.

Alexandre, ayant rejoint son armée, la trouva forte de *deux cent quatre-vingt-cinq mille* hommes, savoir : le corps du général Wittgeinstein, en Livonie, *trente mille* hommes; celui du général Buggowoult, entre Wilna et Witepsk, *quarante-cinq mille;* celui du général Essen, à Grodno, Minsk, Mohilow, *quarante mille;* et l'armée du général Bagration, cantonnée en Wolhynie et en Podolie. Ces divers corps s'élevaient à un total de *deux cent quinze mille*, auxquels il fallait ajouter la réserve. Le général Stingell, en Finlande, commandait à *trente mille* hommes; la garde impériale, sous les ordres du grand-duc Constantin, se composait de *trente mille;* à Moscou, la réunion de divers régiments donnait un effectif de *dix mille.*

Ce n'était pas encore la totalité des forces militaires de l'empire russe : il y avait de plus l'armée de Kutusoff, sur le Danube; celles du duc de Richelieu, occupant la Crimée; du général Rtitchiff, au pied du Caucase; du général Palucci, en Géorgie; enfin, les garnisons des places fortes, les détachements considérables disséminés dans le nord de l'Asie et vers la Chine, les invalides, etc. Certes, le total général approchait de *six cent mille soldats.*

Les troupes que les Français allaient combattre étaient divisées en deux armées, dont l'une, commandée par le ministre Barclay de Tolly, devait manœuvrer autour de Wilna; et l'autre, sous les ordres

du prince Bagration, formerait l'aile gauche, et serait appuyée par une troisième armée, qu'on rassemblait en Wolhynie.

La Russie faisait en même temps connaître les conditions qu'elle mettrait à la paix : elle demandait l'indépendance absolue du roi de Prusse, à qui on rendrait toutes ses places fortes; une diminution dans la garnison française de Dantzick; la restitution de la Poméranie à la Suède, et la paix avec celle-ci; la Russie conserverait le droit des neutres, en maintenant néanmoins le blocus continental; le système de licence serait admis en Russie comme en France (1); on traiterait du tarif réciproque des douanes, et des indemnités seraient données au duc d'Oldenbourg à la satisfaction de son beau-père.

Napoléon n'accepte rien; il veut la guerre : il a dit en petit comité, le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely présent : « Il n'y a que trois capitales importantes de l'Europe que je n'aie pas visitées les armes à la main : Rome, je ne sais pourquoi, Saint-Pétersbourg et Londres : tout m'assure que pour aller à celle-ci, le chemin est de passer par celle-là. » Ce propos m'a été rapporté, en 1814, par le témoin auriculaire que je cite ci-dessus.

---

(1) Tout en voulant anéantir le commerce anglais, Napoléon, poussé par un faux calcul, autorisa un commerce secret couvert par les lettres de licence qu'il fit payer fort cher, ou dont il gratifia ses créatures. Cette espèce de monopole tarda peu à être connu, et irrita contre Napoléon le commerce maritime français dont il consommait la ruine. Le czar, séduit par l'appât des bénéfices énormes de ce genre d'industrie, voulait se conserver le droit d'imiter l'empereur des Français. L. L. L.

L'armée française est divisée en trois corps principaux : le PREMIER, commandé par le prince d'Eckmühl, maréchal Davoust, ayant sous ses ordres les lieutenants-généraux Morand, Friand, Gudin, Desaix, Compans, Pajol, s'élève à *soixante-dix mille* hommes, tant infanterie que cavalerie ; le DEUXIÈME CORPS a pour chef le maréchal Oudinot, secondé par les lieutenants-généraux Legrand, Verdier, Merles, Castex, et se compose de *quarante-cinq mille* soldats de toutes armes ; enfin, le TROISIÈME, sous les ordres du maréchal Ney, ayant avec lui les généraux Ledru, Pazout, Marchand, est de *quarante-cinq mille* combattants. Les trois corps réunis forment, tant en infanterie qu'en cavalerie légère, artillerie, etc., etc., un effectif de *cent soixante-cinq mille* hommes. Le roi de Naples est à la tête de la grosse cavalerie, divisée en deux corps de dix mille chevaux chacun, placés sous les ordres de deux lieutenants-généraux, savoir, le comte Nansouty, que suivent les généraux Bruyères, Saint-Germain, Valence ; et le comte Monthrun, accompagné des généraux Vattier, Sébastiani et Defrance. Enfin, la garde impériale, commandée par les maréchaux duc de Trévise, duc de Dantzick, duc d'Istrie, les généraux Laborde et Roguet, donne un effectif de *vingt mille* hommes. Ces *quarante mille* joints aux *cent soixante mille* précédents forment un total de *deux cent mille* guerriers, qui, le 24 juin, passent le Niémen à Kowno, sous les yeux de Napoléon.

Mais cette réunion de braves ne compose pas toute notre force : des contingents considérables viennent s'y réunir de presque toutes les parties de l'Europe, et la renforcer en apparence. Le prince de Schwartzenberg, avec *trente-quatre mille* Autrichiens, arrive

par la Gallicie; le roi de Westphalie conduit une armée de *soixante-dix-neuf mille* hommes, composée partie de ses sujets, partie de contingents recrutés en Allemagne, en Saxe et en Pologne; le prince Eugène rassemble vers Marienpoll et Pyloy un corps composé de près de *quatre-vingt mille* Italiens, Piémontais, Bavarois; le maréchal Macdonald rassemble à Tilsitt *trente-deux mille* Bavarois, Prussiens et Polonais; et il est certain que déjà près de *cinq cent mille* combattants se trouvent réunis sous les drapeaux de l'empereur. L'attirail militaire se compose de *treize cent soixante-douze* canons de tout calibre, d'une multitude immense de charrois de transport, de caissons, d'ambulances, de six équipages de pont, etc., etc. Tels sont les moyens immenses réunis pour entreprendre la conquête de cet empire hyperboréen, qui a plusieurs fois envahi l'Europe, et que l'Europe n'a pas encore entamé.

Napoléon est parti de Dresde le 29 mai. Le 30, il arrive à Posen en Pologne. Le 2 juin, il est à Thorn. Le 7, il entre à Dantzick, que gouverne Rapp, son aide-de-camp, qui s'illustrera plus tard par la défense de cette place. Là, le roi de Naples rejoint l'empereur, et c'est alors que commence entre les deux beaux-frères une querelle qui finira par une odieuse trahison de la part de Murat. Le 12, l'empereur couche à Kœnigsberg, où il reste jusqu'au 17. Le 18, il fait passer la Pregel à deux cent mille hommes. Là encore on pouvait espérer la paix; mais Napoléon apprend que le czar a refusé de recevoir l'ambassadeur de France, le comte Lauriston; ceci détermine l'entrée en campagne, et la proclamation suivante est adressée à la grande armée :

« SOLDATS !

« La seconde guerre de Pologne est commencée ; « la première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt. « A Tilsitt, la Russie a juré une éternelle alliance à « la France, et la guerre à l'Angleterre ; elle viole « aujourd'hui ses serments ; elle ne veut donner au- « cune explication de son étrange conduite, que les « aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant « par là nos alliés à sa discrétion.... La Russie est « entraînée par la fatalité : les destins doivent s'ac- « complir. Nous croit-elle donc dégénérés ? ne se- « rions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz ? Elle « nous place entre le déshonneur et la guerre : notre « choix ne saurait être douteux. Marchons donc en « avant ! passons le Niémen en portant la guerre sur « son territoire. La seconde guerre de Pologne sera « glorieuse aux armes françaises, mais la paix que « nous conclurons portera avec elle sa garantie ; elle « mettra un terme à la funeste influence que la Russie « exerce depuis cinquante ans sur les affaires de « l'Europe. »

Le 23 juin, le Niémen est franchi, et la campagne commence. Le 28, les Français occupent Wilna. Les Russes, au lieu de les attendre, reculent ; on les accuse de frayeur, tandis que ce n'est que le résultat de leur stratégie nouvelle. Ainsi, dans les temps antiques, l'armée de Cambyse fut engloutie sous les sables du grand désert de l'Afrique, où elle avait osé s'enfoncer imprudemment.

Ce même jour, à Varsovie, les Polonais réunis en diète proclament la résurrection du royaume de Pologne ; c'est une noble pensée, elle nous vaudrait

deux cent mille auxiliaires si elle recevait son accomplissement, dont le résultat serait de refouler pour toujours la Russie dans les glaces du Nord. Mais Napoléon recule devant elle; il n'ose mécontenter son beau-père en lui enlevant sa part de la Pologne, et son hésitation, ses fausses démarches, contribueront puissamment à la catastrophe qui se prépare.

Le 18 juillet, un traité d'alliance conclu à Orébro unit la Russie à l'Angleterre : plus tard ce traité recevra une plus grande extension. Le 1er août, une alliance offensive et défensive est signée entre les hautes puissances contractantes. La Russie livrera sa flotte pour gage d'une résistance désespérée et d'une guerre sans fin contre la France.

Le 28 juillet, les Français prennent possession de Witepsk. Le 13 août, la Lithuanie est entièrement conquise, grâce à ce que les Russes l'avaient très-mal défendue. Il faudrait s'en tenir là; plusieurs amis de Napoléon le lui conseillent. On cite parmi eux le prince de Neufchâtel, le duc de Vicence, le comte de Lobau, le duc de Frioul, le comte Daru; ils ne sont pas écoutés, *les destinées doivent l'emporter*, et Napoléon court en aveugle à sa perte. Murat, Davoust, au contraire, l'excitent à marcher en avant, et ceux-là lui soufflent, sans s'en douter, *cet esprit d'imprudence et d'erreur* qui va décider sa chute.

Le 17 août est signalé par la prise et la victoire de Smolensk; le général russe Barclay de Tolly est battu complétement; il laisse douze mille hommes sur le champ de bataille. Cette journée détermine le czar à quitter l'armée; il s'en revient à Moscou; il y reste peu et retourne à Saint-Pétersbourg.

A Smolensk se sont distingués le roi de Naples, le

duc d'Elchingen, le comte Rapp, le prince d'Eckmühl, les comtes Pajol, Gudin, Morand, les généraux Bruyères, d'Abrantès, Verdier, Compans, le prince Eugène, etc. Le 18, les Français traversent le Borysthène; à la suite de ce passage, les Russes attaquent vivement nos avant-postes; ils sont repoussés, mais le comte Gudin, l'un des héros de notre armée, trouve la mort au sein de la victoire. Une erreur, une distraction reprochée au duc d'Abrantès empêche la destruction totale de l'ennemi.

En même temps, et à Polotsk, sur la Duna, le général Gouvion Saint-Cyr a battu vigoureusement l'armée russe du général Wittgeinstein. En récompense de cette glorieuse journée, Napoléon accorde au vainqueur le bâton de maréchal d'empire. A la même époque (le 28), l'empereur de Russie se rend dans la ville d'Abo, en Finlande, pour prendre sur ce qu'il doit faire dans une circonstance aussi difficile les conseils du prince royal de Suède, expert en stratégie autant qu'en administration et en politique. Dans cette conférence, les ministres suédois réclament du czar des garanties, et une cession d'une partie de la Finlande. Alexandre répond qu'il le ferait sans doute, mais que son peuple lui saurait mauvais gré de cet abandon, et il offre à la place de ce qu'on lui demandait, les îles d'Ago, d'Osel et de Riga.

« Votre Majesté impériale, dit alors le prince royal de Suède, est-elle convaincue du mauvais effet que cette remise ferait en Russie? — J'en donne l'assurance positive, répond S. M. I. — Eh bien! sire, repart l'interlocuteur, qu'il ne soit plus question de garanties pour la Suède, je me contente de la parole de Votre Majesté. »

Le même jour, 28 août, l'empereur s'arrête au château de Ronibki. Le 29, l'armée se porte sur Viazma, qu'elle trouve en feu. Les Russes incendient tout sur son passage, triste présage de ce qu'ils nous réservaient à Moscou. Ici a lieu un fait singulier; je le transcris tel que je l'ai lu dans un ouvrage.

« Derrière la cour de la maison devenue le palais impérial de Napoléon, est un jardin dessiné à l'anglaise, au fond duquel s'élève, sur six colonnes, une petite rotonde à jour, qui représente un temple grec. La vue d'un bel édifice, qui se trouve près de là, réclame ensuite notre curiosité; nous traversons la rue. En face s'ouvre un cloître, et dans l'enceinte est une église. La grande porte en est fermée; on frappe, on sonne; enfin, arrive un Russe de chétive apparence (le sonneur de l'église); il se rassure, nous lui donnons une gratification, il nous conduit sous les voûtes sacrées; mais quel spectacle s'offre à nos yeux! Devant le maître-autel est une bière ouverte qui renferme un mort dont le visage découvert est orné d'une longue barbe blanche; sur sa tête est une mitre, il est vêtu de riches ornements pontificaux; des cierges et tous les apprêts des funérailles environnent le cercueil.... Quel est notre étonnement! on s'informe, on questionne; nous apprenons que l'évêque de Viazma, déjà très-âgé, est décédé la nuit précédente, frappé de terreur de notre arrivée. Ses traits conservent encore la sérénité du juste à sa dernière heure; on allait célébrer ses funérailles. Les Français ont paru : alors prêtres et peuple, tout a fui, et il n'est resté que le dernier de la ville, pour veiller sur les restes du premier. » (*Manuscrit de* 1812, *tome* 1er, *pag.* 137 *et suiv.*)

Diverses autres villes sont traversées par les Fran-

çais toujours à la lueur sinistre de l'incendie. Velitchew, Ghzath, sont aussi la proie des flammes; mais cette dernière ville n'est qu'à deux lieues de Borodino, où le général russe Kutusoff s'est retranché. Le 4 septembre, Napoléon livre et gagne la bataille sanglante qui en a reçu le nom. Le vice-roi, les maréchaux Ney, Davoust, Bessières, le prince Poniatowski, le roi de Naples, les généraux Compans, surnommé par les soldats *le preneur de redoutes*, Rapp, Caulaincourt, Pajol, Friant, le duc d'Abrantès, Morand, Gérard, Grouchy, Montbrun, Latour-Maubourg, Nansouty, Sorbier, Pernetty, Foucher, Desaix, Claparède, Poitevin, d'Anthouard, y font des prodiges de valeur, que surpassent encore ceux de la bataille célèbre et décisive de la Moskowa, livrée le 7 septembre.

Les Français sont au nombre de cent vingt mille combattants, dont vingt-trois mille cavaliers; les Russes comptent au moins cent trente-trois mille hommes en ligne. Napoléon prétend même que l'armée du czar était forte de cent soixante-dix mille guerriers. L'action s'engage avec fureur sur toute la ligne. Les généraux Compans, Desaix, Rapp, le prince d'Eckmühl (Davoust), Morand, Friant, Nansouty, Grouchy, Latour-Maubourg, La Houssaye, sont blessés; le vaillant Montbrun y trouve la mort avec les généraux Compère, Plauzolles, Romeuf, Marion, Lepel, le jeune Auguste de Caulaincourt et Lahanère. Toute l'armée, maréchaux, généraux, officiers, soldats, ont fait leur devoir, ont ajouté à leur gloire. Napoléon a tout dirigé; son œil d'aigle et son génie ont décidé le succès. Parmi tant de héros, un second Achille s'élève : le premier a péri à la bataille funeste d'Essling; le second, pour prix de ses exploits à la bataille de la

ou camper dans leur capitale avec les soldats de presque toute l'Europe qu'il traîne après lui, et attendre le printemps nouveau; il a atteint le comble de la gloire, désormais il sera invincible. Quels rêves brillants furent ceux de la nuit du 14 au 15 septembre pour le grand empereur! comme il dut en savourer le charme enivrant! Hélas! ce furent ses derniers; il n'a pu rêver depuis que trahisons, infortunes et disgrâces : ce fut sa dernière nuit de repos et de bonheur.

Dès le 14, des incendies partiels ont tourmenté les vainqueurs; on les éteint, sans soupçonner que le comte Ropstopchin, ex-gouverneur russe de Moscou, a organisé l'embrasement de la ville sainte, et que le patriotisme des Russes s'est résolu à l'accomplir. Des maisons brûlent encore dans la nuit du 14 au 15. Le 15, un grand nombre d'édifices deviennent la proie des flammes. Voici, par l'ordre de Dieu, qui s'est souvenu du duc d'Enghien, des rois d'Espagne, de Portugal, de Naples, d'Étrurie, de Hollande; qui n'a pas oublié le double attentat commis sur son vicaire; voici, dis-je, le vent de sa colère, et Moscou, le 16, ne sera plus qu'un vaste océan de feu, qu'un cratère immense, qu'alimentent les charpentes, les résines, les huiles, les eaux-de-vie, les vins, les liqueurs déposés dans tant de magasins et sur tant de points divers. Les maisons sont en bois, et neuf cents agents de la police, organisés secrètement par les Russes, armés de matières inflammables, ne cessent d'alimenter l'incendie.

Les palais s'abattent; les églises, leurs dômes, leurs clochers s'écroulent; les pièces d'artillerie, chargées, partent d'elles-mêmes, et, au sein de la sécurité, vo-

missent la mitraille sur les Français épouvantés. Ici la tactique devient inutile, la bravoure individuelle ne peut rien; la flamme approche, vive, menaçante, renversant tous les obstacles, anéantissant tout. En face de ce terrible ennemi, le courage éprouvé de ces fameux bataillons carrés qui ont vaincu les Mamelucks invincibles, devient impuissant; rien ne peut arrêter sa furie; il faut céder, céder sans combattre, ou plutôt fuir avec épouvante une mort certaine et sans gloire.

Ici, rien ne brûle encore, et tout à coup dix maisons vomissent la flamme; la flamme, emportée par les vents, franchit les rues, les jardins, les places; c'est un réseau de mort qui enveloppe tout; le bruissement de l'incendie, le fracas et la chute de tant d'édifices, se mêlent aux horribles sifflements du vent qui transporte les flammèches brillamment colorées, semblables à des serpents ardents. Partout l'incendie gronde, mugit; sa rapidité étonne, sa violence remplit d'horreur; ces meubles, ces étoffes de prix, ces marchandises, ces tableaux, ces chefs-d'œuvre des arts, abandonnés, et dont on se promettait le partage, il faut tout laisser: le feu l'exige, il ne permet pas qu'on lui fasse sa part, il veut tout.

L'air s'échauffe, s'embrase; il devient mortel à qui le respire : ceux qui ont fait la guerre en Égypte se rapellent les chaudes vapeurs du simoun; ici, les rafales brûlantes ne sont pas moins dangereuses, et comme celles du ciel de l'Afrique, elles portent la suffocation et la mort. Cependant la circonvallation infernale s'étend en zone de feu autour du Kremlin; des étincelles, des matières légères, précipitées par le vent de cette tempête ardente, volent sur le palais

des czars, et le menacent d'une pluie embrasée. Napoléon voit ce spectacle funeste; il en comprend l'horrible résultat, les conséquences pour l'avenir; ce nouvel adversaire le menace, le frappe, le repousse, et lui-même est contraint de fuir.

La retraite n'est pas sans danger, car on a trop attendu; la force du vent, la raréfaction de l'air occasionnent une tempête épouvantable, dont les vagues sont toutes de feu; on les voit courir devant soi, se développer, s'étendre. Déjà des étoupes allumées tombent sur les caissons de l'artillerie impériale. Il n'y a pas une minute à perdre.... Un tourbillon, un ouragan affreux, ouvrent un passage. Napoléon demande ses chevaux; il part, il sort de Moscou en y laissant ses espérances de fortune et de gloire.

Je peindrais mal la situation morale de l'armée française pendant cette catastrophe, qui anéantissait tous les plans formés, enlevait le fruit de tant de victoires, et laissait l'avenir dans une incertitude sinistre. Dès ce moment commence cette démoralisation signalée par le vingt-neuvième bulletin. Le découragement, l'inquiétude, un accablement que nos soldats n'avaient jamais connu, fondent sur eux; ils ne demandent plus d'aller en avant, ils ne pensent qu'à retourner vers la France, qu'à revoir la patrie; enfin, le dirai-je? nos héros sont las de la guerre, et pour la première fois désirent le repos: dès lors, ils n'agiront plus que par élan, ils ne seront plus stimulés par cette ardeur guerrière qui faisait la base de leur caractère. Ce n'est pas l'empereur qui est découragé, comme le dit sacrilégement le comte Philippe de Ségur, dans son roman intitulé *Histoire de Napoléon et de la grande armée pendant* 1812; mais c'est cette grande armée tout entière,

dans ses chefs, dans ses plus braves soldats, et jusque dans son historien.

Au malheur de l'incendie de Moscou vient se joindre un autre événement bien funeste : la paix conclue entre les Russes et la Sublime Porte, cachée à Napoléon jusqu'après son entrée en campagne, augmente tout à coup l'armée de réserve moscovite campée à Lustuck, en Wolhynie, de toute celle du Danube, et vient accroître la force des masses qui vont fondre sur Napoléon. Le 11 octobre, ces deux corps rejettent dans la Gallicie le prince de Schwartzenberg, qui fait mine de les combattre, et déjà ils menacent Varsovie. Le 18 octobre, Murat, par suite de fausses manœuvres, et en conséquence de son peu de génie militaire, est battu rudement par Kutusoff.

Cette dernière disgrâce du sort éclaire enfin Napoléon. Rempli de l'esprit de vertige, il a cru qu'Alexandre voudrait la paix, il en a attendu les propositions jusqu'au 23 octobre; mais enfin, ce jour-là, se voyant joué par le cabinet de Saint-Pétersbourg et menacé par les armées russes, par la saison rigoureuse qui approche rapidement, et par l'attitude inquiétante de l'Allemagne, il se décide à prononcer, pour la seconde fois de sa vie, le mot humiliant de retraite; la première avait eu lieu à Saint-Jean-d'Acre.

L'armée française a campé quarante jours sur les ruines fumantes de Moscou, et ces quarante jours déterminent sa perte; en s'éloignant, elle complète la ruine de cette malheureuse ville. Le maréchal Mortier fait sauter l'arsenal, les magasins et le Kremlin. La retraite commence sous ces noirs auspices.

Le 24 octobre, à Malo-Jaroslawetz, à trente lieues au sud de Moscou, le prince Eugène, n'ayant avec lui

que dix-sept mille hommes, bat et repousse vigoureusement Kutusoff, qui l'avait attaqué avec soixante mille. Cette bataille est l'un des plus beaux fleurons de la couronne de gloire du vice-roi d'Italie; les Russes perdent dix mille soldats, et nous cinq mille. Le 3 novembre, il remporte une autre victoire à Wiazma, secondé par les maréchaux princes de la Moskowa et d'Eckmühl, et par le général Compans.

Le 7, l'hiver arrive aussi en ministre exécuteur de la colère céleste, et déploie toutes ses rigueurs. Ce jour-là commencent les horreurs de cette retraite si pénible, si fatale, si désorganisatrice; les soldats vont se trouver exposés aux intempéries d'une saison extra-rigoureuse. Ils seront sans vivres, sans munitions, sans vêtements appropriés à un pareil climat; les chevaux manqueront de fourrage, et la mortalité les frappera par milliers. Bientôt le désordre sera tel que les chefs perdront la volonté et le droit de commander, et que l'obéissance ne sera plus la première vertu militaire, tant le froid, la faim, la misère, le désespoir, abattront les esprits et flétriront les cœurs !

La retraite continue. Smolensk est évacué le 14, et le 16 toute la cavalerie est démontée. Trente mille cavaliers sont réduits à huit cents; une seule nuit a presque suffi pour tuer les chevaux d'un si grand nombre d'hommes. Ce faible reste est confié au général Latour-Maubourg. L'infanterie n'est pas moins malheureuse, et après le passage de la Bérésina, de toute cette masse imposante, qui naguère avait franchi le Niémen, il ne restera que trente-six mille soldats sous les armes.

Le 16, nous perdons Minsk. Le prince de Schwartzenberg, qui prélude à la défection de l'Autriche,

livre cette place à l'ennemi. Voilà le premier fruit que Napoléon retire de son alliance avec la maison de Lorraine. Le 16, à Krasnoë, Kutusoff, avec soixante-dix mille fantassins et trente mille cavaliers, attaque l'armée française, réduite à vingt-cinq mille hommes; il ne peut l'entamer, et elle continue sa marche. L'historien anglais sir Wilson appelle cette affaire *la bataille des héros*. Là, Eugène, Davoust, Roguet, se surpassent. Kutusoff, dans son rapport au czar, dit : « *Les Français, loin de se laisser abattre par la cruelle extrémité où ils se trouvaient réduits, n'en étaient que plus enragés à courir sur les pièces qui les écrasaient.* »

A la suite de ce beau fait d'armes, le prince de la Moskowa, laissé le 19 en arrière-garde avec six mille hommes, recule et surprend le passage du Dniéper en marchant sur des monceaux de cadavres. L'antiquité ne présente pas d'action plus mémorable que celle-là.

Les 26 et 28, tous les débris de la grande armée, moins quelques corps isolés, se réunissent au nombre de quatre-vingt mille hommes, pourvus d'une forte artillerie, à Borisow, ville située à cent quatre-vingts lieues de Moscou, et à trente-huit de Wilna. On se prépare à de nouveaux combats; deux ponts sont jetés sur la Bérésina comme par enchantement. Cette rivière a dans ce lieu une largeur de quinze cents pas et charrie dans ce moment des glaçons énormes.

Le 28, on attaque l'ennémi. Le maréchal Oudinot, commandant l'avant-garde, est blessé, tandis qu'il met en déroute le corps russe aux ordres du général Tschitchakow; Ney le remplace, et ce jour-là se surpasse lui-même, disent tous ses camarades et ses rivaux de gloire.

Tant de bravoure, de si beaux faits d'armes, de-

viennent inutiles. La France en pleurs portera longtemps le deuil des désastres qui signalent le passage fatal de la Bérésina. Le corps d'armée du général Partonneaux est tout entier fait prisonnier. Il ne reste sur ce point que douze mille Français, tous malades, mourant de faim, de froid, de misère; quarante mille ennemis, une nuée de Cosaques, les pressent et veulent les prendre à discrétion ou les noyer dans le fleuve. Le neuvième corps (celui de Ney) tente de passer audacieusement la Bérésina. Ici je laisse parler un témoin irrécusable, le général Vaudoncourt.

« A peine la troupe a-t-elle franchi les ponts, qu'on « les fait sauter, abandonnant à l'autre rive l'artillerie, « les bagages, et un grand nombre de malheureux « presque tous non combattants, qui n'ont pu passer. « La plaine assez grande qui se trouve devant Wes- « clowo offre le soir un spectacle dont l'horreur est « difficile à peindre : elle est couverte de voitures, « de fourgons, la plupart renversés et brûlés; elle « est jonchée de cadavres d'individus non militaires, « parmi lesquels on ne voit que trop de femmes et « d'enfants traînés à la suite de l'armée depuis Mos- « cou, et fuyant cette ville pour suivre leurs compa- « triotes, et que la mort avait frappés de différentes « manières. Le sort de ces malheureux, au milieu de « la mêlée des deux armées, fut d'être écrasés sous « les roues des voitures, sous les pieds des chevaux, « frappés par les boulets, la mitraille, les balles des « deux partis; noyés en voulant passer le pont, ou « dépouillés par les Russes et jetés nus sur la neige, « où le froid termina bientôt leurs souffrances. » Cette funeste journée nous coûta, outre vingt mille prisonniers, un nombre effrayant de morts et de blessés,

cent cinquante canons, et la presque totalité des dépouilles de Moscou. Je ne peux me défendre de présenter ici un extrait du vingt-neuvième bulletin de la grande armée, qui contient le résumé de toutes ces dernières catastrophes, et dont le rédacteur est l'empereur lui-même (1).

Molodeschno, 3 décembre 1812.

« .... Le froid, qui avait commencé le « 7 novembre, s'accrut subitement, et du 14 au 15 « marqua 16 ou 18 degrés au-dessous de glace.... Les « chevaux de cavalerie, d'artillerie et de train périssaient par milliers.... Plus de trente mille périrent « en peu de jours; notre cavalerie se trouva à pied; « notre artillerie et nos transports sans attelages.... « Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès « le 14; presque sans cavalerie, sans artillerie, sans « transports.... *Les hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les « chances du sort et de la fortune*, *parurent ébranlés*, « perdirent leur gaîté, leur bonne humeur, et ne « rêvèrent que malheurs et que catastrophes; *ceux « qu'elle a créés supérieurs à tout* conservèrent leur

(1) Napoléon compte au rang des journalistes; il a, depuis son élévation au Consulat, écrit souvent dans *le Moniteur*. Les notes acerbes contre l'Angleterre sont de sa main; ce fut lui qui écrivit un article relatif au refus du curé de Saint-Roch d'ensevelir la danseuse Chaumeroi. Un autre article ayant pour but d'empêcher les indiscrets de remettre à l'empereur directement leurs requêtes; une rectification faite pendant sa campagne d'Espagne, au titre de *premier corps de l'état*, donné sans réflexion par Joséphine au Corps législatif, etc., sont de la plume de Napoléon. La partie pittoresque du Bulletin, ceux de la guerre d'Autriche en 1805, et de Prusse, lui appartiennent. L. L. L.

« gaîté, et virent une nouvelle gloire dans des dan-
« gers différents à surmonter..... Cependant l'ennemi
« occupait tous les passages de la Bérésina. Cette ri-
« vière est large.... Elle charriait des glaçons; mais
« ses bords sont couverts de marais de trois cents
« toises de long, ce qui la rend un obstacle difficile
« à franchir. »

Ici suit un compte-rendu et atténué des divers combats et des désastres dont ce fleuve fut la cause et le témoin; puis le bulletin continue :

« Dire que l'armée a besoin de rétablir la disci-
« pline, de se refaire, de remonter sa cavalerie, son
« artillerie et son matériel, c'est le résultat de l'ex-
« posé qui vient d'être fait; le repos est son premier
« besoin. Le matériel et les chevaux arrivent.... Les
« Cosaques ont pris nombre d'hommes isolés, d'ingé-
« nieurs géographes qui levaient les positions, et d'of-
« ficiers blessés qui marchaient sans précaution.....
« Dans tous ces mouvements, l'empereur a toujours
« marché au milieu de sa garde.... Notre cavalerie
« était tellement démontée, que l'on a pu réunir les
« officiers auxquels il restait un cheval, pour en for-
« mer quatre compagnies de cent cinquante hommes
« chacune; les généraux y faisaient les fonctions de
« capitaines, et les colonels celles de sous-officiers.
« *Cet escadron sacré*, commandé par le général Grou-
« chy, et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait
« pas de vue l'empereur dans tous les mouvements.
« *Jamais la santé de Sa Majesté n'a été meilleure.* »

CHAPITRE XVIII.

Effet du vingt-neuvième bulletin. — Portrait et biographie du général Mallet. — Détails de sa conspiration. — Comment elle est étouffée. — Note relative à madame de Mallet. — Retour de Napoléon en France. — Note historique. — Entrée de Napoléon aux Tuileries. — Sa vie occupée. — Présages sinistres. — Disette en France en 1812. — Comment on devrait apaiser les émeutes. — Napoléon au salon de 1812. — Détails d'intérieur. — Pronostics sinistres de 1813. — Causes de soulèvement. — Torts de Napoléon envers l'Église. — Ce qu'on lui reproche en Espagne, en Portugal, en France. — Le prince Eugène remplace le roi de Naples au commandement de la grande armée. — Fautes de Murat. — Défection du général Yorck. — La Prusse continue à dissimuler. — Détails sur le concordat de 1813. — Réfutations. — Notes sur les cardinaux Pacca et Maury. — L'impératrice régente. — Précis du discours de Napoléon au Corps législatif. — Quatrième coalition contre la France. — Belle conduite du prince Eugène. — Défection de la Prusse. — Napoléon part pour l'Allemagne. — Forces de l'armée française et des ennemis. — Moreau en Europe. — Détails.

Ce bulletin terrifia la France, consterna les fonctionnaires, et fit tressaillir l'Europe d'une joie maligne. Les haines, les désirs de vengeance, se réveillèrent à ce glas funèbre, à ce tocsin qui semblait appeler aux armes les rois et les peuples pour reconquérir leur indépendance. Aucun néanmoins n'osa encore courir aux armes, tant Napoléon en imposait, tant on le savait encore redoutable! mais ce que les monarques craignaient de tenter, un homme obscur, secondé par deux autres non moins oubliés que lui, s'avisa de l'entreprendre.

Il y avait en France un militaire, gentilhomme très-bien apparenté, né à Dôle (Franche-Comté) en 1754, dont le père était chevalier de Saint-Louis. Entré à seize ans dans les mousquetaires, il avait été licencié avec

ce corps en 1775. A la révolution, il aima mieux rester dans le pays que d'émigrer. Le vicomte de Beauharnais le prit pour son aide de camp; il fit les campagnes d'Italie, se lia avec Moreau et Pichegru, partagea leur fortune et par conséquent leur prison. Général de brigade dès 1799, tout avancement lui devint impossible. Arrêté en 1808, transféré dans une maison de santé au commencement de 1812, il conçut dans ce lieu le projet gigantesque de renverser à lui seul Napoléon.

Une conception pareille ne sort pas d'une âme commune; celle de Mallet était fortement trempée. D'une élégante simplicité, poli, aimable, cher aux dames et à ses amis dans la vie privée, il possédait autant d'énergie, de vigueur, de fermeté, que de sagesse et de prudence. Hardi, circonspect tout ensemble, embrassant d'un regard toute une affaire, quelle que fût son étendue, il en voyait à la fois les détails et le tout, calculant les périls, les écartant à l'avance; il aurait réussi, si les éléments et les hommes l'eussent secondé.

N'ayant dans le principe d'autre complice que sa noble, généreuse et bienfaisante femme (1), qui copiait les pièces nécessaires, le général Mallet imagina de surprendre la garnison de Paris par une fausse nouvelle de la mort de Napoléon, d'une part, et de

---

(1) Madame de Mallet a survécu à son mari jusqu'aux approches de la révolution de juillet. Femme supérieure par ses vertus, son esprit, son mérite, elle a laissé à ses fils, à sa famille, à ses connaissances, un souvenir impérissable et des regrets éternels. C'était véritablement, et de tout point, la femme forte de l'Évangile.

L. L. L.

l'autre, par de faux décrets du Sénat, déclarant la déchéance du roi de Rome, et la création d'un gouvernement provisoire qui se réunirait à l'Hôtel-de-Ville; il comptait jeter en prison les ministres, les grands dignitaires, entraîner la masse, et, après la première surprise, la contenir par la peur du châtiment.

Une seule nuit verrait consommer cette grande entreprise, sur laquelle ont écrit des personnes intéressées à supposer à Mallet des intentions qui n'étaient pas les siennes. Lui, sans se préoccuper de qui règnerait, voulait uniquement rendre le pouvoir au peuple, afin que le peuple pût à son tour en disposer selon que cela lui conviendrait.

Dans la nuit du 22 au 23 octobre, mais trop tard pour avoir le temps de tout faire avant le jour, le général de Mallet, suivi d'un jeune homme déguisé en aide de camp, et d'un abbé habillé en gendarme, se fait ouvrir la porte de la prison dite *la Force*, et délivre, au moyen de faux ordres, les généraux de brigade Guidal et Lahorie, détenus aussi par mesure de sûreté; il leur annonce la mort de Napoléon arrivée le 7 octobre, la chute du système impérial, etc. Lahorie est nommé ministre de la police.

Les deux détenus, ou complices ou crédules, obéissent. On va réveiller le commandant Soulier, chef de la dixième cohorte du premier ban de la garde nationale. On rassemble la troupe, et on lui donne les ordres qu'elle doit exécuter; tous obéissent : on a promis cent mille francs de haute paie à la cohorte. Divers détachements partent; la conspiration est en pleine activité. Lahorie arrive chez le duc de Rovigo, pénètre dans sa chambre, lui signifie sa destitution,

son emprisonnement, et l'envoie à la Force, dont lui-même vient de sortir. Un pareil sort atteint le comte Dubois, préfet de police.

Guidal va à l'Hôtel-de-Ville, s'en empare, mande le préfet comte Frochot, qui arrive de la campagne. Le commandant Soulier lui annonce la révolution et lui enjoint de faire disposer la salle Saint-Jean, où le gouvernement provisoire s'installera; ce gouvernement est composé du vicomte Mathieu de Montmorency, du comte Alexis de Noailles, du général Moreau, du comte Frochot et du général Mallet, bien que son nom eût été laissé en blanc.

Tandis que partout on se soumet, le chef de la conspiration se rend à l'état-major, place Vendôme. Là, trouvant le comte Hullin, commandant de la place, qui veut résister, il le blesse à la mâchoire inférieure d'un coup de pistolet. Cette violence, qu'il croit utile, le perd. Le chef de bataillon Laborde a reconnu Mallet; il soupçonne sa ruse, l'attaque corps à corps, le contient, l'arrête.... et la conspiration, déjouée, finit par avorter. Les troupes, reconnaissant leur erreur, s'en retournent à leur caserne; Guidal, Lahorie, ne tardent pas à être pris et jetés en prison; les autorités civiles et militaires, d'abord épouvantées, plus tard furieuses de se voir exposées, soit au ridicule dont on les couvre, soit à la colère de l'empereur, se hâtent de livrer à des commissions militaires le vrai conspirateur et ses dupes. Mallet, Guidal, Lahorie, Soulier, et quelques autres, sont jugés, condamnés et fusillés dans la plaine de Grenelle.

Le 23, à neuf heures du matin, Paris, dont la tranquillité n'avait pas été troublée un instant, apprend tout à la fois et la tentative et l'arrestation des con-

spirateurs. Nul ne songe ni à Marie-Louise, ni au roi de Rome; nul ne met en avant les droits de ce dernier. Cette indifférence frappe Napoléon; il décide que son fils sera couronné solennellement. Le comte Frochot est destitué, les autres fonctionnaires en sont quittes pour des reproches, et le public donne à Savary le nom de *duc de la Force*.

J'ai peu parlé de Napoléon dans ce que je viens de conter de nos désastres. Cette époque ne le présente pas sous un aspect brillant; il ne sait ni faire éclater son humanité, ni se montrer en héros trahi par la fortune. Un seul objet l'occupe, ce que Paris pensera de ses revers, ce que Paris fera peut-être. Dès que l'armée a passé la Bérésina, il s'en sépare et revient aux Tuileries avec une rapidité extraordinaire. Que ce retour contraste avec son départ pour la Russie! Alors les princes, les peuples, les rois, lui faisaient cortége ou précédaient sa marche triomphale. Aujourd'hui, tout a changé : c'est incognito, furtivement, c'est dans un misérable traîneau que le 5 décembre Napoléon part de Smorghoni avec le duc de Vicence; il traverse la Pologne, la Silésie, la Saxe, avec un mystère commandé par les circonstances, et qui déjoue des projets inconnus jusqu'à présent; j'en parle dans la note ci-jointe (1). En quatorze jours il franchit les

---

(1) Dès que l'on eut appris en Prusse la retraite de Moscou, et même dès l'incendie de cette ville, des agents anglais et autres organisèrent un complot tendant à surprendre Napoléon s'il quittait son armée, mais le coup ne pouvait avoir lieu que sur les terres de Saxe. On crut qu'il serait facile d'obtenir l'assentiment du digne roi; mais ce prince, outré qu'on lui proposât d'adhérer à un pareil guet-apens, non-seulement se refusa à tout concours, mais encore pré-

immenses contrées qui le séparent de la France. Le 18, à onze heures du soir, les sentinelles des Tuileries hésitent à laisser passer la mauvaise voiture qui porte César et sa fortune. Marie-Louise venait de se coucher, triste, souffrante, abattue; la femme de chambre de service allait en faire autant; un bruit de voix l'attire dans le salon qui précède la chambre impériale; deux hommes enveloppés de manteaux y sont déjà. Elle s'effraie, veut défendre la porte sacrée; mais l'un des inconnus, se débarrassant de ses fourrures, lui montre son visage; elle a reconnu l'empereur; à sa vue, un cri lui échappe. Ce cri étonne Marie-Louise, qui va se jeter hors de son lit sans savoir pourquoi; mais on ouvre. un nom est prononcé, et Napoléon la rassure en se précipitant dans ses bras. C'est ainsi que madame Durand a décrit cette dernière et touchante entrevue.

Son retour intimide ses ennemis et étonne tout le monde. A peine il accorde quelques heures au sommeil. Le 19, il travaille déjà avec Cambacérès et les ministres; il prépare sa campagne prochaine. Le 20, qui est un dimanche, il reçoit les félicitations de tous les corps de l'état sur son retour. Le 21, conseil d'administration depuis midi jusqu'à six heures du soir. Le 22, aussi conseil d'administration des finances. Le 23, conseil général des ministres. Napoléon passe les trois jours suivants dans son cabinet à s'occuper des moindres détails de son vaste empire. Le 27, récep-

---

vint Napoléon et fit éclairer la route. Cette noble conduite est devenue plus tard un grief contre Sa Majesté Saxonne. Je raconterai ailleurs les détails de cette anecdote qu'ici je me contente d'indiquer.

L. L. L.

tion des magistrats du corps électoral de Rome, et du corps municipal de Paris. Le 28, conseil d'administration, puis visite au salon de peinture, non en secret, mais à portes ouvertes, en présence de tout le public. Le 29, conseil des finances et chasse à Versailles. Le 30, conseil d'administration et conseil des ministres. Le 31, conseil d'administration intérieure.

En rapportant ce mémorial des journées de Napoléon depuis son retour jusqu'à la fin de l'année, j'ai voulu faire voir quelle était l'incroyable activité de ce puissant génie, de cet homme extraordinaire. Ce fut à cette époque que circulèrent des contes fantastiques; on reparla du fameux homme rouge, qui, sorti de la grande pyramide, prédisait à Napoléon ce qui lui arriverait. Le comte R.... m'a dit que l'on avait vu un homme grand, noir, vêtu de la saie gauloise, qui balayait la galerie de Diane; ceux que le bruit attira virent rouler devant lui des sceptres, des couronnes brisées, des armures rompues, des aigles, des drapeaux souillés de sang. A chaque grande catastrophe, des apparitions de ce genre ont été signalées; leur explication toujours à double sens a pour but de faire croire qu'elles annoncent la vérité.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'année 1812 fut malheureuse de toute façon. Outre que la guerre eut de fâcheux résultats à l'étranger, l'intérieur fut en proie à une sorte de famine qui pesa sur le midi particulièrement; le blé y monta jusqu'à cinquante francs le sac. Le gouvernement voulut en fixer le maximum à trente-trois francs; ceci faillit augmenter le mal, diverses émeutes eurent lieu. Le préfet Méchain ne put apaiser celle du Calvados qu'en la noyant dans le sang. Plus heureux que lui, parmi les fonctionnaires qui firent

leur devoir sans qu'il en coûtât des larmes à leurs administrés, l'auditeur au conseil d'état, sous-préfet de Toulouse, ramena à la soumission la ville de Villemur, peuplée de six mille habitants, défendue par la rivière du Tarn, et où l'on se disposait à la résistance. Le défaut d'approvisionnements l'avait soulevée. Le jeune magistrat, refusant avec obstination, ou plutôt avec prudence, les forces militaires et l'artillerie que lui offrait le général Charlot, et que le préfet l'engageait à prendre, se rendit seul à Villemur avec un secrétaire et une ordonnance, se croyant fort du nom de l'empereur, et de son attachement à ses administrés, qui étaient ses compatriotes. En deux heures, la ville, calmée, reconnut son erreur, et sa subsistance fut assurée pendant les trois mois qui devaient s'écouler jusqu'à la récolte. Ce magistrat conserve les témoignages flatteurs de l'approbation du souverain que lui transmirent à cette occasion les ministres de l'intérieur, du commerce et des manufactures; aussi ne lui est-il resté, d'un peu de bien fait au pays, que la satisfaction de sa conscience (1). On a tort, dans des circonstances

(1) *Lettre du ministre de l'intérieur.*

Paris, ce 26 juillet 1812.

« J'ai appris, monsieur le sous-préfet, avec une vive satisfaction, par le baron Desmousseaux, préfet du département de la Haute-Garonne, votre conduite digne d'éloges pendant la crise pénible dans laquelle le midi s'est trouvé par suite de la cherté des céréales; il ne m'a pas laissé ignorer les fortes sommes que vous avez fournies pour secourir la classe indigente, ni le zèle, le courage, l'activité que vous avez déployés dans la ville de Villemur, prête à manquer de grains. J'ai su que, refusant tout appareil qui eût aigri les esprits, que vous confiant à la force irrésistible du nom sacré de l'empereur, vous avez paru seul, et par là contraint les habitants de ladite ville

semblables, de déployer un appareil qui aigrit, et qui pousse trop à la résistance.

Toujours désireux de se passer des productions des îles, l'empereur, le 2 janvier, fonda quatre écoles impériales pour la fabrication du sucre de betterave. Les progrès des sciences furent peu remarquables cette année, à cause de l'agitation des esprits; ceux des lettres furent plus heureux.

M. de Chateaubriand avait, l'année précédente, publié son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, l'un des livres les mieux faits, les plus amusants, et où néanmoins on rencontre des choses graves et importantes. L'illustre voyageur, sans imiter les ridicules cou-

---

à vous faire passer le Tarn et à vous recevoir dans leurs murs. Là, en deux heures de temps, votre prudente énergie, vos sollicitations paternelles, ont fait ouvrir instantanément les dépôts, les magasins fermés par la peur ou par l'avidité; que, grâce à ces mesures et aux engagements pris avec vous par des commerçants probes, les subsistances étant assurées pour trois mois, vous étiez reparti immédiatement au milieu des acclamations, des témoignages de reconnaissance bien dus à vos efforts, à votre mérite, et que la population, la garde nationale et les autorités ont voulu vous reconduire jusqu'aux limites de la commune.

« Je mets sous les yeux de S. M. I. et R. ces faits honorables. C'est ainsi que l'empereur veut être servi : fermeté et douceur, voilà le secret de l'administration. Il est heureux qu'il soit compris par des hommes de votre sorte.

« Je suis charmé de trouver une occasion pareille pour vous exprimer mes sentiments, etc.

« Le ministre de l'intérieur,

Comte de MONTALIVET. »

Cabinet particulier de son Excellence.

Paris, ce 31 juillet 1812.

Le ministre des manufactures et du commerce, comte de l'em-

reurs de pays qui publient chaque jour leurs *Impressions* saugrenues, a mieux peint et décrit les contrées qu'il a parcourues, que tous ses successeurs.

On imprima cette année la correspondance amusante et curieuse du baron de Grimm avec le prince de Saxe-Gotha; elle fut poussée jusqu'à dix-sept volumes. Lacretelle jeune mit au jour, et avec un grand succès, son *Histoire de France au dix-huitième siècle.* Ce fut cette année que l'on joua à l'Opéra *la Mort d'Adam*, musique de Kreutzer, et *Fernand Cortez*, paroles de M. de Jouy, musique du célèbre Spontini. A la Comédie-Française, vers la même époque, parurent les tragédies d'*Artaxercès*, de *Pyrrhus*, etc. On commença les constructions immenses de la Halle-aux-Vins, qui est devenue par la suite des temps un établissement gigantesque où il ne se commet que trop de fraudes coupables. Nulle profession ne se joue plus de la vie

---

pire, à monsieur de Lamothe, auditeur au conseil d'État, sous-préfet de Toulouse:

« Monsieur le sous-préfet, M. le baron Desmousseaux m'a fait connaître le zèle, l'activité, l'intelligence avec lesquels vous l'aviez secondé dans les circonstances difficiles où il s'est trouvé, pour maintenir le bon ordre et l'approvisionnement des marchés de son département; il ne m'a pas laissé ignorer ce que vous avez fait pour concourir au soulagement de la classe indigente.

« Cette conduite et ces soins justifient la bonne opinion que j'avais déjà de votre administration. Recevez-en les témoignages de ma satisfaction particulière, avec l'assurance de ma parfaite considération.

« *Signé* : Comte de Sussy. »

« Son Excellence lui témoigne sa satisfaction. »
Enregistrée
Arrivée 2,511.
Départ 967.

des citoyens que celle des marchands de vin; les autorités devraient apporter plus de sévérité à la surveillance du débit des boissons, dont la plupart ne sont que des liqueurs malsaines, falsifiées, et véritables poisons liquides, causes premières de presque tous les maux qui assiégent le peuple parisien. Picard, Duval, ces auteurs gracieux, continuèrent à enrichir le théâtre de leurs pièces. Vers ce temps parurent *M. Musard, les Marionnettes, M. et madame Tâtillon, le Menuisier de Livonie, le Faux Stanislas, Édouard en Écosse*, etc. Enfin, si le talent divin de Talma grandissait chaque jour, le critique Geoffroy gourmandait les mauvais comédiens, les méchants auteurs, et le *Journal des Débats* tenait sans contredit le sceptre de la littérature française.

L'an 1813 commençait par un vendredi, un vendredi le terminerait. Cette coïncidence de jour et de chiffre inspirait de la terreur aux superstitieux, et ceux-là sont en grand nombre. Certes, on n'avait pas besoin de recourir à ces menaces mystérieuses, lorsqu'il suffisait de la réalité pour inspirer de fâcheuses réflexions touchant l'avenir.

L'Église catholique était en souffrance; le saint-père, confiné dans une prison odieuse, ne communiquait qu'imparfaitement avec la chrétienté. Cette captivité sacrilége avait du retentissement jusqu'aux extrémités du monde : partout les fidèles adressaient au Ciel des vœux pour obtenir la délivrance du pape Pie VII, et des imprécations légitimes contre son persécuteur impie. L'Italie, le Portugal, l'Espagne, partageaient plus particulièrement cette colère. Si, dans la première de ces contrées, on ne courait pas aux armes pour la conservation de la foi, dans les

deux autres, la guerre de l'indépendance nationale était considérée par les cœurs religieux comme une autre croisade contre un nouveau Sarrasin. Le Portugal était perdu pour son usurpateur, et l'Espagne bien près de l'être. A la vivacité d'une résistance héroïque se joignaient l'ambition, l'avarice, l'orgueil, la désobéissance de tous les généraux en chef, occupés à se contrecarrer, à se nuire réciproquement, chacun préférant la perte de la cause impériale plutôt que d'aider par un mouvement utile à augmenter la réputation et le pouvoir d'un rival de gloire et de fortune ; il en résultait une indécision, une incertitude, une faiblesse d'autant plus fatales à l'armée, que le roi Joseph ne faisait rien pour s'y opposer. Ce prince, homme de cabinet, point guerrier, ayant de l'esprit, mais pas de génie, était jaloux des ministres qui lui avaient été imposés par son frère : il ne savait pas les écraser par la fermeté de ses vues, la profondeur de ses mesures, l'énergie de ses conceptions; roi de nom seulement, sans savoir se faire obéir, lui, comme tant d'autres, assistait à son règne, et les événements qu'il aurait dû conduire l'entraînaient ainsi que le dernier de ses sujets.

La Péninsule nous détestait comme hérétiques, bourreaux du pape, oppresseurs sacriléges de Pie VII, de leur monarque alors bien-aimé Ferdinand VII, de la maison royale d'Étrurie, et de tant de princes de l'auguste famille des Bourbons; comme usurpateurs d'états envahis en pleine paix, comme spoliateurs des biens du clergé, des majorats nobiliaires, des domaines des particuliers, et des richesses du commerce. Le pillage des églises et des monastères, tant de villes réduites en cendres, des milliers d'Espagnols et de Portugais égorgés, le viol déshonorant leurs familles;

tout enfin leur faisait maudire la France et Napoléon, aider de tout leur pouvoir les Anglais, qui soutenaient dans ces pays-là une guerre vive et désastreuse pour nous.

Hambourg, Brême, Lubeck, et une foule d'états au nord de l'Allemagne, le Danemark, la Hollande se réjouissaient des désastres de la campagne dernière. Déjà l'Autriche, la Prusse, travaillaient en secret à en profiter; leurs agents allaient à Saint-Pétersbourg, à Londres, à Stockholm, et revenaient porteurs d'instructions, de promesses et d'argent: la France entière, accablée par la famine, la conscription, la tyrannie subalterne des employés du gouvernement, demandait le repos ou voulait la paix universelle avec les puissances de la terre et avec Dieu.... avec Dieu, attaqué dans son propre vicaire. De cet état d'exaspération à la haine, de la haine à la révolte ou à l'abandon, le passage deviendrait rapide.

La Russie, victorieuse sans avoir combattu avec gloire, triomphait par le secours de l'hiver; elle se préparait sans doute à poursuivre ses succès, et de tout cela découlait une juste appréhension de l'année 1813.

Cette nouvelle année trouva notre armée campée sur les bords de la Vistule, mais découragée, indécise, et peu en état de recommencer une campagne qui la ramènerait dans les climats rigoureux qu'elle venait de quitter. D'ailleurs Napoléon nourrissait contre elle une rancune injuste, qui eut été bien plus légitime envers ses généraux. Ceux-ci, dans cette campagne, à l'exception de Ney, de Davoust, de l'héroïque prince Eugène, et du brave Poniatowski, son émule, n'avaient déployé que très-peu d'activité. Parmi ceux qui

avaient fait preuve d'incapacité à conduire et faire manœuvrer des corps nombreux, les soldats et Napoléon désignaient Murat.

Fanfaron et avantageux par nature, il avait fait une royauté de théâtre de celle qu'il tenait de la bonté de son beau-frère; brave sans doute, mais rempli de présomption et de jactance, il affectait des manières pompeuses, et se parait plutôt comme un comédien de mauvais goût que comme doit l'être un monarque. Il se donnait de grands airs, se permettait de critiquer les opérations du premier capitaine du monde, et cependant il avait par ses fautes, par ses mauvaises mesures, contribué à nos revers et exposé le salut de l'armée.

A la fin de décembre précédent, le général Yorck, chef de l'armée prussienne, qui devait seconder nos efforts, dirigé par les instructions secrètes de son souverain, leva en apparence l'étendard de la révolte, traita avec les Russes, et par cette défection ne nous permit plus de conserver notre position sur la Vistule. Il fallut reculer nécessairement jusqu'à la Warta et à l'Oder. Murat, à cette nouvelle, se retira avec une précipitation désastreuse. Instruit le 31 de la trahison du Prussien, il quitta Kœnigsberg le 1er janvier, et ne fit que passer rapidement à Elbing et à Marienbourg. Cette dernière partie de sa conduite détermina l'empereur à lui retirer sa confiance, et lui courut apprendre de sa femme comment on trahit un frère et un bienfaiteur. Murat remit l'autorité au prince Eugène, qui se vit à la tête de vingt mille hommes seulement, pour faire face à la masse innombrable d'ennemis qui tarderait peu à fondre sur lui.

La nouvelle de la défection d'Yorck, bien que pal-

lié par les déclamations fallacieuses de la Prusse, qui envoya un ambassadeur extraordinaire pour se justifier auprès de Napoléon, apprit trop à celui-ci que le moment des sacrifices approchait. Une voix intime lui cria sans doute que le premier à contenter devait être le pape, ou, pour mieux dire, que le plus pressé était de laisser croire que le saint-père l'avait reçu dans sa communion. En conséquence, après l'avoir traîné à Valence, puis à Savone, où Pie VII habita le palais de l'évêque, il le fit revenir en France, au château impérial de Fontainebleau; là, des négociations furent entamées, des cardinaux gagnés; des intrigues adroitement combinées avec des menaces agirent si bien sur le saint-père, privé de ses amis et de ses conseils (1), que Sa Sainteté, dans un moment d'erreur ou de faiblesse, signa le 25 janvier les préliminaires d'un nouveau concordat.

Ce n'était qu'un projet, mais il avait été dicté par des prélats vendus à l'empereur : de Barral, archevêque de Tours; Duvoisin, évêque de Nantes; Bourlier, évêque d'Évreux; Fallot de Beaumont, évêque de Plaisance, secondés par les cardinaux de Bayannes, Maury (2), Rivarolla et autres prélats, plus ambitieux

---

(1) Je ne peux, dans le nombre de ceux-ci, m'empêcher de rendre hommage au digne cardinal Pacca, homme du monde, homme d'église, homme de Dieu; littérateur, politique, théologien; pieux, ferme, gai, tolérant. Ses mémoires sont un modèle d'élégance, de finesse et de bonté : il juge sans passion son persécuteur; il nie les outrages directs au saint-père, et surtout que Napoléon ait voulu un schisme; il affirme le contraire. Le saint-siége a eu en lui un respectable conseiller, rempli de lumières, d'énergie et d'indulgence. L. L. L.

(2) Maury, après avoir trahi Louis XVIII, vint à Paris. Reçu

qu'animés du saint esprit de l'Église, ayant, à force d'instances, amené le pape à leurs fins, engagèrent Napoléon à porter le dernier coup.

Le 19 janvier, sous le prétexte d'une chasse à Grosbois, l'empereur arrive à Fontainebleau; son apparition frappe, épouvante le saint-père; la vue, la voix de Napoléon suffisent pour accabler un vieillard; ce sont des calomniateurs, ceux qui ont osé dire que l'empereur traîna le pape *par ses cheveux blancs*, qu'il l'injuria, qu'il le frappa. Ce crime n'a existé que dans l'imagination coupable de son inventeur. Napoléon se montre respectueux, mais ferme; il évite de parler de l'occupation des États Romains; le pape n'accepte pas la résidence d'Avignon, comme l'a dit mal à propos M. Fain; le seul point canonique est traité et obtenu. Le souverain pontife cède, non par conviction : c'est l'ascendant du héros, son énergie, sa vivacité impérieuse qui font tout; et quand Sa Sainteté se justifiera devant le sacré collége, elle pourra se servir du vers que Racine met dans la bouche de Néron parlant d'Agrippine, sa mère (1).

Un secrétaire (M. Fain) est mandé; il écrit avec

---

de nouveau à l'Académie-Française, il y exigea le *Monseigneur*. Traître envers le saint-siége, il accepta, malgré le pape, l'archevêché de Paris, et fit des actes de juridiction. Avare, grossier, libertin, je l'ai entendu traiter de matières peu édifiantes. Un jour la duchesse de Chevreuse lui demanda, devant moi, où il logeait.— Rue d'Enfer, dit-il. — Quoi! déjà, Monseigneur! repartit la spirituelle et malheureuse dame. Maury, en 1814, ne pouvant se rattacher aux Bourbons, s'en alla à Rome. Le pape le mit au séminaire, puis l'exila dans son archevêché de Montefiascone, où il est mort. L. L. L.

(1) Mon génie étonné tremble devant le sien.

les caractères tachygraphiques les articles convenus. Le 25, tout est décidé provisoirement, sauf à discuter le fond plus tard. L'empereur s'engage à ne donner à ce préliminaire aucune publicité avant que l'on ait vidé toutes les autres questions. En attendant, on arrête que le pape exercera le souverain pontificat en Italie, en France, avec pleine indépendance; il aura tous les priviléges des têtes couronnées; il enverra, il recevra des ambassadeurs, etc. On lui rendra ses domaines non aliénés; pour les autres, il recevra une annuité de deux millions. Le pape, dans le délai de six mois, donnera l'institution canonique aux évêques nommés; s'il n'a pas usé de son droit dans ce délai, le métropolitain y suppléera. Dix évêchés en France et en Italie, institués dans les villes que l'on désignera ultérieurement, resteront à la nomination du pape, sans compter les six évêchés suburbicaires : Ostie, Albano, Porto, Tivoli, Palestrine et Frascati, dont Sa Sainteté disposera. Les cardinaux exilés ou emprisonnés seront mis en liberté et pourront retourner auprès du souverain pontife, etc.

Bien que le secret eût été promis, Napoléon, qui veut en France, dans la Péninsule, en Italie et même en Allemagne, se faire un fort appui de sa réconciliation avec Pie VII, manque à sa parole, agit comme si tout droit lui était accordé. Le saint-père, éclairé des lumières du sacré collége, se refuse à consommer la négociation. Bientôt on disperse de nouveau les cardinaux, on les persécute, et le pape, un instant environné d'hommages, rentre dans sa première et pénible captivité.

Le 5 février, est rendu le sénatus-consulte qui règle la forme de la régence pendant la minorité de l'em-

pereur. Un décret antérieur de plusieurs années avait enlevé à l'impératrice-mère la jouissance du pouvoir impérial, dont devait être investi le plus proche parent majeur de l'empereur; mais aujourd'hui que Napoléon est père, cette loi est abolie, et l'impératrice possédera de droit la plénitude de l'autorité.

Le 10, l'empereur de Russie adresse aux Allemands une proclamation pour les engager à courir aux armes et à reconquérir leur liberté.

Le 14, Napoléon ouvre la session du Corps législatif; après avoir parlé des succès de ses armes en Espagne, il ajoute :

« Je suis moi-même entré en Russie.... Nulle part « les armes russes n'ont pu tenir devant nos aigles; « *Moscou est tombé en notre pouvoir.*

« Lorsque les frontières de la Russie ont été forcées, « et que l'impuissance de ses armées a été reconnue, « un essaim de Tartares ont tourné leurs mains par« ricides contre les plus belles provinces de ce vaste « empire.... Ils ont incendié plus de quatre mille de « leurs plus beaux villages, cinquante de leurs plus « belles villes.... *Nous avons triomphé de tous ces ob« stacles.* L'incendie même de Moscou.... n'avait rien « changé à l'état de mes affaires.... Mais la rigueur « successive de l'hiver a fait peser sur mon âme une « affreuse calamité : *en une nuit j'ai vu tout changer.* « J'ai fait de grandes pertes; elles auraient brisé mon « âme, si dans ces grandes circonstances j'avais dû « être accessible à d'autres sentiments qu'à l'intérêt, « à la gloire et à l'avenir de mes peuples. »

Il fait ensuite allusion à la joie que l'Angleterre a éprouvé de nos pertes :

« ...... Elle mettait pour condition à la paix le dé-

« chirement de ce bel empire ; c'était en d'autres « termes *proclamer la guerre perpétuelle*..... J'ai signé « directement avec le pape un concordat qui termine « tous les différends élevés dans l'Église.

« La dynastie française règne et régnera en Es- « pagne.... Je suis satisfait de mes alliés, je n'en « abandonnerai aucun, je maintiendrai l'intégrité de « leurs états ; les Russes rentreront dans leurs affreux « climats. Je désire la paix, elle est nécessaire au « monde.... Je ne ferai jamais qu'une paix hono- « rable. »

Il parle enfin de la guerre que l'Amérique anglaise soutient contre sa mère, la Grande-Bretagne, et, après plusieurs phrases aujourd'hui sans intérêt, il achève en disant :

« J'ai besoin de grandes ressources pour faire face « à toutes les dépenses qu'exigent les circonstances ; « mais, moyennant différentes mesures que vous pro- « posera mon ministre des finances, je ne devrai im- « poser aucune nouvelle charge à mes peuples. »

Dans l'exposé de la situation de l'empire, on apprit que depuis 1804 au 1er janvier 1813, on avait fait dans les seuls départements de l'ancienne France en ponts, canaux, desséchements, routes, ports, travaux publics, palais, églises, mairies, presbytères, etc., une dépense de six cent quatre-vingt-trois millions.

Tandis que le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, homme habile et intègre, présentait la France grande, forte et puissante, une sixième coalition continentale se formait contre elle : à cette nouvelle croisade accédaient l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Sicile, la Sardaigne, la Suède, la Russie et enfin la Prusse (cette dernière, par un traité signé

avec Alexandre le 1er mars). Depuis l'aurore de la révolution, la Prusse n'a cessé de tergiverser ; humble servante de la France dans nos victoires, elle lui devenait hostile quand Dieu la frappait. Cependant, tout à l'heure, elle parlait de paix, d'amitié, et déjà elle arme à force, et déjà elle peut mettre en ligne quatre-vingt mille hommes d'infanterie et quinze mille cavaliers.

En attendant, soit par prudence, soit par insuffisance de forces, le prince Eugène a replié le quartier-général sur Leipsick, Magdebourg, Wittemberg et Torgau. Il a raffermi le moral du soldat et reconstitué l'armée ; il développe ses hautes connaissances en stratégie et en administration. Des agents de corruption l'environnent ; il se rit d'eux. En même temps, et non moins généreux, quoique soumis à d'autres devoirs, le prince royal de Suède écrit directement à Napoléon, le 23 mars, pour l'engager à la paix. Il fait tout ce qu'il peut faire, mais il n'ira pas au delà, car il n'est plus Français, il est Suédois, et ses détracteurs ne doivent pas oublier ceci.

Cette démarche, si digne, est suivie du manifeste de la Prusse contre la France, en date du 31 mars. Le lendemain, 1er avril, le Sénat, par un décret, déclare solennellement la guerre à la Prusse. Un sénatus-consulte du 3 met à la disposition du gouvernement cent quatre-vingt mille hommes, savoir : dix mille gardes d'honneur, quatre-vingt mille Français du premier ban, et le surplus au moyen de la conscription, le tout en sus des cent cinquante mille conscrits qu'un sénatus-consulte du 11 mars a accordés pour la défense des frontières et des côtes ; de plus, un décret impérial crée trente-sept cohortes urbaines pour la garde particulière des places maritimes.

Napoléon, depuis son retour à Paris, n'a pas cessé un instant de se préparer à soutenir la nouvelle campagne; il a rétabli les cadres des régimens, remonté la cavalerie, approvisionné l'artillerie, rempli les arsenaux d'armes, de poudre et de projectiles; il a ramassé des vivres et des munitions de toute espèce; veillé à la réparation des places fortes, négocié à l'extérieur; son activité incroyable lui a fait tout prévoir, hors la colère divine, qui s'apprête à l'abaisser sans retour.

Il part le 13 août; le 28, il a rejoint l'armée; le quartier-général est à Erfurth; il le porte à Celtharlsberg; il amène avec lui cent vingt mille soldats, et en trouve à peine quarante mille sous les drapeaux du prince Eugène; mais tous ces braves sont remplis des meilleurs sentimens; ils n'aspirent qu'à tirer une vengeance éclatante de leur retraite désastreuse: tous veulent se porter en avant, tous.... moins les chefs et les grands dignitaires. Ceux-là, comblés d'honneur et de fortune, voudraient jouir au lieu de voler à de nouveaux dangers. Après avoir fait tant de guerres, ils ne désirent que la paix: qui sait? peut-être l'accepteraient-ils déjà à tout prix.

Le premier corps, ayant pour chef Vandame, est posté sur l'Elbe inférieur, et fort de *vingt-quatre mille* combattans.

Le deuxième, commandé par le maréchal Victor, est à Magdebourg: il se compose de *six mille hommes*.

Le troisième, fort de *trente mille* braves, est sous les ordres du maréchal prince de la Moscowa.

A la tête du quatrième, qui présente un effectif de *vingt mille* soldats, marche le comte Bertrand.

Le comte Lauriston dirige le cinquième corps, qui s'élève à *dix-huit mille* hommes.

Le commandement du sixième corps, composé de *douze mille* guerriers, est confié au duc de Raguse.

Les maréchaux Macdonald et Oudinot sont à la tête des onzième et douzième corps, composés chacun de *dix-huit mille* hommes.

Enfin, la garde impériale monte à *seize mille* fantassins et à *quatre mille* cavaliers.

Le tout réuni forme *cent soixante-six mille* hommes; ils auront à combattre *cent vingt-cinq mille* Russes et *cent mille* Prussiens.

A ce nombre, déjà formidable; se joindront successivement toutes les forces de l'Autriche, qui dépasseront cent cinquante mille hommes; toutes celles des autres états allemands, même ceux des rois de Wurtemberg, de Bavière; les landwehr, les landsturm populaires; puis Murat, avec ses cent mille Napolitains; le Portugal, l'Espagne, délivrés des Français; en un mot, toute l'Europe se réunira contre la France seule.

Certes, il faudrait du bonheur et des ressources immenses pour lutter avec succès contre un tel orage. Ce ne serait pas assez de l'enthousiasme de 1792, et maintenant l'opinion est divisée. Le despotisme du chef a lassé la nation, et les généraux désirent le calme de la paix.

Napoléon, à Erfurth, retrouve quatre-vingt mille combattans, commandés par Ney, Bertrand, Raguse, Oudinot, Soult, Mortier, ces chefs ayant sous leurs ordres les généraux Souham, Girard, Brenier, Ricard, Marchand, Péry, Franquemont, Compans, Bonnet, Pacthod, Lorencez, Raglowisck; Friant, Dumoustier. Le prince Eugène est sur l'Elbe, au confluent de la Saula, ayant avec lui Victor, Lauriston, Macdonald,

à la tête de quarante mille soldats, qui forment les divisions Mouton-Duvernet, Teste, Maison, Puthod, Rochambeau, Gérard, Fressinet et Charpentier.

Divers engagemens ont lieu le 30 avril. L'empereur marche sur Weissenfields, où le comte de Souham, sans cavalerie, remporte une victoire sur les Russes, commandés par Lanskoi.

Le 1er mai a lieu le combat qui prélude à la fameuse bataille de Lutzen. Il nous coûte un héros : le maréchal Bessières, duc d'Istrie, est frappé mortellement d'un boulet. La victoire nous reste ; elle est payée bien cher par la perte de cet habile capitaine, homme de bien, de sens, plein de courage, de générosité, probe à la manière des vieux temps, attaché aux anciens usages ; il conserva jusqu'à son décès la coiffure militaire antérieure à 1789 ; il portait le crêpe, la queue, et même de la poudre : c'était un beau cavalier, un digne Français. Le roi de Saxe a consacré un monument à sa mémoire, sur le lieu même où il est tombé.

Le 2, Napoléon arrive à Leipsick ; il manque de cavalerie : « N'importe, dit-il, ce sera une bataille » d'Égypte. Partout l'infanterie française doit savoir se » suffire, et je ne crains pas de m'abandonner à la va» leur innée de nos jeunes conscrits. » Ne croyant pas qu'on l'attaquerait ce jour-là, il n'a pu prévoir ou surprendre les mouvemens ennemis ; dès-lors il n'a donc à prendre conseil que de son génie ; et il est admis, par les savans tacticiens, que cette affaire doit être mise au premier rang de celles où il déploya les plus vastes connaissances militaires. Ce sont les Prussiens qui nous attaquent les premiers ; on les contient, on les lasse, on les repousse ; une

dernière manœuvre, qui met en action les seize bataillons de la jeune garde (1), appuyés par six bataillons de la vieille, et par le feu terrible d'une batterie formidable de quatre-vingts canons, décide le succès de la journée... Journée horriblement meurtrière, car elle nous coûte dix mille hommes tués ou blessés. Le prince Eugène, les maréchaux Ney, Mortier, Macdonald, Marmont; les généraux Compans, Souham, Latour-Maubourg, Drouet, ont puissamment contribué à la victoire.

Dix-huit ou vingt mille ennemis restent tués ou blessés sur le champ de bataille, et les coalisés se retirent en pleine déroute sur l'Oder; mais la privation d'une cavalerie nombreuse pour poursuivre l'ennemi ne donne aucune importance positive à ce beau fait d'armes de Lutzen. Il ajoute sans doute à la gloire de l'empereur et des Français, mais il ne rend pas à Napoléon son ancienne prépondérance.

Le 30 mai, Hambourg, momentanément occupé par eux, est repris par le maréchal Davoust, tandis que Napoléon fait faute sur faute, d'abord celle de s'éloigner de ses ressources, de s'apauvrir par des triomphes payés du sang de ses meilleures troupes, de rapprocher ses adversaires des pays où

---

(1) La garde impériale, qui était devenue une armée réelle par son nombre, fut, quelques années après sa création (d'abord garde consulaire), divisée en deux corps : le premier, le plus ancien, porta le nom de *vieille garde*; le second, formé nouvellement, prit celui de *jeune garde*. Cette dernière était plus particulièrement composée de soldats moins accoutumés aux périls de la guerre; mais ses priviléges ne différaient presque en rien de ceux de la vieille garde. L. L. L.

ils doivent trouver des appuis; enfin de consentir le 4 juin, à un armistice conclu à Plestwitz ; en Silésie, qui durera jusqu'au 30 juillet. Pendant ce temps ; les Russes, les Prussiens, les Suédois, se renforceront, les subsides anglais les aideront à combattre, et ils seront parvenus à décider l'Autriche à faire cause commune avec eux.

Dès le 8 mai, Napoléon entre à Dresde, que l'empereur Alexandre et le roi de Prusse viennent d'évacuer en brûlant les ponts; il pardonne aux habitans par égard pour leur roi, pour leur roi, le seul qui lui est resté, qui lui restera fidèle.

Par une convention signée le 14, à Reichenbach, l'Angleterre accorde un subside de 17 millions et demi au roi de Prusse ; et par une autre datée du lendemain, elle s'engage à fournir 33 millions à la Russie, pour lui procurer les moyens de recomposer son matériel.

Le 16, le comte de Bubna, ambassadeur de l'empereur d'Autriche, arrive à Dresde, porteur de paroles trompeuses, auxquelles l'empereur des Français a l'incroyable faiblesse de se laisser prendre. Un grand homme a tant de confiance en sa fortune, qu'il la croit redoutée et servie par ceux mêmes qui ne savent que la haïr.

Pendant qu'on négocie, on continue à combattre ; La bataille de Bautzen est livrée le 20 mai; elle dure deux jours. Le premier jour, l'empereur déjeune au milieu de la mêlée, où son premier contrôleur de bouche, Colin, va le chercher avec un repas bien frugal : un pain et un verre de vin. Des évolutions savantes, des manœuvres de génie donnent une physionomie particulière à cette journée.

Le 21, la fusillade s'engage de nouveau; la mêlée n'est pas moins terrible que la veille. Le sommeil cependant a vaincu Napoléon alors qu'il est au moment de vaincre les coalisés; il se jette sur un manteau au penchant d'un ravin. Marmont l'arrache à ce repos; il se lève, examine la position des divers corps, et là, par les ordres qu'il donne subitement, il détermine un second triomphe. Les Prussiens, sous les ordres de Yorck, les Russes, commandés par Barclay de Tolly, sont complétement battus. Cette affaire porte le nom de Wurtchen.

Là se distinguent, de notre côté (et je les désigne sans égard au grade), le duc de Tarente, le comte Latour-Maubourg, le prince de la Moskowa, les ducs de Bellune, de Reggio, de Raguse, de Trévise, le comte Bertrand, le duc de Dalmatie, les généraux Compans, Bonnet, Lauriston, Dery, Baluthier, Dumoustier, Barrois, etc.

Napoléon, par un décret impérial, décide :

« Un monument sera élevé sur le Mont-Cenis à l'en« droit le plus apparent; on lira : « *L'empereur Na*« *poléon, du champ de bataille de Wurtchen, a ordonné* « *l'érection de ce monument comme un témoignage de sa* « *reconnaissance envers les peuples de France et d'Ita*« *lie.* « Ce monument transmettra d'âge en âge le sou« venir de cette grande époque, où, en trois mois, « douze cent mille hommes ont couru aux armes pour « assurer l'intégrité du territoire de l'empire fran« çais. »

Le 22, on est à la poursuite de l'ennemi, et un autre combat se livre à Reichenberg. Nous y perdons le brave général Bruyères; des boulets arrivent de toutes parts sur l'empereur et sur son escorte; un chasseur

à cheval tombe frappé d'une obus. « Duroc, dit Napo-« léon, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. » Singulier propos, et adressé à celui que la fortune va immoler ! Déjà, un peu auparavant, Napoléon, surpris de vaincre sans faire de prisonniers, sans rien obtenir, avait dit : « Comment, après une telle bou-« cherie, aucun résultat, pas de captifs? Ces gens-là « ne me laisseront pas un clou ! »

Il s'engage après cela dans un chemin creux; en avant sont les ducs de Vicence, de Trévise, de Frioul, le général du génie Kirgener. Trois coups de canon sont tirés par l'ennemi sur ce groupe; un boulet frappe un arbre tout proche de S. M.; puis, faisant le ricochet, vient tuer raide le général Kirgener et ouvrir les entrailles au grand maréchal du palais. La douleur d'une telle perte brise le cœur de Napoléon. Dès qu'il est assuré que le malheur est irréparable, il reste assis devant sa tente, immobile, muet; et, aux ordres qu'on lui demande, il répond : *A demain tout!* Il ne veut ce soir-là que pleurer son ami Duroc, celui qu'il ne remplacera pas; il achète la maison où ce brave vient de mourir; à la place qu'occupait le lit qui reçut son dernier soupir, on pose un marbre où on lit :

Ici le général Duroc, duc de Frioul, grand maréchal du palais de l'empereur Napoléon, frappé d'un boulet, a expiré dans les bras de son empereur, son ami! La maison est cédée en pur don à celui qui en est le locataire, afin qu'il veille sur le monument, et de plus, deux cents napoléons lui sont comptés; mais le prince Repnin s'empare de la somme, et la pierre est brisée. (*Ceci est authentique.*)

Le 30, les généraux Schouwalloff (russe), et Kleist (prussien), se réunissent avec le duc de Vicence, au

couvent de Walhstadt, pour traiter d'une armistice. On se sépare sans rien conclure; enfin, accord le 4 juin, à Slesswig.

Pour attendre l'effet des négociations, l'empereur rentre à Dresde le 10 juin; il habitera, non le palais royal, mais le palais Marcolini. Tout le mois s'écoule en pourparlers inutiles. Le 30, Napoléon accepte la médiation de l'Autriche, qui lui avait été proposée par le comte de Metternich. En enveloppant ainsi l'empereur dans les rets que cachait cette médiation, celui-ci se venge des paroles dures que, dans une circonstance, ce souverain lui avait adressées (1).

Un congrès se rassemble à Prague. Il eût été urgent de l'ouvrir sans délai; on en retarde l'ouverture jusqu'au 12 juillet. Les ministres des diverses puissances s'y rendent, moins ceux de l'Angleterre et des états soumis à son influence. On propose à Napoléon de ne conserver de ses conquêtes que la ligne des Alpes et celle du Rhin; il refuse. On continue les négociations;

(1) Dans la haute fortune de Napoléon, le comte, depuis prince de Metternich, fut son plus humble serviteur. En plusieurs circonstances, où la vivacité de l'empereur des Français avait laissé choir de sa poche son mouchoir ou ses gants, l'ambassadeur autrichien avait disputé de promptitude avec les chambellans de service pour lui remettre l'objet qu'il avait laissé tomber. Souvent en tête-à-tête il s'était honoré, et avec raison, de lui rendre les mêmes services; mais, en 1813, à Dresde, dans le palais Marcolini, Napoléon étant seul avec M. de Metternich, fit tomber son chapeau par un mouvement d'impatience. Le noble autrichien, cette fois, demeura immobile. Napoléon attendit un peu, et, voyant qu'il ne montrait pas le même empressement que par le passé, il se tourna vers lui et dit en riant : *Comte de Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle payé cet acte de courage?*

la dénonciation de l'armistice est renvoyée au 15 août. Le 7, le comte de Metternich, au nom des coalisés, exige :

1° La dissolution du duché de Varsovie, que l'Autriche, la Prusse et la Russie se partageront, Dantzick demeurant à la Prusse; 2° les villes anséatiques recouvreront leur pleine indépendance; 3° le royaume de Prusse sera reconstitué avec une frontière sur l'Elbe; 4° il sera fait cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, avec Trieste; 5° la garantie réciproque que l'état des puissances grandes et petites, tel qu'il se trouverait fixé par la paix, ne pourrait plus être changé ou altéré que d'un commun accord; 6° on ajournait à la paix générale la question de l'Espagne et du Portugal. De pareilles demandes n'étaient pas exorbitantes; Napoléon conservait la Hollande, le Hanôvre, toute l'Italie, la Belgique, la Westphalie, du moins en partie, et toute sa suprématie sur la Confédération du Rhin; il prenait le temps de reconstituer ses forces et de reprendre l'offensive; mais au lieu d'accéder purement à cette proposition convenable, il donne pour ultimatum à la date du 9 :

1° Cession du duché de Varsovie, moins Dantzick, qui sera ville libre, et portions de la Silésie et de la Bohème, qu'on donnera en indemnité au roi de Saxe; 2° abandon de l'Illyrie à l'Autriche, mais retenue de Trieste, sauf à céder Fiume en échange; 3° la Confédération portera son territoire à l'Oder; 4° garantie de l'intégrité du territoire danois.

Le 11, les alliés déclarent le congrès rompu; on se sépare. Alors Napoléon consent à exécuter l'ultimatum autrichien; mais il est trop tard, *les destinées doivent l'emporter!*

Le 12 août, l'Autriche déclare la guerre à l'empereur des Français.

La France se présente en ligne avec une force de *deux cent cinquante mille* hommes d'infanterie, et de *trente-cinq mille* de cavalerie, non compris la garde impériale, composée de *vingt-cinq mille* fantassins et de *cinq mille* chevaux, et environ *dix mille* hommes de génie, etc.; cet effectif de *trois cent quinze mille* hommes est divisé en quatorze corps, sous le commandement des maréchaux Ney, Macdonald, Oudinot, Victor, Davoust, Augereau, Marmont, Gouvion-Saint-Cyr; des généraux Regnier, Rapp, Lauriston, Bertrand, Vandame et du prince Poniatowski.

Les coalisés, sans compter les recrues successives que leur procureront nos revers, nous opposent une masse de *cinq cent vingt mille* combattans, savoir: Russes, *cent quinze mille* fantassins et *quarante mille* cavaliers; Prussiens, *cent cinquante mille* d'infanterie et *trente mille* de cavalerie; Suédois, *vingt mille* de la première arme et *cinq mille* de la deuxième; Allemands, *vingt-cinq mille* à pied et *cinq mille* à cheval; Autrichiens, *cent dix mille* de ligne, et *vingt mille* cavaliers. Notre infériorité numérique est de *deux cent vingt mille* hommes au moins.

Déjà on a négocié contre nous non seulement avec des rois, mais avec de simples généraux; pour vaincre la France il faut des Français transfuges. L'empereur Alexandre a été chercher en Amérique le général Moreau. Celui-ci, poussé par sa haine aveugle contre Napoléon, vient porter à la coalition l'appui de son nom et le secours de ses lumières; il arrive en Europe le 21 juillet et tarde peu à aller joindre l'empereur

Alexandre, avec lequel il dresse le plan de la campagne qui va s'ouvrir.

Depuis 1804, Moreau avait habité les États-Unis. Napoléon, en plusieurs circonstances, lui avait offert sa rentrée en France, une grande fortune et le bâton de maréchal d'empire. Moreau, vivement sollicité d'accepter ces avantages, avait répondu : « Ailleurs, « on me donnera au delà, si votre empereur tombe; « seul, je déciderai sa chute. » Aussi ne fit-il aucune difficulté de se rendre aux prières et aux offres du czar, appuyé d'ailleurs d'une lettre autographe de S. M. Louis XVIII, *qui permettait à son sujet de servir momentanément une cour étrangère son alliée.*

CHAPITRE XIX.

Rupture de l'armistice, qui n'avait été utile qu'à la coalition. — Position de nos armées. — Trahison du général Jomini. — Marche et contre-marche de Napoléon. — Succès qui en sont les résultats. — Double victoire des Français.— Défaite d'Oudinot. — Bataille de Dresde. — Moreau est frappé à mort par un boulet français. — Défaite et prise de Vandame. — Le maréchal Ney battu par le prince royal de Suède. — Les alliés reçoivent des renforts. — Les Français perdent la célèbre bataille de Leipsick. — Destruction du pont sur l'Elster. — Suites de ce désastre. — Illustres morts. — Carnage effroyable. — Retraite d'Erfurth. — Beau fait d'armes de Nanzouty, Curial et Drouot. — L'empereur à Mayence. — Débris de notre armée anéantie ramenés sur le Rhin. — Capitulation de Dresde. — Ce que Napoléon dit au sénat. — Divers actes du gouvernement.— Discours d'ouverture au corps-législatif. — Le duc de Massa, président du corps législatif. — Un traité rend à Ferdinand VII son trône. — Le sénat et le corps-législatif nomment des commissions pour traiter de la paix. — Commissaires extraordinaires. — L'empereur se brouille avec le corps-législatif, et le congédie. — Il fixe seul le budget. — Napoléon appelle la France au secours des provinces envahies. — La Hollande et la Belgique conquises. — Déclaration des alliés. — Ce qu'ils nous offrent. — La France est envahie. — Tableau et détails intérieurs. — 1814. — Napoléon considéré sous deux aspects. — Son discours de colère au corps-législatif. — Trahison de Murat. — Noble conduite du prince Eugène. — Sa lettre héroïque à l'empereur Alexandre. — Suite de nos revers. — Renvoi du pape. — Evénemens de la guerre d'Espagne jusqu'à la bataille de Toulouse.

L'armistice qui vient d'être rompue a servi merveilleusement la coalition ; elle lui a permis de faire des préparatifs immenses, de se renforcer des armées autrichiennes, des réserves russes et des levées extraordinaires qu'elle avait ordonnées. Cette masse formidable, augmentée des défections, sera fatale à la France. Cependant Napoléon ne se croit pas si près

de sa chute ; il occupe les rives de l'Elbe, sur lesquelles il veut se maintenir ; il est maître de tout le pays de Dresde à Hambourg; ses points intermédiaires entre ces deux villes sont Kœnigstein, Torgau, Wittemberg, Magdebourg; mais il laisse derrière l'ennemi, à Kustein, Sttetin, Glogau, Modhin, Thorn, Dantzick, etc., soixante mille hommes d'excellentes troupes, qui sont perdus pour lui. Pourquoi ne pas se souvenir, en 1813, de la levée du siége de Mantoue en 1796 ? Avec des victoires on reprendrait ces places, et si nous sommes vaincus, ces garnisons tomberont au pouvoir de l'ennemi.

Tandis que Moreau vient chercher la mort dans les rangs de la coalition, un général, Suisse de naissance, nommé Jomini, attaché au cabinet et à l'état-major de Napoléon, le quitte le 15 août, et passe chez les ennemis. Cette trahison infâme leur donne connaissance du plan de campagne de Napoléon, que celui-ci doit changer en entier; il a deviné que les alliés vont l'attaquer dans Dresde par trois côtés divers ; mais il se flatte qu'avant qu'ils soient complétement en ligne, il pourra tenter un double coup contre Berlin et contre Breslau.

Il entre en Lusace. Le 18 août, il est à Gortlitz. Le général prussien Blucher s'attend à voir fondre sur lui l'orage ; mais l'empereur tourne soudain vers la Bohème, avec les corps du maréchal Victor, le deuxième, et le huitième, commandé par le prince Poniatowski ; les premier et quatrième corps de cavalerie, aux ordres des comtes Lefèvre-Desnouettes et Kellermann, sont aussi avec lui : ce mouvement demeure sans résultat. Instruit que les coalisés se portent sur Dresde, il renonce à ce dernier projet,

retourne sur Blucher, qui a contraint les maréchaux Ney, Marmont, Macdonald et le comte Lauriston à se replier, car ils n'ont que soixante-dix mille soldats, tandis que Blucher en amène plus de cent vingt mille.

Ayant franchi la Bober la veille, l'empereur bat les Prussiens le 22, et le 23 il les bat encore; satisfait de cet avantage, il laisse Macdonald avec soixante-dix mille hommes contenir Blucher; lui, toujours victorieux, arrive le 26 à Dresde.

Le 23, Oudinot marche sur Berlin, mais avec une lenteur qui devient fatale ; en se hâtant, il eût pris la place, tandis qu'il a laissé aux alliés le temps de se mettre en mesure de la défendre ; ils ont là une armée triple de la sienne : tout cela détermine une retraite qui n'est pas compensée par des traits de courage. Oudinot tombe dans la disgrâce de Napoléon, qui le remplace par le prince de la Moskowa.

Cent quatre-vingt mille coalisés, que commandent l'Autrichien Schwartzenberg, le Russe Wistgeinstein et le Prussien Kleist, arrivent devant Dresde les 26 et 27 par la Bohême et par la rive gauche de l'Elbe. Napoléon est tourné, mais peu lui importe ; il est là, ses troupes ont fait quarante lieues en trois jours sans nourriture régulière. L'action s'entame dans les faubourgs de la ville, et le premier jour le succès est balancé. Le lendemain (27) la bataille recommence ; cette fois nous la gagnons complètement ; quatre-vingt-dix mille Français, grâce à leur bravoure et au jeu de leur artillerie, ont vaincu cette foule immense d'assaillans qui ont perdu dans les deux journées ving mille morts, blessés ou prisonniers, cinquânte canons et un matériel considérable. Les coalisés regagnent la

Bohême, emportant avec eux le corps de Moreau; un boulet perdu l'a frappé le 27 non loin de l'empereur Alexandre, et ses derniers regards ont vu, pour achever de lui faire regretter la vie, le triomphe de son ennemi. Ce trépas inattendu terrifie les esprits, on croit encore à la bonne fortune de Napoléon; ce ne sera pas pour long-temps.

Des revers balancent cette brillante victoire. Le 27 et le 29 Macdonald est repoussé. La défection se met dans son armée, nous perdons là quinze mille hommes et cent pièces de canon. Un malheur plus grand suit celui-là. Le général Vandamme, par une fausse manœuvre, est enveloppé, battu et contraint de mettre bas les armes. Le souvenir de sa conduite en 1793 et 1794, fait qu'on le traite durement. Les coalisés cherchent à venger les émigrés, que lui-même a égorgés de sa main; acte dont il s'est vanté dans sa correspondance imprimée, avec la convention nationale.

Ce désastre change la face des choses; les alliés reprennent courage, surtout lorsqu'ils sont instruits que le 6 septembre, à Donnevitz, le prince royal de Suède a remporté une victoire décisive sur le maréchal Ney; affaire d'autant plus importante que, par ses conséquences, les alliés coupent nos communications avec Leipsick et la Franconie.

Des combats meurtriers, des évolutions brillantes, mais inutiles, marquent le temps qui s'écoule jusqu'au 15 octobre, époque où le roi de Bavière se rattache à la coalition. Allemand avant tout, il oublie les bienfaits de Napoléon, pour ne voir que l'indépendance de sa patrie; homme, il peut regreter sa détermination; monarque, il doit faire ce sacrifice aux intérêts des Bavarrois.

Des renforts arrivent aux coalisés. Le général russe Bennigssen amène plus de soixante mille de ses compatriotes. Les Germains se rendent en foule sous leurs drapeaux. La guerre contre les Français devient une croisade sainte. Les peuples courent aux armes à la voix de leurs princes, qui promettent de leur payer en concessions libérales les sacrifices qu'ils vont faire, le sang qu'ils vont répandre.

Le 18 et 19, les deux armées se rencontrent à Leipsick ; la coalition se présente avec trois cent trente mille combattans. L'armée française n'est composée que de cent soixante-et-quinze mille hommes, et encore, au plus fort de la mêlée, sommes-nous abandonnés tout à coup de vingt-six bataillons, de dix escadrons saxons ou wurtemburgeois, qui passent du côté de leurs compatriotes et se tournent contre nous. Le courage, le génie cèdent au nombre ; Napoléon bat en retraite ; il engage le roi de Saxe à l'abandonner. Cette démarche est tardive : la Saxe sera punie de la fidélité de son souverain.

Un malheur affreux complète la série de ces calamités : un tiers de l'armée, les bagages, beaucoup d'artillerie restent à passer sur le pont construit à cet effet de l'une à l'autre rive de l'Elster ; méprise fatale, irréparable ! Le pont saute par la faute d'un sergent, et livre tant de braves et d'infortunés au désespoir et à la mort. Le prince Poniatowski, nommé maréchal de France deux jours auparavant, est au nombre des morts ; avec les généraux Rochambeau, Delmas, Vial ; nous laissons sur le champ de bataille ou aux alentours du pont trente-sept mille hommes tués, cinquante mille blessés, vingt mille prisonniers ; deux cent cinquante canons, neuf cents cais-

sons, tombent également au pouvoir des alliés, qui à leur tour ont à regreter quatre-vingt mille morts ou mis hors de combat.

La Bataille des nations est le nom que les Allemands donnent à cette funeste journée ; elle détermine sans retour la chute de la suprématie de Napoléon ; à Dresde encore c'était un dieu ; maintenant ce n'est plus qu'un vaincu et l'Europe entière se met à sa poursuite.

Nos débris se rallient les 23 et 24 à Erfurth ; par contrecoup le prince Eugène, qui, retourné en Italie, avait pris le commandement de l'armée et s'était porté hors de la ligne de l'Izonzo, recule et se replie sur l'Adige, la trahison de la Bavière lui faisant craindre d'être pris en flanc par le Tyrol.

En se retirant à la suite de notre déroute, les généraux Curial, Nansouty et Drouot, renversent et passent sur le ventre de soixante mille Bavarois retranchés dans Hanau. Le général de Wrede, qui les commandait, y est dangereusement blessé : il avait cru nous couper la retraite ; on lui apprend qu'on ne nous bat qu'avec le concours de circonstances extraordinaires. Mais, de plus en plus affaiblis par cette victoire, il ne nous reste plus le lendemain que cinquante-cinq mille braves, des deux cent cinquante mille que nous avions naguère. C'est ainsi que de Moskou nous avons été ramenés sur le Rhin, que l'on atteint le 1er novembre. Le 2, Napoléon est à Mayence, où d'autres infortunés l'attendent. Lorsque tant de combats viennent de lui enlever plus des trois-quarts de ses excellentes troupes, il trouve dans les hôpitaux de la frontière, soixante mille citoyens périssant de maladies pestilentielles. On accuse de la mauvaise administration des

hôpitaux le comte de Cessac, ministre de l'administration militaire, homme de peu de capacité, mais de grand servilisme ; quelle différence avec son prédécesseur Daru et avec le comte Dejean, ministre avant celui-ci !

Le 11, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, laissé à Dresde par suite de la manie de garnir les places fortes aux dépens de l'armée, capitule ; il est fait prisonnier de guerre avec vingt-trois mille soldats, treize généraux de division, vingt de brigade, dix-sept cents officiers et six mille malades. Au reste, la capitulation fut violée, car elle portait que les nôtres rentreraient en France pour ne servir qu'après avoir été échangés ; on les retint prisonniers.

Le 9, Napoléon était rentré à Paris ; le 12 il disait au sénat venu en corps lui faire une visite :

« Toute l'Europe marchait avec nous il y un an, « toute l'Europe aujourd'hui marche contre nous, c'est « que l'opinion du monde est faite par la France en « par l'Angleterre, nous aurions donc tout à redouter « sans l'énergie et la puissance de la nation. »

Le sénat a répondu à l'avance en mettant à la disposition de l'empereur, par un décret rendu le même jour, trois cent mille conscrits (1) ; presqu'en même temps, et par un senatus-consulte, daté du 15, l'empereur enlève au corps législatif le droit de présenter cinq candidats pour la présidence. Depuis sa rentrée à Paris, Napoléon est infatigable ; il voit, entend, décide tout : il fait tirer des caves des Tuileries trois cent

---

(1) Un décret antérieur d'un mois avait aussi mis à la disposition du gouvernement le même nombre de soldats, pris sur une classe anticipée. E. L. E.

millions qu'il y avait amassés; il s'en sert pour remonter sa cavalerie, se reconstituer une artillerie, rassembler des caissons, des moyens de transports, etc. Il presse les levées, fait enrégimenter les conscrits, passe des revues, donne des croix, des titres, des majorats, des récompenses et cherche à ranimer le moral des Français; vains efforts, travail inutile, la main puissante qui pèse sur lui ne lui permettra pas de se relever.

Le 19 décembre, il ouvre la session du corps législatif, et s'adressant au sénat, au conseil d'état, aux députés, il leur dit :

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes fran-« çaises dans cette campagne, des défections sans « exemple ont rendu ces victoires inutiles, tout a « tourné contre nous, la France même serait en dan-« ger sans l'énergie et l'union des Français.

« Dans cette grande circonstance, ma première pen-« sée a été de vous appeler près de moi, mon cœur a « besoin de la présence et de l'affection de mes su-« jets.

« Je n'ai jamais été séduit par la prospérité, l'ad-« versité me trouverait au dessus de ses atteintes.

« J'ai plusieurs fois donné la paix aux nations lors-« qu'elles avaient tout perdu; d'une part de mes con-« quêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont « abandonné.

« J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour « la prospérité et le bonheur du monde.... Monarque « et père, je sens ce que la paix ajoute à la sécurité des « trônes et à celle des familles, des négociations ont « été entamées avec les puissances coalisées, j'ai « adhéré aux bases préliminaires qu'elles ont présen-

« tées (1). J'avais donc l'espoir qu'avant l'ouverture « de cette session le congrès de Manheim serait réuni, « mais de nouveaux retards, qui ne doivent pas être « attribués à la France, ont différé le moment que presse « le vœu du monde.

« J'ai ordonné qu'on vous communiquât toutes les « pièces originales qui se trouvent au portefeuille de « mon *département des affaires étrangères* (2), vous en « prendrez connaissance par l'intermédiaire d'une « commission; les orateurs de mon conseil vous fe« ront connaître ma volonté sur cet objet.

« Rien ne s'oppose de ma part au rétablissement « de la paix; je connais et je partage tous les sentimens « des Français, je dis des Français parce qu'il n'en « est aucun qui désirât la paix au prix de l'honneur.

« C'est à regret que je demande de nouveaux sa« crifices à ce peuple généreux; mais ils sont com« mandés par ses plus nobles et ses plus chers inté« rêts; j'ai dû renforcer mes armées par de nom« breuses levées; les nations ne traitent avec sécurité « qu'en déployant toutes leurs forces, un accroisse« ment dans les recettes devient indispensable; ce que

---

(1) A cette époque encore, Napoléon ne voulut pas la paix; il savait que le peuple l'exigeait, et il le trompa. Il aurait désiré que le corps législatif entrât dans son idée; celui-ci n'en fit rien. Aussi ne lui pardonna-t-il pas.

(2) Le ministère dont parle Napoléon portait, avant la révolution, le titre *des affaires étrangères*, et, depuis le directoire, le consulat et l'empire, on l'appela ministère des *relations extérieures*. Comme Napoléon ne disait rien en l'air, je conclus de la phrase, où il qualifie ce ministère comme en l'ancien temps, qu'il allait lui rendre son nom royal si l'empire n'eût pas péri. L. L. L.

« mon ministre des finances vous proposera est con-
« forme au système de finances que j'ai établi; nous
« ferons face à tout *sans emprunt qui consomme l'avenir*,
« sans papier monnaie qui est le plus grand ennemi
« de l'ordre social..... Le Danemarck et Naples me sont
« seuls restés fidèles..... J'ai reconnu la nationalité des
« 19 cantons suisses.... Messieurs, vous êtes les orga-
« nes naturels de ce trône, c'est à vous de donner
« l'exemple d'une énergie qui recommande notre gé-
« nération aux générations futures; qu'elles ne disent
« pas de nous : ils ont sacrifié les premiers intérêts
« du pays, ils ont reconnu la loi que l'Angleterre a
« cherché en vain pendant quatre siècles à imposer à
« la France.

« Mes peuples ne doivent pas craindre que la po-
« litique de leur empereur trahisse jamais la gloire
« nationale; de mon côté j'ai la confiance que les
« Français seront dignes d'eux et de moi. »

Ce discours, que je rapporte tout entier moins un paragraphe concernant les Italiens, dont Napoléon était content, et un autre où il disait que les États-Unis étaient en guerre avec la Grande-Bretagne, est le dernier qu'il ait prononcé avant ses grands désastres; j'ai cru convenable de le rappeler ici.

L'empereur, profitant de sa nouvelle prérogative, malgré son inconstitutionnalité, enlève cette année la présidence au comte de Montesquiou, grand-chambellan, qui avait succédé au comte de Fontanes, et la donne au duc de Massa, ancien ministre de la justice, ex-grand-juge.

Dès le 11, Napoléon, forcé par les circonstances et voyant ses troupes chassées de l'Espagne, se détermine à reprendre à son frère Joseph, la couronne

qu'il lui avait donnée ; et, par un traité de ce jour, il la rend à Ferdinand VII, toujours prisonnier à Valençay. Cependant le roi légitime des Espagnes et des Indes ne sera remis en liberté que vers la fin de février prochain, lorsque toute espérance sera perdue.

Un décret du 17 appelle les gardes nationales urbaines à remplacer les garnisons à l'intérieur ; cette mesure pourra donner un suplément de cent soixante mille hommes.

Le 22, le sénat nomme une commission qui prendra connaissance des documens, titres, pièces, notes diplomatiques, relatives aux négociations entamées avec la coalition ; elle est composée de Lacepède, Fontanes, Talleyrand, Saint-Marsan, Barbé-Marbois, Beurnonville ; le corps législatif en fait autant, ses commissaires moins soumis sont : Regnier, président ; Renouard, Lainé, Gallois, Flaugergue, Maine de Biran.

Le 26, l'empereur envoie dans chaque division militaire des commissaires extraordinaires, choisis dans le sénat et dans le conseil d'état ; ils sont investis de pleins pouvoirs pour accélérer les levées, les Réquisitions, la rentrée des impôts, etc.

Mais si la commission du sénat se montre, dans ses rapports avec le gouvernement, facile à le seconder, celle du corps législatif est récalcitrante ; elle veut bien aider aux mesures de précaution, mais elle demande des garanties : on parle de libertés publiques, ce mot fait peur aux Tuileries ; *l'esprit d'erreur, d'imprudence et de vertige* s'empare totalement de Napoléon, qui, indigné des sentimens du corps législatif et se portant aux dernières extrémités, fait fermer, le 30 décembre, la salle de ses assemblées, et le 31

ajourné indéfiniment le corps législatif; puis, par un simple décret impérial, nul de tout point, réglé lui seul l'exercice des finances pour l'année suivante. Cependant il dit au sénat :

« Je suis sensible aux sentimens que vous m'exprimez.... Les sacrifices que comportent les bases préliminaires que m'ont proposées les ennemis et que j'ai acceptées, je les ferai sans regret ; ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français.

« Cependant le Béarn, l'Alsace, le Brabant, la Franche-Comté sont entamés, les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme, j'appelle les Français au secours des Français, j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départemens au secours de leurs frères, les abandonnerons-nous dans leur malheur? Paix et délivrance de notre territoire doit être notre cri de ralliement à l'aspect de tout ce peuple en armes. L'Étranger périra ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées ; il n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avions faites. »

J'ai voulu suivre jusques au dernier décembre les événemens intérieurs ; maintenant je reprends ceux du dehors que j'avais laissés en arrière : la Hollande est envahie et Amsterdam pris le 24 novembre par les Prussiens ; le gouvernement provisoire établi dans cette capitale s'empresse de déclarer la Hollande indépendante de la France, et de rappeler la maison d'Orange avec l'ancien titre de sthathouder ; le général français Molitor, n'ayant avec lui que quatorze mille hommes, n'a pu lutter victorieusement.

Le 1er décembre, les alliés, réunis en congrès à

Francfort, y publient une déclaration, dans laquelle ils disent ne pas vouloir faire la guerre à la France, mais à la prépondérance exagérée de Napoléon ; ils veulent qu'elle soit forte, heureuse; *qu'elle conserve une étendue de territoire telle que ses rois ne l'ont pas connue* : les puissances ne poseront les armes que lorsque justice aura été rendue à tous et les droits de tous reconnus et garantis.

Rien de cela ne sera vrai, il n'y aura que l'Angleterre, la Prusse, la Russie et l'Autriche qui gagneront à la guerre, et ces puisssances, abusant de leur force, peseront injustement sur l'Europe, ainsi que la suite ne le prouvera que trop.

Le 2 décembre, le duc de Vicence, ministre des relations extérieures, déclare au ministre d'Autriche que l'empereur Napoléon consent à renfermer la France dans ses limites naturelles ; l'Océan, les Pyrénées, la Méditerranée, les Alpes et le Rhin : tout le reste recouvrera sa pleine indépendance. Cette offre ne contente plus la coalition; elle veut maintenant la ruine de l'homme dont elle craint la vengeance, et se dispose à lui faire une guerre d'extermination.

Le 9 décembre, le roi Murat s'empare d'Ancône; avant peu il trahira sa patrie et son beau-frère. Le 15, le Danemarck se réunit à la coalition, tandis que les troupes de celle-ci pénètrent dans la Belgique, que l'on nous ravit aussi sans retour.

Mais ces malheurs ne sont rien; un affront plus douloureux frappe la grande nation; les Suisses ont laissé, sans combat, violer leur territoire; et le 21 décembre, nos frontières sacrées sont envahies depuis Bâle jusqu'à Schaffhouse, où six divisions des alliés, formant cent cinq mille hommes, franchissent

le Rhin sous les ordres du prince de Schwartzenberg. Tel est le résultat de vingt ans de victoires et de si brillantes conquêtes.

Napoléon, que les malheurs de la guerre extérieure ne distraisaient pas des soins à donner à l'intérieur, fit creuser, à Cherbourg, un port que l'on entailla dans le roc, à cinquante pieds au-dessous des plus hautes marées. — Le 2 avril, à Marseille, l'astronome Pons découvrit une comète nouvelle. — Le 13 juin, le professeur Lingois, au collége du Plessis, inventa une machine propre à élever l'eau à cent pieds au-dessus de son niveau. — Cinq nouveaux abattoirs furent construits à Paris. — Le 13 août, la navigation sur le canal de l'Ourcq fut définitivement ouverte. Le 28, et en présence de Marie-Louise, régente, l'enceinte du port de Cherbourg terminée, fut livrée à l'Océan, qui s'y précipita avec une impétuosité admirable. — Ce fut cette année que l'on abattit, sur le Pont-Neuf, la pompe à eau connue sous le nom de la Samaritaine : ce bâtiment de mauvais goût, n'était plus qu'une ruine hideuse, peu en harmonie avec les quais magnifiques, qui déjà entouraient les deux rives de la Seine. — Le baron allemand de Drais amusa Paris, pendant quelque temps, avec son invention de voitures sans chevaux : des caricatures furent le seul résultat de ces expériences.

Une époque nouvelle va s'ouvrir : la France, naguère si grande et si forte, subira la loi des autres nations ; elle sera envahie, on ne lui tiendra aucune des promesses qu'on lui a faites, on la laissera de côté, sans même daigner l'appeler (que pour mémoire) aux conseils, où on décidera du sort de tous. L'homme, qui pendant quatorze années a brillé de tant de gloire

qui a élevé tant de fortunes éclatantes, tombera sans qu'aucun se dévoue pour lui : ses plus proches, ses plus intimes, ceux qu'il a le plus comblé de bienfaits, ceux dont il a fait des princes et des rois, l'abandonneront sans pitié, et de tant de couronnes, il ne lui restera qu'un rocher.

Châtiment juste, en retour de son débordement d'ambition et d'orgueil, de la mort du duc d'Enghien, qu'il aima mieux assassiner que combattre; de l'Etrurie usurpée en pleine paix sur une veuve et sur un orphelin; de l'Espagne, enlevée à ses souverains légitimes, à l'aide d'une perfidie d'autant plus odieuse, qu'elle était combinée de longue main; enfin, punition méritée pour le rapt des états de l'église et la captivité sacrilége du saint Père. Joignez à ces attentats, dirigés contre des souverains, la tyrannie intérieure, les lois violées, le bon plaisir servant seul de règles, les familles décimées par la conscription, une consommation d'hommes effroyable, et l'on comprendra les causes du châtiment qui bientôt pèsera d'une manière terrible sur Napoléon.

Mais si avec l'impartialité si rare de l'historien royaliste j'ai présenté le tableau de ses fautes, de ses actes arbitraires, de ses erreurs, qu'il me soit permis aussi d'énumérer tout ce qu'il a fait de bien, toutes les grandes choses qui ont été exécutées sous son gouvernement. Avec lui, nous vîmes reparaître cette politique française qui repousse toujours l'or corrupteur de l'étranger, celle qui dirigea toujours Henri IV, le cardinal de Richelieu, Louis XIV, après la mort de Mazarin, et qui, avec ce dernier, descendit dans la tombe. Le régent se vendit à l'or de l'Angleterre; plus tard et jusqu'en 1789, l'Autriche influença notre cabinet à

l'aide d'un hymen désastreux pour la France ; et qui peut savoir jusqu'à quel point l'étranger en fit usage pendant le règne de la convention et du directoire ? Mais Napoléon, arrivé au pouvoir, toute influence du dehors disparut ; le nom de citoyen français devint un titre de force et de gloire, les nations modernes s'abaissèrent devant lui comme les anciennes devant le citoyen de Rome ; jamais nos intérêts privés ne furent immolés à la crainte ou à la subornation.

Napoléon donna au commerce intérieur un développement immense : il le rendit sans rival en Europe ; il domicilia en quelque sorte la victoire chez nous. Qui de tous nos souverains a plus que lui couvert la France de constructions et de monumens utiles ? A qui Paris est-il redevable de tant de quais, de ponts, de marchés, d'abattoirs, de greniers d'abondance, de places, de musées, d'édifices publics ? Qui sut mieux que lui comprimer le jacobinisme et les factions ? A quelle époque la fusion des opinions les plus opposées fut-elle la plus probable, si ce n'est sous son règne ? qui, en rétablissant la religion, en relevant les autels, a rendu ses ministres plus respectables ? Quel sacrilége a souillé, pendant son règne, les pompes, les cérémonies du culte ? La noblesse ancienne a-t-elle joui de plus d'égards réels, de plus de prépondérance effective depuis qu'il n'est plus là pour la protéger dans son existence ? Et les savans, les littérateurs, les artistes, est-ce sous la restauration, ou depuis 1830, qu'ils ont obtenu plus d'honneurs, de titres, de décorations, de fortune, de bien-être, d'importance, que sous la puissance de Napoléon ? Leur a-t-il dit, comme le ministre Corbière, que douze cents livres de pension et un grenier leur suffisait ? Les rabaissait-on aux 100 francs de

gratification annuelle comme à l'époque présente? Non, sans doute. Napoléon, homme de génie, traitait le génie avec égard et munificence. Quels sont les littérateurs, les membres de la première classe de l'Institut, les peintres, les sculpteurs, les architectes, les musiciens, les acteurs jouissant d'une réputation méritée, qu'il n'a pas accueillis, cherchés et comblés de bienfaits?

Alors l'autorité marchait d'un pas ferme. Ni électeur, ni député, ni conseiller-d'état, ni sénateur, ni courtisan, ni haute dame, n'eussent en province influencé ou contrarié un fonctionnaire, qui n'avait qu'à faire son devoir pour être soutenu et récompensé. Aujourd'hui, est-il indépendant? Il a dans chaque localité trente influences à ménager, et hors de Paris, tout le monde est maître, à part l'administrateur esclave de tous.

La dette publique n'a pas augmenté d'un centime sous Napoléon; de son temps on a bien moins volé qu'après lui; il avait toujours l'œil ouvert sur les fournisseurs, les entrepreneurs, et les dilapidations des Mathéo, des Kesner, étaient impossibles. Il a trouvé la France sanglante, déchirée par la guerre civile, apauvrie, humiliée, divisée en factions, ennemie d'elle-même, anarchique, séditieuse, etc., etc. Il l'a laissée raffermie, calme, florissante, en paix à l'intérieur, superbe, forte, victorieuse, unie, monarchique, et encore la terreur des nations, au moment même où les nations occupaient son territoire.

Ce fut lui qui pacifia réellement la Vendée; Lyon ne peut que bénir sa mémoire! Partout il se montra réparateur et surtout moral. Voyez comment les mœurs, relevées avec l'empire, restèrent chastes et sévères;

le dévergondage d'aujourd'hui existait-t-il alors? La vie scandaleuse du peuple parisien fut inconnue sous son règne; on redevint poli, galant; l'urbanité française se montra brillante, et des cours de l'Europe on accourait chez nous prendre des leçons de manières gracieuses; il recomposa les castes; il rétablit tout ce qui existait avant 89., tout ce qui a disparu depuis 1814. Qui alors eût profané le dimanche par un travail extérieur? Qui eût osé insulter dans la rue un passant parce qu'il était prêtre ou noble? Et sur nos théâtres, que de réserve, que de décence! Les mauvais livres disparaissaient; on n'osait plus les reproduire. Le philosophisme, le protestantisme s'affaiblissaient; la religion catholique y gagnait, parce qu'on savait l'empereur pénétré de cette grande maxime : UNE FOI, UNE LOI, UN ROI. Depuis lors, tout a dépéri : l'anarchie a reparu puissante et audacieuse; les mœurs sont relâchées, et l'impiété règne. La France compte à peine parmi les nations, ou plutôt ne compte plus que lorsqu'elle menace de troubler le repos de l'Europe par la propagation de ses idées révolutionnaires. Voilà ce qu'on a gagné à la chute de Napoléon.

Le 1er janvier, pour la dernière fois, il reçut les hommages de sa cour. Les membres du corps législatif, que la veille il venait de suspendre, ayant paru individuellement devant lui, il ne craignit pas de leur adresser à peu près ces paroles sévères :

« Vous n'êtes pas les représentans du peuple, mais « les envoyés des départemens, c'est moi qui repré« sente la nation.

« La nation m'a quatre fois proclamé par son suf« frage; votre adresse était incendiaire.... J'avais be« soin de consolations, je les attendais de vous, et vous

« avez voulu me laisser dans la fange... Vous parlez « de vexations, d'abus, je le sais comme vous, ce sont « les conséquences des temps malheureux.... La na- « ture m'a doué d'un caractère fort, je brave vos « criailleries... J'ai un titre, vous n'en avez pas; qu'ê- « tes-vous dans la constitution? rien; vous n'avez « aucune autorité, c'est le trône qui est dans la con- « stitution, et qu'est le trône? des planches recou- « vertes de velours... Le trône, l'état c'est moi; moi, le « chef, le père de mon peuple, moi qui souffrirai s'il « souffre; moi, qui grandirai s'il est grand. Le roi qui « veut opprimer son peuple est fou, puisqu'il s'op- « prime lui-même... C'est en famille qu'on lave son « linge sale et non à la face de l'étranger; dans trois « mois nous aurons la paix; les ennemis seront chassés « du territoire ou je serai mort... Allez dans vos dé- « partemens, portez-y un meilleur esprit et n'imi- « tez pas Lainé, Raynouard, Flaugergue; ce sont de « mauvais citoyens (1). »

Cette allocution violente produisit un fort mauvais effet. Dans les premiers jours du mois, les Russes s'emparèrent du fort Louis et d'Haguenau, et les Autrichiens de Montbelliard, du fort de l'Écluse et de Saint-Claude. De leur côté, les Bavarois prirent Colmar.

---

(1) Certes, je ne partage pas la façon de penser de Napoléon sur ces généreux citoyens : je la rapporte. Cependant était-ce le moment de l'accabler? Savait-on bien ce que les alliés vainqueurs feraient de la France?

On remarquera, dans ses propos, la phrase qui rappelle celles de Louis XIV, et qui n'est ni folle ni criminelle, si l'état et le roi ne sont pas uniquement un malheur à l'un et à l'autre.

L. L. L.

Le 6, pour contrebalancer ces nouvelles funestes, un décret impérial mobilisa cent vingt bataillons de gardes nationales; ils devaient servir de réserve, couvrir Lyon et Paris; on les licencierait dès que l'ennemi aurait évacué le territoire.

Ce même jour, le roi Joachim Murat, cédant aux instances de sa femme et de sa belle-sœur la grande-duchesse de Toscane, trahit la France et Napoléon, qui l'ont fait roi: lui n'a pas été élu librement par son peuple, il n'a pas renoncé solennellement au titre de Français, il en est citoyen et grand amiral; il est donc perfide, parjure et traître. Le 6 janvier, il traite avec les Anglais et la coalition qui lui garantissent son royaume; il se montre au théâtre de Saint-Charles avec la cocarde anglaise et donnant la première place à l'envoyé de Londres; dès-lors, ses troupes qui ont pris possession d'Ancône, de Rome, de Florence chassent les Français de la Basse-Italie et paralysent les nobles desseins du prince Eugène; c'est à cette époque que le prince vice-roi, autre Bayard sans peur et sans reproche, écrivit cette lettre datée du 4 mars, en réponse à l'empereur Alexandre.

« Sire, j'ai reçu les propositions de votre majesté;
« elles m'ont paru sans doute fort belles, mais elles
« ne changeront pas ma détermination; il faut que
« j'aie joué de malheur lorsque j'ai eu l'honneur de vous
« voir puisque vous avez gardé la pensée que pour
« un prix quelconque je pourrais forfaire à l'honneur;
« ni la perspective du duché de Gênes, ni celle du
« royaume d'Italie ne me porteraient à la trahison.
« L'exemple du roi de Naples ne peut me séduire,

« j'aime mieux redevenir soldat sans tache que d'être « souverain avili.

« L'empereur, dites-vous, a eu des torts envers « moi, je les ai oubliés, je ne me souviens que de ses « bienfaits, je lui dois tout, mon rang, mes titres, ma « fortune, et ce que je préfère à tout cela je lui dois « ce que votre indulgence veut bien appeler ma gloire. « Je le servirai tant qu'il vivra, ma personne est à lui « comme mon cœur, puisse mon épée se briser entre « mes mains si elle était jamais infidèle à l'empereur « ou à la France. Je me flatte que mon refus apprécié « m'assurera l'estime de votre majesté impériale.

« Je suis, sire.... L. EUGÈNE-NAPOLÉON (1). »

Un tel héroïsme eût mérité une haute récompense, mais si dans la distribution des dépouilles de Napoléon on oublia le prince Eugène, sa famille est demeurée la noble maison où les empereurs, les rois, les reines et les princes vont chercher des femmes et des époux.

Le département de la Méditerrannée ne fut évacué que le 2 février. Au milieu de décembre précédent, les Anglais ayant fait une descente à Viareggio s'emparèrent de la principauté de Lucques, les Français les contraignirent à se rembarquer; de là ils investirent Livourne avec aussi peu de succès; je me trouvai à ces deux affaires, et j'eus le bonheur d'y mériter l'estime de mes chefs. L'empereur récompensa

(1) Je tiens à faire connaître que j'ai le premier publié cette lettre que je tenais d'une auguste confiance, et qui me fut remise en original avec des pièces qui m'ont servi à rédiger les Mémoires de Louis XVIII. L. L. L.

dans cette circonstance non de faibles services ; mais un cœur tout français (1). Au demeurant, la perfidie de Murat, déterminée, je le répète, par sa femme, dont nous venons, en 1838, de récompenser la trahison au moyen d'une rente annuelle de 100,000 livres, acheva la ruine de Napoléon. Murat lui porta le dernier coup.

Saint-Brieux, 20 mai 1814.

(1) « Nous soussigné, ex-préfet du ci-devant département de » la Méditerranée, certifions, en ladite qualité, que le baron » Étienne-Léon de Lamothe-Langon, était auditeur sous-préfet à » Livourne à l'époque du siége de cette place par l'escadre du » commodore sir Rowly, et par les troupes de débarquement » aux ordres du commandant Schilts ; que M. de Lamothe-Langon s'est conduit, tant dans cette circonstance que dans celles » qui l'ont précédée et suivie, avec honneur, zèle, dévouement, et que nous avons en conséquence sollicité pour lui » l'ordre de la Réunion.

» *Signé*, Comte DE GOYON. »

Livourne, 17 janvier 1814.

« M. L'AUDITEUR,

« Je saisis avec empressement l'occasion de constater votre » généreuse conduite pendant le mois de décembre dernier. » Vous trouverez ci-jointe la pièce que vous souhaitez (1); c'est » pour moi une vive satisfaction que de vous rendre service. Je » n'ai cessé de vous louer, comme vous le méritez, auprès de » S. A. Impériale, et votre préfet assure que vous vous conduisez avec autant de talent dans votre administration, que » vous avez de sang-froid et d'intrépidité sur un champ de bataille ; j'espère que la récompense que nous avons demandée » pour vous (*la croix de la Réunion*) vous sera accordée. Jamais elle n'aura été mieux placée.

« J'ai l'honneur, etc.

» *Signé*, baron POUCHAIN. »

(1) C'est une attestation trop longue pour que je l'insère ici : elle détaille ce qui est indiqué dans la lettre d'envoi.

La Providence l'a justement puni de cette ingratitude infâme.

Dorénavant chaque jour amènera un désastre pour Napoléon. La rente, qui, en 1810, était arrivée jusqu'au pair 98 fr. 90 c., descend, le 8 janvier 1814, à 47 fr. 50 c. De ce jour au 16, nous perdons Épinal et Eorbach. Le 16, Bourges est pillé par les Autrichiens, et Langre tombe en leur pouvoir; le 17, Dijon éprouve un pareil sort. Le même jour, les Bavarois pénètrent dans Neufchâteau; nous perdons Chamberry, le 20; Châlons-sur-Saône, le 21; et le 22, les alliés franchissent la Meuse à Vaucouleurs, à Commercy, à Saint-Mihiel. La maison de Jeanne-d'Arc est profanée, et ni bergère ni guerrier n'est inspiré de son génie pour relever l'empire expirant.

A ce dernier moment, le saint Père, encore captif à Fontainebleau, s'épouvante et admire le pouvoir qu'il tient de Dieu; celui qui l'a lié sur la terre, se débat depuis lors dans les chaînes divines, qui n'ont cessé de s'appesantir sur lui. A la voix puissante du vieillard, les élémens et les hommes ont obéi par impulsion. Le souverain pontife voit ses états délivrés avant sa personne, car Murat est entré à Rome le 22 au nom de Pie VII, et ce n'est que le 24 que Napoléon abandonne sa dernière proie. L'ordre arrive à Fontainebleau de reconduire le pape à Rome; il part ce même jour et traverse le Midi, où il ne reçoit que des hommages: la route est pour lui un triomphe continuel; il emporte la certitude que la France est plus catholique et plus que jamais soumise au Saint-Siége.

Le 27 janvier, ayant passé en revue la garde nationale de Paris et lui ayant confié sa femme, son fils, ses plus chers intérêts, Napoléon quitte les Tuileries,

remettant la régence honorifique à Marie-Louise, et l'effectif du pouvoir à son frère Joseph. Celui-ci ne possédant plus rien en Espagne est venu assister à la perte du trône de son frère de même qu'il a vu tomber le sien.

A la fin de 1811 le Portugal était évacué, mais nous possédions encore l'Espagne nominativement. Napoléon indigné de la résistance permanente de ce peuple héroïque, voulut le diviser, et comme je l'ai dit, il enleva au sceptre de son frère le nord de la Péninsule, qu'il réunit à la France. La Catalogne subit le même sort dès le 26 janvier 1812; cette violence nouvelle ne changea pas le cœur des Espagnols, et ils se maintinrent en état de guerre.

Les Anglais, soutenus par la population de l'Ibérie, reprirent l'offensive, et le 7 août 1812, ils s'emparèrent d'assaut de Badajos; le 22 juillet de la même année le maréchal Marmont perdit la bataille des Arapilles. La conséquence de cette journée fut l'évacuation des Asturies, du royaume de Léon, de l'Andalousie et de la Nouvelle-Castille; enfin elle ouvrit à Wellington la route de Madrid, qu'il occupa le 14 août suivant. Le blocus de Cadix fut levé, et toutes les provinces espagnoles à l'ouest du royaume se virent délivrées de l'usurpation de Napoléon.

Nous avions conservé le mauvais château de Burgos, défendu avec une valeur merveilleuse pendant trente-cinq jours d'attaque ouverte contre toutes les forces réunies d'Espagne, de Portugal et d'Angleterre. Le général français Dubreton, secondé par quinze cents braves, avait fait ce prodige; que la gloire lui en reste dans la postérité! mais ceci ne pouvait sauver la cause du roi Joseph; elle était entièrement perdue.

L'année tirait à sa fin, et chaque jour notre décadence en Espagne devenait plus positive. Elle fut complète, lorsqu'on y connut les désastres de la campagne de Russie ; dès ce moment les cortès eurent plus d'influence, les guérillas se battirent mieux. L'année 1813 ajouta à nos désastres; au mois de juin Wellington prit l'offensive avec une nouvelle vigueur : il attaqua victorieusement le maréchal Jourdan et le roi Joseph, le 21 de ce mois-là, à Vittoria. Il les mit dans une entière déroute, leur enleva les bagages, les munitions, toute l'artillerie ; rendit inutile un renfort de vingt mille hommes qu'amenait le général Clauzel et un autre de pareil nombre que le général Foy conduisait de la Biscaye. Ce désastre décida l'évacuation de l'Espagne, et l'armée se retira vers Bayonne. Le 25 juin, Foy arrêta un instant, à Tolosa, l'aile droite de l'armée victorieuse ; mais ce fut encore un beau fait d'armes sans résultat.

Le revers essuyé à Vittoria contraignit le maréchal Suchet, maître du royaume de Valence et de toute la côte orientale de l'Espagne, à se replier sur la Catalogne, qu'il ne put même conserver.

Le maréchal Jourdan, plus vaillant qu'heureux capitaine, ayant ramené l'armée vaincue à Bayonne par la route de Pampelune, en remit le commandement au maréchal Soult, écarté précédemment de ce poste par la méfiance de l'empereur (1). Ce dernier voulut

---

(1) On répandit le bruit, et Napoléon eut le tort de le croire, que le maréchal Soult voulait se faire roi de Portugal. Peut-être que si ce trône lui eût été donné, les affaires eussent pris une meilleure tournure ; mais cela ne se pouvait sans éveiller trop d'ambitions. Enfin, si le duc de Dalmatie a rêvé cette couronne,

rentrer en Espagne ; mais, parvenu à la fameuse et fatale vallée de Roncevaux (1), il dut céder à des forces supérieures, s'arrêter d'abord devant des positions inexpugnables, et bientôt rentrer en France (le 31 juillet).

La prise de Saint-Sébastien, le 8 septembre 1813, fut signalée par les atrocités sans nombre que les Anglais y commirent ; ils livrèrent la ville au pillage, incendièrent six cents maisons et les édifices publics; il ne resta sur pied dans cette place malheureuse que trente-six habitations particulières.

Le maréchal Suchet se maintint encore autour de Gironne et de Figuière ; le maréchal Soult campa sur la Bidassoa, mais pour peu de jours. Le 7 octobre l'armée coalisée attaqua les Français avec une telle supériorité de nombre, que ceux-ci durent reculer et laisser franchir cette autre frontière. Le 31, la citadelle et la place de Pampelune capitulèrent, ce qui compléta à peu près l'évacuation de l'Espagne.

Le 8 et le 13 décembre, à la suite de combats acharnés, les coalisés, vainqueurs sur les bords du la Nive, forcèrent le passage à Cambo et à Ustaritz ; dans ces affaires, plusieurs corps allemands, qui servaient avec nous, firent subitement volte-face, semèrent le trouble dans nos rangs et s'en allèrent grossir l'armée anglo-espagnole.

---

c'est qu'il a dormi du sommeil des héros, dont les songes ne sont pas ceux du vulgaire. L. L. L.

(1) Ce fut dans cette vallée que les Gascons battirent l'arrière-garde de Charlemagne ; ce fut aussi là, dit-on, que le célèbre Roland, comte de Montauban, trouva la mort. Sa tombe orne encore ce beau site. L. L. L.

Celle-ci venait de recevoir un personnage isolé; elle tarda peu à lui devoir les nouveaux succès qui couronnèrent glorieusement pour elle cette campagne. L'Angleterre avait enfin permis que le fils de S. A. R. Mgr le comte d'Artois, S. A. R. Mgr le duc d'Angoulême, allât rejoindre les coalisés et entrât le premier sur le sol français; ce prince si bon, si brave, venait réclamer au nom de son oncle S. M. T. C. Louis XVIII, la couronne de France, sa propriété légitime; il venait parler aux Français le langage de l'honneur et les sauver des horreurs de l'invasion. En vain lord Wellington ne voulut le considérer que comme un lieutenant-général; la France le reconnut pour son prince, né du sang de ses rois. Le 11 février, son altesse royale nous adressa de Saint-Jean-de-Luz sa première proclamation; elle fut accueillie avec enthousiasme.

Le 26 février 1814, le maréchal Soult, cédant à des ennemis six fois plus nombreux que les braves qu'il commandait, fut défait à Orthez; cette malheureuse journée contraignit le brave maréchal à se replier successivement de poste en poste sur Toulouse, où il resta pendant un mois environ, sans que Wellington, à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, osât en attaquer vingt à vingt-cinq mille, accablés par des fatigues inouïes.

Le 12 mars, Bordeaux, dégarni de troupes françaises, appela non les Anglais mais le duc d'Angoulême; depuis long temps, les royalistes s'y trouvaient en majorité. M. Taffard de Saint-Germain, était commissaire royal; MM. de Sèze, Lainé, de Larochejaquelin, le comte Lynch, maire de la ville et sénateur, de Tauzia, de Mondenard-Saint-Sardos, de

Gombault, de Saluces, de Lautrec-Toulouse, de Maccarty, Rheug, du Barry, Bouchamp, Gauthier et plusieurs autres, travaillaient à ramener Bordeaux sous l'autorité paternelle du roi.

Des voyages avaient eu lieu, des mesures avaient été combinées; à la nouvelle que le maréchal Beresford marchait sur la capitale de la Guyenne, avec quinze mille coalisés, le comte Cornudet, sénateur, commissaire extraordinaire, se sauva et le général L'Huillier fit sa retraite; la garde nationale et le peuple, demeurés seuls, accueillirent pleins d'amour, et d'enthousiasme, leur prince, leur sauveur; la cocarde blanche, le drapeau fleurdelisé furent arborés, et le 12 mars, Bordeaux reçut avec transport, avec délire le descendant de tant de rois, qui, lui-même, devait un jour porter la couronne, et qui achève dans l'exil une vie si cruellement agitée; l'exemple de Bordeaux tarda peu à entraîner le Midi.

Le 10 avril, jour de Pâques, le maréchal Soult, retranché sous les murs de Toulouse, abandonné à ses propres forces, que le duc d'Albuféra aurait pu presque doubler, ce qu'il ne fit point et ce que la postérité lui reprochera toujours malgré les réclamations de ses amis (1), le maréchal Soult, dis-je,

---

(1) Les Espagnols ne pressaient nullement le maréchal Suchet du côté de la Catalogne; Perpignan était d'ailleurs une barrière inexpugnable. La distance de cette ville à Toulouse peut être franchie promptement : les troupes auraient pu faire par eau les deux tiers de la route; Soult eût été renforcé sans que les Espagnols eussent su ou pu profiter de l'affaiblissement momentané de Suchet. D'ailleurs, tous les militaires du midi lui ont donné tort : il ne voulut pas que son rival triomphât

n'ayant environ que dix-sept mille soldats bien disciplinés, soutint pendant douze heures sur les deux rives de la Garonne, le choc réitéré de cent mille coalisés, qui comptaient dans leurs rangs quarante mille cavaliers : aucune de nos positions ne fut abandonnée; dix mille Français de plus, et nous reprenions l'offensive. Jamais bataille ne fut plus honorable pour la France; le duc de Dalmatie, les généraux, les officiers, les soldats, s'y couvrirent d'une gloire immortelle; la garde nationale et les habitans de la ville de Toulouse en prirent leur part; les soins donnés aux combattans, aux blessés, furent admirables; le vaillant général Taupin y fut tué; la nuit vint, et l'ennemi n'avait pas gagné un pouce de terrain; la victoire au moins restait indécise, à tel point, que le lendemain tout entier le *statu quo* se maintint; les Anglais ne recommencèrent pas l'attaque. Enfin, le héros Français, ayant constaté sa brillante résistance, se laissa toucher de pitié à la vue des maux qui menaçaient Toulouse; ce sentiment seul détermina sa retraite. Il partit le 12 au matin, et alla prendre position sur la route du Bas-Languedoc. Wellington entra dans Toulouse, qui, sur-le-champ, proclama les Bourbons; la paix bientôt fit déposer les armes aux deux partis.

Le 14 avril, l'ex-sous-préfet de Toulouse, de Lamothe-Langon, à sa rentrée dans cette ville, fut arrêté en descendant de voiture, par son parent, le colonel de Mac-Mahon, commandant de la place au nom des

---

lorsque lui restait dans l'inaction; voilà la vraie cause de son refus. L. L. L.

Anglais. On savait que le jeune fonctionnaire, arrivant du Bas-Languedoc, avait traversé l'armée française; on l'amena devant lord Wellington qui, l'ayant fait entrer dans son cabinet, mit sous ses yeux une carte des lieux voisins, et l'invita, au *nom du roi* et en lui faisant espérer une grande récompense d'un tel service, à fournir des renseignemens précis sur la situation des corps commandés par le maréchal Soult. M. de Lamotthe, indigné d'une demande pareille, répondit : « Monsieur, en 1443 l'un de mes ancêtres fut décapité à Bordeaux, par les Anglais, en haine de son amour pour la France; je ne serais pas digne de son nom, et je mériterais son sort si sa conduite ne dictait pas la mienne; d'ailleurs, vous n'avez ici que trop de traîtres; adressez-vous à ceux qui remplissent vos antichambres. » Lord Wellington, avec une magnanimité peu commune, dit alors : « Monsieur, vous avez raison, et votre conduite vous honore; j'ai agi en ennemi en vous questionnant ainsi, et vous, vous avez répondu comme un bon gentilhomme et un brave Français. » Puis il congédia le jeune Toulousain, qui n'avait refusé ce qu'on exigeait que par honneur, car, s'il a servi loyalement Napoléon, il a toujours été et il est encore royaliste, *quand même.*

CHAPITRE XX.

Napoléon quitte Paris. — Etat de son armée et de l'armée alliée en janvier 1814. — Marie Louise. — Défections qui se préparent. — Campagne de France. — Brienne. — Carte blanche donnée à Caulaincourt. — Erreur de Napoléon. — Champ-Aubert. — Naugis. — L'empereur retire les pouvoirs donnés. — Congrès dissout. — Montereau. — Craone. — Reims. — Arcis-sur-Aube. — Convention de Paris. — Ferdinand VII en liberté. — Les alliés devant Paris. — Combat. — Capitulation de Paris. — Détails rapides sur tous les membres de la famille des Bourbons depuis 1789. — Sur la branche d'Orléans. — Le prince de Talleyrand, cause principale de la révolution de 1814. — Noms de ceux qui le secondent et des royalistes qui arborent le drapeau blanc. — Journée du 31 mars. — La cocarde de l'abbé de Pradt. — L'empereur Alexandre. — Madame de Semalé. — Conseil tenu chez Talleyrand, où celui-ci détermine le retour des Bourbons. — Proclamation des souverains. — Le sénat du 1er avril nomme un gouvernement provisoire. — Noms des sénateurs présens. — Alexandre se prononce contre Napoléon. — Le sénat du 3 avril proclame la déchéance de l'empereur. — Nomination des nouveaux ministres. — Chute de la régence. — Conduite de Marie-Louise.

Napoléon quitta donc Paris le 25 janvier ; des illusions lui faisaient espérer la victoire, là où la résistance ne pouvait même pas être prolongée. Il n'avait pour se défendre, en ce moment décisif, qu'un nombre de soldats trop disséminé et trop faible en comparaison des masses énormes qui accouraient pour l'accabler. *Cent mille* guerriers, par une faute impardonnable, étaient distribués dans cinquante-quatre places fortes de l'Europe, où ils restaient spectateurs inutiles de la lutte gigantesque dont ils eussent si volontiers pris leur part. Le maréchal Suchet était à Perpignan avec *trente mille* hommes, et Soult au

1er décembre en comptait peut-être *quarante ou cinquante mille* sous ses ordres. Il y en avait en Italie *cinquante mille* avec le prince Eugène; *cinquante-six mille* étaient sur le Bas-Rhin, commandés par Macdonald; vers le Haut-Rhin, *trente-huit mille* suivaient les maréchaux Marmont et Victor; *douze mille* se trouvaient avec Ney dans les Vosges, dans le Morvan, la Côte-d'Or et la Nièvre; *douze mille* avec Mortier, et enfin *vingt-deux mille* avec Augereau, à Lyon, ce qui formait un total de *trois cent quatre-vingt mille* Français, dont *cent mille*, y compris la garde, dirigés par Napoléon en personne.

Voyons maintenant de quoi se composaient les forces de la coalition. La grande armée sous le commandement suprême du prince de Schwartzenberg, *cent quatre-vingt-dix mille* hommes; celle de Silésie, sous les ordres de Blucher, *cent soixante mille*; celle du Nord, dirigée par le prince royal de Suède, *cent trente mille*; les réserves allemandes, en formation, *quatre-vingt mille*; un corps hollandais, *douze mille*; un corps anglais, en Belgique, *huit mille*; la réserve autrichienne, se réunissant sur l'Inn, *cinquante mille*; la réserve russe, en Pologne, *soixante mille*; les troupes employées aux siéges en Allemagne, en Prusse, etc., *cent mille*; l'armée autrichienne en Italie sous le feld-maréchal Bellegarde, *soixante-dix mille*; l'armée des Pyrénées, composée d'Anglais, d'Espagnols, de Portugais, de Siciliens, de Sardes, commandée par Wellington, *cent quarante mille*; l'armée napolitaine, conduite par Murat, grossie d'Anglais, d'Autrichiens, de Romains, de Toscans, etc., auxquels se réuniraient bientôt les soldats de la Haute-Italie, *cent vingt mille* au moins: total, un *million deux cent mille*, sans com-

prendre dans cette masse énorme les landwers, les landsturms, les levées extraordinaires, les guérillas d'Espagne, les populations armées, qui de toutes parts accouraient contre nous. Il est certain qu'en 1814, la coalition aurait pu réunir DEUX MILLIONS d'hommes armés contre la France, qui était réduite à ses seules ressources, que même il ne lui plut pas de développer.

Aveuglé par Dieu même, Napoléon croit cependant marcher à la victoire; dans son délire, il rêve le succès, alors que sa chute est prochaine; on emploiera tout pour le perdre : la force sur le champ de bataille, l'astuce et la perfidie dans les congrès. Paris est dégarni de troupe, et l'enthousiasme des habitans est nul; il le quitte n'y laissant que le roi Joseph, son frère, qui possède les qualités du particulier; mais à qui Napoléon n'a pas voulu laisser déployer celles qui sont indispensables à un monarque. Il l'a rendu timide; aussi il se contentera d'obéir sans óser suivre son idée, qui eût sauvé leur cause, celle de se maintenir à Paris.

Froide, indifférente envers la nation, non moins qu'avec son fils, Marie-Louise est inconnue à son peuple, qui n'a pu se résoudre à l'aimer (1); timide,

---

(1) Pendant le règne de Marie-Louise, j'entrai à Paris chez un mouleur. Surpris de voir une douzaine de bustes de Joséphine et un seul de l'archi-duchesse, j'en demandai la raison à l'artiste. Il me répondit : « Eh ! monsieur, depuis qu'elle est sur le » trône, je n'ai vendu que quatre de ses portraits, et chaque » semaine on m'achète deux ou trois de ceux de Joséphine. Oh! » c'est que *la vieille* avait meilleur cœur que *la jeune*. Elle aimait » les Français, et celle-ci n'a pas un mot à nous dire. » Ce langage partait du cœur. L. L. L.

fière, étrangère dans sa nouvelle patrie, elle regrette plus ce qu'elle a quitté, qu'elle ne jouit de ce qu'elle possède ; dominée par son père, qui en secret la dirige, elle lui obéit plutôt qu'à son mari; elle ne fera rien qui rappelle nos grandes reines Blanche de Castille, Marguerite d'Anjou, Catherine de Médicis, Anne d'Autriche, son aïeule et Marie-Thérèse; elle pleurera et se soumettra quel que soit le vainqueur.

De tant de princes, de sénateurs, d'hommes d'état, de militaires comblés d'honneurs, de richesses et de titres, pas un dans le fond de l'âme n'aime Napoléon; pas un ne sacrifiera son intérêt personnel à celui de son souverain. Rovigo, Berthier, Victor, Marmont le trahiront, car ne pas le défendre dans une situation pareille, c'est véritablement le trahir; et quand il s'agira de se soumettre au nouveau gouvernement, le *Moniteur* ne pourra suffire à enregistrer les adhésions de tant d'ingrats; une seule y manquera peut-être, celle d'un jeune homme ignoré, mais reconnaissant (1).

Napoléon, sorti de Paris, porte, le 26 janvier, son quartier-général entre Châlons-sur-Marne et Troyes; il place son aile droite, commandée par le maréchal Mortier, autour de Vitry ; les maréchaux Marmont et Victor sont chargés de diriger le centre, en se rapprochant de Mézières ; il établi son aile gauche à Châlons, sous les ordres du maréchal Macdonald, et il fait rassembler, à Vitry, la réserve, dont le comman-

(1) Je crois pouvoir me vanter d'être le seul fonctionnaire qui n'ai pas envoyé mon acte d'adhésion : c'est une bassesse que bon nombre d'entre eux aurait pu se dispenser de faire. L. L. L.

dement est confié aux maréchaux Ney et Oudinot ; ces divers corps présentent un effectif de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes ; quelques autres troupes peu nombreuses sont disséminées sur divers points. C'est avec cette poignée de braves que l'empereur se flatte de triompher des armées formidables qui le traquent et se ruent ensemble sur le lion aux abois ; se rappelant son ancienne tactique, il compte battre en détail ses ennemis, qui ne donneront plus dans le piége.

Le 29, appuyé par Ney et Victor, il arrive à Brienne, où il a commencé sa vie militaire, et fond sur les Russes, commandés par Sacken et d'Alsufiew, que soutient le général prussien Blucher. A la suite de plusieurs combats partiels et honorables, dans la ville et dans l'enceinte du château, il y passe une nuit, pendant laquelle il dut faire des réflexions bien opposées. Le succès de cette journée demeure incertain.

Le 1er février, Schwartzenberg et Blucher réunis, se trouvent à la tête de cent mille hommes. Napoléon les attaque avec la moitié de ce nombre; lui et les siens font des prodiges, mais la force numérique l'emporte. Les généraux Gérard et Vieuville, Duhême et la Rothière l'ont vainement secondé avec héroïsme, la victoire lui échappe : il bat en retraite sur Troyes. Le 2, Marmont, coupé, cerné par les Bavarois, traverse la Voire à Rosnay et taille en pièces ces amis devenus nos ennemis.

Le 3 février, l'empereur apprend que le congrès, sous le faux prétexte de traiter de la paix, s'assemblera le lendemain, à Châtillon-sur-Seine; il donne carte blanche au duc de Vicence, et lui dit : *Le salut de la France dépend d'une paix ou d'un armistice à*

couverture dans quatre jours. Le 5, Macdonald évacue Châlons dont le général York s'empare, tandis que Napoléon, par des évolutions rapides et hardies, par des attaques vigoureuses, a contraint les coalisés, dans les journées des 3 et 4, à commencer un mouvement de retraite vers Bar-sur-Aube.

Au milieu de ces combats continuels, Napoléon marche au secours de Paris, menacé par Blucher; il se détermine à céder à la coalition la Belgique, la rive gauche du Rhin, l'Italie, le Piémont, Gênes et l'Allemagne. Cette dépêche, qui doit terminer la guerre, sera signée le 9, à sept heures du matin; mais à cinq, un rapport sur la situation des armées étrangères, le trompe; ou plutôt le voile qui lui dérobe la vérité s'épaissit de plus en plus. Le duc de Bassano lui apporte à signer la dépêche pacifique; il la repousse. « Il s'agit d'autre chose, dit-il, je suis dans ce mo» ment à battre Blucher de l'œil, je marche par Mont» mirail, je le battrai demain; après demain, si je » réussis, tout change de face, et nous verrons; en » attendant, que Caulaincourt demeure avec les pou» voirs qu'il a. »

Ce même jour, le Russe Razumowsky apportait des entraves aux délibérations du congrès; ainsi des deux parts nul n'était sincère. Le 10, nous gagnons complètement la bataille de Champ-Aubert sur Blucher. Le 11, une autre victoire est remportée à la Ferté, sur York, qui fuit vers la Marne. Le 12, un nouveau succès est obtenu à Château-Thierry; on le doit à Marmont: cependant Blucher, renforcé de deux divisions russe et prussienne reprend l'offensive. Le duc de Raguse recule à Montmirail; là il est rejoint par Napoléon. Il fait volte-face, le combat s'engage, et

nous triomphons. Le 17, Schwartzenberg, conduisant cent cinquante mille alliés, est atteint par l'empereur à Nangis et mis dans une déroute complète. Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes sur Nogent; Macdonald donne la chasse aux Autrichiens, et Gérard aux Bavarois, qu'il abîme.

Le 17, un parlementaire autrichien se présente. Napoléon écrit à François Ier, et lui fait passer une lettre de Marie-Louise; il écrit également au duc de Vicence : « Je vous ai donné carte blanche pour sauver » Paris et pour éviter une bataille qui était la der- » nière espérance de la nation; la bataille a eu lieu, » la Providence a bénit mes armes. J'ai fait trente à » quarante mille prisonniers; j'ai pris deux cent » pièces de canon, un grand nombre de généraux, et » détruit plusieurs armées presque sans coup-férir. » J'ai entâmé hier l'armée du prince de Schwartzen- » berg que j'espère détruire avant qu'elle ait repassé » nos frontières. Votre attitude doit être la même; » vous devez tout faire pour la paix : mais mon inten- » tion est que vous ne signiez rien sans mon ordre, » parce que moi seul je connais ma position. Je veux » la paix; mais ce n'en serait pas une qui imposerait » à la France des conditions plus humiliantes que » celles de Francfort... Je suis prêt à cesser les hos- » tilités et à laisser les ennemis rentrer tranquilles » chez eux s'ils signent les préliminaires basés sur les » propositions de Francfort. »

Le 17, le congrès est rouvert. Il dépendait du duc de Vicence de signer la paix; mais, ayant présenté des conditions nouvelles pour les rois de Westphalie et de Saxe et pour le prince Eugène, il perd quatre jours au lieu de faire usage de ses pleins pouvoirs. Ce re-

tard laisse arriver la lettre de Nangis ; tout est rompu, tout est perdu.

Victor avait fait la faute de ne pas occuper Montereau : les ennemis s'en emparent. Le 18, Napoléon emporte cette position, et lui-même pointe des pièces d'artillerie. Le 19, les souverains alliés et leurs armées sont en pleine fuite. Le 22, leur retraite se change en déroute. Le 23, nous sommes devant Troyes; on y entre le 24, à la suite d'une trève. Une suspension d'armes se prépare ; Napoléon est délivré. Tout à coup il apprend que Blucher, par un coup hardi, se porte à marche forcée sur Paris, ayant chassé devant lui Marmont et Mortier ; il court à sa poursuite, mais son absence est fatale à Macdonald et à Oudinot. Le prince de Schwartzenberg, instruit que l'empereur n'est plus devant lui, profite de sa supériorité numérique et bat les maréchaux français. Le 2 mars, Soissons ouvre ses portes à l'ennemi et sauve Blucher. Le 7, les Français sont vainqueurs à Craone, mais cette victoire est sans résultat. Le 8, Gourgaud remporte un brillant avantage ; le lendemain, en revanche, Marmont se laisse vaincre à son tour ; cet échec décide la retraite de Napoléon sur Soissons. Le 13, il entre de vive force dans Reims ; mais là un nouveau malheur le frappe : Augereau, à qui il avait ordonné de couper la retraite au prince de Schwartzenberg obligé de fuir, a désobéi, et son attitude semble être celle d'un traître. Le 21, il perdra Lyon par son incurie ou par sa défection.

En même temps le duc de Vicence, qui, sans outrepasser ses pouvoirs, eût pû conclure la paix du 13 au 17, n'a paru vouloir que gagner du temps ; il en sera cruellement puni, car bientôt on ne voudra plus

de paix. En vérité, Dieu avait répandu le vertige et l'erreur sur tous les hommes de Napoléon; enfin, le 18, les ministres étrangers déclarent *le congrès, dissout par le seul fait de la France.*

Le 20, à la bataille d'Arcis-sur-Aube, Napoléon cherche la mort; il l'espère d'un obus qui tombe près de lui, et sur lequel il pousse son cheval: l'explosion a lieu, ni lui ni sa monture ne sont atteints; son trépas le punirait peu; le supplice que le ciel lui réserve est encore sept ans de vie. Il ne cesse de tourner dans un cercle vicieux, s'imaginant à tort que des victoires isolées amèneront son triomphe; les alliés le laissent dans cette erreur, et marchent droit à Paris.

Le 24, Ferdinand VII, son frère don Carlos et don Antonio son oncle, quittent Valençay, et, prenant leur route par Châteauroux, Limoges, Cahors, Montauban, Toulouse, Carcassonne, Narbonne et Perpignan, ils rentrent en Espagne, où ils rencontreront d'autres malheurs, d'autres rebellions.

Le 29, un conseil de régence s'assemble; on y discute ce qu'il faut faire; le prince de Talleyrand opine pour que l'impératrice et le roi de Rome ne sortent pas des Tuileries: mais une lettre est présentée, elle est de Napoléon, qui interdit de laisser, sous aucun prétexte, sa femme et son fils, au pouvoir des alliés. Tous les grands fonctionnaires, frappés de terreur, ne désirent que la retraite. L'évacuation de Paris est décidée; une missive de l'empereur d'Atriche à sa fille, la détermine encore mieux.

Les maréchaux duc de Trévise, Mortier, duc de Raguse et Marmont, sont à Paris en ce moment. L'armée de Blucher et celle de Schwartzenberg, marchent vers la capitale sur trois colonnes, tandis que l'impéra-

trice se réfugie à Blois, pour y établir le siége du gouvernement. Alexandre et Frédéric-Guillaume sont à Bondy. Le prince de Talleyrand se présente à une barrière de Paris; on lui fait une difficulté relative à son passeport: il répond en tournant bride et rentre dans son hôtel. Dès-lors, jetant le masque, il se prépare à renverser le gouvernement, que lui-même aida à établir.

Avec les maréchaux dont j'ai parlé plus haut, il y a dans Paris le maréchal Moncey, qui commande la garde nationale, le général Hullin, qui est à la tête de la 1re division militaire, et le ministre de la guerre Clarke, qui a déjà traité avec les Bourbons, par l'intermédiaire de Fouché et de Talleyrand.

Paris ne peut se défendre, aucune fortification ne le protége; il ne lui reste pour toute artillerie que vingt-quatre pièces de huit et cinquante de quatre. Le maréchal Marmont n'a que dix mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie; les forces aux ordres du maréchal Mortier sont encore moindres, puisqu'elles ne se composent que de neuf mille cinq cents fantassins et de deux mille cinq cents chevaux: le maréchal Moncey est à la tête de six mille gardes nationaux, suivis de quelques canoniers invalides ou pris parmi les élèves de l'Ecole-Polytechnique. Cette faible armée veut lutter contre cent quatre-vingt mille coalisés victorieux!

En dépit d'une telle disproportion de forces, on se bat néanmoins tout la matinée du 30. Pantin et Romainville sont pris et repris plusieurs fois. Semblable au héros qui mérita d'être appelé *le dernier des Romains*, le général Compans fait des prodiges de valeur, et à onze heures, l'ennemi n'a fait aucun pro-

grès ; mais son courage est inutile. En ce moment, le roi Joseph et le ministre de la guerre quittent Paris, laissant aux maréchaux le soin de conclure une capitulation; elle est convenue à quatre heures du soir; deux heures plus tard, Napoléon arrivait par la barrière de Fontainebleau.

Un armistice est arrêté. Les troupes se retireront avec leur matériel ; les alliés n'entreront qu'au point du jour ; la ville sera garantie de toute exaction, traitée en amie et loyalement ; on respectera les dépôts, les monumens, les objets d'arts.—Rien n'est refusé, car on a hâte d'être maître de Paris. Sa possession doit rendre irrévocable la chûte de Napoléon et amener le rétablissement de la vieille monarchie, objet de tant de vœux secrets ; nous touchons au moment où les Bourbons vont reparaître.

On sait de quelle manière ces princes infortunés avaient quitté Versailles et la France. Le 17 juillet 1789, LL. AA. RR. et SS. le comte, la comtesse d'Artois, les ducs d'Angoulème et de Berry, le prince de Condé, la princesse sa fille, le duc de Bourbon son fils, le duc d'Enghien son petit-fils, s'étaient soustraits par la fuite aux horreurs de la révolution ; M. le comte d'Artois et les nobles enfans, s'étaient d'abord rendus à Turin, chez leur beau-père et grand père ; le comte d'Artois alla en Italie, voir l'empereur, puis se rendit à Coblentz (1).

En 1791, MONSIEUR, frère puîné du roi, titré

(1) En 1789, il restait deux filles de Louis XV, LL. AA RR. mesdames Adelaïde et Victoire; sorties de France en 1790, elles habitèrent Rome. Chassées par les Français, elles se réfugièrent à Naples, d'où, fuyant encore les républicains, elles allèrent mourir à Trieste. L. L. L.

comte de Provence, était encore en France, soumis au sort qui menaçait son auguste frère; ce dernier lassé de souffrir les outrages que lui prodiguaient les rebelles, conçut le projet de fuir et d'aller mettre sa tête à couvert de cette mort qu'on lui réservait, et qu'il prévoyait si peu. Le roi et sa famille sortirent de Paris, dans la nuit du 21 juin. MONSIEUR, à la même heure, partit par une route différente, et MADAME, comtesse de Provence, avec une des dames de sa suite, prit un autre chemin.

MONSIEUR, accompagné de son ami, le comte d'Avaray, arriva sain et sauf à Bruxelles, où MADAME vint le rejoindre. Le roi et les siens, plus infortunés, tombèrent, comme on sait, au pouvoir de leurs sujets révoltés. Le comte de Provence devint bientôt l'âme de l'émigration, bien que des préventions injustes le rendissent peu agréable à certains nobles exaltés. Il alla rejoindre le comte d'Artois à Coblentz. Ce fut lui qui rédigea la protestation des princes, signée et datée de Schœnburst, le 10 septembre 1791. On leva une armée composée d'émigrés: l'assemblée nationale, ayant enjoint aux princes de rentrer, MONSIEUR s'y refusa.

La déclaration de Pilnitz n'ayant produit aucun bien, non plus que le manifeste du duc de Brunswick, on arma contre la France. On connaît le résultat de la campagne des Prussiens, si désastreuse pour eux. A la mort de Louis XVI, MONSIEUR se déclara régent, titre que lui disputa le baron de Breteuil, soutenu de Marie-Antoinette, et que toutes les puissances ne lui reconnurent pas; il habitait alors la ville de Ham. Catherine II l'ayant appuyé, il ouvrit des négociations avec tous les cabinets européens.

Les Anglais l'empêchèrent de venir à Toulon en 1793;

il alla habiter Vérone, ville sous la domination vénitienne. Là, l'horrible trépas de son seigneur, roi et neveu Louis XVII, qui eut lieu le 8 juin 1793, lui donna cette couronne jadis si brillante, et qui n'était plus qu'une couronne d'épines. Le sénat de Venise, épouvanté de l'invasion des Français, eut la lâcheté de commander au roi de France de sortir dans les vingt-quatre heures des états de la république. Aucune forme n'adoucit cet ordre impérieux.

« Je partirai, répondit le fier monarque, dès que « j'aurai effacé le nom de ma famille du Livre d'or « vénitien, et quand la république m'aura rendu « l'armure d'Henri IV, gage d'amitié de ce roi mon « aïeul. »

Le roi se rendit à l'armée de Condé, où il se montra sans crainte aux soldats français, *affamés de voir un roi*. Le cabinet autrichien le contraignit bientôt à quitter ce poste d'honneur.

Dès-lors il erra pendant quelque temps. A Dillengen, un assassin tenta de le tuer d'un coup de fusil. Enfin, l'empereur Paul Ier lui accorda un asile à Mittau : il s'y rendit avec les ducs d'Angoulême et de Berry ; quant à MONSIEUR comte d'Artois, il alla en Russie, puis dans le nord de l'Allemagne, ensuite en Angleterre et en Écosse. Louis XVIII était, dis-je, à Mittau, lorsque Madame royale, échappée aux bourreaux de sa famille, sortit du Temple, passa d'abord à Vienne, puis vint rejoindre sa famille paternelle, et épouser son cousin germain, M. le duc d'Angoulême.

Paul Ier, raccommodé avec Napoléon, chassa les Bourbons de Mittau, avec une barbarie odieuse. Ils recommencèrent leur vie errante. Le roi de Prusse les accueillit à Varsovie, où des assassins, des empoi-

sonneurs attentèrent de nouveau à la vie de sa majesté. Alexandre, empereur de Russie, ayant succédé à son père, offrit à Louis XVIII de retourner à Mittau, ce qui fut accepté. Mais plus tard, Napoléon s'étant lié avec le czar, celui-ci contraignit notre malheureuse famille royale à recommencer le cours de ses pérégrinations. L'Angleterre cette fois l'appela, et, après divers séjours en différens lieux, Louis XVIII se fixa au château d'Hartwell, où la révolution de 1814 le trouva.

Le comte d'Artois habitait Holy-Rood, château royal à Edimbourg. Instruit en 1814 du progrès des armées alliées, il s'évada sans en rien dire au cabinet de Londres, débarqua à Cuxhaven, rejoignit les coalisés, et entra en France par Vesoul, comme simple volontaire. Reçu en prince français, à Troyes, il eut le regret d'apprendre plus tard que le chevalier de Gau, l'un de ses fidèles, avait été fusillé par ordre de Napoléon, à sa dernière rentrée dans cette ville.

Mgr. le duc d'Angoulême était venu rejoindre Wellington, et malgré les Anglais il avait reçu, tant à Bordeaux qu'à Toulouse, les honneurs dûs à l'héritier direct de la couronne. Mgr. le duc de Berry allait descendre sur les côtes de Bretagne, afin de rallumer le feu de la guerre civile dans la Vendée ; le prince de Condé, le duc de Bourbon, inconsolables du meurtre du duc d'Enghien, voyaient presque avec indifférence la restauration de leur famille, à laquelle leur branche ne prendrait aucune part.

Mgr. le duc de Chartres ayant quitté la France en même temps que Dumouriez, se condamna à une retraite profonde. On dit que pour mieux rester inconnu, il donna des leçons de mathématiques en

Suisse. Plus tard, et devenu duc d'Orléans après le supplice de son père, il voyagea dans le nord de l'Allemagne et en Suède, où, malgré son incognito, on lui prodigua les honneurs dus à son rang.

Pour obtenir la tranquilité de la sainte princesse sa mère, alors en Catalogne, avec mademoiselle d'Orléans sa fille, et la mise en liberté des princes ses frères, les duc de Montpensier et comte de Beaujolais, détenus à Marseille, il consentit à passer aux États-Unis, où ses frères vinrent le rejoindre en 1797. Tous trois, en 1800, firent voile vers l'Angleterre; là, Mg^r le comte d'Artois oubliant le passé, et touché des nobles sentimens des trois frères, leur rendit son amitié. Mg^r le duc d'Orléans tarda peu à courir à Mittau, mettre aux pieds du roi son respect et sa reconnaissance.

La pulmonie lui enleva successivement ses deux frères; M. le comte de Beaujolais décéda en Angleterre, le duc de Montpensier à Malte. Au milieu de ces malheurs irréparables, il obtint un asile chez son parent, le roi de Sicile Ferdinand III, et bientôt après, la main de la fille de ce monarque lui fut accordée. Ses amis tentèrent de l'établir tour à tour, en Espagne et en Suède, comme précédemment, ils avaient voulu lui donner la couronne de France; les Suédois lui préférèrent le prince de Pontecorvo. On ne lui laissa mettre pied à terre dans la Péninsule, que pour outrager en lui tous les Bourbons. Revenu en Sicile, il s'y trouvait, lorsqu'un navire de commerce apporta, à Palerme, la nouvelle de la révolution du mois d'avril 1814. Sur-le-champ, son A. S. quittant la cour de Ferdinand III, rentra en France, et vint offrir ses hommages au roi, avant que celui-ci eût songé à le rappeler.

Le prince de Conti, dont le rôle, au commencement de la révolution, avait été peu honorable, était mort à Barcelone, au commencement de 1814 ; S. A. S. mademoiselle d'Orléans était venue à Palerme, joindre son frère, sa mère restant en Espagne; madame comtesse d'Artois et la reine, femme de Louis XVIII, étaient mortes en Angleterre, pendant l'émigration; la duchesse de Bourbons vivait encore, ainsi que S. A. S. mademoiselle de Condé, religieuse.

Ainsi, au 31 mars 1814, les membres encore vivans de la royale maison de France, étaient : S. M. T. C. Louis XVIII, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre; S. A. R. Monsieur, comte d'Artois, frère du roi; LL. AA. RR. messeigneurs le duc d'Angoulème et le duc de Berry; S. A. S. M. le duc d'Orléans, premier prince du sang, marié à S. A. R. la princesse Amélie, fille de S. M. Ferdinand III, roi de Naples et des Deux-Siciles, et de S. M. la reine Caroline, archiduchesse d'Autriche; L. A. S. le prince, duc de Chartres; L. A. S. le prince de Condé, et le duc de Bourbon; S. A. R. Madame, duchesse d'Angoulème, fille de LL. MM. RR. Louis XVI et de Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche; S. A. S. madame la duchesse, douairière d'Orléans, femme de S. A. R. le duc d'Orléans, surnommé *Égalité ;* S. A. S. mademoiselle la princesse Adélaïde d'Orléans, S. A. S. la princesse Louise d'Orléans, sœur de Mgr le duc de Chartres; S. A. S. madame la duchesse de Bourbons, née d'Orléans et S. A. S. mademoiselle la princesse de Condé, religieuse du Très-Saint-Sacrement.

Voilà quels étaient les personnages augustes dont se composait la famille de nos Bourbons, lorsqu'il

nous fut permis de parler d'eux, de les revoir, et de leur manifester tout notre amour.

Depuis longtemps, le prince de Talleyrand était tombé dans la disgrâce de l'empereur; déjà même, celui-ci avait voulu le faire mettre en jugement, et s'il ne l'avait pas fait, c'était parce qu'il avait cédé aux instances du prince, archichancelier. Que lui reprochait-on? d'abord son opposition à l'envahissement de l'Espagne; puis, sa correspondance soupçonnée avec Louis XVIII: je dis soupçonnée, car jamais, malgré sa surveillance active et continue, la *police* n'avait pu parvenir à saisir rien de suspect, sortant de l'ancien hôtel de l'Infantado (1).

Cependant, lassé de la méfiance et des mauvais procédés de Napoléon, nullement persuadé qu'il fût son souverain légitime, le prince de Bénévent s'était rapproché de S. M. Louis XVIII, et travaillait activement en sa faveur; cet homme d'Etat si fin, si rusé, voyant l'impératrice, et tous les personnages influens de la cour impériale, abandonner Paris, à l'heure où les alliés allaient en prendre possession, se garda bien de le quitter, et en engageant les sénateurs à faire comme lui, il prépara pleinement les voies d'une révolution nouvelle.

Les sénateurs étaient outrés, fatigués du despotisme impérial, et plusieurs d'entre eux avaient déjà

---

(1) L'hôtel du prince de Talleyrand, situé à l'angle des rues Saint-Florentin et de Rivoli, avait appartenu au grand d'Espagne, duc de l'Infantado. Après la mort du prince de Talleyrand, en 1838, il a été acquis par Rotschild, qui le démolira sans doute pour y substituer des maisons d'un grand rapport. A Paris, on fait une rude guerre aux souvenirs!

prêté l'oreille à ce que leur disaient, de la part de Louis XVIII, l'abbé de Montesquiou, Royer-Collard, les comtes de Fontanes, Boissy-d'Anglas, Barthélemy, MM. de Sèze, Ferrand et Bergasse. A part quelques-uns, trop compromis en faveur de Bonaparte, et ceux qui avaient eu la faiblesse coupable de voter la mort du roi, tous les autres se montraient bien disposés. Outre ceux que je viens de nommer, le prince de Talleyrand comptait plus particulièrement sur le comte de Barbé-Marbois, le cardinal de Bayanne, Beurnonville, de Gregory-Marcorengo, D'Ambarrère, de Destut-Tracy, Emmery, Fabre de l'Aude, Jaucourt, Journu-Aubert, Lanjuinais, Lebrun-de-Rochemont, Lemercier, de Malleville, Lafaurie-Monbadon, Pastoret, Peré, Pontécoulant, Porcher, le maréchal Serrurier, de Valence, le duc de Valmy, D'Alberg, Jaucourt, etc.

Mais il fallait pour déterminer le sénat à une démarche éclatante une démonstration extérieure. Des royalistes ardens, dévoués, intrépides se chargèrent de cette partie qui n'était pas la moins dangereuse, car on pouvait avoir à combattre la police et les bonapartistes nombreux dans la garde nationale et parmi les ouvriers. Le péril ne fit pas reculer MM. Leo de Levis, de Vauvineux, de Louvois, Charles de Newkerque, d'Adhemar, de Châteaubriand, de La Rochefoucaud, de Sesmaisons, de La Ferté-Muns, de Fitz-James, de Mouchy, Florian de Kergorlay, de Lascases, Dubois, de Lamothe, de Malartic, de Mazancourt, de Pimodan, Pigeon, Gustave de Hautefort, Thibaut de Montmorency, du Theil, de Crisnoy, de Choiseul, Olivier de Rouret, Messonnier, et une foule d'autres.

Le 31 mars, au moment précis où les troupes coalisées entrèrent dans Paris par les barrières Saint-Martin et Saint-Denis, les courageux royalistes que je viens de nommer et plusieurs dont le nom ne m'est pas revenu, se réunirent sur la place Louis XV, là où le sang du roi martyr avait coulé, et M. de Vauvineux déploya un drapeau blanc préparé à l'avance. L'inauguration de cette bannière, alors sacrée et chérie, fut saluée par des cris de joie et de bonheur; nombre de dames en voiture ou à pied, partirent du même lieu, remontant le boulevard et distribuant des cocardes blanches à la multitude, d'abord surprise, puis effrayée et bientôt ivre de contentement.

Les fenêtres sont décorées de touffes de lis, de bannières, de draperies blanches. On agite les mouchoirs blancs, et on accueille les alliés au cri parti, cette fois de tous les cœurs : *Vive le Roi*, auquel s'unissent bientôt les cris non moins significatifs : *Vive les Bourbons, à bas Bonaparte*. Le besoin de se rendre les alliés favorables contraint les royalistes à joindre les noms des souverains étrangers à ceux que les Français voudraient proférer uniquement.

On craignait de la résistance, il n'y en eut pas. La police épouvantée se taisait ; la garde nationale presque toute royaliste ne comprima pas un sentiment qu'elle partageait.

Après avoir prié, en expiation du meurtre de Louis XVI, à l'endroit même où le sang du saint roi avait coulé, le cortége royaliste grossi à vue d'œil par une foule de personnes portant des drapeaux, des étendarts, des bannières, des flammes fleurdelisées, se porta au devant des souverains alliés. Il les rencontra vers la rue Richelieu et ne leur causa

pas une surprise médiocre, tout en leur inspirant une joie vive. On remarqua que l'empereur Alexandre, à la vue de cette masse d'étendarts royaux, saisit le bras du roi de Prusse, qui marchait à côté de lui, et qu'il appella l'attention de ce monarque sur cette manifestation de l'opinion publique, libre enfin d'éclater.

Les Souverains se rendirent d'abord sur la place Louis XV, et passèrent là une revue générale; puis se séparant, le roi de Prusse s'en alla loger, je crois, chez son ambassadeur, et l'empereur Alexandre chez le prince de Talleyrand, qui depuis trois jours avait obtenu la faveur d'être son hôte. La lettre qui lui en donnait l'assurance lui avait été remise par la sottise d'un de ses valets de pied en présence du roi Joseph, auquel il dit avec beaucoup de présence d'esprit.

« Voyez, sire qu'elle infâme malice; on m'écrit, au « nom du czar, qui me remercie de l'offre que je lui « aurais faite de mon hôtel; la police, j'espère, me fera « raison de cette insolence. »

Le roi crut ce qu'il voulut, et M. de Talleyrand n'en fit pas moins faire les dispositions convenables pour recevoir dignement ce grand souverain. Dès qu'on sut que le czar était logé chez lui, on s'y rendit en foule. Déjà la veille il y avait eu dans ses salons une réunion qu'on pourrait appeler un concile, car il s'y rencontra l'ancien évêque d'Autun, l'abbé Louis, l'abbé de Montesquiou-Fezensac, l'archevêque de Malines, M. de Pradt (1), avec le duc de Dalberg et le marquis de Jau-

(1) Il arriva, le 31, à l'abbé de Pradt, une aventure piquante. Il était à se vanter d'avoir tout fait dans cette matinée célèbre : « et en preuve, ajouta-t-il, que j'ai distribué les cocardes, c'est

court. On était tombé d'accord que l'on demanderait aux alliés Louis XVIII, bien qu'une ou deux voix eussent mis en avant le duc d'Orléans. On reconnut qu'on ne se débarrasserait complétement de l'usurpation qu'en se rejettant sur la légitimité pure.

Madame de Sémalé attendait Alexandre ; elle fut la première à le voir, et se jettant à ses pieds. elle le conjura, au nom de tous les Français, de rendre les Bourbons à la France.

« Que la nation les demande, que les grands corps « de l'état se prononcent, répondit-il. Eux peuvent « tout; nous n'avons pas la folle pensée de vous im- « poser un maître ; choisissez le meilleur et je serai « pour lui. »

Ces paroles bienveillantes équivalaient à une reconnaissance de Louis XVIII comme souverain.

Le sénat était d'autant mieux déterminé à faire son devoir, que le conseil du département de la Seine l'y poussait, prêt à prendre lui-même l'initiative. Le sénat savait que le 31, à l'issue du dîner, un conseil avait été tenu à l'hôtel de l'Infantado, entre l'empereur Alexandre, le roi de Prusse, les princes de Schwartzenberg, de Lichteinstein et le comte de Pozzo di Borgo, pour les alliés ; et le prince de Talleyrand, le duc Dalberg, le comte de Beurnonville, le marquis

---

« que je dois en avoir encore dans ma poche. » Il y cherche en effet le signe royal, et par une méprise fatale, montre à l'assemblée une cocarde tricolore, dont sans doute il s'était muni dans le cas où le peuple se serait prononcé en faveur de Napoléon: M. M... du .... lui dit alors : « Monseigneur, l'erreur actuelle « est sans conséquence, car nous nous connaissons tous ; mais si « sur la place tantôt elle avait eu lieu, votre royalisme eut été « compromis. » L. L. L.

de Jaucourt, l'abbé de Montesquiou et l'archevêque de Malines, stipulant pour les Français.

Trois questions avaient été posées : 1° conserver Napoléon ; 2° le remplacer par son fils avec une régence ; 3° ramener les Bourbons.

La première fut écartée sans discussion et d'un consentement unanime ; la seconde n'eût pour appui que les deux généraux autrichiens ; la troisième vivement soutenue par les personnages qui représentaient la France, convenait aussi aux deux souverains. On allait l'adopter d'emblée après avoir entendu un discours habilement raisonné du prince de Talleyrand, lorsque le prince de Lichteinstein demanda qu'on ne décidât rien avant l'arrivée de S. M. François Ier. Si on eût consenti à cette ouverture tout aurait été perdu, mais le maître de la maison, dont la haute prudence comprit tout le danger de cette demande, s'écria :

« Eh prince ! voulez-vous donner à votre souve-« rain la douleur de voir la France en corps repousser « sa fille, sauvez-lui cet affront qu'il n'éviterait pas, « et qui n'en sera plus un dès que mes compatriotes « n'ont pas attendu sa venue pour se remettre sous « l'autorité paternelle du roi. »

La chose présentée avec cette rare habileté frappa les Autrichiens eux-mêmes, et la victoire fut décidément acquise aux Bourbons, qui pendant ces trois premières journées ont dû dix fois la couronne au prince de Talleyrand, qui seul est parvenu à vaincre tous les obstacles qu'on opposait à leur retour. Ce fut en cette occasion que le prince de Schwartzenberg, ayant voulu lui dire qu'enfin l'empereur Napoléon n'était pas mort, le baron Louis riposta avec vivacité :

« Eh prince ! c'est déjà un cadavre, sauf que je vous

« accorde qu'il ne pue pas encore. » Le mot fit rire et fut trouvé vrai.

Enfin les deux souverains décidés à ne plus reconnaître les droits de la maison Bonaparte, laissèrent le prince de Talleyrand écrire un projet de proclamation qu'ils lurent, qu'ils approuvèrent, et qu'on imprima dans la soirée de manière à pouvoir la distribuer vers dix heures du soir; la voici :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la « capitale de la France ; les souverains alliés accueil- « lent le vœu de la nation française.

« Ils déclarent qu'ils ne traiteront plus avec Napo- « léon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille.

« Qu'ils respecteront l'intégrité de l'ancienne France « telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes.

« Ils invitent en conséquence le sénat à désigner « un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux « besoins de l'administration et préparer la constitu- « tion qui conviendra au peuple français. »

Cette déclaration, qui renversait l'empire et rétablisssait la monarchie légitime, fut signée par les deux souverains, et le grand ouvrage du prince de Talleyrand se trouva pleinement consommé.

On parla ensuite du gouvernement provisoire à instituer ; les élémens en étaient dans le salon même où l'on était réuni, on l'eût bientôt formé; voici quelle fut sa composition : président, le prince de Talleyrand (c'était le moins qu'on lui devait); l'abbé de Montesquiou-Fezensac comme chef perpétuel du comité royaliste ; le duc Dalberg, parce qu'il pensait et agirait comme le président; le marquis de Jaucourt, comme calviniste ; et le général Beurnonville, comme un représentant de la révolution.

Soixante-quatre sénateurs, sur cent quarante-un, se trouvaient à Paris. Le prince vice-grand-électeur Talleyrand, les convoqua le 1er avril, à deux heures de l'après-midi (c'était encore un vendredi). Le président leur dit :

« Sénateurs, la lettre que j'ai eu l'honneur d'adres-« ser à chacun de vous pour le prévenir de cette con-« vocation, vous en a fait connaître l'objet. Il s'agit de « vous transmettre des propositions ; ce seul mot suffit « pour vous indiquer la liberté que chacun de vous « apporte dans cette assemblée. Elle vous donne les « moyens de laisser prendre un généreux essor aux « sentimens dont l'âme de chacun de vous est remplie, « la volonté de sauver votre pays et la résolution « d'accourir au secours d'un peuple délaissé.

« Sénateurs, les circonstances, quelque graves « qu'elles soient, ne peuvent être au dessus du patrio-« tisme ferme et éclairé de tous les membres de cette « assemblée, et vous avez tous également senti la né-« cessité d'une délibération qui ferme la porte à tout « retard *et qui ne laisse pas écouler la journée sans « rétablir l'action de l'administration*. Le premier de « tous les besoins est l'établissement d'un gouverne-« ment dont l'autorité formée pour le bonheur du mo-« ment, ne peut qu'être rassurante. »

Dès qu'il eut cessé de parler, diverses propositions furent faites ; il les écarta, et sut ramener tout à son plan. Le sénat composa enfin le gouvernement provisoire tel que je l'ai désigné plus haut et le *chargea de présenter un projet de constitution qui pût convenir au peuple français*. Il décida également que dans ce projet il devait être stipulé :

1° Que le sénat et le corps législatif seraient parties

intégrales de la nouvelle constitution, sauf les modifications convenables;

2° Que l'armée, les officiers, les soldats en retraite, les veuves et officiers pensionnés conserveraient leurs grades, honneurs, pensions, etc.;

3° Que la dette publique serait inviolable;

4° Que la vente des biens nationaux serait irrévocable;

5° Que nul ne pourrait être recherché pour ses opinions;

6° Que la liberté des cultes et de la presse serait garantie, sauf la punition des délits ou abus desdites libertés, etc.

Les membres qui, en assistant et en prenant part à cette séance rendirent la déchéance de Napoléon irrévocable, furent les comtes Abrial, Barbé-Marbois, Barthélemy, le cardinal de Bayanes, Belderbuch, Berthollet, Beurnonville, Bonnacorsi, Carbonara, Chasseloup-Laubat, Cholet, Collaud, Cornet, Davoust, de Grégoire-Marcorengo, Dambarère, De Pere, Destut de Tracy, d'Harville, d'Haubersaërt, d'Hédouville, Dubois-Dubay, Emery, Fabre de l'Aude, Férino, Fontanes, Garat, Grégoire, Herwyn, Jaucourt, Journu-Aubert, Klein, Lejeas, Lambrechts, Lanjuinais, Lannoy, Lebrun de Rochemont, Lemercier, Lespinasse, Malleville, Meermann, Lafaurie-Monbadon, Pastoret, Peré, Pontécoulant, Porcher, Rigal, Roger-Ducos, Saint-Martin-de-Lamothe, Sainte-Suzanne, Saur, Schimmelpennick, le maréchal Serrurier, Soulé, Tascher, de Valence, le maréchal duc de Valmy, Wandeden, Wandepoll, Vaubois, Villolard, Vimar, Volney.

Ainsi soixante-quatre membres du sénat, qui n'en formaient que la minorité, puisque la majorité abso-

lue eût été de soixante-douze, renversèrent le gouvernement par qui le sénat lui-même était établi. Mais n'importe, l'opinion faisait leur puissance, et leur œuvre eut force de loi.

Le gouvernement provisoire adressa, le 2 avril, une proclamation aux armées. Les premières phrases étaient insignifiantes; mais la dernière, comme par un coup de foudre, brisait le pouvoir de l'empereur. Elle disait: « Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon; le « sénat et la France entière vous dégagent de vos ser« mens. »

Le colosse une fois abattu, ce fut à qui lui porterait de nouveaux coups. Le sénat, en corps, étant allé visiter Alexandre, celui-ci profita de la circonstance et lui dit: « Un homme, qui se prétendait mon « allié, est arrivé dans mes états en injuste aggresseur: « c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la France. « Je suis l'ami du peuple français; ce que vous venez « de faire redouble encore ce sentiment. Il est juste, « il est sage de donner à la France des institutions « fortes et libérales; mes alliés et moi ne venons que « protéger la liberté de vos décisions. Pour preuve de « cette alliance durable que je veux conclure avec « votre nation, je vous rends tous les prisonniers « français qui sont en Russie. »

Ces paroles solennelles achevèrent de rassurer ceux qui conservaient quelques craintes, et firent évanouir les espérances du petit nombre de ceux qui se flattaient du rétablissement de l'empire. Le lendemain, 3 avril, après un long considérant, dans lequel le sénat énumérait les atteintes portées à la constitution par l'empereur (et certes elles n'étaient que trop vraies), il rendit le décret suivant:

« Art. 1er. Napoléon Bonaparte est déchu du trône, « et le droit d'hérédité établi dans sa famille est « aboli.

« Art. 2. Le peuple français et l'armée sont déliés « du serment de fidélité envers Napoléon Bona- « parte. »

Ce même jour, le corps-législatif, en minorité cependant (il n'y avait que quatre-vingt-un membres présens), adhéra pleinement à l'acte de déchéance prononcé par le sénat. On remarqua la délibération du conseil-général de la Seine ; la Cour de cassation et d'autres corps constitués prirent aussi des délibérations énergiques. Celle du conseil-général de la Seine fut rédigée par M. Bellard.

Des ministres par commission furent nommés : à la *justice*, Henrion de Pensey ; aux *affaires étrangères*, le comte de La Forêt ; à l'*intérieur*, le comte Beugnot ; à la *guerre*, le comte Dupont ; à la *marine*, le baron Malouet ; aux *finances*, le baron Louis. Le comte Anglès fut nommé *préfet de police*. La direction des *postes* était vacante : Bourienne s'y installa de sa pleine autorité. Le comte de Blacas satisfit l'opinion publique en le congédiant, et surtout en le remplaçant par le vertueux comte Ferrand.

Des proclamations, des ordres du jour, apprirent à l'armée et au peuple la révolution qui venait de s'opérer. On ne s'inquiétait pas de la régence établie à Blois, dont l'existence éphémère ne dura qu'un instant. Les rois Joseph, Louis et Jérôme ne purent rien pour leur frère, abandonné même de sa femme ; un Autrichien vint réclamer l'impératrice au nom de son père, ainsi que *le petit roi ;* ce fut ainsi que les souverains qualifièrent le roi de Rome. Marie-Louise se re-

tira à Rambouillet, où l'empereur François vint la rejoindre, et bientôt après elle quitta la France, ne laissant aucun regret après elle, et poursuivie par le mépris public. L'archichancelier, les ministres, les grands-officiers, adhérèrent à la déchéance, et l'empire éprouva le même sort que la république.

CHAPITRE XXI.

Napoléon apprend la capitulation de Paris. — Il va à Fontainebleau. — Trahison de Marmont. — Révélations. — Conditions écrites de cette défection. — Allocution de Napoléon à ses soldats. — Succès des négociations en faveur de la régence. — Première abdication rendue nulle par la défection de Marmont. — Mot de l'empereur sur lui. — Cause cachée de la défection d'un général. — L'empereur se justifie, devant l'armée, des inculpations du sénat. — Vil égoïsme de ce corps. — Il appelle Louis XVIII au trône. — Le roi le prend comme lui appartenant de droit. — Le maréchal Oudinot refuse ses services à Napoléon, prétextant qu'il a abdiqué. — Ses plus intimes l'abandonnent. — Second acte d'abdication. — Traité conclu entre l'empereur Napoléon et les puissances. — *La mort se refuse à ses vœux.* — Ingratitude de son chirurgien Ivan, de son mameloucк Roustan, de son valet Constant. — Adhésion de Louis XVIII au traité de Fontainebleau. — On dépose les armes en France et en Italie.—Macdonald seul mérite le nom d'*homme d'honneur*.— Le comte de Montholon est du petit nombre de ceux qui restent fidèles à l'empereur. — Journée du 20 avril. — Célèbres adieux de Fontainebleau. — Allocution. — Départ de Napoléon. — Aperçu rapide de l'état des arts, des sciences, de la littérature, de l'industrie, etc., pendant les quatorze années du consulat et de l'empire.

Ainsi, quelques jours, quelques heures avaient suffi pour anéantir une puissance aussi formidable, pour renverser l'homme le plus énergique de son siècle. Qui, dans cette chute aussi rapide, pourra méconnaître le doigt de la Providence ! Napoléon était tombé, non de revers en revers, mais de victoires en victoires ; ses succès brillans restaient sans résultats, et chaque bataille gagnée par lui avançait sa perte. Nouvelle situation inconcevable, et dont l'histoire ne présente aucun exemple.

Napoléon était à Essonne, accourant à marche for-

cée pour sauver sa capitale, lorsque le général Belliard arrive tout accablé, et lui apprend l'étendue de son désastre, non qu'il le connaisse entièrement, mais il sait la capitulation de Paris, et c'en est assez pour briser le cœur de Napoléon qu'on amusait encore par des négociations. Alexandre avait promis au duc de Vicence une réponse définitive, mais il ne voulait la donner que de Paris, où il allait entrer. Napoléon, à qui Caulaincourt vient l'annoncer, se détermine à se rendre à Fontainebleau. Cinquante mille soldats arrivent de la Champagne à Essonne; il a en outre les deux corps de Mortier et de Marmont. Tout n'est donc pas perdu : il espère encore.

Mais à Paris, les événemens ont marché. Le prince de Talleyrand a gagné les deux souverains; ils se sont prononcés, et désormais toute négociation est inutile, car le Czar, le roi de Prusse et les ministres autrichiens ont déclaré qu'on ne traitera plus avec Napoléon Bonaparte. Cette détermination peut être vaine, si la défection ne s'en mêle pas. Mais dès le 2 avril, on parvient à corrompre le duc de Raguse; on gagne à force d'argent ceux qui l'entourent. J'ai vu deux contrats de cinquante mille francs de rente annuelle que lui font encore les souverains alliés, et qu'il a fait colporter, avant 1830, chez des banquiers, afin de se créer des ressources. Dieu veuille que le maréchal explique loyalement dans quel but il a seul obtenu cent mille francs de rente des étrangers, sans qu'il ait eu besoin, pour les gagner, d'être infidèle à son bienfaiteur. Quoi qu'il en soit, le prince de Schwartzenberg lui ayant envoyé les journaux de Paris au château de Chevilly, qu'il occupe près d'Essonne, avec une invitation du gouvernement provisoire de se rat-

tacher à lui, Marmont répond par la lettre suivante :

« Prince, l'armée étant déliée, par le sénat, de « son serment de fidélité, je suis prêt à quitter, avec « mes troupes, l'empereur Napoléon aux conditions « suivantes : vous garantirez à toutes les troupes fran- « çaises qui abandonneront les drapeaux de Napo- « léon Bonaparte, de pouvoir se retirer librement « en Normandie avec armes et bagages, et que, si par « suite de ce mouvement, les événemens de la guerre « faisaient tomber entre les mains des puissances « alliées la personne de l'empereur Napoléon, sa vie « et sa liberté lui seront garanties dans un pays circon- « scrit au choix des puissances alliées et du gouver- « nement français, etc. »

Je doute qu'une lettre soit plus claire et indique mieux les intentions du maréchal. Le 4, le général autrichien envoie la garantie demandée : on sait le reste.

Quant à Napoléon, dès le 1er avril, il se hâte de réorganiser les corps qui lui restent. Le 2, il fait discuter dans le conseil de guerre qu'il assemble, le plan de campagne qu'il a médité. Se retranchera-t-on sur la Loire? Manœuvrera-t-on autour de Paris? On prend ce dernier parti : le quartier-général sera à Monlignon. Le 3, à la revue, il dit à ses braves réunis :

« SOLDATS,

« L'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est « rendu maître de Paris : il faut l'en chasser. D'indi- « gnes Français, des émigrés auxquels nous avions « pardonné ont arboré la cocarde blanche et se sont « joints à nos ennemis. Les lâches! ils recevront le

« prix de ce nouvel attentat ! Jurons de vaincre ou de « mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore « qui, depuis vingt ans, nous trouve dans le chemin « de la gloire et de l'honneur. »

Ces paroles électrisent la troupe ; de tous côtés partent les cris : *Vive l'empereur ! A Paris ! à Paris !* De tous côtés, les soldats se livrent à la joie et se mettent à danser, tandis que des émissaires apportent, distribuent et commentent les actes du sénat. On cherche à gagner l'armée ; mais elle n'est pas riche, elle reste fidèle. Dans la nuit, Caulaincourt arrive ; il annonce à Napoléon sa déchéance et la détermination des empereurs d'Autriche et de Russie : néanmoins, en cédant le trône à son fils, peut-être conserverait-il la France à sa postérité ! Alors il ne balance pas, et écrit ainsi sa première abdication :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'em- « pereur Napoléon était le seul obstacle au rétablis- « sement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, « fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à des- « cendre du trône, à quitter la France, même la vie « pour le bien de sa patrie, inséparable des droits de « son fils, de ceux de la régence de l'impératrice et « du maintien des lois.

« *Fait à notre palais impérial de Fontainebleau,* « *le 4 avril* 1814. »

Les maréchaux Ney et *Marmont* sont chargés par lui de discuter les conditions ci-dessus. Le duc de Bassano communique l'acte de l'empereur au comte de Metternich. En attendant, le maréchal Macdonald arrive à Saint-Dizier avec son corps. Cet événement

confirme Napoléon dans l'idée que sa fortune se relève : il réunit ce corps à ceux des ducs de Vicence, d'Elchingen, de Tarente, et leur recommande de dire à Marmont, en passant à Essonne, qu'il compte sur lui, qu'il lui demande, comme un dernier gage de son affection, de se maintenir dans sa position.

Les plénipotentiaires partent ; ils voient Marmont, qui leur avoue son traité avec le gouvernement provisoire. Frappés de ce coup inattendu, ils le conjurent d'attendre, de venir avec eux à Paris, ou de retourner vers l'empereur. Il préfère les suivre, et part après avoir recommandé aux généraux Souham et Bordessoulle de ne rien faire avant son retour.

Au château de Chevilly, où est Schwartzenberg, Marmont quitte ses collègues, va conclure son traité avec les ennemis, et consomme irrévocablement la perte de celui qui tant de fois l'avait comblé de biens, et que, toujours insatiable, il avait mis dans le cas de s'écrier un jour : *Et celui-là encore, je ne pourrai l'enrichir !*

La capitulation de Paris peut s'excuser par le fait de la nécessité et par le cas irrésistible de force majeure ; mais celle d'Essonne est et sera toujours répréhensible aux yeux de tous ceux qui croient à l'amitié et à la reconnaissance.

Le duc de Vicence et les maréchaux chargés par Napoléon de venir négocier, demeurent accablés de cet acte coupable ; ils arrivent cependant auprès d'Alexandre, mais celui-ci n'est plus dans des dispositions favorables à son *ancien ami*. Il déclare que, conformément au vœu manifesté à l'instant même par la nation française, il ne consentira ni à traiter avec Napoléon empereur, ni avec la régence de son fils.

Une seule condition, ajoute-t-il, est admissible : *son abdication absolue, et avec elle la paix est faite.*

Pendant que ceci se passe, Marmont et Souham exécutent la capitulation. Invités à dîner, le 3 avril, à Fontainebleau, ils n'y viennent pas; on les y attend en vain le 4, et dans la nuit Napoléon apprend que le maréchal et son corps d'armée ont passé à l'ennemi. *L'ingrat, il sera plus malheureux que moi*, s'écrie celui que cette trahison perd sans ressource. Le 5, un ordre du jour est lu aux débris de l'armée (1) :

« L'empereur remercie l'armée pour l'attachement « qu'elle lui témoigne et principalement parce qu'elle « reconnaît que la France est en lui et non dans le « peuple de sa capitale. Le soldat suit la fortune et « l'infortune de son général ; son honneur est sa reli- « gion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce senti- « ment à ses compagnons d'armes ; il est passé aux « alliés. L'empereur ne peut approuver la condition « sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut « accepter ni la vie ni la liberté de la merci d'un « sujet.

« Le sénat s'est permis de disposer du gouverne- « ment français ; il a oublié qu'il doit à l'empereur le « pouvoir dont il abuse maintenant ; que c'est lui qui « a sauvé une partie de ses membres de l'orage de la

---

(1) Des personnes bien instruites prétendent que la naissance d'une fille de la comtesse Souham, fêtée à Limoges par la maladresse des autorités, avec des honneurs dus seulement aux enfans de sang souverain, inspira au père une telle soif de vengeance, que plus tard, ayant été laissé dans Essonne avec deux ordres contradictoires, il exécuta de préférence celui qui procurait à Amphitrion le plaisir de punir Jupiter. L. L. L.

« révolution, et protégé l'autre contre la haine de la « nation. Le sénat se fonde sur les articles de la con- « stitution pour la renverser; il ne rougit pas de « faire des reproches à l'empereur, sans remar- « quer que, comme le premier corps de l'état, il « a pris part à tous les événemens; il a été si loin, « qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir changé « des actes dans leur publication. Le monde entier « sait qu'il n'avait pas besoin de pareils artifices, « *un signe de sa part était un ordre pour le sénat,* « *qui faisait toujours plus qu'on ne lui demandait;* « si l'enthousiasme s'est glissé dans les adresses, « dans les discours publics, alors l'empereur a été « trompé, et ceux qui ont tenu ce langage doivent « s'attribuer à eux-mêmes les funestes effets de leurs « flatteries. *Aussi long-temps que la fortune est restée* « *fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidè-* « *les aussi, et nulle plainte n'a été entendue contre les* « *abus du pouvoir.* Si l'empereur avait méprisé les « hommes comme on le lui a reproché, le monde « reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons « pour motiver son mépris; il tenait sa dignité de « Dieu et de la nation; eux seuls pouvaient l'en « priver. Il l'a toujours regardée comme un fardeau, « et lorsqu'il l'accepta, c'était dans la conviction que « lui seul était à même de la porter dignement; au- « jourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la « volonté seule de la nation pouvait le persuader de « rester plus long-temps sur le trône; s'il le doit voir « comme le seul obstacle à la paix, il fait ce dernier « sacrifice à la France; il a en conséquence envoyé « le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de « Tarente à Paris pour entamer des négociations. L'ar-

« mée peut être certaine que son honneur ne sera « jamais en contradiction avec le bonheur de la « France. »

Ces paroles graves et sévères couvraient de honte le sénat, dont la bassesse avait surpassé celle du sénat romain; en effet, devant quel acte despotique avait-il reculé? à quelle usurpation s'était-il opposé? A aucune.

Les événemens marchent avec rapidité. Le 3, la déchéance de Napoléon a été prononcée; le 6, la nouvelle constitution, qui valut au sénat le titre de *conservateur de ses rentes* (1), est promulguée. Un des articles appelle librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et après lui, sa famille, à condition qu'ils ne régneront qu'en vertu de telle charte à laquelle ils jureront fidélité. Louis XVIII, roi de France, n'acceptera pas cette dernière condition, mais en résultat, *son ordonnance de réformation* sera calquée presque mot à mot sur le sénatus-consulte qu'il semble dédaigner.

Le 7, Napoléon recouvre quelque espérance; il passe en revue la troupe dont l'enthousiasme flatte son cœur. Il demande au maréchal Oudinot s'il peut compter sur lui. — Non, sire, car votre majesté a ab-

---

(1) Un article de cette charte portait expressément que les sénateurs actuels deviendraient propriétaires héréditaires dans leur descendance des 36,000 francs de traitement que chacun touchait de l'état, et qu'on leur partagerait entre tous les revenus des sénatoreries.

Cette avidité odieuse, que souffla Talleyrand, perdit le sénat et acheva de le déshonorer : il est vrai que, pour atteindre au mépris, il lui restait peu à faire. L. L. L.

diqué. — Oui, mais sous conditions. — Il est vrai, sire, mais le soldat ne connaît pas de restrictions.

Le soldat eût suivi son chef à la mort; mais les maréchaux avaient hâte d'aller offrir leur épée au nouveau gouvernement; Napoléon, ce jour-là, est encore environné des maréchaux Berthier, Ney, Lefèvre, Macdonald, Oudinot, des ducs de Bellune et de Vicence, du comte Bertrand son grand-maréchal du palais, qui a succédé à Duroc, duc de Frioul. Napoléon veut les enflammer, ressusciter leur vieille ardeur; ils sont tous de glace, oui tous, et pour ne plus avoir à soutenir la guerre, ils vont jusqu'à lui reprocher de vouloir la guerre civile; ce mot le terrasse, il se tait; puis, il veut se retirer en Italie; qui l'y suivra? *tous s'y refusent! tous !!!*

Lassé de lutter seul, de ne voir autour de lui que des ingrats, puisqu'ils ne peuvent être des parjures, il cède enfin le 11 avril, et, sur la table de son cabinet, à Fontainebleau, il écrit et signe sa seconde abdication.

« Les puissances alliées, ayant proclamé que l'em-
« pereur Napoléon était le seul obstacle au rétablisse-
« ment de la paix en Europe, l'empereur Napoléon,
« fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui
« et ses héritiers aux couronnes de France et d'Italie,
« et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, pas même
« celui de la vie qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de
« la France.

« NAPOLÉON. »

Le duc de Vicence emporte enfin cette pièce tant désirée; et cette même nuit *la mort ne veut pas de Na-*

poléon (1); un poison, inventé par Cabanis, ne le quittait pas depuis plusieurs années. Le temps ayant atténué la violence de cette composition ne procure que des souffrances atroces à l'empereur, et met au jour l'ingratitude de son chirurgien Ivan, qui l'abandonne au milieu de ses horribles tortures, pour se rendre à Paris, où son ambition l'appelait (2).

C'est aussi le 11 que le traité particulier, concernant la famille des Bonapartes, est conclu et signé même par lord Casthlerbagh, qui, dans cet acte, reconnaît, au nom de l'Angleterre, le titre impérial dans Napeléon; le traité porte: — Renonciation de Napoléon, pour lui et les siens aux couronnes de France, d'Italie et de tous autres lieux; — conservation à Napoléon et aux deux impératrices de leurs qualifications; titre de prince accordé à tous ceux des siens: — l'Ile d'Elbe cédée à Napoléon pendant toute sa vie avec deux millions de rente en France sur le grand livre, dont un million reversible sur la tête de Marie-Louise; —

(1) Ce poison avait été composé pour les girondins : ce fut celui qu'employèrent plusieurs d'entre eux pour échapper à l'échafaud.

(2) On récompensa l'abandon du baron Ivan par la place de chirurgien en chef des Invalides.

Le valet de chambre Constant fut au nombre des transfuges. On ne l'a pas justifié par le sot conte inséré dans ses Mémoires, sortis de la fabrique de la maison Ladvocat, et dont aucun des auteurs prétendus n'a écrit une ligne. A peine si dans ceux de Bourienne l'auteur a fourni quelques pages. Constant, entre autres, ne serait même pas capable de dicter les siens.

Le mameloucк Roustan abandonna aussi son maître; du moins n'a-t-il pas tenté de se justifier. L. L. L.

celle-ci, son fils et sa postérité, jouiront à tout jamais des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla ; — réserve en France et en Italie d'un revenu de deux millions cinq cent mille francs, divisible entre tous les princes et princesses de la famille impériale ; — un million pour S. M. l'impératrice Joséphine ; — un établissement convenable pour le prince Eugène, hors de France ; — deux millions réservés sur tous les domaines qu'il cède, pour servir à des gratifications (*article qui n'a jamais été exécuté*) ; — les dettes de Napoléon payées par la liste civile ; — une corvette équipée est cédée à l'empereur et le transportera à l'île d'Elbe ; — la garde fournira quatre cents hommes, qui resteront au service de sa majesté ; — tout français qui le suivra conservera ses droits en France pendant trois ans ; — les alliés s'engagent à faire garantir ce traité par la France. »

Le gouvernement provisoire en accepte sur-le-champ les conditions[1]; Louis XVIII en fait autant, comme le constate la lettre suivante, écrite le 30 mai 1814 par le prince de Talleyrand, ministre de sa majesté très-chrétienne le roi de France et de Navarre.

« Le soussigné, ministre et secrétaire d'état au dé« partement des affaires étrangères, ayant rendu « compte au roi de la demande que LL. EE. MM. les « plénipotentiaires des cours alliées ont reçue de leurs « souverains relativement au traité du 11 avril, auquel « le gouvernement provisoire a accédé, *il a plu à sa « majesté de l'autoriser à déclarer en son nom que les « clauses du traité à la charge de la France seront « fidèlement exécutées*, et il a en conséquence l'hon« neur de le déclarer par la présente à son excel-

« lence..... » *Suit le nom de chaque ministre plénipotentiaire.*

L'armistice, l'abdication, et la déchéance font tomber les armes des mains du général Maison, qui, avec douze mille hommes tenait encore. Il est imité, en Languedoc, par les maréchaux Soult et Suchet; par Augereau, qui, pour achever de déshonorer la république, dont il était le dernier représentant, se souille lâchement lors de son traité avec les Autrichiens, par une proclamation dont l'infâmie ne fait retomber que sur lui seul la boue qu'il destinait à Napoléon.

Le prince Eugène dut les imiter, et le même jour il se vit sans armée, sans état, et même sans patrie; mais celui là, du moins, pouvait ainsi que François Ier, s'écrier : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

Le 19, Napoléon avait encore la possibilité de réunir cent mille hommes. On lui en fit la proposition : *Non*, dit-il à Montholon, *il n'est plus temps, j'ai abdiqué, tout est fini, je ne veux pas avoir à me reprocher la guerre civile* (1).

Cependant, chaque jour quelque personnage marquant quitte Fontainebleau. Berthier a fui sans prendre congé, il ne reviendra pas; les autres maréchaux saisissent le moindre prétexte pour s'éloigner. Napoléon n'en a congédié qu'un seul, le

(1) Il paraît que l'offre de lui amener dix mille hommes et de le suivre vers les armées de Suchet, de Soult et d'Eugène, que lui fit le comte de Montholon, détermina Napoléon, en 1815, a accepter ce même général pour l'un de ses compagnons d'infortune. La chose est probable; Napoléon, en ce moment, dut apprécier le mérite de la fidélité.

noble Macdonald, en lui donnant un sabre et en lui disant qu'il le regardait comme un HOMME D'HONNEUR. Mais Napoléon reste : Paris et le nouveau gouvernement sont dans l'épouvante, les alliés l'observent avec inquiétude ; que fera-t-il?

Le 20, au lever du soleil, un ordre fait ranger les troupes dans la grande cour du *Cheval Blanc*. Napoléon n'a plus pour tout cortége que les commissaires d'Autriche, d'Angleterre, de Prusse et de Russie chargés de l'accompagner au lieu de son exil ; ses grands officiers, ses chambellans sont partis. Il descend et se trouve environné non des flatteurs qui ont spéculé sur leurs bassesses, mais de ses vieux grognards, de ses soldats invincibles. Tous portent sur lui un regard de douleur et d'amour ; des larmes brillent dans ces yeux si terribles à l'ennemi ; tous sont agités, tous se sentent le cœur déchiré : lui seul est calme en apparence ; il a retrouvé sa grandeur au dernier jour de sa chute ; on a oublié ses fautes, ses erreurs; on ne voit que son abaissement actuel, qui fait mieux rayonner sa gloire passée. C'est à la manière dont un homme soutient l'infortune que l'on reconnaît l'étendue de son génie et sa sublimité.

Napoléon descend quelques degrés du perron, fait ranger en demi-cercle sa brave garde et les nobles restes de l'armée, et, d'un ton calme parce que son cœur est résigné, il dit :

« Soldats, je vous fais mes adieux.

« Depuis vingt ans que nous sommes ensemble, je « suis content de vous ! je vous ai toujours trouvés au « chemin de la gloire.

« Toutes les puissances de l'Europe se sont armées

« contre moi, quelques uns de mes généraux ont trahi « leurs devoirs, et la France elle-même a voulu d'au« tres destinées.

« Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, « j'aurais pu entretenir la guerre civile, mais la « France eût été malheureuse.

« Soyez fidèles à votre nouveau roi; soyez fidèles « à vos nouveaux chefs; n'abandonnez point notre « patrie.

« Ne plaignez pas mon sort; je serai heureux lors« que je saurai que vous l'êtes vous-mêmes.

« J'aurai pu mourir; si j'ai consenti à vivre, c'est « pour survivre encore à votre gloire: j'écrirai les « grandes choses que nous avons faites.

« Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse « votre général. Venez, général Petit, que je vous « presse sur mon cœur.

« Qu'on m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi... « Ah! chère aigle, puisse le baiser que je te donne, » retentir dans la postérité!

» Adieu, mes enfans, adieu! mes vœux vous ac« compagneront toujours. Conservez dans vos cœurs « mon souvenir. »

A mesure qu'il parle, et à la vue de la douleur amère de *ses enfans*, Napoléon perd son énergie; quand il achève, ses larmes et les leurs se confondent ensemble. Les envoyés des souverains sont eux-mêmes attendris de ce tableau sublime; enfin des cris de *vive l'empereur!* se font entendre: Napoléon monte en voiture, les chevaux partent, et l'empire a cessé d'exister.

Au moment où Napoléon signait sa dernière ab-

dication, Louis XVIII arrivait à Londres où il était reçu comme un souverain, et S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois, faisait son entrée à Paris.

Les quatorze années qui venaient de s'écouler avaient valu à la France un siècle d'existence ; elle avait acquis assez de gloire pour en tirer vanité pendant trente ou quarante ans. Montée au faîte de la splendeur, dominant les nations les plus puissantes par son énergie, par les hauts faits de ses héros, et par la capacité du chef qui s'était imposé lui-même, elle développa, pendant ce période, une supériorité si positive dans tous les genres que si elle ne surpassa pas, elle égala du moins la renommée et l'illustration du siècle de Louis XIV.

Les sciences firent, pendant la durée du gouvernement de Napoléon, des progrès extraordinaires et cela devait être : jamais à aucune époque les hommes de savoir ne furent comblés de plus d'honneurs et de fortune. Parmi les sénateurs, on comptait les chimistes Chaptal et Berthollet ; le naturaliste Lacépède, le philologue Destut de Tracy, l'astronome Laplace, l'orientaliste Volney, les mathématiciens Lagrange et Monge ; le littérateur François de Neufchâteau, le peintre Vien. Le troisième consul, depuis prince architrésorier, était Lebrun, homme de lettres très-distingué.

Au conseil-d'état siégeaient Merlin, procureur-général de la cour de cassation, et le premier parmi les jurisconsultes ; l'ingénieur Andréossy, comte de l'empire, grand-chancelier des trois Toisons. Le naturaliste Lefèvre-Gineau, le chevalier Rolla, Émeric David, Gallois, de Puymaurin, Raynouard, faisaient partie de la chambre des députés. Enfin chaque corps de l'état renfermait une foule d'hommes supérieurs.

Outre ceux que je viens de désigner, on comptait encore dans la première classe de l'Institut MM. Legendre, Biot, Bossut, Lacroix, pour la *géométrie;* Prony, Perrier, Carnot, Sane, pour les *mécaniques;* Mestier, Cassini, Bouvard, Lalande, Arago, Burekhardt, pour l'*astronomie;* Charles, Rocko, Lévêque, Gay-Lussac, pour la *physique générale;* Guyton-Morvaux, Vauquelin, Desyeux, Thénard, pour la *chimie;* Haüy, Duhamel, Desmarets, Lelièvre, Sage, Ramond, pour la *minéralogie;* de Lamarck, Desfontaines, Jussieu, Mirbel, et plusieurs autres pour la *botanique;* Thouin, Teysier, Parmentier, Huzard, Sylvestre, Rose, pour l'*économie rurale* et l'*art vétérinaire;* Ténon, Richard, Olivier, Pinel, Geoffroy-Saint-Hilaire, pour l'*anatomie* et pour la *zoologie;* Portal, Hallé, Corvisart, Pelletan, Percy, Deschamps, pour la *médecine* et pour la *chirurgie.* A ces derniers il faut joindre Joseph Roques, Alibert, Dubois, Larrey, Dupuytren, Récamier, Bourdois, etc., etc.

Dans la troisième classe, on remarquait Dupont de Nemours; Daunou, Mentelle, Guinguené, Delille de Salles, Lakanal, Lebreton, Grégoire, Laporte, du Theil, Langlès, l'aveugle Pougens, Mercier, Quatremère de Quincy, Visconti, les sénateurs Boissy-d'Anglas et Lanjuinais, Petit-Radel, Barbier du Bocage, Gail, Clavier, Amaury Duval, Boissonade et Alexandre Lenoir, mort en mai 1839, qui fut parmi nous le restaurateur du moyen-âge (1).

---

(1) Cet auteur célèbre, et encore au dessus de sa renommée, avait lu dernièrement un ouvrage très-précieux sur les arts, dans les séances de l'*Institut historique,* nouvel établissement qui, depuis six années, a fait un bien immense à l'art et à la

La littérature ne brillait pas d'un moindre éclat. En première ligne, parmi tant d'esprits supérieurs, étaient Laharpe et Lebrun, qui moururent dans les premières années du dix-neuvième siècle; Chateaubriand, auteur d'*Atala*, du *Génie du christianisme*, de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, des *Martyrs*; qui, lors de la chute de Napoléon, écrivit le fameux pamphlet intitulé *Bonaparte et les Bourbons*, et qui, depuis, a publié plusieurs autres ouvrages dignes de sa haute réputation.

A cette époque de toutes nos gloires, la poésie fleurissait également : l'immortel Jacques Delille dotait la France de ses poèmes de *la Pitié*, de *l'Homme des champs*, de *l'Imagination*, *des règnes de la nature*, et de ses deux belles traductions de *l'Énéide* et du *Paradis perdu*. Après lui venait Chénier, génie élevé, âme ardente et sévère, homme d'esprit et de goût; parmi les ouvrages qu'on a de lui, Napoléon a revendiqué une part dans la composition de *Henri VIII*, *Tibère*, *Œdipe roi*, *Œdipe à Colone*, et l'*Épître* à Voltaire. On remarquait ensuite Andrieux, Esménard, Legouvé, Parseval-Grandmaison, Fontanes, Catel, Jouy, d'Avrigny, Michaud, Campenon, Berchoux, Baour-

---

science. Ses membres, que préside le comte d'Aulnay, ce philanthrope éclairé, et que remplace par fois avec tant de mérite, de talent et de désintéressement M. Eugène de Montglace, secrétaire perpétuel, sont choisis parmi les hommes les plus recommandables de l'Europe. Cette société, outre son journal mensuel, publie chaque année, par les soins de M. Auguste Legallois, jeune éditeur rempli de zèle, le *Compte-rendu des séances et discussions du congrès historique*, en 1 ou 2 vol. grand in-8.

L. L. L.

Lormian, qui tous se distinguèrent dans cette noble langue. La tragédie fut dignement soutenue par Lemercier, auteur d'*Agamemnon*, de *Pinto*, de *Clovis*, de *Christophe Colomb;* par Raynouard, auquel nous devons les *Templiers*, les *États de Blois;* par Baour-Lormian, qui donna *Omasis* et *Mahomet II;* par l'*Artaxercès* de Delrieu; par *la Mort d'Abel* et *Henri IV*, de Legouvé; le *Pyrrhus*, de Lehoc; le *Ninus second*, de Riffault; etc., etc. Picard, Andrieux, que j'ai déjà cité, Alexandre Duval, Étienne, Dupaty, firent refleurir la comédie comme au temps de Molière et de Regnard. Qui ne se rappelle avec plaisir *la Grande, la Petite ville, les Marionnettes, Monsieur et madame Tatillon, M. Musard, M. Duhautcours, la Jeunesse de Henri V, Édouard en Écosse, le Menuisier de Livonie, le Tyran domestique, le Trésor supposé, les Étourdis, Anaximandre, les Deux gendres, la Prison militaire, l'Assemblée de famille, Riboutlet?*

On voyait éclore une foule d'opéra-comiques d'Hoffmann, de Dupaty, de Chazet, de Jouy, d'Étienne, de Bouilly, de Pain, d'Armand Gouffé, de Piis, de Barré, de Radet, de Desfontaines. A chaque théâtre on jouissait d'une variété de pièces toutes marquées au coin de l'esprit et du goût. Alors les auteurs ne cherchaient point à produire des émotions forcées par la peinture hideuse et outrée des vices et des mauvaises mœurs. Le théâtre était l'école de la bonne société.

La mère en permettait le plaisir à sa fille.

Qui de nous a oublié *Maison à vendre, le Prisonnier, l'Opéra-Comique, les Deux prisonniers, Une folie, Une heure de mariage, Fanchon la vielleuse, Héléna,*

Camille, *Léon*, *Euphrosine et Coradin*, *Cendrillon*, *Joconde*, etc., etc.? Le mélodrame lui-même avait accepté la mission de tonner contre le crime, de faire aimer la vertu, d'inspirer la haine du vice, et de détourner de l'adultère et du suicide.

La musique était moins bruyante, moins savante peut-être que celle d'aujourd'hui, mais elle était écrite avec plus de charme, plus de grâce, plus de génie, car les airs de chant, neufs, délicieux, entraînans, y pullulaient. Comme les premiers dans cet art enchanteur, se présentaient Gossec, Monsigny, d'Aleyrac, Méhul, Kreutzer, Nicolò-Isoard, Spontini, Boyeldieu, Berthon, Solié, Gaveaux, Chérubini, Lesueur, Della-Maria, Catel, Paer, d'Alvimare, Momigny, Blangini; enfin Grétry, vivait encore, et ses pièces, souvent représentées, ne cessaient de nous charmer.

Au théâtre Italien, nous possédions mesdames Barilli, Grassini, Catalani, etc., et une foule de chanteurs non moins célèbres, dont le plus renommé sans doute était le malheureux Crescentini. A l'Opéra, Laïs, Dérivis, Laîné, étaient tout à la fois chanteurs et acteurs, ce que l'on ne voit plus guère; mesdames Maillard, Branchu, unissaient à des voix mélodieuses l'art presque perdu de la déclamation. Vestris, Duport, Henri, Montjoie, Paul, Milon; mesdames Clotilde, Duport, Gardel, Montessu, etc., portaient la danse à un point de perfection inconnue jusque-là, et depuis on n'a pas mieux fait que les ballets de *Psyché*, *Télémaque*, *Persée*, *la Dansomanie*, etc. Les grands opéras d'*Anacréon chez Policrate*, de *Nephtali*, de *Trajan*, de *Fernand Cortès*, *la Mort d'Adam*, *la Mort d'Abel*, l'oratorio de *Saül*, *la Lampe merveil-*

leuse, etc., disputeraient encore la palme aux œuvres du jour. L'Opéra-Comique brillait par mesdames Rolando, Phylis, Rénaud, l'inimitable Saint-Aubin, venue après la divine Dugazon; Scio, si pleine d'âme; Gonthier, la jeune Saint-Aubin, etc.; par Elleviou, modèle de grâce, de goût et de chant; Martin, son digne émule; Gavaudan, si tragique, et par dix autres après Garat, qui, sans être artiste, les surpassait tous.

Les Variétés présentaient Brunet, Vernet, Tiercelin, Bosquier-Gavaudan, l'inimitable Potier. Le Vaudeville était riche de Laporte, de mesdames Belmont, Hervé, Henri; et plusieurs auteurs remarquables par leurs talens l'aidaient à soutenir avec succès sa lutte avec les Variétés et l'Opéra-Comique.

Alors la Comédie-Française possédait mesdames Raucourt, Vanhove, Contat, Mézerai, de Vienne, Volney, Bourgoin. Les débuts de mesdemoiselles Georges et Duchesnois, occupèrent Paris pendant deux ans, autant que plus tard eût pu le faire une révolution. Mademoiselle Emilie Levert commençait cette carrière qu'elle a terminée avec tant d'éclat. Mais que dire de Fleury, des deux Baptistes, de Saint-Prix, de Saint-Fal, de Caumont, de Grandménil, de Michot, de Dugazon, de Dazincourt, d'Armand, de Damas, de Larive, de Lafon et de Talma surtout, de Talma dont chaque jour vit accroître le talent, de Talma qui ne fut jamais plus sublime que dans la dernière pièce qu'il joua. Tels étaient les hommes de cette époque, aujourd'hui si décriée, et si supérieure dans tous les genres.

Aux Français et à Feydeau, on conservait la tradition de la bonne compagnie : les acteurs savaient por-

ter l'habit habillé, ce qu'on a oublié complétement, et ceci par absence de modèles. Alors le théâtre, la littérature retrempés par la volonté forte de Napoléon, qui tendait à reconstruire, avaient des formes graves et solennelles. Chaque pièce, chaque ouvrage était écrit dans un but louable ; l'un et l'autre cherchaient à inspirer l'amour de l'ordre, celui de la paix publique et privée, et le respect dû à la famille, au souverain et aux lois.

L'incapacité moderne, qui se grime en génie, n'avait pas imaginé, pour cacher son insuffisance, son manque d'invention, son inhabileté, de présenter à une jeunesse folle, ignorante et orgueilleuse jusqu'à la déraison, les peintures obcènes ou ridicules qui souillent nos yeux, indignent nos oreilles et flétrissent nos cœurs. Nul n'aurait osé, à cette ère de sagesse, de convenance, de haute politesse, d'égards réciproques, dépouiller l'amour de la chasteté, le montrer furieux, avide de passions déréglées, de débauche, d'orgies, d'inceste, d'adultère. On eût reculé devant ces scènes de luxure commencées sur le théâtre, et que, par le geste, la parole, on annonce aller finir derrière la toile.

Les militaires, s'ils apportaient dans les salons quelque chose de la rudesse des camps, se polissaient bientôt, et, poussés par le désir de plaire et de s'avancer, ils s'attachaient à prendre dans le monde ces manières pleines de grâces dont Ellevion était, à Feydeau, un parfait modèle sous l'habit de colonel qu'il portait si souvent dans les pièces nouvelles. Le jeune Français bien élevé, sans contact avec la mauvaise compagnie, eût sifflé ces femmes dévergondées accoutumées aujourd'hui à faire les avances, et tradui-

sont en des salons déshonorés les actes de cette vie dissolue, qu'on concevait n'exister que dans les *musico* ou les mauvais lieux. Chose étrange! la restauration, appelée à compléter l'œuvre impériale, à reconstruire l'édifice social, n'a concouru qu'à le démolir : ce sont les émigrés rentrés seulement en 1814, les Anglais, les Russes, les Allemands, les Italiens, les Espagnols riches venus à cette époque qui ont transporté chez nous la cigarre, la chique, la pipe, l'ivrognerie, l'impolitesse auprès des femmes, l'art de les déconsidérer, de les rendre viles et méprisables, d'en faire en un mot des êtres imparfaits, dépouillés de cette grâce qui fut toujours l'apanage du sexe. Auparavant nos *femmes-auteurs* n'auraient pas osé se dire des *femmes incomprises*.

Ces pauvres créatures, en général faibles et pâles, ont accepté ce rôle nouveau. Elles se sont mises à jurer, à fumer, à faire des orgies, à recevoir vêtues en amazones, le chibouque à la main; à sacrer *par leur bonne lame de Tolède*, à vivre en des hôtels garnis, et à signer des pétitions pour l'abolition complète du mariage, qui pour elles d'ailleurs n'existe plus.

De là est advenue cette littérature sale, plate, dégoûtante, que des écrivassiers nous présentent comme l'effort de l'esprit humain. Je reviendrai sur ce chapitre au tome IV de cette Histoire de la révolution française.

De 1799 à 1814, les arts n'étaient pas en décadence; les mœurs et la littérature n'étaient pas corrompues. Alors des crétins sans goût, sans imagination, sans pratique, n'avaient pas imaginé de soutenir que le laid était le beau; alors des enfans, parce qu'ils savaient tenir un ciseau ou broyer des couleurs, ne se disaient

pas statuaires ou peintres; alors on étudiait long-temps en silence, et on ne produisait que lorsque le maître était satisfait.

Au temps de l'empire, les chefs de l'école de peinture étaient Louis David, le plus fort génie de l'époque, qui savait composer, dessiner, donner de l'expression, et qui, parfois, atteignait le coloris vrai. Il fut peintre de quatre époques. La première, avant 1790, lui vit produire *Andromaque au tombeau d'Hector*, le *Serment des Horaces*, la *Peste de Marseille*, *Bélisaire*, la *Mort de Socrate*, etc. La seconde, l'arrachant au calme de son atelier pour le lancer dans la voie sanglante de la politique, lui inspira le fameux dessin *le Serment du jeu de paume*, les *portraits de Marat* et *de Pelletièr Saint-Fargeau*, chefs-d'œuvre qui, à la honte de l'art, servent à donner de l'immortalité au crime; *Brutus après la mort de ses fils*, un divin *portrait de la belle Récamier*, *Pâris et Hélène*, *le jeune Viala*, *l'esquisse* et toutes *les têtes peintes* pour le tableau du *jeu de paume*, etc. A la troisième, sous Napoléon, il s'illustra d'abord par le célèbre *portrait du premier consul franchissant le Saint-Bernard;* puis il donna ceux *du pape Pie VII* et de *divers cardinaux*, le *couronnement de Napoléon*, la *Distribution des drapeaux au Champ-de-Mars*, *les Sabines*, *Léonidas aux Thermopyles*. Quant à la quatrième époque, celle de son exil, je m'en occuperai dans le quatrième volume.

Le sénateur Vien vivait, mais ne produisait plus; il en était de même de Vincent. Ce dernier, pour charmer les loisirs de son repos, avait ouvert une école où l'on puisait des principes purs et sains. Renaud, auteur de l'*Éducation d'Achille*, l'un des chefs-d'œuvre

modernes, travaillait encore : on admirait ses *Trois Grâces*, son *Triomphe de Napoléon*, etc.

Après eux, comme plus jeune, mais bien supérieur par le talent, venait Guérin, à qui nous devons *Didon écoutant Énée*, *Marcus Sextus*, *Bélisaire*, *Hippolyte*, *Andromaque et Pyrrhus*, *Clitemnestre*, l'*Aurore et l'Amour*, le *Tombeau d'Amynthas*, etc. Ces conceptions admirables portent dans l'âme la terreur ou la pitié. De belles formes, un dessin pur, une couleur gracieuse, assurent à Guérin une place que la postérité lui confirmera.

Girodet, son émule, à force d'esprit, de travail et de goût, se passa de génie ; il enrichit l'école française d'*Endymion*, l'*Amour et Psyché*, *Ossian*, la *Scène du déluge*, *Hippocrate*, la *Révolte du Caire*, *Pygmalion*, *les Quatre élémens*, etc. Des *Portraits*, une suite précieuse de *dessins*, *l'Énéide*, *les Amours des dieux*, et d'autres encore, lui valurent une réputation que son école ne soutiendra pas, car il vécut solitaire et ne voulut pas faire d'élèves.

Gérard, que nous venons de perdre en 1837, et que les arts pleureront long-temps, après avoir orné le Musée de la république des *Héros d'Ossian recevant nos braves*, du *Bélisaire portant son jeune compagnon*, d'*Homère*, de *Psyché*, des *Trois âges de la vie*, de l'immortelle *Bataille d'Austerlitz*, d'un admirable *portrait de Napoléon*, d'un autre du *Roi de Rome*, de l'*Entrée des Français à Vienne*, etc., poursuivit aussi sa carrière brillante sous la restauration, où nous le retrouverons.

Parmi ces maîtres, Gros, dont j'aurai plus tard à raconter la mort, peignit à Milan un *portrait de Napoléon*. La *Peste de Jaffa* mit le sceau à sa gloire. La

Bataille d'Aboukir, le *Champ de bataille d'Eylau*, *Charles-Quint à Saint-Denis*, sont aussi de lui. Le *portrait du général Lasalle* est peut-être le chef-d'œuvre du genre.

Ces hommes si distingués n'étaient pas seuls à féconder le champ de la peinture : on citait, parmi leurs dignes émules, Meynier, Peyron, Le Thière, Omégant, Ménageot, Taunay, Carles et Horace Vernet, Valencienne, Bertin, Boilly, Van Spandonck, Hennequin, Granges, Landon, Gautherot, Richard, Révoil, Vermay, jeune artiste à qui la gloire promettait des jours brillans, et que la mort a frappé si jeune : il a peint *Marie-Stuart*, *Louis et Gabrielle*, *Saint Louis en Égypte*. Je passe sous silence trente peintres dignes d'être cités à côté de ceux-là, et dont les noms échappent à ma mémoire rebelle.

La sculpture se montrait environnée d'un noble cortége, dans lequel on distinguait Houdon, Rujoie, Roland, Cartellier, Lemot, Dejoux, le comte Chinard, Espérieux, Julien, etc. Les architectes de mérite étaient aussi en grand nombre : on n'a pas oublié Raymond, Percier, Gondoyn, Peyre, Dufourny, Heurtier, Ledoux, Poyet, Vignon, Claverain, Besche, etc. Les graveurs étaient dignement représentés par Berwick, Jeauffroy, Duvivier, Desnoyer, Bouillon-Andrieux, etc.

Les jurisconsultes célèbres ne manquaient pas. L'héroïque Desèze se présentait le premier ; puis venaient Bellart, Billecoque, de La Malle, Chauveau-Lagarde, de Joly, de Lacroix-Frainville, Mailhe, Thilorier, Berryer père, Hua, Sirey, de Lahyre, Delvincourt, Piet, Tallandier, Tripier, Pérignon, Rendu, Couture, Persil, Guichard, Pardessus, Baudeloque, et tant

d'autres. Parmi les criminalistes et les législateurs, on citait Cambacérès, Merlin, Treilhard, Tronchet, Thibeaudeau, Carnot, Clavier, Sirey, Bérenger, etc.

Quant à la partie militaire, quels noms faudrait-il citer? Quels sont ceux que l'on peut oublier? Tous les maréchaux sont trop connus pour que je les signale. Ne choisir que quelques noms dans l'état-major général serait une injustice, car ceux que je tairais auraient les mêmes droits à être nommés! Junot, Dejean père et fils, Kellermann fils, Grouchy, Belliard, Nansouty, Gassendy, Abey, Barrois, Bellaveine, Bérhaud, Bonnet, Bourcier, Clauzel, Compans, Curial, Darmagnac, d'Aricault, d'Autalne, Decaen, de Laborde, de France, d'Hériot, Dubreton, Duhême, Dulauloy, Dumas, Dumuy, Duronnel, Durrute, Dulong, d'Erlon, Excellmans, la Tour-Maubourg, Foy, Frère, Friand, Fririon, Grandjean, Lagrange, Harispe, Haxo, Heudelet, Hullin, Lahoussaye, Lamarck, La Martinière, La Poype, Lauriston, Lefèvre-Desnouettes, Le Marrois, Lepic, Laval, Lhéritier, Luilhier, Lelair, Ligier, Lobau, Loison, Lamorlière, Marulas, Maurice Mathieu, Merle, Monnet, Milhaud, Miollis, Molitor, Monchoisy, Morand, Meunier de La Converserie, Ornano, Puésot, Padou, Pajol, Partourneau, Pernetty, Plaisance, Planta, Pulli, Richepanse, Lanusse, Rapp, Reille, Reynier, Ricard, Laplane, Rochambeau, Rognat, Roguet, Ruty, Sémélé, Taupin, Thiébaut, Tilly, Travot, Vallée, Verdier, Vaubois, Vial, Valther, Ameilh, Avice, Aymar, Barbanègre, Barié, Berthezène, Bonnemain, Brayer, Miche, Castagne, Castex, Colbert, Corbineau, Clapparèdes, Dalesme, Dalton, Drouest, Dulong, Expert, de Latour, Four-

nier-d'Albe, Gruyer, Gudin, d'Hautpoul, Rougé, Janin, Monin, Meunier, Lafitte, Lamarque, Lamothe, Bailly de Monthion, Marens, Sin, Merlin, Montbrun, Montfort, Nègre, Nogues, Paultre de Lamothe, Pourrayllé, Rey, Saint-Cyr-Nugues, Schram, Subervic, Vallin, Vichery, etc., etc.

Parmi les plus grands capitaines, les meilleurs ingénieurs, je signalerai les généraux Cafarelly aîné, Vichery et le baron Sabatier de Saint-Félix. Le nombre de beaucoup d'autres généraux d'artillerie et de cavalerie à citer serait immense, ainsi que celui de tant de braves marins dignes d'un meilleur sort : la fortune les accabla ; leur âme resta supérieure à leur fortune.

Dans le mouvement de progression qui signala cette grande époque, aucune branche ne faiblit, aucune classe ne resta en arrière. L'Église française posséda des évêques d'un mérite supérieur. Nommerai-je le vénérable cardinal Dubelloy, archevêque de Paris? M. de Broglie, évêque de Troyes? M. de Noé, ancien évêque de Lescars, et mort au siége de....? M. Daviau de Sanzay, archevêque de Bordeaux? le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen? le vénérable Dubourg, évêque de Limoges? l'éloquent Fournier, évêque de Montpellier? et le vertueux Émery, supérieur des Missions étrangères? et le saint abbé Caron, et l'abbé Nicole, et l'abbé Fraissinous, qui devint une puissance par ses discours prononcés à Paris, que Napoléon estimait sans l'aimer, et que même il craignait? les vénérables abbés de Lafage, Cafford, des Mazures, enfin l'abbé Sicard, ce père des sourds et muets, ce respectable successeur de l'abbé de l'Épée.

A mesure que les années de son règne s'accumu-

laient, Napoléon s'épouvantait du péril que la liberté de la presse pourrait lui faire courir, et chaque année il la resserrait dans des limites plus étroites. Par un décret, il ordonna que tout ouvrage traitant d'histoire, de politique, de finance, d'administration, ne pourrait désormais être publié avant que l'auteur ne l'eût soumis au ministre dans les attributions duquel il rentrerait, et n'en eût obtenu un permis de publication. C'était interdire toutes vues neuves, toutes pensées généreuses, toutes améliorations utiles.

L'empereur, trouvant dangereux de mettre dans les mains de jeunes gens destinés à vivre sous un gouvernement absolu les écrits complets des philosophes, des historiens, des auteurs, des poètes de la Grèce et de Rome, avait résolu de soumettre à une révision générale tous les ouvrages anciens, et d'en faire imprimer pour les colléges des éditions dont on retrancherait ce qui portait trop à l'amour de la liberté, à la haine des tyrans et au mépris du despotisme. Sa chute empêcha seule l'exécution de ce plan.

Les théâtres furent placés sous une surveillance sévère; un décret impérial de 1807 réduisit à huit salles ouvertes les vingt ou vingt-cinq qui existaient auparavant. On conserva les Français, l'Opéra, l'Odéon, l'Opéra-Comique, le Vaudeville, les Variétés, l'Ambigu et la Gaîté. On laissa en outre les Italiens pour l'aristocratie de la richesse, et Franconi pour les faubourgs et la jeunesse

Toute pièce était soumise deux, trois et même quatre fois à une censure de plus en plus intolérante. On mit à l'index le théâtre de Dubelloy, *Athalie*, *Mérope*, *Brutus*, *la Mort de César*, *Adelaïde Duguesclin*, la *Partie de chasse d'Henri IV*, *Richard Cœur-*

de-Lion, Édouard en Écosse, l'Antichambre, opéra-comique, depuis autorisé sous le titre de *Picaros et Diégo*. M. Dupaty, auteur de cette pièce, fut arrêté, conduit à Brest, et enrégimenté dans un bataillon colonial. Mais depuis il rentra dans les bonnes grâces de Napoléon, qui même le décora.

On ne peut concevoir aujourd'hui la force, la puissance, la dignité des fonctionnaires publics sous Napoléon. Choisis parmi les hommes les plus capables, leur autorité était sans bornes; les convenances ou les intérêts de quelques riches particuliers; les recommandations des députés, conseillers d'état, sénateurs, généraux; les intrigues des femmes de la cour n'avaient aucun pouvoir sur eux; leur indépendance était entière. Ils n'avaient pas à s'humilier comme depuis 1814, et surtout comme à présent, sous des influences de localité et sous la toute-puissance des journalistes. Il en résultait une marche mieux dessinée, un ensemble admirable, et en même temps les préfets, les sous-préfets, les maires et autres agens du gouvernement se renfermaient dans leurs devoirs et dans la stricte observation des lois. Ils se seraient bien gardés d'affecter la tyrannie, car l'empereur veillait sur tout, et la plainte du dernier des citoyens arrivait à lui. Nul de ceux qui l'entouraient, dans l'intérêt d'un fonctionnaire ou d'un magistrat quelconque, n'eût osé soustraire au regard du maître le placet qui lui aurait signalé une concussion, un abus de pouvoir.

Des routes spacieuses ouvertes au milieu de marais impraticables, sur les pentes abruptes des monts les plus escarpés, ou parcourant de riches plaines, étaient tracées et construites rapidement; des ponts, des aqueducs, des canaux, s'élevaient où étaient

creusés ; des travaux gigantesques s'exécutaient dans nos ports de mers, à Anvers, à Dunkerque, à Calais, à Ambleteuse, au Havre, à Dieppe, à Cherbourg, à Brest, à Lorient, à Granville, à Saint-Malo, à Rochefort, à La Rochelle, à Bordeaux, à Bayonne, à Toulon et sur toutes les côtes de la Méditerranée; des villes étaient fondées ou reconstruites dans la Vendée ; les façades de la place Bellecourt à Lyon, renversées par le marteau d'or de Couthon, étaient réédifiées par ses ordres. Il dota de siéges épiscopaux des villes qui n'en avaient jamais eus ; il fit bâtir des églises, des hôpitaux, des colléges, des hospices, des casernes ; il rendit aux palais de Versailles, de Trianon, de Compiègne, de Saint-Cloud, de Rambouillet, de Fontainebleau leur antique splendeur ; il les peupla de rois, de reines, de princes, de princesses attachés à sa suite.

Sous son gouvernement, toutes les manufactures d'étoffes de soie, de velours, de tissus, de dentelles, de blondes, de tulles furent encouragées et reçurent un accroissement extraordinaire. La joaillerie, l'orfévrerie, éteintes depuis 1789, reprirent une nouvelle vie ; le commerce des diamans acquit un développement immense. Il en fut de même de tous les établissemens où l'on confectionnait les porcelaines, les tapisseries, les cristaux, le plaqué, les mosaïques, incrustations, dorures, ciselures, gravures, etc.

La sellerie et la passementerie gagnèrent des sommes énormes. Des livrées ne purent être confectionnées sans qu'une foule d'ouvriers ne trouvassent à vivre. Nos tapissiers devinrent les facteurs de toute l'Europe. Des mobiliers somptueux, exécutés en

France, rendirent toutes les cours étrangères, les seigneurs et les riches particuliers tributaires de notre industrie. . . . . . .

Mais à cela devait se borner le commerce français; celui d'outre-mer lui était fermé. Les vins se vendaient mal, et la force de l'habitude repoussait le sucre de raisin, le café de chicorée, et le pastel, substitué à l'indigo. Cependant le pastel serait une ressource précieuse. Napoléon avait créé à Castres une chaire de chimie appliquée à cette production si utile, et en avait investi un homme d'honneur du Midi, où depuis trois générations sa famille est vénérée, en raison du bien qu'elle a fait, le baron de Puymaurin (1).

Sous un règne aussi glorieux, la guerre faisait des moissons rapides d'hommes. En neuf ans, depuis janvier 1805 jusqu'en décembre 1813, deux millions cent soixante-treize mille conscrits furent légalement appelés sous les drapeaux, et un nombre bien plus considérable fut de fait contraint au service. Par exemple, lorsqu'un homme dont le numéro suivait celui d'un déserteur était appelé pour le remplacer, jamais le remplaçant n'était rendu à ses foyers, lors même que le déserteur rejoignait les drapeaux. Enfin, si l'on

(1) Homme d'esprit, de probité, de haute intelligence, aussi savant profond que fait pour briller dans la société; cher à ses amis, honneur de sa ville natale, estimé de ses concitoyens, le baron de Puymaurin fut toujours royaliste apprécié par l'empereur, qui l'accueillit à la législature et qui lui confia des missions importantes. Il fut nommé, par S. M. Louis XVIII, directeur de la Monnaie des médailles. Son fils, digne de lui, avait été son successeur dès son vivant; mais à l'époque de 1830, ces hommes de bien et de fidélité ne voulurent pas rester à Paris après le malheur de leurs maîtres. Gloire à ces nobles cœurs qui ont préféré retraite et médiocrité à fortune et blâme! L. L. L.

prend la peine de calculer l'effectif des armées françaises lorsque Napoléon revint de l'Égypte en 1799, les levées des diverses conscriptions, les gardes nationales du premier ban, les vélites, les gardes d'honneur, les troupes d'Italie, d'Allemagne et de Hollande, on trouvera qu'il a disposé, pendant les quatorze années de sa domination, de la vie de trois millions trois cent mille hommes, ce qui, pour chaque département, établit une consommation effroyable de deux cent quarante mille soldats par an; car, en 1814, resta-t-il beaucoup de ces soldats qui avaient parcouru l'Europe en vainqueurs?

Les conquêtes sont glorieuses, sans doute, mais combien elles coutent de larmes et de sang?

Telle fut la France pendant la durée de l'autorité de Napoléon, de Napoléon qui grandit chaque jour dans l'opinion publique, parce qu'on oublie ses fautes, ses torts, et qu'on ne voit plus que ses belles actions. Général à vingt-six ans, premier capitaine de son siècle à trente, empereur à trente-cinq, il a remporté à lui seul plus de victoires célèbres que tous les souverains modernes ensemble. Plus puissant qu'aucun d'eux, il a rétabli la religion, les lois, les mœurs, le commerce, l'industrie; enfin il a assuré à la nation française une renommée impérissable et une prépondérance qu'elle ne perdra pas, malgré les fautes de ceux qui lui ont succédé.

FIN DU TROISÈME VOLUME.

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE.